

Université de Montréal

Les avancées et les limites de l'essai néodéveloppementaliste au Brésil :
le projet socio-économique des gouvernements *petistas* (2003-2015)

par

Julia Djaia Oliveira e Souza

Études internationales

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de
Maître en sciences (M.Sc.) en Études internationales

Octobre 2020

© Julia Djaia Oliveira e Souza, 2020

Résumé

Ce mémoire problématise les tenants et les aboutissants de la stratégie de développement adoptée au Brésil par le Parti des travailleurs entre 2003 et 2015, appelée néodéveloppement, compte tenu de la position périphérique qu'occupe le pays dans le système international. Elle cherche à démontrer que les gouvernements du Parti des travailleurs, même en ayant assuré la protection sociale prévue par la Constitution de 1988 et réalisé des avancées sociales significatives, n'ont pas pu rompre avec la logique néolibérale, hégémonique dans le pays depuis les années 1980. À cette fin, nous reprenons la discussion sur le développement brésilien au 20^e siècle, depuis l'ère Vargas (1930) jusqu'à la fin de la dictature militaire (1985). Nous discutons ensuite de la période néolibérale — qui débute au milieu des années 1980, mais se consolide dans les années 1990 — et de ses conséquences, ainsi que de la montée au pouvoir du Parti des travailleurs et de sa tentative de reprendre le développement national. Enfin, nous aborderons l'incapacité du néodéveloppementalisme à générer des changements réels par rapport au néolibéralisme, car non seulement il cherche à se réconcilier avec la logique hégémonique actuelle, mais la renforce.

Mots-clés : développement ; néodéveloppement ; néolibéralisme ; politiques macroéconomiques ; politiques sociales.

Abstract

This dissertation problematizes the ins and outs of the development strategy adopted in Brazil by the Workers' Party between 2003 and 2015, called neo developmentalism, considering the country's peripheral position in the international system. It seeks to demonstrate that the Workers' Party governments, even though they have provided the social protection guaranteed by the 1988 Constitution and have made significant social advances, have not been able to break with the neoliberal logic that has been hegemonic in the country since the 1980s. To this end, we return to the discussion of Brazilian development in the 20th century, from the Vargas era (1930) to the end of the military dictatorship (1985). We then discuss the neo-liberal period - which began in the mid-1980s but was consolidated in the 1990s – and its consequences, as well as the rise to power of the Workers' Party and its attempt to resume national development. Finally, we discuss the impossibility of neo developmentalism being able to generate real changes with respect to neoliberalism, since it not only seeks to reconcile itself with the current hegemonic logic, but also reinforces it.

Keywords: development; neo developmentalism; neo liberalism; macroeconomic policies; social policies.

Resumo

Esta dissertação visa discutir os avanços e limites da estratégia de desenvolvimento adotada no Brasil pelo Partido dos Trabalhadores entre 2003 e 2015, chamada neodesenvolvimentismo, considerando a posição periférica que o país ocupa no Sistema internacional. Procura-se demonstrar que os governos petistas, embora tenham assegurado a proteção social prevista na Constituição de 1988 e feito avanços sociais significativos, não conseguiram romper com a lógica neoliberal que tem sido hegemônica no país desde os anos 1980. Para isso, retomamos a discussão sobre desenvolvimento brasileiro no século XX, entre a Era Vargas (1930) e o fim da ditadura militar (1985). Discutimos então o período neoliberal no país – iniciado em meados dos anos 1980, mas consolidado nos anos 1990 – e suas consequências, bem como a ascensão ao poder do Partido dos Trabalhadores e sua tentativa de retomar o desenvolvimento nacional. Finalmente, discutimos sobre a impossibilidade de o desenvolvimentismo ser capaz de gerar mudanças reais em relação ao neoliberalismo, uma vez que ele não só procura conciliar-se com a lógica hegemônica atual, mas também a reforça.

Palavras-chave: desenvolvimento; macroeconomia; neodesenvolvimentismo; neoliberalismo; políticas sociais.

Table de matière

Résumé	iii
Abstract	iv
Resumo	v
Table de matière	vi
Liste des tableaux	viii
Liste des graphiques.....	ix
Liste des sigles et des abréviations	x
Remerciements	xiii
INTRODUCTION.....	15
1. LES ORIGINES ET LA TRAJECTOIRE DU DÉVELOPPEMENTALISME AU BRÉSIL (1930-1985)	21
1.1. La trajectoire du capitalisme avant 1930	22
1.2. Le premier cycle du développementalisme brésilien (1930-1964)	25
1.3. Le deuxième cycle du développementalisme brésilien (1964-1980)	37
2. LES ANNÉES 1980 ET 1990 : ENTRE LA DÉCENNIE PERDUE ET LA DÉCENNIE NÉOLIBÉRALE, LE TRANSFERT DE LA CRISE CENTRALE VERS LA PÉRIPHÉRIE, LA CONSTITUTION CITOYENNE ET L'ABANDON DU DÉVELOPPEMENT	52
2.1. Les revendications sociales et la Constitution de 1988	54
2.2. L'arrangement politique, la crise économique et les politiques sociales au cours de la « décennie perdue ».....	56
2.3. Les années 1990 : radicalisation de l'agenda néolibéral	61
3. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DES GOUVERNEMENTS <i>PETISTAS</i> (2003-2015).....	74
3.1. L'idéal socio-économique des gouvernements <i>petistas</i> : le néodéveloppementalisme	74
3.2. Transition et ajustement macroéconomique (2003-2005)	78
3.3. Accélération de la croissance (2006-2008)	81
3.4. Réponse à la crise internationale (2009-2010)	84
3.5. <i>Softlanding</i> économique et essai néodéveloppementaliste (2011-2012).....	86
3.6. Crise économique et effondrement de la gouvernance (2013-2015).....	89
4. LES CHANGEMENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ENTRE 2003-2015 : L'ESSAI NÉODEVELOPPEMENTALISTE	95
4.1. Les origines de l'État providence et l'expérience brésilienne	96

4.2.	La crise sociale du néolibéralisme et la réponse néodéveloppementaliste	98
4.3.	Les dépenses sociales fédérales au Brésil.....	99
4.3.1.	<i>L'éducation</i>	100
4.3.2.	<i>L'organisation agraire</i>	102
4.3.3.	<i>L'assainissement de base et le logement</i>	106
4.4.	Sécurité sociale brésilienne : assistance sociale, assurance sociale et santé	108
4.4.1.	<i>L'assurance sociale</i>	109
4.4.2.	<i>Le système de santé unique et les programmes de santé adjacents</i>	110
4.4.3.	<i>L'assistance sociale</i>	112
4.5.	Élargissement du marché du travail et valorisation effective du salaire minimum.	114
5.	LA TENTATIVE RATÉE DE CONCILIER AVEC LE NÉOLIBÉRALISME : CRISE POLITIQUE ET SOCIALE (2014-2015)	119
5.1.	La crise économique	121
5.2.	La configuration politique lors des gouvernements <i>petistas</i>	122
5.3.	La crise sociale et la perte de la base électorale	127
5.4.	La Révolution dévore ses propres enfants	132
	CONSIDÉRATIONS FINALES	137
	Bibliographie	140
	Annexes	clxix

Liste des tableaux

Tableau 1 – Les 30 cibles du Plan Metas	clxix
Tableau 2 – Trajectoire de l'inflation et du salaire minimum réel (1955-1961).....	clxx
Tableau 3 – Comparaison entre le national-développementalisme et le néodéveloppementalisme	clxx

Liste des graphiques

Graphique 1 – Chômage (en %, 1981-2002).....	clxxi
Graphique 2 – Taux d’inflation (% par an, 1980-2002).....	clxxii
Graphique 3 – Évolution de l’Indice Gini (1985-2002).....	clxxii
Graphique 4 – Résultat du PIB (en %, 1985-2002).....	clxxiii
Graphique 5 – Taux d’intérêt (en %, 1980-2002).....	clxxiii
Graphique 6 – Réserves internationales et dette externe (en millions de US\$, 1980-2002)	clxxiv
Graphique 7 – Résultat du PIB (en %, 2003-2015).....	clxxiv
Graphique 8 – Taux d’inflation et taux d’intérêts (en %, 2003-2015).....	clxxv
Graphique 9 – Données fiscales et dette publique (en % du PIB, 2003-2015).....	clxxv
Graphique 10 – Exportations et importations (en millions de US\$, 2003-2015).....	clxxvi
Graphique 11 – Réserves internationales et dette externe (en millions de US\$, 2003-2015)	clxxvi
Graphique 12 – Évolution du salaire minimum réel (en R\$ par mois, 2003-2015).....	clxxvii
Graphique 13 – Création d’emploi formel (2003-2015).....	clxxvii
Graphique 14 – Effets du PAC sur le PIB (% cumulé, 1999-2010).....	clxxviii
Graphique 15 – Primarisation des exportations brésiliennes (en %, 2000-2010).....	clxxviii
Graphique 16 – Croissance industrielle (en %, 2003-2015).....	clxxix
Graphique 17 – Évolution et composition des dépenses sociales du gouvernement fédéral (en % et milliards de R\$, 2003-2015).....	clxxix
Graphique 18 – Dépenses pour l’éducation et la culture par catégories (en milliards de R\$, 2003-2015).....	clxxx
Graphique 19 – Évolution de la répartition des ressources pour le crédit agricole (en milliards de R\$, 2003-2015).....	clxxx
Graphique 20 – Propriétés pour la réforme agraire, la création de lotissements et l’installation de familles (1988-2014).....	clxxxi
Graphique 21 – Nombre d’occupations et familles dans les occupations (1988-2014)...	clxxxi
Graphique 22 – Espérance de vie, mortalité infantile et mortalité à la naissance (tous les 1000 décès, 1988-2015).....	clxxxii
Graphique 23 – Création d’emplois formels et taux de chômage (en % et millions de postes de travail créés, 2003-2015).....	clxxxii
Graphique 24 – Travail informel par division géographique (en %, 2003-2013).....	clxxxiii
Graphique 25 – Évolution des salaires minimum nominal, réel et idéal (2003-2015)...	clxxxiii
Graphique 26 – Revenu moyen par région du pays (en R\$, 2003-2014).....	clxxxiv
Graphique 27 – Évolution de l’Indice Gini, de la pauvreté et de l’extrême pauvreté (% de la population, 1988-2015).....	clxxxiv

Liste des sigles et des abréviations

ARENA – *Aliança Renovadora Nacional*

BCB – *Banco central do Brasil*

BID – *Banque interaméricaine de développement*

BNDE – *Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico*

BNDES – *Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e social*

BPC – *Benefício de prestação continuada*

CAPES – *Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior*

CDI – *Conselho de Desenvolvimento Industrial*

CEPALC – *Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

CESOP – *Centro de Estudos de Opinião Pública*

CLT – *Consolidação das Leis do Trabalho*

CNI – *Confederação Nacional da Indústria*

CSF – *Ciências sem Fronteiras*

CSN – *Companhia Siderúrgica Nacional*

DATAPREV – *Empresa de Tecnologia e Informações da Previdência*

DEM – *Partido Democrata*

DIEESE – *Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Socioeconômicos*

FED – *Réserve Fédérale*

FGV – *Fundação Getúlio Vargas*

FMI – *Fonds monétaire international*

FUNDEB – *Fundo de Manutenção e Desenvolvimento da Educação Básica*

IBGE – *Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística*

IDEB – *Índice de Desenvolvimento da Educação Básica*

IDH – *Indice de développement humain*

INCRA – *Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária*

INFRAERO – *Empresa Brasileira de Infraestrutura Aeroportuária*

INSS – *Instituto Nacional do Seguro Social*

IPEA – *Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada*

LOAS – *Lei Orgânica da Assistência Social*

MDB – *Movimento Democrático Brasileiro*

MDS – *Ministério do Desenvolvimento Social e Combate à Fome*

OCDE – *Organisation de coopération et de développement économiques*

OIT – *Organisation internationale du travail*

PC do B – *Partido Comunista do Brasil*

PCB – *Partido Comunista Brasileiro*

PDE – *Plano de Desenvolvimento da Educação*
PIB — *Produit intérieur brut*
PL – *Partido Liberal*
PLANASA – *Plano Nacional de Saneamento*
PLANCITE – *Plano Nacional de Combate à Informalidade do Trabalhador Empregado*
PLANSAB – *Plano Nacional de Saneamento Básico*
PMDB – *Partido do Movimento Democrático Brasileiro*
PME – *Programa Mais Educação*
PNAD – *Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios*
PNCF – *Programa Nacional de Crédito Fundiário*
PND – *Plano Nacional de Desenvolvimento*
PNRA – *Plano Nacional de Reforma Agrária*
PNUD – *Programme des Nations unies pour le développement*
PP – *Partido Progressista*
PPA – *Plano Plurianual*
PRB – *Partido Republicano Brasileiro*
ProUni – *Programa Universidade para Todos*
PSD – *Partido Social Democrático*
PSDB – *Partido da Social Democracia Brasileira*
PT – *Partido dos Trabalhadores*
RCPS – *Regime de Previdência Complementar*
RGPS – *Regime Geral de Previdência Social*
RMV – *Renda Mensal Vitalícia*
RPPS – *Regime Próprio de Previdência Social*
SIAFI – *Sistema Integrado de Administração Financeira do Governo Federal*
SIDOR – *Sistema Integrado de Dados Orçamentários*
SNI – *Serviço Nacional de Informações*
SUS – *Sistema Único de Saúde*
Telebrás – *Companhia Brasileira de Telecomunicações*
UDN – *União Democrática Nacional*

À ma mère, Sônia

Remerciements

Ce mémoire n'aurait pas été possible sans la contribution d'un groupe de personnes et donc ces remerciements ne sont pas simplement une pratique ou un exercice de rhétorique. Ce travail est le résultat d'une construction collective et d'une réflexion critique sur la réalité brésilienne. Pour cette raison, je partage les mérites éventuels de ce travail avec tous ceux qui ont contribué au mémoire et que je remercie vivement. Les inexactitudes présentes dans l'ouvrage relèvent de ma responsabilité exclusive.

Je tiens à remercier l'Université de Montréal de m'avoir accueilli dans ce programme de maîtrise, surtout à mon directeur, Sébastien Rioux, qui a généreusement accepté de faire partie de cette trajectoire et qui, dès notre premier contact en septembre 2018, a fait confiance à mon travail, m'a encouragée et m'a inspiré par sa direction intellectuelle et critique. Je remercie également Dan Furukawa Marques d'avoir accepté de faire partie du jury et de contribuer par son avis critique et ses notes à l'amélioration de ce travail.

Je remercie Georgia, Lígia et surtout Oliver Hillel de m'avoir accueilli chez eux et de m'avoir appuyé dans ce projet depuis le début, en me soutenant et encourageant comme ma famille au Canada.

Enfin, comme pour toutes mes réalisations passées et celles à venir, ce mémoire n'a été possible que grâce à mes grands-parents, Leonel et Rachel (*in memoriam*), qui sont mes bases et mes exemples de courage et de détermination, à mon frère, Txai, qui m'a écouté et m'a fait rire même quand les jours n'étaient pas faciles et, enfin, à ma mère Sônia, qui m'a soutenue inconditionnellement et a combattu à mes côtés dans chaque bataille pour que je puisse arriver jusqu'ici.

La Révolution est comme Saturne, elle dévore ses propres enfants

Georg Büchner

INTRODUCTION

La montée au pouvoir du Parti des travailleurs (*Partido dos Trabalhadores*, PT) au Brésil en 2003 a pris des airs de transformation. Le parti est sorti victorieux des élections présidentielles après quatre tentatives en tant que principal parti d'opposition, avec un discours combatif contre le modèle néolibéral, qui confrontait la société brésilienne à une grave crise de légitimité, compte tenu de ses conséquences sociales délétères. Ces changements n'étaient pas exclusifs au Brésil : le début du XXI^e siècle a été marqué par le mouvement de « vague rose¹ », qui désigne la montée au pouvoir des partis de gauche dans différents pays d'Amérique du Sud, qui a commencée par le Venezuela, avec l'élection de Hugo Chávez en 1998. Chacune avec ses spécificités, les nations voisines : chilienne (2000), argentine (2003), uruguayenne (2004), bolivienne (2005), équatorienne (2006) et paraguayenne (2008), ont également suivi la tendance progressiste. Ce transfert de pouvoir aux mains des travailleurs a été considéré par de nombreux intellectuels comme une rupture avec l'hégémonie néolibérale et l'émergence d'un nouveau modèle socio-économique post-libéral (Panizza 2006).

Au Brésil, la victoire du PT a été également soutenue par la promesse d'un plan de développement national inclusif, qui permettrait de relancer la croissance économique, mais aussi considérant la situation sociale du pays. Ainsi, le projet de développement national adopté par les gouvernements *petistas*², nommé *néodéveloppementalisme*, serait guidé par le développement social afin de surmonter les obstacles sociaux et structurels au pays, à savoir l'inégalité et la pauvreté. Pour que ce plan soit couronné de succès, l'État doit être responsable de la satisfaction des besoins sociaux et de la stabilité économique, précisément afin que les conditions soient réunies dans l'optique d'approfondir les acquis sociaux. Mais le néodéveloppementalisme n'est pas le premier plan de promotion du développement brésilien et, en fait, il s'inspire du développementalisme adopté au XX^e siècle, que nous appelons *national-développementalisme*. Contrairement à sa version contemporaine, le national-développementalisme a été guidé par la croissance économique et l'insertion du pays dans le système capitaliste moderne pour atteindre ses principaux objectifs : surmonter le sous-développement et garantir l'autonomie nationale, en repositionnant le pays comme une nation forte, indépendante et développée dans le système international. Bien que le plan de

¹ Le mouvement, bien que caractérisé par la montée des partis progressistes au pouvoir, a également indiqué la montée d'autres spectres idéologiques au pouvoir. Ce fut le cas en Équateur, en 2005, avec Lucio Gutiérrez et au Pérou, en 2011, avec Ollanta Humala, identifiés comme libéraux. Pour plus de détails sur le mouvement de la vague rose, voir Panizza (2006).

² Le terme « *petista* » se réfère à tout ce qui concerne le Parti des travailleurs.

développement brésilien ait été mis en pratique en 1930, ce n'est qu'après la 2^e Guerre mondiale que le débat s'approfondit, alors que différentes écoles théoriques réfléchissent sur des moyens de promouvoir le développement dans les pays périphériques.

Ces débats se passent dans un contexte d'exceptionnelle prospérité économique et une profonde et vaste révolution sociale : les pays périphériques se sont engagés dans des plans pour leur développement, et les pays centraux du système international ont adopté le régime d'accumulation keynésien-fordien et « l'État providence », où l'État intervient dans les relations et les processus du marché afin de garantir la croissance économique, le plein emploi et le bien-être des citoyens. Ainsi dans cet « âge d'or du capitalisme », le monde a vécu l'expansion et la croissance durable du système capitaliste, l'endiguement des crises et l'élévation du niveau de qualité de vie d'une partie de la population, notamment des pays centraux (Hobsbawm 1995, 259-260). Mais les progrès de la période ont été aussi intenses que son déclin, une fois que le système keynésien a montré ses limites d'expansion, et a cédé la place aux directives néolibérales. L'adoption des idéaux néolibéraux a représenté, pour les pays périphériques, l'abandon des plans de développement, tandis que, pour les pays centraux, elle a signifié la diminution significative de l'État providence. Au lieu de se poser l'idée d'un État minimal, qui, en raison d'une prétendue efficacité du marché comme régulateur des activités économiques, se limiterait à promouvoir le marché libre, en combattant les obstacles à son fonctionnement. Au Brésil, le néolibéralisme s'installe dans les années 1980 et s'est approfondi dans les années 1990, clôturant la décennie avec un scénario désastreux : le pays s'est révélé vulnérable aux éléments exogènes, l'économie instable et immergée dans une crise profonde, et les problèmes sociaux nationaux accentués.

Ainsi, lorsque l'ancien métallurgiste et dirigeant syndical de plus grande importance nationale, Luis Inácio « Lula » da Silva est devenu président, non seulement le peuple était représenté, mais il avait aussi l'espoir de voir des changements véritables. Et, en fait, le plan néodéveloppementaliste a bien connu du succès pendant la majeure partie de son exécution, avec des indicateurs sociaux progressant, et une croissance économique durable Lula. Grâce à ces succès, Lula a été réélu en 2006, et son successeur, Dilma Rousseff, a été élue première femme présidente du pays lors des élections suivantes (2010), pour être ensuite également réélue (2014). Mais un peu plus d'une décennie après la mise en œuvre de ce projet, le pays s'est retrouvé au milieu d'une profonde crise sociale, politique et économique qui a mis en lumière des questionnements sur les capacités et les limites du néodéveloppementalisme à générer des changements réels. Ce travail d'analyse s'intéresse aux décisions macroéconomiques et aux politiques sociales adoptées durant la période des gouvernements Lula (2003-2010) et Rousseff

(2011-2015)³, afin d'identifier les avancées et les limites de la stratégie néodéveloppementaliste brésilienne de cette période, l'objet direct de cette étude.

Pour Fonseca, Cunha et Bichara (2013), les données socio-économiques de l'époque — spécialement si on les compare à celles des cinq derniers siècles de l'histoire nationale — prouvent que le néodéveloppementalisme mené par Lula correspond aux nécessités sociales et économiques du Brésil contemporain. Bien que la croissance économique ne fût pas la plus haute de l'histoire nationale récente, les auteurs soulignent qu'elle était soutenue par un scénario d'équilibre économique, de stabilité inflationniste, et ce qui était inédit au pays, elle s'est transformée en vecteur de changements sociaux. Entre 2003 et 2015, le salaire minimum⁴ réel a augmenté de 71,3 %, tandis que la pauvreté et l'extrême pauvreté⁵ ont diminué respectivement de 70,2 % et 72,3 %, et l'indice de Gini⁶ est passé de 0,576 à 0,519. Mais, la vision de ces auteurs — et d'autres⁷ qui soulignent les progrès de la stratégie néodéveloppementaliste et ses résultats comme étant le dépassement du néolibéralisme — ne fait pas l'unanimité. D'autres auteurs⁸ font une analyse critique du gouvernement, en soulignant que les avancées sociales de la période n'ont fait que *camoufler* l'approfondissement de l'idéal néolibéral dans le pays. Le projet de développement, limité aux politiques sociales ponctuelles, aux transferts de revenus et à l'insertion des personnes dans le marché de consommation. Cette mise en œuvre en demi-teinte a fini par dissocier le développement du concept de citoyenneté en dépolitisant le débat sur les possibilités réelles de changement social réel et en renforçant les fondements de la logique capitaliste aggravant la situation sociale.

En outre, les avancées sociales n'ont pas été effectivement instaurées en tant que droits des citoyens, ce qui en fait des politiques *gouvernementales*. Elles n'ont donc pas été établies dans la logique de l'État — ce qui les rendait vulnérables aux décisions des futurs gouvernements. C'est ce qui ressort du nouveau plan gouvernemental présenté par le vice-

³ Étant donné la destitution de la présidente Dilma Rousseff lors du processus de jugement le 12 mai 2016, son vice-président, Michel Temer, l'a remplacé temporairement, jusqu'à la fin du processus et la déposition officielle de Rousseff le 31 août 2016. Ainsi, nous avons donc choisi de porter notre attention sur la période se terminant en 2015, dernière année au cours de laquelle Rousseff a pu exercer pleinement son mandat.

⁴ Les salaires au Brésil sont payés mensuellement et, par conséquent, nous considérons dans ce travail que, lorsque l'on mentionne le salaire — réel, nominal ou idéal — cette valeur correspond au revenu mensuel, sauf si nous spécifions une autre période de temps.

⁵ Nous adoptons dans ce travail le concept de pauvreté et extrême pauvreté de l'IBGE (2018), qui considère les critères de la Banque mondiale pour mesurer les degrés de pauvreté (où les individus vivent avec jusqu'à 5,50 US\$ par jour) et d'extrême pauvreté (où les individus vivent avec jusqu'à 1,90 US\$ par jour).

⁶ L'indice de Gini est une mesure du degré de concentration d'une distribution, dont la valeur varie de 0 (l'égalité parfaite) à 1 (l'inégalité maximale). Il est calculé au Brésil par la distribution du revenu mensuel nominal des personnes âgées de 10 ans et plus ayant des revenus, et du revenu mensuel nominal des ménages privés permanents ayant des revenus. (IBGE 2010a, 38).

⁷ Tels qu'Oliva (2010a ; 2010b), Sader (2013), Anderson (2011).

⁸ Tels que Boito Júnior (2003 ; 2012), Paula (2005), Pereira (2012), Sampaio Júnior (2012).

président Michel Temer, lorsque Rousseff a temporairement été suspendue du gouvernement (mai 2016), en observant les changements qu'il a mené une fois officiellement président, après la destitution de Rousseff (août 2016). En fait, le scénario de crise socio-économique et politique qui a frappé le gouvernement Rousseff surtout à partir de 2014, et qui a culminé dans son processus de destitution, soulève des questions plus profondes sur ce projet adopté à partir du gouvernement Lula :

La stratégie néodéveloppementaliste a-t-elle permis de surmonter la logique et les pratiques néolibérales adoptées au Brésil dans les années 1980 et 1990 ?

Les politiques socio-économiques adoptées par les gouvernements *petistas* ont-elles entraîné des changements structurels dans la société brésilienne ?

Quelles sont les limites du projet développementaliste des gouvernements *petistas* ?

Ces questions forment le cœur autour duquel s'articule ce projet de recherche. Nous émettons l'hypothèse que, dans le contexte du néodéveloppementalisme brésilien, la conciliation entre le projet de développement national et la satisfaction des intérêts du capital a un poids différent, le second l'emportant sur le premier. Ainsi, le projet de développement mis en œuvre par le PT n'a pas combattu le modèle sociopolitique archaïque hérité de la période colonialiste et jamais vraiment rompu. Les conséquences de ce modèle — le rapt de l'État par les élites économiques pour faire valoir leurs intérêts au détriment de l'intérêt public, et les inégalités et la pauvreté systémiques — sont maintenues. Et, se sentant menacé, le capital rompt cet accord, assurant ses intérêts au détriment des autres et empêchant le projet développementaliste qui, en réalité, n'était qu'une utopie, car il ne portait pas le potentiel d'effectuer le changement qu'il avait prévu. Pourtant, il semble légitime de supposer que, en ne rompant pas avec la logique néolibérale et en réduisant les avancées sociales à l'ascension de classe et à l'intégration d'une partie de la population au marché de consommation, le projet néodéveloppementaliste finit par approfondir la logique néolibérale, qui est maintenant diluée dans les avancées sociales de la période. Enfin, la limite du néodéveloppementalisme serait sa propre réussite, car, outre la croissance économique, ce développementalisme suppose l'approfondissement des acquis sociaux comme base de sa stratégie de développement.

L'objectif de ce travail est de réfléchir à la trajectoire du développement brésilien afin de fomentier le débat sur des alternatives pour le développement des pays périphériques au XXI^e siècle. Cette étude traite de la réalité brésilienne qui, comme le rappelle Ianni (1991), est en constant mouvement, formation et transformation, et donc n'est pas évidente. Ce qui est mis en

évidence n'est pas nécessairement appréhendé dans sa totalité. Cette compréhension justifie le choix de la méthode, puisque nous cherchons à nous éloigner des postures cartésiennes dans le traitement de la réalité et à clarifier l'idée que celle-ci — et non la méthode — est dialectique. La méthode *devient* dialectique en s'adaptant à la dynamique, aux caractéristiques et aux contradictions de cette réalité, ce qui permet au lecteur de s'éloigner des *apparences* de l'objet d'étude et de se concentrer sur son *essence*. La méthode, tout comme le paradigme qui la guide, n'est pas neutre, puisqu'elle cherche à stimuler le regard critique du lecteur, vise des changements éventuels et, par conséquent, permet la relation entre le sujet et l'objet d'étude. Dans cette dissertation, la méthode historico-dialectique semble appropriée pour l'appréhension d'un objet en cours, politique et historiquement situé, et structurellement déterminé.

Pour étayer les raisonnements mis de l'avant dans la présente analyse, nous utilisons une revue de littérature qui se concentre sur le développement économique, surtout celle qui se développe à la périphérie du système international (Lewis 1969 ; Nurkse 1953, 1969 ; Furtado 1968, 2009 ; Bresser-Pereira 2012, 2014, 2016) et sur le développement social (Draibe 1985, 1993, 1998 ; Fagnani 2005, 2008, 2011). Nous analysons également des documents et des données historiques provenant principalement d'instituts de recherche nationale, tels que l'Institut brésilien de géographie et de statistique, l'Institut de recherche économique appliquée⁹ et le Département intersyndical des statistiques et des études socio-économiques (*Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Socioeconômicos*, DIEESE)¹⁰ et d'organisations internationales, telles que l'Organisation internationale du travail (OIT), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)¹¹ et la Banque mondiale. La systématisation du matériel commence par l'identification des débats théoriques et des données économiques et sociales pertinentes pour ce débat, utilisé pour construire le cadre théorique et conceptuel et l'analyse empirique des politiques néodéveloppementalistes au cours de la période d'étude.

Le travail est organisé en cinq chapitres, en plus de cette introduction et les considérations finales. Dans le premier chapitre, nous traitons de la trajectoire

⁹ Dans l'original : *Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística* (IBGE) et *Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada* (IPEA), respectivement.

¹⁰ Organisme créé en 1955 par des dirigeants syndicaux — et maintenu par les centres syndicaux encore aujourd'hui — pour répondre aux besoins techniques des syndicats et des travailleurs, en promouvant les recherches et les études liées au travail, tel que l'enquête nationale sur l'emploi et le chômage, l'indice du coût de la vie et le salaire minimum nécessaire, que nous utilisons dans ce travail.

¹¹ La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a été fondée dans les années 1940 en tant qu'organisation régionale des Nations unies. Elle a représenté le centre du débat sur le développement dans la région, englobant des formulations théoriques sur les raisons et les solutions du sous-développement, ainsi que des mesures pratiques et politiques visant à favoriser le développement économique (Mantega 1984).

développementaliste entre 1930 et 1985 ainsi que des influences que les penseurs de l'économie du développement ont exercées sur les stratégies adoptées dans le cas brésilien. Le deuxième chapitre traite de la crise qui s'est imposée au système capitaliste dans les années 1970 et le transfert de cette crise aux pays périphériques — spécifiquement le Brésil —, et les conséquences de la reprise des idéaux économiques du marché libre et le processus de financiarisation économique au pays entre les années 1980 et 2000. Le troisième chapitre est consacré à la trajectoire économique des gouvernements Lula (2003-2010) et Rousseff (2011-2015), et la mise en pratique du projet néodéveloppementaliste, présenté comme l'alternative au néolibéralisme pour que le pays puisse se développer socialement et économiquement dans cette nouvelle phase du capitalisme dans le système mondial. Ensuite, dans le quatrième chapitre, nous nous concentrons principalement sur les politiques sociales instaurées au cours de la même période — réflexes des stratégies économiques adoptées, mais aussi des priorités des gouvernements en question — qui convergent à la base de ce nouveau projet de développement, qui est le développement social. Finalement, au cinquième chapitre, nous présentons la crise socio-économique et politique qui a atteint le deuxième mandat de Rousseff, en considérant le contexte national de conciliation des intérêts du capital, afin de réfléchir sur les avancées et les limites des initiatives de cette période, qui a fini par la destitution de la présidente et, par conséquent, l'abandon du projet néodéveloppementaliste.

1. LES ORIGINES ET LA TRAJECTOIRE DU DÉVELOPPEMENTALISME AU BRÉSIL (1930-1985)

Ce chapitre aborde brièvement certains aspects formateurs du Brésil et sa trajectoire de développement depuis les années 1930, en considérant ses aspects sociaux, politiques et économiques. Pour ce faire, nous utilisons la revue de littérature ainsi que les données des *Annuaire statistiques du Brésil* entre 1936 et 1985 — des rapports publiés annuellement par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística*, IBGE) qui donnent un aperçu général du pays par des indicateurs socio-économiques, agricoles, industriels, commerciaux, macroéconomiques. Vu que les données de l'Institut, notamment les indices sociaux, sont parfois contradictoires et discontinues, nous avons choisi de ne pas comparer les périodes. En même temps, nous les considérons dans ce travail parce que leur absence ou leur présence indiquent les intérêts et priorités politiques de chaque gouvernement qui en était responsable, et aussi parce qu'ils nous guident plus ou moins dans la direction de la réalité que nous abordons. Le projet développementaliste brésilien peut être pensé en deux cycles, le premier allant de 1930 à 1964, et le deuxième de 1965 à 1985 (Bielschowsky, Mussi 2005). Il est défini par Bielschowsky (1988, 248-250) comme un projet de dépassement du sous-développement qui, bien qu'il soit passé par différentes phases et scénarios, est guidé par trois idées centrales : le développement ne se fera que par l'industrialisation ; les forces du marché sont insuffisantes pour garantir l'industrialisation, et donc l'État guidera et fournira les ressources nécessaires pour y parvenir ; et l'État agira comme un agent économique, en encourageant l'expansion des secteurs où les efforts privés ont été insuffisants.

Le développement serait donc une fin en soi (Fonseca 2004, 2), et fait référence à la prise de conscience des classes politiques et à la mobilisation des élites économiques pour agir en sa faveur. Dans une perspective marxiste Ianni (1989, 98), souligne que l'industrialisation brésilienne marque la transition de l'État patrimonialiste à l'État bourgeois, où la bourgeoisie industrielle devient la classe dirigeante — et donc l'idée d'« industrialisation » comme synonyme de « développement » répond à ses intérêts, tandis qu'elle réduit le développement à juste son aspect économique. Néanmoins, comme le rappelle Fernandes (1976), la Révolution bourgeoise brésilienne n'a pas été achevée, car elle n'a pas rompu avec les structures et les pratiques sociales, politiques et même économiques construites pendant la période de colonisation. Ces structures, que nous aborderons ensuite, pourraient être synthétisées en trois éléments fondamentaux : l'influence constante des élites économiques sur le pouvoir politique ;

leur désintérêt à soutenir un projet de développement national ; et l'exclusion sociale de la majorité de la population. Moins percutante qu'une révolution, la « modernisation conservatrice » brésilienne (Souza 2006, 13) n'a pas pris la forme que de réformes ponctuelles répondant aux intérêts des classes hégémoniques et au maintien de pratiques qui leur étaient bénéfiques.

1.1. La trajectoire du capitalisme avant 1930

Le capitalisme brésilien et la position du pays dans la hiérarchie du système international ont été abordés par des penseurs tels que Tavares (1973), Fernandes (1976), Oliveira (2003), Furtado (1962 ; 1968 ; 2005 ; 2009), entre autres. Chacun selon sa perspective convient de la nécessité de surmonter les structures coloniales à partir d'un modèle national de développement et d'autonomie à long terme. Selon Marx et Engels (1997), cette rupture serait menée par l'action révolutionnaire des classes bourgeoises pour dépasser les relations féodales et leur logique d'exploitation politico-religieuse qui limitent leurs actions, en la remplaçant par une logique d'exploitation économique et objective et qui transformerait inévitablement les relations sociales et productives. Cette transformation, pour Fernandes (1976), n'a jamais été établie dans la trajectoire économique brésilienne, mais incorporée graduellement par les élites bourgeoises au centre de l'ancien système, qui, bien que s'étant converti au modèle capitaliste, l'a fait sans rompre avec la logique précédente. Il est nécessaire ici de comprendre ce qu'était l'« ancien système » et quelles sont les caractéristiques qui forment ce que nous appelons la « logique sociale brésilienne ».

La formation du Brésil tel que nous la connaissons aujourd'hui résulte de la dynamique eurocentriste et de la logique d'expansion et d'accumulation capitaliste qui ont précédé la révolution industrielle, s'organisant sur la base de trois caractéristiques principales :

- Le système de culture agricole de « *plantations* », où propriétés de grandes dimensions pratiquaient la monoculture, et dont la production était surtout destinée à l'exportation. Comme le but principal de la colonisation était d'exploiter les ressources de manière rentable pour assumer le fardeau de protéger un territoire aussi vaste, les terres étaient concédées à ceux qui avaient la capacité financière de les rendre productives¹².

¹² À partir de 1534, la Couronne portugaise a désigné au Brésil le régime de *sesmarias* pour la division des terres, où le gouvernement portugais allouait environ 240 km de terres sur la côte brésilienne en échange, a priori, du paiement de dîmes à l'église et, plus tard, en échange des impôts annuels. Cette politique peut être comprise comme la première raison historique de la concentration des terres et de l'absence de contrôle sur les terres publiques, puisque la Couronne s'est abstenue de les contrôler (Holanda 1995 ; Fausto 2006).

- Le travail des esclaves, notamment les Africains¹³, qui a été aboli seulement en 1888¹⁴ grâce aux pressions de la communauté internationale, et surtout de l'Angleterre.
- Le patrimonialisme, conséquence d'une société patriarcale fortement liée aux relations familiales, où les intérêts personnels des détenteurs de pouvoir politique et économique sont confondus avec les intérêts publics, et le personnelisme fait partie de l'appareil d'État (Holanda 1995 ; Fernandes 1976 ; Furtado 1962 ; 1968).

Alors que ces auteurs brésiliens classiques soulignent le patrimonialisme comme la principale caractéristique et « maladie » brésilienne, Souza (2016) critique cette idée, en affirmant que les groupes socio-économiques dominants n'occupent pas l'État, mais le captent et l'instrumentalisent selon leurs objectifs : le pillage de la richesse sociale pour eux-mêmes. L'auteur défend l'idée selon laquelle l'accent sur le patrimonialisme comme un problème inhérent de l'État brésilien ne soit plus qu'une excuse pour l'affaiblir. Ainsi, la propagation de l'idée que l'État est simplement corrompu, sans s'attaquer aux agents actifs de cette corruption, suggère que le problème — l'État — devrait être réduit au minimum nécessaire pour éviter la pratique du patrimonialisme. Selon l'auteur, cette thèse enracinée dans la société brésilienne veut légitimer les intérêts économiques d'une élite qui régit le marché, la véritable source de corruption et de pouvoir. Le dénominateur commun entre les thèses des classiques brésiliens et de Souza (2016) c'est l'intérêt des groupes socio-économiques dominants qui influencent l'État et la trajectoire nationale pour satisfaire leurs objectifs, dont les origines demeurent enracinées dans l'histoire nationale, celles-ci méritant d'être prises en considération.

Depuis l'invasion portugaise, le Brésil est devenu une colonie d'exploitation, dont la valeur résidait dans les ressources utilisées par la métropole, et non une colonie de peuplement, où les Portugais voulaient s'installer. Tant les gestionnaires de cette exploitation (les Portugais) que ceux qui travaillaient pour la rendre possible, c'est-à-dire les esclaves, n'étaient pas originaires de la terre exploitée. De la même façon, la production n'était pas destinée à construire un marché intérieur de consommateurs, mais à répondre aux demandes internationales. Par conséquent, les élites économiques n'ont jamais reconnu le Brésil comme

¹³ L'esclavage africain fut la solution pour les Portugais, qui ne trouvaient pas profitable l'esclavage des natifs, en considérant leurs techniques de travail « rudimentaires », et leurs fuites constantes, car ils connaissaient bien leur territoire (Holanda 1995).

¹⁴ L'abolition fut reportée autant que possible et s'est fait de manière à empêcher l'intégration des anciens esclavagés dans la société comme citoyens. Des législations furent construites pour limiter leur accès à l'éducation, au marché du travail, à la terre, aux animaux et d'autres ressources nécessaires à leur restructuration, comme la « Loi foncière » (Loi n° 601, de 1850), qui garantit que seuls les hommes libres auront l'accès à la terre, rendant difficile l'accès à ceux qui seraient libérés en 1888.

leur nation, mais plutôt comme un territoire pour obtenir des ressources, et donc il n'y avait aucun intérêt à guider les efforts pour faire progresser le pays, sinon quand ces groupes bénéficieraient d'un tel progrès, comme la période d'industrialisation en a donné des illustrations (Souza 2016). Cela explique également les origines du sous-développement brésilien, qui résulte du processus historique national, et est maintenu par l'inertie des classes sociales qui pourraient rompre avec la logique colonialiste et mener un plan de développement national vers une société républicaine moderne, démocratique et moins inégale.

Les transformations ponctuelles se répètent à différents moments importants de l'histoire nationale, comme l'Indépendance (1822), qui n'a pas rompu avec les bases coloniales telles que l'esclavagisme, le patrimonialisme et la monarchie, mais était plutôt une réforme faite sur mesure¹⁵ pour donner plus de liberté politico-économique aux classes dirigeantes par rapport à la métropole. L'abolition (1888) qui, sans réparer les résultats sociaux de l'esclavage, a maintenu ses victimes exclues du statut de citoyen, tandis que la Proclamation de la République (1889) était un coup d'État militaire avec l'appui des propriétaires terriens, garantissant la conciliation des intérêts de ces deux classes aux idéaux positivistes déjà populaires sur la scène internationale (Holanda 1995 ; Oliveira 2003 ; Fernandes 1976 ; 2008). Les efforts de modernisation nationale ont plutôt été des réponses aux pressions des élites internationales, qui ont lié la jeune nation aux règles, alliances et traités politico-commerciaux dictés par le système d'accumulation capitaliste des économies centrales, compromettant l'autonomie du pays (Furtado 1968 ; 2005). Ainsi, même libre du Portugal, le Brésil continuait à être soumis à la logique de domination, non seulement politico-économique, mais aussi intellectuelle, de sorte que les dirigeants et même les penseurs nationaux ont convergé vers la certitude que la confrontation aux intérêts dominants mènerait le pays à l'ostracisme culturel, à la marginalisation économique et à la pauvreté (Fernandes 1976 ; Oliveira 2003 ; Souza 2016).

Ce n'est que dans les années 1930 que le pays connaîtra de profonds changements. Les idées démocratiques et libérales gagnent alors plus de place parmi les penseurs brésiliens, tandis qu'une forte crise économique frappe les bases productives nationales qui soutiennent les élites agraires. La crise de 1929 aggrave les facteurs internes et alimente les effervescences sociales, dont les mouvements militaires ont guidé un coup d'État qui a empêché le président élu, Julio Prestes, d'accéder au pouvoir. À partir de l'arrivée au pouvoir, avec l'appui des militaires, de

¹⁵ Santos (1978, 71) cite des mouvements libertaires populaires tels que l'*Inconfidência Mineira* (1789) et la *Conjuração Baiana* (1798) comme exemples de tentatives de libération du Brésil de l'administration portugaise, lesquelles ont été violemment réprimées par les élites nationales, encore menacées par cette rupture. Ainsi, ce n'est qu'à partir de la volonté de ces élites et selon ses conditions que l'Indépendance nationale est faite.

Getúlio Vargas en 1930, et pendant les 15 années suivantes de son gouvernement, le pays vit des changements des structures socio-économiques et politiques au-delà de l'hégémonie des propriétaires fonciers, de la subsistance des travailleurs ruraux et d'une petite classe moyenne urbaine de fonctionnaires gouvernementaux. Vargas inaugure le projet de développement national basé sur un État autonome, fort, moderne et centralisé ; sur l'urbanisation, l'industrialisation et la création d'un marché interne, enfin, l'expansion et à l'accélération du développement capitaliste. Son projet était basé sur le modèle que Tavares (1973) a plus tard défini comme « l'industrialisation par le remplacement des importations » — un processus qui remplace progressivement des produits importés par une production intérieure, en construisant l'autonomie nationale par l'expansion et la diversification productive. Ce processus était encore plus difficile aux économies latines périphériques, directement dépendantes de facteurs externes comme la demande des produits de faible valeur agrégée et peu diverse, et l'offre des biens manufacturés — ce que l'auteur appelle une « économie duale ».

Ces caractéristiques, dans une société où la répartition des revenus est inégale et la pauvreté atteint en grande partie la population, créent l'inadéquation chronique entre la production et la demande intérieure, qui est compensée par la variable d'ajustement : le secteur extérieur. La Crise de 1929 a affecté cette variable — par la baisse de la demande de produits d'Amérique latine et par la diminution de l'offre de produits manufacturés à l'importation —, mais elle a aussi créé une occasion de stimuler la consommation interne et la production interne, en substituant les importations. Le secteur extérieur aurait représenté encore une partie importante de l'économie, y compris pour la diversification de la structure productive à travers les importations, mais le principal déterminant de la croissance économique aurait cessé désormais d'être exogène par les investissements internes. Cependant, ce processus au Brésil a été partiellement accompli, puisqu'on a maintenu la base d'exportation précaire, en répondant aux intérêts des anciens propriétaires terriens, encore détenteurs de pouvoir politico-économique, et maintenant formant le secteur agro-exportateur. Ainsi, la tendance des goulets d'étranglement extérieurs et l'économie duale ont été maintenues (Draibe 1985, 82-87).

1.2. Le premier cycle du développementalisme brésilien (1930-1964)

L'ère Vargas (1930-1945) a été marquée par la conciliation des intérêts de classe (D'Araujo 1999), car le président croyait que la restructuration de l'économie nationale ne pourrait être réalisée en aliénant complètement les groupes traditionnels associés à la culture du café — base économique nationale jusqu'à ce moment-là. En même temps, ses objectifs de

modernisation coïncidaient avec les intérêts de la bourgeoisie industrielle urbaine en formation, dépendante du soutien de l'État pour s'établir, et avec les droits des travailleurs. Vargas a mis en place le salaire minimum (1940), la justice du travail (1941), et plusieurs autres droits travaillistes, condensés dans la Consolidation des lois du travail (*Consolidação das Leis do Trabalho*, CLT) en 1943, mais il a maintenu le caractère autoritaire et conservateur de l'État — après tout, le gouvernement contrôlait et limitait l'activité syndicale à ce qui lui convenait. Enfin, ces droits lui assuraient l'appui populaire et l'atténuation des conflits et des conséquences inhérentes au système capitaliste en formation. Ce processus allait également de pair avec la diminution de la mentalité sociale esclavagiste encore récemment en place de même que l'insertion d'une partie de la population dans la logique de la consommation. De surcroît, l'augmentation du pouvoir d'achat a été permise avec la fortification du marché interne. Finalement, Vargas a concilié les intérêts des ouvriers urbains et des secteurs plus progressistes des élites pour construire un projet d'État moderne, sans retirer le pouvoir exercé par des élites agraires sur les travailleurs ruraux ni ses privilèges. La restructuration socio-économique en cours n'a donc pas éliminé la logique oligarchique ou les fondements sociaux hérités de la période coloniale (D'Araujo 1999 ; Fonseca 2011).

Bien que l'objectif de ce travail ne soit pas d'énumérer toutes les initiatives de la période¹⁶, il faut souligner quelques législations¹⁷ et institutions nationales¹⁸ surtout dans des secteurs stratégiques comme ceux de l'énergie et de l'acier, pour l'exploitation efficace et autonome ; l'encouragement à la production agricole¹⁹ et l'accès au crédit pour l'initiative privée, et la création des banques nationales²⁰ (D'Araujo 1999 ; Fonseca 2011). Finalement, la réforme de l'éducation (1931)²¹, et des initiatives comme celle du Conseil économique de la présidence pour des projets spéciaux, et les plans nationaux liés aux secteurs comme les

¹⁶ Pour une étude plus détaillée, voir : D'Araujo (1999).

¹⁷ Nous soulignons le « Code de l'eau » (Brasil 1934a), qui a réglementé les initiatives contre la sécheresse et a formalisé les conditions d'échange et d'exploitation des forces productives. Le gouvernement s'est concentré sur le grand potentiel hydro-énergétique comme moteur de l'industrialisation et, selon la pensée gouvernementale, du développement (Ianni 1971, 34). Le « code minier » (Brasil 1934b), limitait l'exploitation des chutes d'eau, des mines et d'autres richesses du sous-sol aux compagnies nationales, avec l'autorisation fédérale.

¹⁸ Nous soulignons la Compagnie nationale de sidérurgie (1941), l'Entreprise minière Vale do Rio Doce (1942) et la Centrale hydroélectrique de São Francisco (1945).

¹⁹ Nous soulignons le Fonds de crédit agricole et industriel, institué en 1937 pour faciliter l'accès au crédit, stimuler l'économie rurale, permettre la production d'excédents, et fournir d'éducation économique aux agriculteurs (Redivo 2018).

²⁰ Nous soulignons la Banque de l'Amazônia (1942), et dans le deuxième gouvernement Vargas, la Banque du Nordeste et la Banque nationale pour le développement économique (BNDE), les deux en 1952.

²¹ La réforme a établi l'universalisation et a modernisé l'enseignement secondaire, en rendant la présence en classe obligatoire et en instaurant un système d'évaluation régulière des élèves et des écoles par l'inspection fédérale. Ces mesures ont permis l'expansion de l'éducation en gardant sa qualité, pour générer une main-d'œuvre qualifiée (Dallabrida 2009).

transports et l'énergie (Fonseca 2011) démontrent la planification détaillée et à long terme de Vargas. Les changements sociaux de la période sont notables : le nombre d'élèves dans les écoles et d'enseignants embauchés a presque doublé entre 1932²² et 1945 (de 2,2 millions à 4,1 millions et de 76 000 à 142 000, respectivement), tandis que le nombre d'écoles sur le territoire national a plus que triplé (de 29 900 à 95 500) au cours de la même période. Les hospitalisations sont passées de 63 600 en 1933 à 144 400 en 1945, tandis que les villes ayant accès à l'eau et les services sanitaires sont passées, respectivement, de 317 et 126 en 1920 à 1423 et 427 en 1945 (IBGE s.d.).

Finalement, l'administration Vargas a travaillé pour maintenir la stabilité économique par la réforme fiscale de 1934, qui a augmenté et centralisé la collecte d'impôts, et de mesures visant à encourager la production et à soutenir la demande (Furtado 2005). Il a également adopté une politique monétaire expansionniste, basée sur le concept de non-neutralité de la monnaie. Conjointement à cette mesure, la dévaluation de la monnaie a rendu possible de profiter davantage des exportations, d'accumuler des devises²³ et de combattre la grave crise monétaire que traversait le pays. Mais, bien que le gouvernement ait fortement soutenu le secteur privé, une fois que le processus de développement avançait, l'action du gouvernement est devenue la cible de critiques, surtout des industriels urbains, qui réclamaient plus d'autonomie économique (Cepêda 2005, 4). En même temps, l'autoritarisme du gouvernement se donnait des accents fascistes, surtout à partir de 1937, agissant par censure, propagande et persécution de l'opposition et des « communistes ». À l'époque de la Seconde Guerre mondiale, certains entrepreneurs, politiciens et même la communauté internationale, percevaient ce gouvernement comme une menace à la démocratie et le libéralisme. Les changements de la dynamique économique qui ont garanti le succès du projet de Vargas ont aussi modifié la formation sociale et la balance de pouvoir politique. Et même l'appui du grand nombre de travailleurs urbains au gouvernement n'a pas suffi, et le président a été évincé par l'armée en octobre 1945 (Mantega 1984).

Les critiques et le retrait de Vargas du pouvoir n'ont pas changé l'approbation de la majorité de la population, qui a élu son ancien ministre de la guerre, le général Dutra en 1945, dans l'espoir de poursuivre les avancées réalisées par son gouvernement (Vianna 1987 ; Skidmore 2007). En même temps, les industriels et commerçants urbains considéraient que la

²² Il manque des données pour 1930-1931.

²³ À la fin de l'Ère Vargas (1945), le pays comptait plus de 700 millions US\$ de réserves (Vianna 1987, 97 ; Skidmore 2007).

démocratie politique reconquise devrait correspondre à la démocratie économique²⁴, et donc demandaient que le nouveau gouvernement abandonne les mesures protectionnistes, certains que la libéralisation, surtout par le biais de l'importation de produits étrangers, obligerait les industries à se moderniser pour être compétitives (Saretta 1995 ; Skidmore 2007). La situation internationale après la guerre s'est réorganisée selon des principes libéraux, avec plus de liberté et de dialogue. Ces principes libéraux se sont également transposés dans l'économie internationale, à partir des accords de Bretton Woods²⁵, et la création des institutions comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Le gouvernement a cédé aux pressions des entrepreneurs pour surévaluer le taux de change et pour enlever les contrôles de change, et a abandonné le plan d'industrialisation par substitution des importations, en supprimant les barrières aux importations pour stimuler la concurrence.

Les plus grands défis économiques étaient le déficit public de 53,4 millions US\$ et l'inflation, qui a augmenté en moyenne de 28,3 % entre 1943 et 1945 (IBGE *apud* Saretta 1995), et le gouvernement a choisi de les combattre en adoptant une politique monétaire contraignante pour éliminer la demande excédentaire. Cette mesure contribuerait à réduire les dépenses privées et combinée à une politique fiscale contraignante — envisageant de rééquilibrer le budget, dont le déficit s'est accumulé depuis le gouvernement Vargas — elle permettrait de réduire l'inflation²⁶ (Saretta 1995). L'inflation serait également combattue par des politiques commerciales ouvertes, favorisant les importations, le taux de change flottant et la libre circulation des capitaux, compte tenu de l'immense réserve de devises accumulée au cours de la guerre (Skidmore 2007). La libéralisation des importations a généré un déficit de la balance commerciale qui a été accentuée par l'augmentation des prix des produits manufacturés grâce à la grande demande européenne pour rééquiper ses industries²⁷, et bientôt Dutra a abandonné ses initiatives libérales. L'excédent de cette production, cependant, a été absorbé par le marché interne, grâce à la diminution de l'inflation. Finalement, la politique de

²⁴ Saretta (1995) met en garde contre l'imprécision du terme « démocratie économique », expliquant qu'un tel terme signifierait une moindre intervention de l'État dans l'économie.

²⁵ La Conférence de Bretton Woods (1944) a donné lieu à des accords pour guider l'économie mondiale après la Guerre, en plaçant la monnaie étatsunienne comme la monnaie à utiliser dans le commerce international et les liquidités internationales y seraient liées, ce qui a également démontré la situation privilégiée des Etats-Unis face à l'instabilité des autres puissances mondiales (Kilsztajn 1989, 88-92).

²⁶ L'objectif était de réduire les prix intérieurs en diminuant la demande, qui pouvait être satisfaite principalement par des importations. Paradoxalement, le gouvernement a maintenu l'augmentation de salaire au début de la gestion, ce qui a augmenté la liquidité de l'économie, en générant un nouveau processus inflationniste (Vianna 1990).

²⁷ Bien que l'Europe ait demandé des produits manufacturés, les exportations brésiliennes de ces produits sont passées de 20 % en 1945 à 7,5 % l'année suivante. En 1952, le total de ces biens sur la liste des exportations n'était que de 1 % (IBGE 2006), ce qui démontrait la faible compétitivité de la production et la nécessité de maintenir la protection aux industries nationales.

surévaluation de la monnaie a permis au gouvernement d'importer des équipements destinés à l'industrie brésilienne, tout en subventionnant les industries afin qu'elles puissent redevenir compétitives par rapport aux produits importés (Skidmore 2007).

Le caractère développementaliste du gouvernement Dutra ne fait pas consensus parmi les auteurs. Skidmore (2007) souligne l'absence de protection ou soutien gouvernemental aux industries nationales comme preuve que Dutra n'avait aucun intérêt à suivre le projet d'industrialisation et que les avancées de la période étaient des mouvements spontanés. Saretta (1995) souligne que l'industrialisation de la période n'est pas le fruit des initiatives du gouvernement, mais plutôt des demandes du secteur industriel qui, déjà formé et bien articulé, a mis de la pression pour que le gouvernement intervienne lorsqu'il a ressenti l'impact de la concurrence internationale. De toute façon, Furtado (2009) affirme que les politiques adoptées ont mis en évidence le manque de contrôle et de planification du gouvernement concernant la trajectoire de l'économie brésilienne.

D'autres auteurs voient ses politiques économiques comme un plan pour l'expansion et le développement industriel, y compris en utilisant des politiques interventionnistes, surtout à partir de 1948. Draibe (1985) estime que le gouvernement Dutra ne voulait pas rompre avec le modèle institutionnel inauguré par Vargas, mais minimiser son intervention dans l'économie, puisqu'il a maintenu les mécanismes de régulation du crédit, des intérêts, des salaires, des instituts et des entreprises publiques. Néanmoins, encore selon l'auteur, la décentralisation et la réduction de l'appareil d'État ont fini par démobiliser les projets gouvernementaux, de sorte qu'il ne semblait y avoir aucune planification à long terme. En même temps, la période a donné lieu à des avancées sociales, en suivant la tendance de croissance et amélioration de l'ère Vargas : les services sanitaires ont atteint 502 villes, tandis que 1468 ont obtenu accès à l'eau courante et les hospitalisations ont atteint 165 000 personnes. Dans le domaine de l'éducation, le nombre d'élèves est passé de 6,1 millions, répartis dans 88 400 écoles sous l'attention de plus de 213 000 enseignants (IBGE s.d.). Bastos (2004) nie également que Dutra avait une tendance libérale, étant donné qu'il a repris le contrôle de l'économie dans un contexte d'instabilité, en ajoutant que le caractère libéral ne signifie pas nécessairement une opposition au projet d'industrialisation. Finalement, Fonseca et Ayres (2017) se contentent d'affirmer que Dutra abandonne le modèle de développement de Vargas (basé sur le capital et le marché nationaux), et anticipe le projet développementaliste *international*, concrétisé par Juscelino Kubitschek (1956-1961), dont nous parlerons ensuite.

Si, sur le plan économique, la période Dutra était confuse, on s'attendait qu'avec la victoire de Getúlio Vargas aux élections de 1950, le projet de développement commencé dans

les années 1930 soit repris. Mais le contexte économique hérité du gouvernement Dutra²⁸ et le nouveau réaménagement des forces politiques dans le pays ont rendu le second gouvernement Vargas (1951-1954) très différent du précédent. Cette période est marquée par la tentative de se rapprocher des idéaux orthodoxes pour stabiliser l'économie, pour équilibrer les finances publiques et pour combattre l'inflation pour, ensuite, reprendre les efforts de développement (Fonseca 2010). Le gouvernement a réformé les politiques de change (Brasil 1953) pour revitaliser les exportations, contrôler les importations et augmenter la participation de l'État dans les revenus des transactions étrangères. L'équipe économique a maintenu les transactions financières sur le marché libre de change, où certaines des devises d'exportation pouvaient être vendues au profit du secteur de l'exportation tout en atténuant les déséquilibres budgétaires dans le secteur public. Ces mesures ont été conditionnées à la réaction du secteur industriel, qui ne devait pas être affecté négativement, en démontrant que Vargas maintenait son orientation favorable à l'industrialisation. De la même manière, il a créé la principale agence publique de développement du pays, la Banque nationale pour le développement économique (*Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico*, BNDE)²⁹, en 1952, et même Petrobras (1953) qui deviendra la plus grande entreprise du pays (Bielschowsky 1988).

Cependant, la situation internationale, en particulier la Guerre de Corée (1950-1953), ralentissait le commerce international, renforçant la pression sur la balance des paiements brésilienne et diminuant encore plus la capacité du secteur public à orienter l'économie — déjà fragilisée vu la réduction significative des devises internationales pendant le gouvernement Dutra. Comme l'afflux de capitaux était essentiel pour compenser la perte des recettes d'exportation et assurer la continuité des importations essentielles, Vargas a abandonné ses résistances à l'entrée de capitaux étrangers dans le pays. Il a alors encouragé les investisseurs étrangers à s'installer au pays par des subventions et des avantages fiscaux. Ces mesures ont exercé des pressions sur la balance des paiements à court terme, en plus des futurs envois de bénéfiques, d'amortissements et de dividendes à l'étranger, tandis que le gouvernement cherchait à apprécier le taux de change par la vente de devises étrangères. Au milieu des difficultés à rééquilibrer l'économie, Vargas a maintenu quelques projets de développement stratégique pour l'autonomie nationale, comme ceux dans les industries de base et de l'énergie, déjà bien

²⁸ Dans le secteur domestique, Vianna (1990) souligne la reprise du processus inflationniste et la récurrence du déséquilibre financier du secteur public. Dans le secteur extérieur, l'auteur souligne le rapprochement avec les États-Unis et celui concernant le financement des programmes de développement brésiliens.

²⁹ La création du BNDE a inauguré des pratiques plus rationnelles de gestion, de planification et d'application des ressources publiques dans les investissements de l'ampleur requise par le pays, en formant une équipe de techniciens capables d'élaborer des projets de développement au sein du gouvernement (Bugiato 2016).

protégées par des lois et institutions créées dans son premier gouvernement, même s'il était alors nécessaire d'accepter l'entrée de capitaux étrangers dans le pays.

La tentative du gouvernement de répondre à tous les intérêts et de maintenir le plan de développement et d'autonomie nationale a fini par ne plaire à aucun d'entre eux, en augmentant l'instabilité politique. La grave crise énergétique qui a paralysé les industries a affecté directement les salaires des travailleurs et, évidemment, les industriels, qui revendiquaient l'action du gouvernement, malgré l'adoption de politiques commerciales et de politiques de change protectionnistes qui les ont favorisés au détriment du secteur agricole, qui a vu sa demande tomber. Pour répondre aux revendications des ouvriers, Vargas a augmenté le salaire minimum de 100 %, ce qui n'a pas suffi pour contourner la situation et, sans le soutien du secteur agricole, du secteur industriel et de la population, le gouvernement semblait être au point mort (Bielschowsky 1988 ; Skidmore 2007). L'opposition de Vargas, soutenue par un des alliés militaires, l'a accusé de corruption afin de lui faire perdre le pouvoir. Pour éviter le coup d'État et maintenir son histoire intacte, Vargas a écrit une lettre expliquant ses motivations et dénonçant ses conspirateurs avant de commettre un suicide dans la résidence présidentielle en 1954. L'énorme bouleversement populaire a empêché les turbulences autour du coup d'État, qui ne s'est concrétisé qu'en 1964 (Vianna 1990).

Après la mort de Vargas, la situation politique était encore plus délicate. Élu en 1955 grâce à une habille conciliation des forces politico-économiques, mais sans soutien populaire massif et sous la contestation des militaires, le président Kubitschek a souffert un coup d'État qui a été contré grâce à une aile plus forte de l'armée qui a garanti son investiture en 1956 (Dias 1996). Croyant que l'initiative privée et les investissements étrangers devraient être le moteur du développement, Kubitschek a immédiatement diminué son intervention et a nommé Roberto Campos, grand critique des politiques protectionnistes de Vargas, comme président de la BNDE, en avançant que le pays devrait internationaliser son capital (Bielschowsky 1988). Le grand défi du gouvernement était de rééquilibrer le système politique, en gagnant le soutien du Parlement et en conciliant différents intérêts. Parallèlement, le nouveau gouvernement articulait son projet de développement, le Plan Metas, élaboré à partir des études sur le contexte national de la Commission mixte Brésil-États-Unis³⁰, de la CEPALC et de la BNDE et se focalisant dans les secteurs prioritaires pour les investissements (Brasil 1958). Le plan est conçu par Orenstein et Sochaczewski (1990) comme l'ensemble le plus important et complet

³⁰ La Commission est créée en 1951 par le gouvernement Dutra et le gouvernement étatsunien pour financer le rééquipement des secteurs d'infrastructure de l'économie brésilienne, comme partie du plan d'assistance technique des États-Unis pour l'Amérique latine (Sochaczewski 1993, 161).

d'investissements économiques, et considéré par Lessa (1981) comme le plan d'industrialisation le plus solide de l'histoire nationale visant des transformations profondes sur la structure économique nationale, même au coût de l'équilibre économique à court terme.

Le plan consistait en trente objectifs quantitatifs (tableau 1) qui consommeraient environ 5 % du PIB, distribués selon les priorités du gouvernement : l'énergie et les transports (71,3 %), les industries de base (22,3 %), et les politiques d'alimentation et d'éducation (6,4 %) (Brasil 1958). Mais, vu la situation héritée des gouvernements Dutra (1946-1951) et Vargas (1951-1954) de déficit des comptes publics, qui limitait le pouvoir d'achat des importations, le gouvernement avait la nécessité de trouver les ressources pour cette initiative de développement (Villela 2011). La solution trouvée était le «trépied de financement» : l'incitation aux investissements étrangers ; la recherche de financements auprès d'organisations et de partenaires internationaux ; la protection contre les importations pour certains produits et la subvention de crédit par l'État pour certains secteurs et pour l'infrastructure Lessa (1981).

Selon Villela (2011), les investissements nationaux privés et étrangers ont été principalement dirigés vers les secteurs de l'automobile, de la construction navale, de la mécanique lourde ainsi que des équipements électriques et ont été supervisés par des groupes exécutifs du Conseil de développement³¹. Ceux-ci étaient chargés de coordonner les détails et l'exécution du Plan Metas. Le secteur de l'énergie, à son tour, connaissait une plus grande présence de l'État une fois que les longues périodes de maturation et la faible rentabilité n'attiraient pas les capitaux privés. Ce secteur a reçu une attention soutenue, car le pays avait subi une crise d'approvisionnement dès le début des années 1950. De ces efforts sont nées de grandes centrales hydroélectriques³² ainsi que le renforcement de Petrobras, ce qui a permis la construction de parcs de raffinage du pétrole afin d'étendre la production nationale de combustibles liquides, de substituer son importation et, donc, de garantir l'autonomie nationale dans ce secteur. Les capitaux étrangers se sont présentés comme l'occasion de diversification des moyens de développement. Ils ont pris la forme d'investissements directs dans les secteurs industriels déterminés par le plan d'action (Brasil 1958). Ils se sont également présentés comme des crédits des banques étrangères pour financer les grandes entreprises publiques et pour l'achat de produits de leur pays d'origine (Leopoldi 1991). Ainsi le gouvernement a incité des

³¹ Organe créé en 1956, structuré sur la base de groupes de travail composés de techniciens spécialisés dans les orientations nationales de développement et chargé exclusivement de coordonner la mise en œuvre du Plan Metas par le biais d'études et d'analyses sur les questions identifiées par les groupes exécutifs qui, liés au BNDE, étaient responsables de la mise en œuvre des politiques (Villela 2011, 35-36).

³² La construction de la centrale hydroélectrique de Três Marias a débuté en 1957 et le complexe est inauguré en 1962, tandis que la construction des aciéries de Minas Gerais a commencé en 1958 et a pris fin en 1963.

investissements extérieurs par des taux de change préférentiels pour les importations — surtout d'équipements liés aux secteurs soulignés par le Plan Metas —, et qui ont obtenu les résultats attendus, mais qui ont également aggravé les déséquilibres financiers³³ (Sochaczewski 1993 ; Villela 2011). En même temps, l'expansion de la monnaie et du crédit a accéléré l'inflation, générant le mécontentement de la population (Furtado 1968).

Pour rééquilibrer l'économie, le gouvernement a adopté les directives du FMI concernant le rééquilibrage des finances nationales afin de contenir l'inflation (tableau 2)³⁴. Les mesures adoptées ont consisté en une réforme des échanges³⁵ (en 1957) et une réduction du budget fédéral (en 1959), essayaient d'approfondir l'austérité. Cependant, voyant que ces mesures avaient un effet négatif sur le Plan Metas, Kubitschek a choisi de suivre le plan de développement et a rompu ses relations avec le FMI (Orenstein Sochaczewski 1990 ; Skidmore 2007). Il a donc poursuivi son plan, mais non sans accélérer le processus inflationniste. Selon Tavares (1973, 151), les principales conséquences de ce modèle de développement étaient l'inflation, l'aggravation du déficit public, accompagnée d'une expansion excessive de la base monétaire par la Banque du Brésil³⁶.

Le trépied économique composé de l'État, du capital national et du capital étranger, afin de profiter de la période de redressement des économies centrales de l'après-guerre et investir dans des politiques de modernisation. On essayait ainsi de reproduire, dans une certaine mesure, les tendances du système capitaliste mondial. Le gouvernement ne visant pas à détruire la base d'exportation agricole du pays, mais à encourager l'approfondissement des activités

³³ Sochaczewski (1993) souligne la chute des exportations, qui a limité la capacité d'importation nationale, et, alors que les entrées de capitaux étrangers ont diminué, les paiements de remboursement de la dette extérieure ont augmenté.

³⁴ L'expansion inflationniste de la période Kubitschek, observée dans le tableau 2, est profondément liée à l'absence de lignes directrices pour le financement des grandes dépenses publiques que le plan d'action exigerait. En plus de ses dépenses directes en infrastructures, le gouvernement a fourni diverses incitations à l'investissement du secteur privé dans les domaines intéressant le plan. Ces incitations comprenaient des crédits de la BNDE et de la Banque du Brésil, qui fournissaient des ressources pour des paiements à long terme et à faible taux d'intérêt, et comme il y avait un manque de paiements, cela signifiait, en pratique, un taux d'intérêt négatif, compte tenu de l'inflation de la période. Le schéma de financement de l'inflation a été approuvé par la classe d'affaires, et a permis d'accéder aux ressources nécessaires pour financer leurs expansions. Même si les salaires des travailleurs industriels ont augmenté, le processus d'inflation a permis au secteur de s'emparer de gains, grâce aux marges de profits élevées et à l'accès facile au crédit bancaire, ce qui a permis d'augmenter la production. Cette situation a conduit à un processus d'inflation intense (Sochaczewski 1993 ; Skidmore 2007).

³⁵ Selon Villela (2011, 32), le principal instrument politico-économique du gouvernement à l'époque était le taux de change, et le gouvernement voudrait maintenir le fonctionnement des transactions financières sur le marché libre et ajuster la politique d'importation au stade correspondant de l'industrialisation du pays.

³⁶ La Banque du Brésil, en prêtant au Trésor national, a couvert pratiquement tout le déficit budgétaire qui a financé une partie des dépenses du plan, en plus de faciliter l'accès au crédit, rendant ainsi les investissements privés viables. Sochaczewski (1993, 83-90) souligne que la pression réelle sur le Trésor n'était cependant pas manifeste dans le déficit budgétaire, puisqu'une partie de ce déficit a été transférée aux années suivantes sous la rubrique « reliquats à payer » et « autres dépenses à payer », qui n'impliquaient pas de déboursements effectifs.

industrielles, en stimulant le dynamisme du capitalisme interne à partir des bases économiques déjà existantes (Ianni 1971). Mais au lieu d'autoriser les capitaux étrangers comme moteur du développement, Kubitschek leur a confié le rôle d'acteur économique central, qui menaçait le développement de l'industrie nationale en l'exposant à la concurrence internationale avec des industries déjà pleinement développées (Furtado 1962 ; Ianni 1971). Le résultat était l'internalisation des entreprises américaines et européennes — qui sont précisément en train d'internationaliser la production et la consommation, en élargissant leur portée et leur concurrence oligopolistique (Furtado 1962). Ainsi, bien que la croissance ait été obtenue grâce aux investissements étrangers, elle n'a pas pu être soutenue longtemps et, enfin, elle ne s'est pas traduite par des améliorations sociales ou le développement et l'autonomie nationale.

Kubitschek réduisait le développement national à la croissance économique qui, selon sa perspective, répondait aux besoins sociaux du pays, et le Plan Metas démontrait cette vision en se concentrant essentiellement sur les questions liées à l'éducation pour qualifier la main-d'œuvre. Mais même cette cible n'a pas été atteinte : l'augmentation du nombre de personnes complétant la scolarisation primaire entre 1950 et 1960 n'a pas suivi le rythme de la croissance démographique, et, en fait, le budget pour l'éducation a diminué de 9,5 % dans les années 1950 à 6,1 % au début des années 1960 (Baer 1975). Le nombre de villes ayant accès aux services sanitaires est passé de 2421 à 2779 entre 1956 et 1960³⁷, mais le réseau d'égout s'est seulement étendu de 689 à 910 villes dans la même période, tandis que le nombre de lits d'hôpitaux a légèrement augmenté : de 216 000 à 232 900 (IBGE s.d.). Enfin, même si le gouvernement Kubitschek a procédé à la plus significative augmentation du salaire minimum réel, le pouvoir d'achat réel s'est détérioré en raison de l'inflation, de sorte que le salaire réel de 1956 était plus élevé que celui de 1960 (Brasil s.d.).

Les tensions politiques et la crise économique se sont aggravées à la fin du gouvernement Kubitschek et ont continué au début des années 1960. Les déséquilibres budgétaires, monétaires et de change générés pendant la période Kubitschek ont affecté directement la productivité — et donc la capacité à créer des emplois. Ces difficultés, surtout à partir de 1962, ont affaibli l'optimisme du gouvernement Kubitschek — vu comme l'exemple du développementalisme — et ont accru l'instabilité politique et les mobilisations autour des réformes sociales (Skidmore 2007 ; Villela 2011). Bien qu'elle reflète le degré le plus élevé de politisation sociale et de pensée développementaliste, la nouvelle conjoncture a également soulevé des questions sur les limites de ce projet et la nécessité de le réadapter au nouveau

³⁷ Bien que le gouvernement de Kubitschek ait été en place entre 1956 et 1961, le manque de données limite parfois notre analyse.

contexte. Ces questionnements se sont appuyés sur ses limites macroéconomiques, sur la composition du capital qui soutient le développement (qu'il soit national, public ou privé, ou étranger) et sur la nécessité de réfléchir le développement économique dans les questions sociales (Bielschowsky 1988).

En plus de la crise économique, la crise politique semblait encore plus grave : après sept mois à la présidence, Jânio Quadros (1961) renonce au pouvoir et son vice-président, João Goulart (1961-1964)³⁸, prend le pouvoir. La renonciation qui a mis fin au court gouvernement de Quadros³⁹ est intervenue au plus fort de la campagne contre le président, qui a été accusé, lors d'une entrevue sur la chaîne nationale le 24 août 1961, par le journaliste Carlos Lacerda, alors gouverneur du parti Union démocratique nationale (*União Democrática Nacional*, UDN), d'être l'architecte d'un auto-Coup d'État (Skidmore 2007). Le lendemain, Quadros a renoncé. Sa résignation, comme il l'a admis plus tard, était une manœuvre politique fondée sur l'idée que João Goulart ne serait pas accepté comme président, car il était considéré par l'armée brésilienne comme un « communiste »⁴⁰. Par ce geste, le président entendait non seulement générer la mobilisation et le soutien populaire, mais aussi garantir le soutien des militaires (Brasil 2011). Le mouvement populaire et le soutien attendus ne sont jamais arrivés et, malgré les controverses concernant le nom de Goulart, il a assumé la présidence grâce à la mobilisation de différents secteurs sociaux qui ont défendu la légalité de son mandat. La solution pour éviter de nuire davantage aux relations politiques, en particulier avec les ministres militaires nommés par Quadros, était de changer le régime présidentiel pour le parlementarisme, ce qui réduirait le pouvoir Goulart. Finalement, Goulart assume la présidence en septembre 1961. Mais cette solution conciliante a généré, comme effet secondaire, la radicalisation des deux spectres politiques, et ces tensions ont été maintenues.

Le gouvernement était déjà fragilisé par les conflits politiques internes entre les différents groupes dans le gouvernement, et l'agenda de Goulart était impossible avec les conditions économiques héritées du mandat de Kubitschek. Ces difficultés se sont ajoutées aux

³⁸ Jânio Quadros a gagné avec le soutien reçu par l'UDN — principal parti d'opposition à Vargas. La campagne de Quadros s'est concentrée sur la critique moralisatrice de la corruption et de l'inefficacité bureaucratique, ce qui a beaucoup plu aux secteurs les plus conservateurs de la société. À l'époque, les élections présidentielles et vice-présidentielles n'étaient pas liées, et donc les projets et les idéaux du président n'étaient pas nécessairement liés à ceux représentés par le vice-président. João Goulart était le vice-président de Kubitschek et a été réélu comme le principal « héritier » politique de Getúlio Vargas, soutenant les changements économiques et sociaux par de profondes réformes. Lorsque le président Quadros a renoncé à ses fonctions présidentielles le 7 septembre 1961, Goulart est entré en fonction et est resté en poste jusqu'au coup d'État militaire du 1er avril 1964 (Villela 2011, 27-40).

³⁹ Qui a duré du 31 janvier au 25 août 1961.

⁴⁰ João Goulart avait auparavant été destitué par la pression militaire du poste de ministre du travail dans le gouvernement Vargas en 1954, en raison de ses positions progressistes.

impasses internes du gouvernement, formé par des politiciens conservateurs, des militaires nationalistes et des intellectuels progressistes — parmi lesquels Celso Furtado⁴¹ et le président Goulart lui-même. En 1962, Goulart a présenté le « Plan de développement économique et social », coordonné par Furtado, pour combattre l'inflation et contrôler le déficit public par un fort contrôle fiscal — ce qui était critiqué par les secteurs progressistes, dénonçant son caractère récessif et sa soumission aux intérêts internationaux, puisque le pays a rétabli les relations avec le FMI. La difficulté à surmonter la crise a éloigné le gouvernement de l'objectif de concilier les réformes sociales avec la stabilisation économique (Bielschowsky 1988 ; Skidmore 2007).

Devant l'échec du plan, le gouvernement est retourné sur le plan développementaliste initial en 1963, lorsque Goulart a régleménté la loi sur l'activité des capitaux étrangers⁴² et a participé fréquemment à des manifestations politiques menées par des secteurs progressistes⁴³. Cette stratégie était axée sur des réformes fondamentales — réforme fiscale, réforme du système bancaire et politique et, surtout, réforme agraire⁴⁴ — en tant qu'élément fondamental du projet de développement industriel brésilien. En même temps, les secteurs progressistes les considéraient comme indispensables pour élargir et approfondir la démocratie nationale par une meilleure répartition des revenus, entraînant une plus grande égalité régionale dans le pays et, enfin, l'insertion des classes populaires et ouvrières dans la logique de la citoyenneté. Cette posture a rendu l'opposition unie en un front conservateur, a mobilisé la classe moyenne à manifester son mécontentement quant à l'économie, soulignant l'isolement politique de Goulart. Bientôt l'armée s'est unie au front conservateur et une rébellion militaire a éclaté le 31 mars, avec l'appui de la classe moyenne et des groupes d'affaires, en culminant avec le coup d'État militaire qui a mené à la destitution de Goulart du pouvoir. Fernandes (1980, 113) va plus loin dans son analyse de cette période en affirmant que le coup d'État a eu lieu précisément pour interrompre les transformations sociales qui se produisaient à l'époque, où la démocratie brésilienne passait d'un régime restreint à une démocratie à large participation. Ces

⁴¹ Premier ministre de la planification du Brésil, entre le 28 septembre 1962 et le 31 mars 1964.

⁴² La Loi n° 4 131, instituée en 1962 par Goulart, a limité la remise à 10 % du capital social et a empêché la remise des bénéfices liés au réinvestissement (Brasil 1962).

⁴³ Le Rassemblement *Central do Brasil* a eu lieu le 13 mars 1964 à Rio de Janeiro et a rassemblé plus de 150 000 personnes autour du discours de Goulart, qui annonçait l'expropriation des propriétés sous-utilisées, précisait l'emplacement et la taille de celles qui seraient soumises à la mesure, et signait également des décrets déterminant l'installation des raffineries étrangères, l'expropriation des terres bénéficiant d'investissements publics (Fausto 2006, 457-459).

⁴⁴ La réforme agraire était considérée essentielle pour que le capitalisme industriel au Brésil atteigne un niveau de développement plus élevé, car elle permettait d'augmenter la production agricole et d'élargir le marché intérieur des produits manufacturés.

transformations se sont manifestées, par exemple, dans l'organisation syndicale⁴⁵, avec laquelle le président entretenait des relations amicales et s'appuyait pour garantir un soutien politique, alors que la presse conservatrice a présenté cette approche comme une tentative d'établir une République syndicaliste. Ce soutien s'est avéré inexistant, car le soutien des syndicats au gouvernement n'a rien fait pour empêcher le coup d'État de 1964.

L'organisation ouvrière ne se limite pas aux centres urbains, mais devient de plus en plus forte, notamment grâce aux activités des Ligues paysannes⁴⁶ du nord-est du pays, qui luttent et contestent avec acharnement la concentration des revenus et du pouvoir entre les mains de quelques individus dans certaines régions. De la même manière, d'autres revendications visaient à générer des transformations plus profondes dans la société, comme l'extension du droit de vote aux personnes illettrées et la pluralité idéologique et partisane issue de la légalisation du Parti communiste brésilien (PCB)⁴⁷. Ainsi, la présence accrue des classes ouvrières dans l'espace sociopolitique était considérée par les classes bourgeoises comme une menace pour leur projet démocratique bourgeois, qui maintenait une grande partie de la population exclue de ces espaces. Ainsi, contrairement à ce que les sympathisants de l'époque appelaient une révolution, le Coup a eu lieu précisément pour empêcher l'approfondissement des transformations sociales. La narration de la destitution de Goulart — orchestrée par les groupes militaires « durs », diffusée par la grande presse et soutenue par l'élite nationale — bien que justifiée par la lutte contre la corruption et la subversion, a été, en fait, un obstacle à la construction d'une nouvelle phase sociopolitique au Brésil. Avec le départ de Goulart, son projet de développement a été mis au rencart. Le coup d'État, cependant, inaugure une nouvelle phase de développement qui renforce la croissance économique au détriment des avancées sociales dans le pays, ce qui a fini par réitérer le caractère conservateur de la modernisation capitaliste brésilienne (Skidmore 2007 ; Villela 2011).

1.3. Le deuxième cycle du développementalisme brésilien (1964-1980)

⁴⁵ Si la période a été marquée par la création de différentes organisations syndicales, entre 1958 et 1960, il y a eu environ 180 grèves, tandis qu'entre 1961 et 1963, ce nombre est passé à plus de 430.

⁴⁶ Dans l'original : « *Ligas Camponesas* », les initiatives ont été créées en 1945 par le PCB afin d'organiser les travailleurs ruraux pour la réforme agraire et l'amélioration des conditions de travail et de la vie en général dans les campagnes par le biais d'une assistance éducative et économique. Le gouvernement, prévoyant des situations croissantes de tensions et de conflits sociaux, a prévu de promouvoir une redistribution plus équitable des terres improductives par le biais d'une réforme agraire (des coopératives de crédit pour garantir la propriété aux paysans), d'une assistance médicale et juridique aux paysans (Porphyrio. 2017).

⁴⁷ Rendue illégale en 1947, pendant le gouvernement Dutra (1946-1951).

Le projet de développement pendant la période dictatoriale est divisé par Bielschowsky (1988) en trois phases : la première (1964-1968), de maturation du *développementalisme autoritaire*, est marquée par l'alliance entre le capital étranger et le capital privé national et des réformes orthodoxes pour combattre l'inflation, au détriment des intérêts de la majorité de la population (Lessa 1981, 64). La deuxième phase (1968-1973), celle du « miracle économique brésilien », correspond à la consolidation du projet militaire et s'est caractérisée par des taux de croissance annuels supérieurs à 8 % et l'accélération des investissements tant nationaux qu'internationaux, quand le pays a atteint le sommet du cycle économique international. D'autre part, les gains économiques ne se sont pas traduits par des avancées sociales — au contraire, d'un point de vue politique et social, la période est connue comme celle des « années de plomb » brésiliennes. Outre l'aliénation des droits civils, les richesses créées dans la période se sont concentrées dans les mains de peu de gens. La troisième phase s'étend du milieu des années 1970 à la fin de la période dictatoriale, en 1985. Cette phase coïncide avec une période d'instabilité internationale qui a bouleversé le système de Bretton Woods. Il y a eu les chocs pétroliers de 1973 et de 1979 à l'international ainsi que l'affaiblissement du projet autoritaire de développement au Brésil. La fragilité de l'économie nationale face aux facteurs extérieurs s'explique par le fait qu'une grande partie du projet de développement militaire reposait sur des capitaux étrangers et qu'une fois ceux-ci réduits, les politiques macroéconomiques devenaient insoutenables. Peu à peu, la stratégie expansionniste a commencé à être remise en question par le nouveau discours idéologique sur la scène internationale, le discours néolibéral, qui s'est intensifié par la suite, surtout après le deuxième choc pétrolier.

Le premier dictateur de la période, le maréchal Humberto de Alencar Castelo Branco (1964-1967), priorisait la stabilité de l'économie et du capital privé. De plus, la formation de l'équipe économique, menée par Roberto Campos, démontrait une orientation se conformant à l'orthodoxie économique. Mais, selon Mantega (1996), les politiques économiques du gouvernement Castelo Branco étaient une combinaison entre des politiques keynésiennes et libérales⁴⁸, basées surtout sur les œuvres d'auteurs développementalistes⁴⁹ qui préconisaient une vision du libre marché comme insuffisant pour soutenir le développement des économies périphériques. L'auteur souligne surtout l'influence de la théorie du « *cercle vicieux de la*

⁴⁸ Le caractère keynésien du gouvernement était principalement observable dans la défense d'une action centralisée et renforcée de l'État, qui devrait être le médiateur économique pour le développement national dans des secteurs spécifiques, notamment ceux liés à la souveraineté nationale — comme les infrastructures, l'énergie et le secteur agricole — alors que, dans des secteurs déjà renforcés, il stimulait des orientations libérales.

⁴⁹ Nous en citons quelques-uns, comme Colin Clark, Albert Hirshman, Simon Kuznet, Arthur Lewis, Gunnar Myrdal, Ragnar Nurkse, Paul Rosenstein-Rodan et Hans Singer (Agarwala ; Singh 1969).

pauvreté »⁵⁰ de Nurkse (1969) notamment en ce qui concerne la nécessité de contenir la consommation pour constituer une épargne interne. Dans cette première phase, le gouvernement a augmenté les impôts et a restreint les salaires et les concessions de l'État aux secteurs stratégiques où le capital privé était insuffisant. En même temps, comme l'avait fait valoir Nurkse (1969), l'ouverture aux investissements étrangers visait à alléger la pression sur la balance des paiements. Selon sa perspective, puisque les investissements publics étaient remplacés, la pression inflationniste serait également réduite — c'est-à-dire que l'État n'aurait pas besoin d'augmenter son endettement pour garantir les investissements.

Ces orientations sont surtout remarquables à partir du Plan *Decenal*, adopté sous le gouvernement du maréchal Artur da Costa e Silva (1967-1969), et qui s'est présenté comme un plan d'objectifs et de stratégies de développement pour les dix années suivantes (Brasil 1967). Le plan prévoyait la réorientation des budgets publics vers les secteurs prioritaires (l'industrie de base, le secteur technologique et la consolidation des infrastructures), et les mesures conservatrices pour rééquilibrer les comptes publics, combattre l'inflation⁵¹ et réformer les institutions (surtout monétaires et fiscales). Ce plan a créé les bases de la phase suivante. Finalement, tandis que l'ouverture aux capitaux étrangers a permis d'équilibrer les comptes extérieurs et d'attirer de nouveaux capitaux à risque, la faible productivité du parc productif brésilien a permis une croissance rapide, financée par l'accès au crédit et des taux d'intérêt bas. Le plan proposait également une réforme administrative pour augmenter l'efficacité de l'État, la création d'un système de protection pour les entreprises privées nationales, tandis que parmi les politiques sociales, il soulignait l'éducation comme principale base du développement, par

⁵⁰ Les œuvres de Ragnar Nurkse (1953 ; 1969) cherchent à comprendre les structures des économies sous-développées, surtout par rapport à leurs capacités de former du capital en relation au niveau de développement. Pour l'auteur, les économies sous-développées seraient sous-dotées en capital par rapport à leur population et à leurs ressources naturelles, et la formation du capital serait soumise à des forces circulaires qui maintiendraient les économies dans un état d'équilibre stagnant, ce que l'auteur appelle « poor country in a state of poverty ». Ainsi, les deux principaux problèmes des pays sous-développés seraient : les limitations du marché et le manque de capitaux, qui les maintiendraient dans le cercle vicieux de la stagnation. Ce cercle fonctionnerait comme suit : l'incitation à investir est limitée par le peu de possibilités sur le marché, lesquelles sont limitées par les faibles niveaux de productivité, le tout aboutissant à de faibles niveaux d'investissement. La solution pour briser ce cycle serait une vague d'investissements enchaînés dans différentes branches de production, garantissant ainsi la rentabilité de tous, et seul l'État aurait la capacité de planifier et d'exécuter cette tâche, une fois qu'il dispose des instruments et de l'autorité nécessaires pour coordonner ce plan. De plus, l'auteur suggère d'augmenter l'épargne interne, en limitant le niveau de consommation de la population qui, imitant les habitudes de consommation des pays développés, tend à consommer plus que le niveau d'épargne, et l'ouverture aux capitaux étrangers, en diminuant les demandes sur l'épargne interne restreinte.

⁵¹ L'inflation résulterait de la demande excédentaire (causée par la tendance au déficit public, la propension à consommer et le manque de contrôle sur l'expansion du crédit). Les principaux objectifs du gouvernement étaient le contrôle de l'inflation par la réduction du déficit en diminuant les dépenses et en augmentant les recettes par une réforme fiscale et une augmentation des tarifs publics ; la restriction du crédit et le resserrement monétaire ; et une nouvelle politique salariale selon laquelle on supposait un taux de chômage relativement faible entraînant des salaires réels élevés et une inflation croissante (Skidmore 1988, 31-33).

la qualification de la main-d'œuvre (Barbosa 2006, 111). Enfin, l'agriculture n'était pas considérée comme condition essentielle pour l'expansion industrielle, ce qui démontrait également les efforts militaires pour bien concilier les intérêts des classes économiques nationales dominantes : les industriels urbains et les grands propriétaires de terre.

La phase suivante, entre 1968 et 1973, est marquée par des concessions à tous les secteurs, puisque le Conseil de développement industriel (*Conselho de Desenvolvimento Industrial*, CDI)⁵² approuvait la plupart des projets soumis (Lago 1990). Les investissements publics étaient encore cruciaux, en particulier pour l'industrie des biens d'équipement : l'énergie électrique, avec 55 % entre 1966 et 1969 et 43% entre 1970 et 1975 du total investi, et le secteur pétrolier et pétrochimique, avec respectivement 19 et 21 % dans les deux périodes. Le projet ferroviaire national a eu une participation constante de 12 % au cours de la période, tandis que le secteur des télécommunications a eu une plus grande importance au fil du temps : de 6 % à 9 % du total. La participation de l'industrie sidérurgique a plus que doublé (de 4 à 9 %) au cours de la même période, tandis que celle de l'industrie minière a augmenté de 4 à 6 %. L'investissement dans les entreprises publiques a augmenté de près de 20 % par an en termes réels entre 1967 et 1973, et leur rôle procyclique a été essentiel au modèle de développement brésilien tout au long de ces années⁵³, étant renforcé dans les années 1970 lors du programme de substitution des importations qui s'est tourné vers les intrants et les biens d'équipement⁵⁴ (Treat 1983 *apud* Lago 1990).

Le gouvernement a aussi participé activement aux politiques de crédit, fiscales et monétaires pendant ces années de « miracle économique », notamment en ce qui concerne le développement du système financier, la politique des intérêts, le contrôle des prix, le développement du marché des capitaux, l'octroi de subventions et de transferts à des secteurs et régions spécifiques et, bien sûr, la réglementation de la politique industrielle. L'État a centralisé l'économie pour la conduire selon ses propres priorités, mais sans que cela signifie

⁵² La Commission pour le développement industriel était un groupe interministériel qui centralisait les principales décisions concernant les activités et le développement industriel du pays. Son objectif à long terme était d'assurer une plus grande homogénéité de la politique industrielle, la centralisation de sa formulation et la décentralisation de sa mise en œuvre au niveau des secteurs économiques (Abranches 2018).

⁵³ Avec l'expansion des liquidités internationales à la fin des années 1960 et au début des années 1970, les gouvernements ont eu de plus en plus recours aux prêts de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID). Cette utilisation croissante des ressources étrangères expliquerait une part importante de l'augmentation de la dette extérieure de la période (Lago 1990).

⁵⁴ Il est important de souligner que la demande de machines et d'équipements — tant du secteur public que du secteur privé — ne pouvait pas être satisfaite uniquement par la production intérieure croissante, étant donné la situation de l'industrie des biens d'équipement. Malgré la création importante de nouvelles entreprises dans le secteur entre 1968 et 1973, notamment des multinationales, il a fallu accroître les importations dans le secteur (Lago 1990, 238-239).

la nationalisation des entreprises — en fait, la période a été marquée par de généreuses subventions de l'État au secteur privé, voire aux secteurs agro-exportateurs (Lago 1990). Malgré cela, alors que l'économie était peut-être à son apogée, les relations de travail et les ajustements salariaux se sont détériorés, après tout, le manque de démocratie, la limitation des droits civils et la dissolution des syndicats ont réduit — sinon éliminé — la possibilité de mobilisation (Boito Júnior 2005, 265-291).

L'arrivée du général Emilio Garrastazu Médici (1969-1974) a durci la répression sociale et l'autoritarisme, tout en approfondissant les mesures développementalistes dans le pays, avec le Plan national de développement (PND), dont la base a été inspirée par le Plan Metas de Kubitschek (Skidmore 1988, 283). L'objectif général de ce nouveau plan était de placer le Brésil parmi les nations développées en l'espace d'une génération, en doublant le revenu par habitant du pays jusqu'en 1980 et en augmentant la croissance du produit intérieur brut (PIB) jusqu'en 1974 sur la base d'un taux annuel compris entre 8 % et 10 % (Brasil 1971, 35). Mantega (1996) a classé le PND comme le projet de croissance qui a « consolidé le modèle de développement brésilien »⁵⁵, en maintenant les pressions inflationnistes et les déséquilibres de la balance des paiements, bien qu'élevés, à des niveaux considérés comme acceptables par la direction de l'économie. Paradoxalement, le gouvernement s'attendait à ce que le renforcement de l'économie implique également l'augmentation du taux d'expansion de l'emploi à 3,2 % en 1974 (Brasil 1971, 17), la réduction du taux d'inflation et l'adoption d'une politique économique internationale qui accélérerait le développement sans compromettre le contrôle de l'inflation. Ainsi, bien que la croissance soit restée au premier plan, les objectifs macroéconomiques de stabilité des prix et d'équilibre des comptes extérieurs ne seraient pas oubliés.

Le plan s'appuyait principalement sur les ressources de la BNDE, de la *Caixa Econômica Federal* et de la Banque do Brasil et a permis la réalisation de grands travaux d'infrastructure (Skidmore 1988), tels que la *Companhia de Desenvolvimento dos Vales do São Francisco et do Parnaíba* (1974) et la centrale hydroélectrique d'*Itaipu Binacional* (1975), bien que cette dernière n'ait été livrée qu'en 1982⁵⁶. En plus des entreprises, la période Médici a été

⁵⁵ Qui, selon l'auteur, était basée sur : le bénéfice des industries de base, l'approfondissement de la politique de substitution des importations avec un accent sur le contrôle des importations, la création de fronts d'exportation et le renforcement de l'industrie privée nationale.

⁵⁶ La *Companhia de Desenvolvimento dos Vales do São Francisco e do Parnaíba* devrait promouvoir le progrès des régions riveraines des fleuves São Francisco et Parnaíba. L'hydroélectrique d'*Itaipu Binacional*, à son tour, est construite en partenariat avec le Paraguay comme la plus grande ressource électrique de la région, et est encore aujourd'hui la deuxième plus grande centrale hydroélectrique au monde.

responsable de la création d'importants instituts publics⁵⁷, et des ouvrages d'infrastructure. L'investissement qui a le plus directement bénéficié à la population a été le projet d'extension de la couverture en eau courante dans les villes, qui est passée de 54 % à 86 % de 1970 à 1984. Dans une large mesure, cette performance est le résultat de la mise en œuvre du Plan national d'assainissement (*Plano Nacional de Saneamento, PLANASA*)⁵⁸, créé en 1974 et qui a atteint son objectif initial de fournir de l'eau par le réseau public à 80 % de la population urbaine brésilienne en 1980. Malgré cela, l'accès au réseau d'égouts sanitaires est resté très limité : en 1984, seulement 32 % de la population urbaine y avait accès (IBGE, s.d.). Le secteur de la construction civile a également été renforcé ce qui a eu un grand impact sur la création d'emplois et le programme d'accès au logement a été développé atteignant 4,5 millions de familles entre 1964 et 1984. Malgré cela, comme le souligne Azevedo (1975), seuls 5 % des financements étaient mis à la disposition des familles dont les revenus ne dépassaient pas trois salaires mensuels minimums, ce qui signifie que la capacité à concentrer les efforts était inefficace à cause de la mauvaise direction de ces ressources.

Parallèlement à l'accélération de la croissance, c'est principalement à partir du gouvernement Médici que certains programmes sociaux ont été étendus à une portée universelle, bien que, comme le soulignent des auteurs tels que Gusso (1990) et Mello (1994), les progrès quantitatifs n'ont pas été accompagnés de progrès qualitatifs dans certains secteurs. L'accès à la sécurité sociale est passé de 2,3 millions à 5,3 millions entre 1971 et 1980, tandis que l'accès à la santé a connu une croissance encore plus importante : le nombre de Brésiliens ayant accès aux consultations médicales est passé de 44 millions à 179 millions. Cette expansion a été rendue possible grâce au nombre plus important d'hôpitaux (qui a presque doublé, passant de 2847 à 5708 entre 1968 et 1978), et de la capacité des hospitalisations (mesurée par les lits d'hôpitaux à la disposition de la population), qui a grandi de 41 % — de 228 499 à 391 138 entre 1964 et 1974 tandis que les domiciles desservis par les services

⁵⁷ Nous soulignons quelques instituts stratégiques créés pendant le gouvernement Médici (1969-1974) : l'EMBRAER (1969), pour promouvoir le développement de l'industrie aéronautique brésilienne et des activités connexes, notamment la conception et la construction d'avions (Brasil 1969) ; l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (*Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária, INCRA*) créée en 1970 pour tenir le registre national des propriétés rurales et de gérer les terres publiques de l'Union (Brasil 1970) ; la Compagnie brésilienne de télécommunications (*Companhia Brasileira de Telecomunicações, Telebrás*), créée en 1972, est responsable de la concession générale des télécommunications, en plus d'être la société holding des autres entreprises publiques de télécommunications du pays (Brasil 1972a) ; la Compagnie brésilienne d'infrastructure aéroportuaire (INFRAERO), créée également en 1972, pour la mise en œuvre et l'administration des infrastructures aéroportuaires sur le plan industriel et commercial (Brasil 1972b) ; et la Compagnie de sécurité technologique et de l'information (*Empresa de Tecnologia e Informações da Previdência, DATAPREV*), créée en 1974, chargée de la gestion de la base de données sociales brésilienne, en particulier de l'Institut national de sécurité sociale (*Instituto Nacional do Seguro Social, INSS*) (Brasil 1974).

⁵⁸ Plus sur la structure du Plan, voir : Cançado et Costa (2002).

sanitaires et l'eau courante ont atteint respectivement 6,9 millions et 10,6 millions en 1976 (IBGE s.d.).

L'éducation s'est également développée à partir de 1960, mais selon Gusso (1990, 13-17), cette expansion s'est approfondie pendant la période dictatoriale. Le taux de scolarisation de la population âgée de 7 à 14 ans est passé de 45 % à 80 % au cours de cette période, tandis que le nombre d'enfants du même âge inscrits dans les écoles est passé de 9,5 millions à 18,5 millions. Ainsi, dans les années 1990, l'accès à l'enseignement primaire était pratiquement universel (Mello 1994, 46-48), ce qui n'implique pas nécessairement son efficacité, puisque « les conditions de scolarisation se sont détériorées précisément dans la base scolaire » qui a créé une « machine efficace produisant des analphabètes » (Cunha, Góes 1999, 55-57). Le nombre d'écoles est passé de 469 187 à 887 424 — une augmentation de plus de 47 %, en même temps que le nombre de professeurs n'a pas accompagné cette croissance dans la même intensité : de 130 419 à 180 915, une croissance d'un peu moins de 28 % (IBGE s.d.). Ces données corroborent les affirmations qui correspondent à la description de Gusso (1990), Mello (1994), et Cunha et Góes (1999) quand nous constatons que l'éducation a été plus diffusée, mais sans maintenir la qualité comme le démontrait la surpopulation des salles de cours.

En 1968, encore sous le gouvernement Costa e Silva, la législation salariale⁵⁹ a été modifiée, compte tenu de la nécessité de maintenir un niveau de demande approprié, en corrigeant la distorsion causée par le résidu inflationniste. Ce fut le seul changement dans la politique salariale jusqu'en 1974, même si des grèves illégales ont commencé à être organisées dès 1972 — qui se sont approfondies en 1973, succédant à certaines des revendications des travailleurs — et ont fini par entraîner une baisse ou du moins une stagnation du salaire minimum réel (Abreu 1990, 197-210). Par conséquent, dans le contexte général, les salaires n'ont pas bénéficié proportionnellement de la grande croissance de la production et de la productivité de la période. La concentration marquée des revenus résultant du projet de développement pendant la période militaire est notable lorsque nous analysons les données de l'IBGE (1979 *apud* Lago 1990, 290). Alors que la concentration des revenus dans les 5 % les plus riches est passée de 28,3 % à 39,8 % entre 1960 et 1972, la concentration des revenus parmi les 1 % les plus riches était de 11,9 % à 19,1 % pendant la même période. En revanche,

⁵⁹ La règle d'ajustement des salaires initialement applicable au secteur public a rapidement été étendue au secteur privé. La loi n° 4 725 (Brasil 1965) a établi le principe des réajustements salariaux sur la base de la moyenne arithmétique des salaires réels des 24 derniers mois précédant la date du réajustement, ne permettant pas de réajustement en période de pointe comme c'était le cas jusqu'alors. Le nouveau salaire a été obtenu en multipliant ce salaire réel moyen par les coefficients de productivité et d'inflation attendue.

les 50 % les plus pauvres, qui bénéficiaient de 17,4 % de la richesse produite en 1960, n'ont eu accès qu'à 11,3 % de celle-ci en 1972.

Contrairement aux limitations salariales et à l'aggravation des inégalités, la période a présenté de faibles taux de chômage⁶⁰, et a connu des avancées en matière d'accès à l'électricité dans le pays et même d'accès à l'éducation, en particulier à un niveau plus élevé. Ces deux secteurs peuvent être liés à des carences en matière de main-d'œuvre qualifiée et d'infrastructures suffisantes pour soutenir le projet de développement, et n'ont pas été répartis de manière égale, puisque la même période a montré une baisse de l'analphabétisme parmi la population de 15 ans ou plus, il y a eu une augmentation du nombre absolu de personnes analphabètes.

Le successeur de Médici, le général Ernesto Geisel (1974-1979), a poursuivi et approfondi le II^e Plan national de développement (II PND, en vigueur de 1975 à 1979), considéré comme un projet audacieux, surtout parce que le pays était déjà confronté à de graves difficultés économiques. La dette extérieure augmentait et la situation du Brésil s'est en même temps détériorée — surtout à partir de 1973, lorsque les comptes extérieurs montraient l'approfondissement des déséquilibres, que la croissance de l'industrie et du PIB présentait des taux de croissance moins robustes et que l'inflation augmentait. Encore une fois, le contexte international a certainement aggravé la crise économique brésilienne. Les fragilités de l'économie nationale sont surtout tributaires des questions internes, telles que les pressions inflationnistes incontrôlées la détérioration de la balance des paiements et la capacité industrielle inutilisée. Dans cette conjoncture, le II^e PND, visait à répondre à la crise économique, en cherchant encore des mesures pour réduire la dépendance du Brésil vis-à-vis du secteur extérieur — particulièrement dans le secteur de l'énergie qui, bien que déjà bien développé, ressentait encore les effets du premier choc pétrolier (Mantega 1996). Le gouvernement Geisel, sous le logo « Brésil puissant », a affirmé que la croissance de la période précédente ne serait pas maintenue sans l'intégration du développement national, ce qui ne serait possible qu'avec un ajustement structurel de l'économie et la conclusion du processus de substitution dans l'industrie des biens d'équipement, garantissant l'indépendance nationale.

Ainsi, le projet visait à renforcer l'économie afin que la crise n'affecte pas la capacité et le rythme de sa croissance, car le ralentissement économique était considéré comme un coût encore plus haut pour les pays en développement, comme le Brésil. La vision qui guidait le II^e

⁶⁰ Les taux de « chômage ouverts » (c'est-à-dire, le pourcentage de chômeurs en relation à la population économiquement active) calculés pour la période sont faibles, de l'ordre de 3 à 4,9 % dans le secteur urbain en 1973 et de 0,4 à 2,3 % dans le secteur rural la même année (PNAD 1973, xii *apud* Lago 1990, 291).

PND, selon Mantega (1996, 108), était fortement basée sur les théories du développement équilibré des théoriciens tels que Paul Rosenstein-Rodan, Ragnar Nurkse et Arthur Lewis⁶¹, et sur l'indépendance et la rationalité de la conduite technique et bureaucratique de la planification économique — que Bresser-Pereira (1997, 2) a appelé « modernisation autoritaire »⁶². Malgré la perspective optimiste pour la croissance économique, l'adoption du II^e PND au milieu de la crise interne et externe devenait de plus en plus onéreuse pour la société, même pour les coalitions qui, jusqu'alors, avaient soutenu le gouvernement. La pression sociale était devenue inévitable, en particulier dans les centres urbains, ce qui a obligé le gouvernement à adopter quelques mesures en avril 1977⁶³ comme réponse. Les politiques sociales, contrairement aux projets de développement des années autoritaires précédentes occupaient une place plus importante notamment quant à la distribution des revenus, et répondaient aux sphères sociales et politiques, en garantissant la survie du régime, au moins pour l'instant (Velloso 1978, 70). À partir de 1976, et surtout en 1977, le déséquilibre de la balance des paiements est devenu de plus en plus évident, ce qui a poussé le gouvernement à réduire les investissements publics de 25 % pour contrôler le déficit et atténuer le processus inflationniste, en finissant par retarder les objectifs fixés dans le II^e PND, qui sont devenus insoutenables. En 1978, même avec le ralentissement du projet économique, le gouvernement défendait le caractère visionnaire et flexible du plan face aux « tempêtes cycliques », qui a permis une stratégie de décélération progressive⁶⁴. Mais, en pratique, le discours optimiste initial a été remplacé au fil des ans par des mesures qui répondraient à l'aggravation de la crise.

La fin du gouvernement Geisel a été marquée par des turbulences économiques et l'impossibilité de poursuivre le II^e PND, qui dépendait d'un nouveau cycle long de croissance

⁶¹ Ces penseurs font partie de l'école de pensée économique, *l'Économie du développement*, qui englobe des théories hétérogènes, dont la similitude est la nécessité d'une théorie qui englobe les spécificités des pays en développement. Ragnar Nurkse et Paul Rosenstein-Rodan, qui se sont inspirés du modèle Harrod-Domar pour réfléchir à une croissance équilibrée, et du modèle keynésien pour réfléchir au sous-emploi comme caractéristique du sous-développement.

⁶² Bien que Roberto Campos n'ait plus été un membre actif du gouvernement au moment de la mise en œuvre du II^e PND, il a soutenu le plan et a été l'un des principaux formulateurs de l'idée « autoritaire – modernisant » qui conciliait une idéologie de développement et des préoccupations de sécurité nationale – si chère aux militaires. Selon la conception de Campos, le « miracle » serait le résultat de la combinaison de l'autoritarisme et de la technocratie qui a conduit à la modernisation économique en garantissant une politique essentiellement technique et indépendante, fondamentale pour des pays comme le Brésil dans lesquels les pressions sociales et consuméristes seraient très fortes (Mantega 1996 ; Bresser-Pereira 1997).

⁶³ Un ensemble de lois adoptées par le président Geisel qui a temporairement fermé le Congrès national ; a modifié les élections directes pour le vote indirect (par un collège électoral), ce qui garantissait que le plus grand contingent du Congrès serait l'armée ; a prolongé le mandat présidentiel de cinq à six ans ; a maintenu les élections indirectes pour le poste de gouverneur, entre autres (Skidmore 1988, 202-203).

⁶⁴ Velloso (1978, 127) attribue la « stratégie de décélération progressive » du II^e PND au fait que le gouvernement a décidé de travailler avec des indicateurs économiques simples, au lieu de la méthode traditionnelle des objectifs globaux et sectoriels, étant donné que la conjoncture globale incertaine, demandait flexibilité pour des corrections de trajectoire.

et le report des réformes des politiques macroéconomiques. En même temps, la situation politique était également difficile, car les différents groupes militaires se disputaient le poste présidentiel, qui devrait être occupé par une figure plus ouverte au dialogue avec les différents groupes de la société civile — dont certains appelaient aux réformes démocratiques⁶⁵. Le général João Figueiredo représentait ce profil plus « modéré » par rapport à ses prédécesseurs, même s'il avait été une figure centrale dans les gouvernements les plus répressifs jusqu'alors — à la tête de l'agence du Service national de renseignement (*Serviço Nacional de Informações*, SNI)⁶⁶ des gouvernements Médici et Geisel. Ainsi, le gouvernement Figueiredo (1979-1985) débute au milieu non seulement des turbulences internationales, mais aussi d'une situation nationale restrictive sur le plan des capacités d'emprunt et instable dans un contexte de crise de la balance des paiements (Skidmore 1988 ; Carneiro ; Modiano 1990).

Dans ce contexte, l'équipe économique du gouvernement Figueiredo a présenté un projet pour les cinq prochaines années, qui commencerait par l'adoption des mesures d'austérité pour combattre la récession⁶⁷. Les mesures proposées sont immédiatement devenues très impopulaires, car elles frapperaient les entrepreneurs — déjà confrontés à une faible marge de fonds de roulement — en leur rendant difficile l'accès au crédit des banques publiques, tandis que les travailleurs — déjà confrontés à une détérioration de leur pouvoir d'achat en raison de l'inflation — verraient leurs salaires être réduits (Skidmore 1988 ; Hermann 2011). Le Plan, présenté par le ministre de la Planification de l'époque, Mario Simonsen, a été refusé par Figueiredo, qui n'admettait pas que s'arrête la trajectoire économique amorcée en 1964, particulièrement après avoir connu plus d'une décennie de croissance économique continue. Il estimait qu'il y aurait d'autres moyens de sortir de la crise, comme le plan présenté par Delfim Netto, qui était beaucoup plus optimiste et qui garantissait le maintien des taux de croissance économique comme ceux observés pendant la période du miracle économique. Enfin, Figueiredo a adopté le plan de Netto, et l'a mis au lieu de Simonsen en tant que ministre de la Planification (Skidmore 1988).

La nouvelle équipe économique, dirigée par Delfim Netto, considérait la diversification de la production nationale comme une stratégie « d'industrialisation à n'importe quel prix ». Il ne serait donc pas prudent de la mener ; au contraire, il faudrait la corriger, en remaniant

⁶⁵ Pour une meilleure compréhension de la crise politique qui précède et imprègne le gouvernement Figueiredo, voir Skidmore (1988) ; Carneiro, Modiano (1990) ; Hermann (2011).

⁶⁶ Le Service national de renseignement (SNI) a été créé en 1964, directement rattaché à la Présidence de la République, pour coordonner les activités d'information, en intégrant les agences fédérales, étatiques et municipales (Brasil 1964).

⁶⁷ Parmi les mesures restrictives, les plus importantes seraient la réforme des taux de change, pour les dévaluer, et la fin des investissements des entreprises publiques et des dépenses en subventions (Hermann 2011, 88).

l'ancien concept d'avantages comparatifs. L'endettement extérieur était vu comme la seule possibilité correcte pour couvrir le déficit d'épargne dû aux dépenses intérieures excessives, en affrontant les problèmes de la balance des paiements, en favorisant l'augmentation du taux d'épargne et en augmentant l'efficacité de l'allocation des ressources (Castro ; Souza 1985). Delfim a assuré au milieu d'affaires et au gouvernement que la croissance économique du pays se poursuivrait avec le « III^e Plan de développement national », adopté en 1980. Le III^e PND proposait l'augmentation des investissements, de la production et de l'emploi, combinée à la réduction des attentes inflationnistes — qui devrait se situer entre 15 et 20 % par an —, et donnerait la priorité à la croissance de la production agricole comme principal facteur pour combattre l'inflation et augmenter les exportations. Enfin, le projet comprenait également la construction d'alternatives au pétrole comme source d'énergie, et soulignait la nécessité de combattre les problèmes sociaux dans des domaines tels que l'éducation, la santé et le logement. Le secteur industriel, à son tour, était à peine mentionné (Brasil 1979 ; Skidmore 1988, 215-217). La stratégie du gouvernement était d'augmenter la capacité d'épargne, financer les investissements, garantir la croissance et ensuite réfléchir à la résolution des grands problèmes sociaux du pays, comme la pauvreté et la mauvaise répartition des richesses (Skidmore 1988, 288)⁶⁸.

Même avec l'optimisme du plan et le bon résultat du PIB en 1979 (6,8 %)⁶⁹, l'inflation avait atteint 77 %, le taux le plus élevé depuis le coup d'État de 1964. Dans le secteur extérieur, la situation était tout aussi difficile : le déficit des comptes courants est passé de 7 milliards en 1978 à 10,5 milliards US\$ en 1979, tandis que les entrées de capitaux étrangers ont chuté de 10,1 à 6,5 milliards US\$ dans la même période pendant laquelle le déficit a été couvert avec les réserves de change. Le pays a été touché par l'accélération de l'inflation et la baisse des taux de change, en même temps que par la formation brute de capital fixe, qui après une croissance stable pendant de nombreuses années a connu une chute significative, en atteignant jusqu'à -20 % par an (Skidmore 1988, 217). Il était clair qu'il devenait impossible de poursuivre le III^e PND. Le gouvernement est intervenu, en présentant un plan de dévaluation de la monnaie de 30 % encore en 1979, et de correction monétaire pour l'année suivante, pour réduire les attentes inflationnistes. Selon ce plan, si le taux prévu n'était pas respecté, la monnaie serait trop dévaluée, en encourageant les importations et en décourageant les exportations. En tout cas, le

⁶⁸ En fait, l'indice Gini est passé de 0,584 à 0,598 entre 1981 et 1985 ; et le nombre de pauvres a augmenté de 40 millions de personnes en 1979 à 60 millions en 1984. (IPEA s.d.)

⁶⁹ On peut noter l'instabilité et le déclin du PIB sous le gouvernement de Figueiredo, alors que dans cette période, il a chuté pour la première fois en plus de 15 ans, passant de 6,8 % en 1979 à -4,25 % en 1981, mais terminant l'année 1984 avec une croissance de 5,4 % (Brasil s.d.)

plan de contrôle monétaire n'a pas non plus fonctionné, car l'inflation et le déficit de la balance des paiements étaient profondément ancrés dans l'économie interne : entre 1965 et 1984, l'inflation est passée de 53,8 % à près de 204,7 % (Brasil s.d. ; Skidmore 1988).

Carneiro et Modiano (1990, 145) soulignent que la plus grave conséquence des tentatives économiques pour combattre l'inflation et réduire le déficit de la balance des paiements entre 1979 et 1980 a été la perte de confiance dans la gestion de l'économie. L'aggravation de la situation économique, à partir de 1981, a conduit des entreprises à lancer des programmes massifs de licenciement et, sans liquidités, le gouvernement a cessé de payer ses employés. En effet, le pouvoir de négociation de ceux-ci avait diminué significativement à cause de la récession tant et si bien qu'ils ont été contraints d'accepter les ajustements salariaux imposés. Les prévisions de croissance du PIB baissaient chaque mois et la récession était évidente. Constatant l'échec des mesures d'indexation des taux d'intérêt fixes et de dévaluation monétaire à réduire l'inflation, le gouvernement a inversé la stratégie, en encourageant les importations par la surévaluation monétaire. Il a également découragé l'épargne, par des taux d'intérêt réels négatifs — ce qui a ainsi aggravé la balance des paiements (Skidmore 1988). En 1981, l'équipe économique, en supposant un modèle d'ajustement externe récessif, adopte le contrôle de l'absorption interne, bien qu'il y ait eu un nouveau taux de change maximum en 1983 (Hermann 2011, 93). L'inflation a légèrement baissé en 1981, atteignant 95,2 %, tandis que le déficit de 11,7 milliards US\$ du compte courant de la balance des paiements a été presque entièrement couvert par les 11,5 milliards US\$ de capitaux importés à long terme. Bien qu'il semble être un bon indicateur à court terme, ce résultat a augmenté la dette extérieure déjà élevée du Brésil, qui a atteint 61,4 milliards US\$ la même année.

Une grande partie des problèmes économiques résidaient dans le montant des importations qui, en 1981, ont dépassé 27 milliards US\$ tandis que leur prix a augmenté de 11 % dans la période, ce qui rendait ces transactions insoutenables. Toutefois, au lieu de réduire la demande d'importations, le gouvernement a emprunté encore plus d'argent, dans l'espoir que le pays génère suffisamment de devises pour les payer et éviter la récession. Le résultat du PIB en 1981 de -4,25 % et la croissance du chômage indiquait la plus grande crise depuis la fin du gouvernement Kubitschek (Skidmore 1988). De surcroît, même si le résultat de l'inflation était plus contrôlé (augmentation de 1,4 %), elle restait très élevée avec une accumulation annuelle estimée allant jusqu'à 95,2 % en 1982. Le déficit des comptes courants de la balance des paiements de 11,7 à 16,3 milliards US\$ en 12 mois, indiquait la fuite des capitaux étrangers du pays, qui est passé de 12,8 milliards en 1981 à 7,9 milliards US\$ en 1982. Le pays a fini par négocier un prêt avec le FMI en 1983 (Abreu 1990).

Le prêt de 4,4 milliards US\$ est venu en contrepartie de réformes profondes pour stabiliser l'économie nationale, dont une réforme fiscale, qui permettrait d'augmenter les recettes et le contrôle monétaire, pour combattre l'inflation et attirer les investisseurs internationaux (Skidmore 1988). Le pays devrait dévaluer le taux de change pour réduire ses exportations et augmenterait ses importations, en garantissant l'entrée de capitaux du secteur privé extérieur et la réduction du déficit public (Franco 2008). Mais les réformes imposées par le FMI ont fini par ralentir l'économie : encore en 1983, le chômage dans les villes a augmenté de 15 %, la production industrielle a chuté de 14 % et l'inflation a atteint 211 % (Skidmore 1988, 238). Le déficit du secteur public a été la cible de coupes budgétaires drastiques, ce qui a affecté l'éducation, dont le budget a diminué de 30 %. En général, les entreprises publiques ont perdu 50 % de leur capacité de production et la dette extérieure continuait à grandir, atteignant 93,7 milliards US\$. Le déclin économique a continué en 1984 et, avec des scandales de corruption au sein du gouvernement, a encouragé des manifestations populaires, similaires à celles contre le gouvernement Geisel, appelant au retour de la démocratie.

Toujours en 1984, la situation économique a été atténuée par la croissance des exportations de 40 %. Celle-ci était principalement due à la demande étatsunienne de produits primaires. Le secteur industriel a aussi montré une production supérieure de 7 % à celle de l'année précédente. Le PIB a alors augmenté de 5,7 % en termes réels. La crise de la dette extérieure a été relativement combattue, puisque le pays a profité des exportations, a réduit les importations. Le paiement des dettes anciennes a ainsi été garanti en permettant que soit rétablie la crédibilité du pays dans le marché international. Le stock de réserves internationales a aussi été renfloué. Malgré des stratégies incohérentes, Castro et Souza (1985) créditent les économistes du gouvernement pour avoir ajusté le compte courant de la balance des paiements, qui est passé d'un déficit de 16,3 milliards en 1982 à un excédent de 44 millions US\$ en 1984, bien que cela n'ait été possible que grâce à des projets initiés sous le gouvernement Geisel. Et, nonobstant l'apparente récupération, le FMI a refusé de signer un nouvel accord avec le Brésil, le conditionnant à une réduction des dépenses publiques pour combattre l'inflation, qui atteignait 223,8 % par an et continuait d'augmenter (Skidmore 1988, 254). Ce n'est qu'avec le nouveau gouvernement, en 1985, que l'institution a accepté de négocier avec le pays (Carneiro ; Modiano 1990).

Biasoto Júnior (1995, 10-13) analyse la crise économique brésilienne des années 1980 comme résultat de trois facteurs. Le premier concerne la dépendance du projet de développement des financements internationaux, ce qui a affecté les comptes extérieurs de

l'économie et a généré une grande dette. Le deuxième facteur est l'affaiblissement et la décentralisation, à partir du gouvernement Dutra (1946-1951), des institutions de l'État créées pendant l'Ère Vargas, ce qui a entravé la capacité d'intervention et a mis en évidence leurs limites structurelles. Finalement, le troisième facteur est la perte de confiance des classes moyennes et des milieux d'affaires nationaux envers les décisions économiques, qui a eu pour corollaire l'organisation en syndicats du prolétariat urbain croissant. La crise et l'accord avec le FMI ont diminué la capacité gouvernementale de maintenir des mesures sociales, comme la sécurité sociale des travailleurs, qui a décliné de 27 %. Ce déclin représente une baisse de participation dans le PIB de 10,2 % à 8,2 % (Piola, Camargo 1993). De plus, le nombre de personnes pauvres dans le pays est passé de 18,8 millions en 1975 à 23,6 millions en 1984. On a pu constater une augmentation du nombre de lits d'hôpitaux de 21 % manque, alors qu'on manque de données pour connaître la nature des services de santé offerts à la population. En ce qui concerne l'éducation, le nombre d'enseignants embauchés a augmenté d'un maigre 1,4 % au cours de la période, tandis que le nombre d'écoles a augmenté de 12 % et le nombre d'étudiants de 21 % (IBGE s.d.).

* * *

Ce chapitre a problématisé les racines et la trajectoire du développement au Brésil, limité par Bielschowsky et Mussi (2005) à la période comprise entre 1930 et le milieu des années 1980. Le dernier projet de développement national adopté dans le pays, appelé « développement national », bien qu'il ait été imprégné d'intérêts personnels, idéologiques et de jeux de pouvoir et adapté à différents scénarios internes et externes, peut être résumé comme l'effort, guidé dans une plus ou moins grande mesure par l'État, pour consolider un capitalisme industriel moderne. Si l'on considère la période dans son ensemble, les progrès économiques se sont traduits par le développement d'une importante base industrielle, la construction stratégique d'infrastructures et la mise en place d'institutions pour gérer et encourager le développement économique. D'importants objectifs sociaux ont également été atteints, comme l'adoption des droits du travail et l'expansion des services publics tels que la santé, l'éducation et l'assainissement, bien que les droits civils n'aient pas toujours été respectés, car une grande partie de l'effort de développement a eu lieu sous des gouvernements autoritaires (1930-1945) et dictatoriaux (1964-1985). Enfin, nous pouvons dire que la période est marquée par le maintien des anciennes bases sociales brésiliennes, non seulement traduites par l'autoritarisme de l'État, mais aussi par le fait que le développement économique ne s'est pas traduit par des changements structurels

tels que l'enrayement de la pauvreté et une meilleure répartition des ressources. En fait, ces problèmes sociaux se sont aggravés durant la période dictatoriale. Au-delà de l'autoritarisme de l'État, surtout depuis les années 1970, les services publics ont été menacés par des choix orthodoxes, notamment du gouvernement Figueiredo, qui a choisi de réduire les dépenses publiques et de prêter des capitaux internationaux pour atténuer la crise économique, ouvrant ainsi la voie à la libéralisation économique qui allait commencer dans les années 1980 et s'accroître dans les années 1990, comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

2. LES ANNÉES 1980 ET 1990 : ENTRE LA DÉCENNIE PERDUE ET LA DÉCENNIE NÉOLIBÉRALE, LE TRANSFERT DE LA CRISE CENTRALE VERS LA PÉRIPHÉRIE, LA CONSTITUTION CITOYENNE ET L'ABANDON DU DÉVELOPPEMENT

Ce chapitre décrit brièvement la période entre 1985 et 2002, au cours de laquelle le Brésil a connu des changements profonds : la période de transitions vers la redémocratisation (1985-1990), la formulation de la nouvelle Constitution (1988) et les réformes néolibérales, en pleine crise économique, dont le principal effet a été l'hyperinflation. Cette crise résulte non seulement des décisions politiques des gouvernements militaires de maintenir une croissance insoutenable à long terme, en s'engageant sur des dettes importantes, mais aussi de la fragilité du pays dans le système international.

Basés sur le modèle de l'accumulation fordiste et du capital industriel, les années 1950 et 1960 sont marquées par le progrès socio-économique, non seulement dans les pays périphériques, mais surtout dans les pays centraux, le début des années 1970 a montré les limites de ces avancées. Cette croissance était possible grâce au soutien étatsunien à la récupération des pays les plus affectés par la Seconde Guerre mondiale — une stratégie économique, pour ouvrir les marchés, et géopolitique, pour isoler l'Union soviétique pendant la Guerre froide. La récupération des pays a rendu possible l'expansion, mais aussi la dispersion des capitaux, qui auparavant se concentraient dans le marché étatsunien et la fuite des capitaux a généré des déficits dans les comptes étatsuniens et des pressions et questionnements sur la force et l'importance du dollar dans le marché international (Hobsbawm 1995). Comme réponse, le président Richard Nixon (1969-1974) a abandonné la convertibilité du dollar à un taux fixe avec l'or (1971) et a remplacé le système de parité fixe par le système de flux « sale »⁷⁰ (1973) pour avoir plus de contrôle sur sa politique économique, et a augmenté les taux d'intérêt pour attirer de nouveau les capitaux (Belluzzo 2009). Cette décision a directement touché des pays qui, attirés par les bas prix et les longs délais de paiement, avaient contracté des prêts au cours des décennies précédentes pour financer leurs projets nationaux — comme c'était le cas du Brésil.

L'économie brésilienne, déjà ralentie à cause des réformes imposées par le FMI pendant le gouvernement Figueiredo (1979-1985) et fragilisée à cause de la « nationalisation » de la

⁷⁰ Dans ce système, aussi appelé « *dirty-floating* », le marché détermine le taux de change, mais le gouvernement intervient sporadiquement, selon les intérêts nationaux.

dette extérieure⁷¹, face à l'augmentation des taux d'intérêt internationaux, et aussi les chocs pétroliers (1971 et 1979), atteignait la limite du déséquilibre économique. Le pays, fragilisé face aux fluctuations internationales, s'est enfermé dans un cycle chronique d'endettement extérieur → croissance de la dette publique interne → augmentation des taux d'intérêt intérieurs → déficit public → inflation → récession (Benakouche 2013, 31). L'incapacité à payer les dettes, la perte de crédibilité conséquente et le ralentissement économique entraînant une fuite de capitaux ont placé le pays en position de dépendance dans le système international. Les pressions pour des ajustements orthodoxes ont entraîné l'abandon du projet développementaliste brésilien. Dans la société, les effets étaient également complexes, puisque les différents groupes sociaux exigeaient le retour à la démocratie⁷². L'action de l'État pour redynamiser l'économie et pour offrir plus de services sociaux s'est révélée insuffisante pendant la période dictatoriale (Sallum Júnior 1996). Finalement, une fois que le modèle autoritaire atteignit sa limite⁷³, la scène politique était remplie de tensions autour des articulations pour concilier les intérêts des groupes de pouvoir et assurer la tranquillité du processus de transition. Il en a résulté des élections indirectes⁷⁴ en 1985, dont Tancredo Neves — le candidat opposé aux militaires est sorti victorieux.

Le gouvernement de transition n'a été possible que grâce aux accords d'amnistie conclus entre le front démocratique — formé de différents partis aux spectres les plus divers, liés par l'agenda de démocratisation —, et les militaires qui, bien que confrontés à la limite de leur projet, ont été présents et actifs tout au long de la période. Le gouvernement militaire a livré le Brésil non seulement à des déséquilibres économiques, mais aussi à une grave crise sociale puisque, même au milieu des années 1970, les politiques économiques ont pris toute l'attention du gouvernement. Ainsi, en plus des demandes sociales liées à la redémocratisation, la population a également exigé une plus grande action de l'État en phase avec la construction d'un État-providence qui garantirait la sécurité sociale comme droits citoyens.

⁷¹ Avec les pressions des entrepreneurs, à partir surtout des années 1970, le gouvernement est endetté via des entreprises publiques pour permettre de maintenir le rythme de la croissance. Comme résultat, la dette qui était à 75 % privée et à 25 % publique en 1972, en 1981, était à 32 % privée et à 68 % publique, et, en 1990, à 10 % privée et à 90 % publique (Cruz 1984).

⁷² Nous soulignons la campagne « *Diretas Já!* », la plus grande manifestation populaire de l'histoire nationale, qui a pris de l'ampleur à la fin de l'année 1984, entraînant des milliers de personnes dans les rues des plus grands centres urbains du pays, ceux-ci exigeant la restitution des élections présidentielles directes et un système multipartite (Meneguello 1996).

⁷³ Sentant l'usure de leur projet, les militaires font le premier pas dans la transition politique toujours au sein du gouvernement Geisel, lorsque les négociations sur l'amnistie garantissent leur exemption des crimes commis pendant la dictature. Ces mesures ont été nommées *Pacote Abril*.

⁷⁴ C'est-à-dire, par le biais d'un collège électoral, tel que défini par la Constitution de 1967.

Paradoxalement, c'est aussi à partir de 1985 et surtout entre 1990-1992 que les politiques néolibérales dictent de plus en plus les décisions économiques du pays, laissant une fois de plus de côté l'action de l'État en faveur de la société et où le projet de développement national est complètement abandonné. Ce n'est qu'au milieu des années 1990 que la crise économique a finalement été résolue et que les gouvernements ont tourné leur attention vers la question sociale, même dans le cadre d'une approche libérale, qui s'est avérée insuffisante pour les besoins de la population brésilienne.

Dans la partie suivante, nous utilisons une revue de la littérature sociale, économique et politique de la période, ainsi que des données provenant de différents instituts et organisations, tels que l'IBGE, l'Institut de recherche économique appliquée (*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada*, IPEA), la Banque mondiale et la CEPALC. Nous commençons le chapitre en expliquant la situation sociale qui a conduit à la Constitution de 1988, puis nous nous concentrons sur les aspects politiques et économiques du gouvernement de transition. La troisième partie du chapitre est consacrée aux années 1990 et à l'approfondissement des mesures néolibérales, à la crise qui a culminé avec la destitution du premier président directement élu après la dictature, et à la reprise de l'équilibre économique à partir de 1994.

2.1. Les revendications sociales et la Constitution de 1988

Comme nous l'avons vu en ce début de chapitre, une partie des mesures pour le développement à partir des années 1930 s'appuyaient sur un système de politiques sociales basées sur l'action constante d'un État régulateur et articulateur de ces politiques⁷⁵ qui se sont approfondies et élargies. L'État était aussi responsable de créer d'organes de gestion pour garantir la dynamisation, l'organisation et la permanence du système de protection qui soutiendrait la croissance économique et le modèle d'accumulation capitaliste comme partie de la trajectoire de développement national. Comme ce système social était plutôt lié au droit du travail, il est resté longtemps sélectif, bénéficiant à quelques citoyens — surtout les travailleurs industriels urbains — en excluant les travailleurs indépendants, domestiques et ruraux. Progressivement, ces secteurs et d'autres ont été intégrés au système, bien que de manière incomplète et inégale (Draibe ; Castro ; Azeredo 1995). Dans la dictature militaire, le système de protection sociale s'est élargi grâce à la croissance économique et l'augmentation de la masse

⁷⁵ Les auteurs soulignent : la sécurité sociale, les prestations sociales et les prestations de travail ; l'organisation des soins de santé dans le cadre de l'assistance médicale de la sécurité sociale ; et l'expansion de l'enseignement fondamental et moyen (Draibe ; Castro ; Azeredo 1995).

salariale et il a donc toujours été soutenu par la capacité contributive des travailleurs⁷⁶. Une fois que la tendance de croissance s'est renversée, au milieu des années 1970, ce système autonome a montré ses limites : le chômage croissant (graphique 1), entraînant un grand nombre de personnes en situation de fragilité, en même temps qu'une diminution du budget des politiques sociales (IBGE 2008).

Par conséquent, les années 1980 commencent avec des indicateurs sociaux alarmants : l'espérance de vie à la naissance n'était que de 62,5 ans ; le taux de mortalité infantile était de 83 pour mille naissances ; les citoyens avaient accès à une moyenne de 1,5 rendez-vous médical annuel ; et 42,6 % des ménages urbains n'avaient pas accès aux égouts. 25 % de la population entre 15 et 25 ans était analphabète et seuls 80,4 % des enfants entre 7 et 14 ans fréquentaient l'école primaire, lorsque 14,5 % des jeunes entre 15 à 19 ans fréquentaient l'école secondaire. Le salaire minimum réel est passé de 350 à 250 R\$ au cours des années 1970, car le réajustement n'était pas compatible avec le processus inflationniste et, finalement, l'inégalité des revenus, mesurée par l'indice de Gini, était de 0,58 (graphiques 2 et 3) (Tavares ; Monteiro 1994 ; Szwarcwald ; Castilho 1995 ; IBGE 2008). Ces symptômes étaient déjà ressentis par la population au milieu des années 70, lorsque les revendications ont émergé et se sont multipliées en milieu urbain, s'organisant en mouvements de base qui ont pour base commune la lutte contre le processus croissant d'exclusion des bénéficiaires de la modernisation (Jacobi 1983, 150).

Comme le décrit Singer (1980, 89-105), ces mouvements revendiquent l'action de l'État dans les améliorations et les services, tout en formant des réseaux de protection et d'aide communautaire, en réaffirmant une mentalité d'union sociale, et où l'Église catholique joue un rôle essentiel. L'auteur explique également que, bien que les mouvements populaires ne soient pas quelque chose d'inédit — surtout dans les centres urbains — leur reprise à partir des années 1970 s'est organisée autour d'agendas, de leaderships et de méthodes de démonstration, leur garantissant une plus grande efficacité dans leurs initiatives. Ainsi, ces nouvelles formes de participation sociale ont été confrontées à l'autoritarisme de l'État qui, bien qu'interdisant ces mouvements, est devenu moins sévère, notamment sous le gouvernement Figueiredo (1980-1985). Dans le contexte de l'autoritarisme et de la lutte pour la redémocratisation, l'accent des études a été mis sur l'affirmation du caractère spontané et autonome des mouvements sociaux. À l'époque, ils étaient interprétés comme les protagonistes d'une rupture avec le système politique traditionnel, autoritaire et clientéliste (Cardoso 1996, 82).

⁷⁶ Un exemple de cette logique c'est l'Institut national de la protection sociale (INPS), qui fonctionnait avec la seule et unique contribution des travailleurs.

Ce contexte explique l'effervescence sociale des années 1980, où se réclamaient des politiques de sécurité sociale comme instruments de justice sociale — basées sur l'idée de citoyenneté et non sur l'assistencialisme —, essentiels à la reconstruction et à l'élargissement de la démocratie (Werneck Vianna 1990 ; Fleury 2003). Les revendications étaient les plus diverses : les syndicats demandaient plus d'autonomie, le droit de grève, de meilleurs salaires, des politiques de redistribution des revenus, une réforme des relations de travail et plus d'espace pour participer à la vie politique du pays. Les indigènes exigeaient la délimitation des terres et le respect de leurs droits fondamentaux. Les mouvements ruraux demandaient une réforme agraire, soutenus par des mouvements écologiques, qui défendaient l'agriculture familiale et la protection de la nature (Souza 1987). L'action active des secteurs sociaux a été essentielle pour que la Constitution de 1988⁷⁷, en pleine adoption des principes néolibéraux dans le reste du monde, garantisse l'universalité de la couverture et l'uniformité des services sociaux, aux populations urbaines et rurales, et une gestion administrative avec la participation de la société civile (Brasil 1988a ; Fagnani 2005). Selon Draibe (1998, 1), la grande contribution de la Constitution reste dans l'officialisation des droits sociaux comme extensions de la citoyenneté, et l'incitation du débat et la participation publique à la réforme des relations institutionnelles, ce qui garantit un meilleur contrôle social et l'établissement du fédéralisme coopératif⁷⁸.

La charte énonce également des mesures concrètes pour faire respecter la loi, comme la définition du budget de la sécurité sociale (art. 195), sa *source* et sa *destination* : santé, sécurité et assistance sociale. Cependant, elle n'établit pas son *mode de fonctionnement*, afin de garantir l'autonomie des différents secteurs pour continuer sa construction, en fonction du scénario et des besoins sociaux en vigueur. Mais en donnant plus de liberté et de flexibilité aux acteurs sociaux, ses lacunes ont également fait place aux violations et les interprétations biaisées des dispositions constitutionnelles (Brasil 1988a ; Azeredo 1990 ; Draibe 1985 ; 1993).

2.2. L'arrangement politique, la crise économique et les politiques sociales au cours de la « décennie perdue »

Comme nous l'avons vu, c'est encore dans les années 1970, sous le gouvernement Geisel, que le régime militaire a commencé à montrer ses limites, non seulement en raison des

⁷⁷ Officiellement « Constitution de la République fédérative du Brésil de 1988 », mais aussi connue seulement comme « Constitution de 1988 » ou « Constitution citoyenne » — précisément parce qu'elle a rétabli, dans la société brésilienne, le régime démocratique après une longue période de dictature —, c'est la loi fondamentale et suprême du Brésil, servant de paramètre de validité à toutes les autres espèces normatives, se situant au sommet du système juridique (Brasil 1988a).

⁷⁸ Plus sur le concept de fédéralisme coopératif, voir : Costa, Cunha et Araújo (2010).

difficultés économiques, mais aussi à cause de la remise en question de la légitimité du régime. Ce débat a eu lieu en pleine préparation pour la détente du régime militaire, coordonné par le général Golbery do Couto e Silva, ministre en chef du Cabinet civil, qui a évoqué la possibilité d'un vide au pouvoir si la transition n'était pas bien orchestrée. Le général Couto e Silva est un expert en géopolitique, et il s'est soucié de s'assurer que la transition ne permettrait pas au pouvoir de l'État de quitter le contrôle militaire et le contrôle du capital, et il l'a fait par le biais d'un ensemble d'initiatives qui garantiraient le maintien du statu quo, même si le pays rétablissait l'ordre démocratique. Une partie de ces initiatives a commencé à être conçue dans le *Pacote Abril*, qui comprenait tout, du projet d'amnistie pour les militaires à une sorte de *gerrymandering* de la carte nationale pour la création et la division des États, afin de garantir un plus grand contrôle politique dans les régions où le bras politique du régime militaire, l'Alliance rénovatrice nationale⁷⁹.

Figueiredo avait déjà hérité du gouvernement avec une crise socio-économique, qui allait bientôt devenir politique aussi, et avec la nécessité de compléter le processus d'ouverture « lente, progressive et sûre ». Cette ouverture a été soutenue par les classes bourgeoises, ce qui a été renforcé par la consolidation du capitalisme rendue possible par la dictature. L'ouverture du pays remplacerait les mécanismes de la dictature, tout en garantissant que la participation de la population serait contrôlée. La pression des mouvements sociaux a été fondamentale pour l'ouverture du pays à cette époque, mais pas pour garantir qu'elle soit menée de manière démocratique, car cela nécessiterait de profondes réformes des mécanismes politiques. Les voies de l'ouverture impliquaient le rétablissement de certains aspects institutionnels de base, comme le retour au multipartisme⁸⁰ à travers une réforme des partis qui permettait de créer des partis définis en fonction des intérêts des groupes et des segments de classe qu'ils représentaient, tout en visant à segmenter l'opposition. Cette stratégie n'a pas réussi, car l'opposition est restée la favorite lors des élections générales de 1982⁸¹, et certains partis se sont regroupés au sein d'une Alliance démocratique, qui a lancé la plaque présidentielle avec les candidats Tancredo Neves et José Sarney comme vice-président. Avec le slogan « père des pauvres » — le surnom

⁷⁹ Dans l'original : *Aliança Renovadora Nacional* (ARENA), le parti a été créé en 1965 précisément pour mobiliser et apporter un soutien politique au régime militaire. Toujours sous le gouvernement Geisel, en 1979, il a été dissous et transformé en Parti Social-Démocrate (*Partido Democrático Social*, PDS), et ses ailes ont donné naissance à l'actuel Parti Démocrate (*Partido Democrata*, DEM).

⁸⁰ Le bipartisme a été créé au Brésil en 1966, lorsque tous les partis, à l'exception de l'ARENA et du Mouvement démocratique brésilien (*Movimento Democrático Brasileiro*, MDB) ont été dissous. L'ARENA représentait le gouvernement et le MDB regroupait tous les mouvements d'opposition. Le système s'est éteint en 1979, lorsque le système multipartite est revenu en vigueur. Or, les partis s'identifiant comme socialistes et communistes n'ont été légalisés qu'en 1985.

⁸¹ Les élections des gouverneurs, des députés et des sénateurs se sont déroulées de manière directe, différente de celle de 1985, qui élisait le prochain président au suffrage indirect.

sous lequel Getúlio Vargas était connu —, Neves a battu le candidat choisi par les militaires, Paulo Maluf, par 480 voix contre 180, étant ainsi élu, bien qu'indirectement, le premier président civil depuis deux décennies.

Cependant, Neves, n'est jamais entré en fonctions, ayant été hospitalisé le 14 mars 1985, un jour avant son inauguration. Le vice-président Sarney a pris les fonctions présidentielles le lendemain, le 15 mars 1985, et a rempli cette fonction jusqu'en 1990, puisque Neves est décédé le 21 avril 1985 et n'a donc jamais assumé la présidence. Bien qu'elle officialisât la fin de la dictature, l'arrivée de Sarney au pouvoir n'a été possible que grâce à l'alliance politique entre différents partis avec le soutien des secteurs militaires de l'ancien gouvernement. Le nouveau gouvernement s'est engagé à mener la transition démocratique parallèlement au maintien des accords avec le FMI pendant l'administration Figueiredo (1979-1985). Ces accords ont été maintenus même s'ils impliquaient une lutte au déficit public étant vu comme la source du manque de contrôle monétaire, du goulot d'étranglement et de l'inflation. On croyait qu'une fois l'inflation contrôlée, la récession, le déséquilibre de déficit public et le paiement de la dette extérieure seraient *naturellement* résolus, permettant au pays de suivre les réformes fiscales, monétaires, financières et salariales.

Le gouvernement a commencé par geler les prix sur les tarifs publics en recalculant les corrections monétaires et de change en fonction de l'inflation trimestrielle afin d'apporter plus de certitude au marché et d'éviter la spéculation qui augmenterait l'inflation — la même raison pour laquelle la monnaie a été dévaluée (Modiano 1990). La variation de la correction monétaire, qui a dépassé 10 %, était destinée à rémunérer le capital, mais, en même temps, a nui aux agents endettés — en particulier le secteur public, en augmentant son déficit (Biasoto Júnior 1992). Ces mesures visaient à rétablir la crédibilité du pays, et ont entraîné, dans les premiers mois, une baisse de l'inflation (de 12,6 % à 7,2 % entre janvier et avril), mais qui a rapidement remonté en raison des pressions exercées pour recomposer les tarifs des secteurs public et privé, ce qui a exigé un réajustement plus important, le gel des prix ayant été abandonné (Modiano 1990). Malgré tout, grâce à un réajustement des salaires de 8 %, la consommation a de nouveau augmenté en 1985, tout comme le PIB, de 7,8 % (graphique 4) (Brasil 1986a).

Le gouvernement devait encore relever les défis de la reprise des investissements intérieurs, de l'augmentation de l'excédent de la balance commerciale pour alléger la dette et ainsi soulager les pressions sur les finances publiques et la balance des paiements et, bien sûr,

contenir l'inflation⁸² (Carneiro ; Miranda 1986). En même temps, il y avait un empêchement d'approfondir l'impopulaire projet orthodoxe monétariste déjà amorcé, car il dépendait du soutien populaire l'année des élections (1986) ; bientôt, le gouvernement a changé l'équipe économique pour des décideurs plus progressistes (Biasoto Júnior 1992). Cette équipe est revenue à la correction monétaire basée sur l'inflation du mois précédent ; la politique monétaire est devenue moins active, diminuant le contrôle de la base monétaire, ce qui a permis la réduction des taux d'intérêt (graphique 5) ; et les prix, les taux de change et les actifs financiers ont été réajustés en fonction d'une obligation publique fédérale unique, comme test pour l'introduction de la nouvelle monnaie. Le « Plan Cruzado », outre la réforme monétaire qui a introduit la monnaie homonyme, a converti le taux de change, sans aucune dévaluation, a réajusté les tarifs publics de 20 %, et a gelé les prix, pour maintenir la structure de distribution des revenus déjà en place pendant la transition (Carneiro, Miranda 1986, 20). Les salaires cependant ont été réajustés de 16 % et une assurance chômage a été créée, où les chômeurs recevraient au moins 70 % du salaire minimum, en fonction de leur revenu initial (Brasil 1986b).

Le plan a initialement résulté en une réduction de l'inflation à 3,55 % en 1986, en une augmentation des salaires et de l'emploi, ce qui a stimulé la consommation et la croissance de l'activité économique⁸³. En même temps, l'augmentation de la demande globale et le gel des prix ont touché des secteurs déjà en retrait vis-à-vis l'inflation, ce qui a généré des pressions pour récupérer ces pertes par la diminution délibérée des stocks (Singer 1987 ; Baer 2009 ; Maciel 2008). Pour compenser le « défaut », le gouvernement commence à importer des produits de base, augmentant le déficit public — qui souffrait déjà des défauts des taux tributaires, dépassés depuis 1985, avec la fin de la correction économique. Le déficit a aussi touché les comptes extérieurs, affectés par la baisse des exportations due à la dévaluation du dollar qui, ajouté au régime de change fixe brésilien, surévaluait le Cruzado, a atteint un déficit de 213 millions US\$ en décembre 1986 (Sandroni 1989). Pour remédier à cette situation, le gouvernement a lancé un programme fiscal pour réduire la demande globale, la liquidité et le déficit public par la création d'impôts indirects ajoutés aux produits et services de base⁸⁴

⁸² Causée par l'ensemble des facteurs : un déficit public élevé, une demande intérieure en hausse grâce à l'augmentation des salaires, une augmentation de l'emploi urbain et le choc agricole causé par la sécheresse en 1985 (Carneiro ; Miranda 1986).

⁸³ La production industrielle a augmenté de 11 % à la fin de 1986 — l'industrie des biens de consommation a progressé de 33 % et le secteur des biens d'équipement de 20 % — notamment grâce à l'occupation de jusqu'à 90 % des capacités, dont l'utilisation n'était que de 60 %. Elle a également été stimulée par l'augmentation de la consommation, grâce à la maîtrise de l'inflation et au gel des prix (Baer 2009).

⁸⁴ Comme l'essence, l'électricité, le téléphone, les appareils ménagers et l'achat de devises étrangères pour les voyages internationaux (Modiano 1990).

(Modiano 1990), mais la mesure était insuffisante pour ralentir la demande globale. Le gouvernement a donc annoncé le Plan Cruzado II, une nouvelle réforme fiscale par le biais de laquelle il a augmenté les impôts pour décourager la demande et a réduit les subventions, cessant le transfert de ressources publiques vers le secteur privé (Macarini 2009, 36).

Le plan Cruzado II était également insuffisant, et l'inflation continuait à croître en 1987, tandis que le secteur industriel s'unissait contre le gouvernement, demandant de cesser le gel des prix — demande acceptée, avec des augmentations de prix entre 20 % et 30 % (Modiano 1990). Le déséquilibre persistant du secteur extérieur a donné lieu à la dissipation de la quasi-totalité des réserves internationales du pays (graphique 6) et, au début de 1987, Sarney a déclaré un moratoire⁸⁵ sur les intérêts de la dette extérieure, et a changé à nouveau l'équipe économique, en nommant Luiz Carlos Bresser-Pereira comme nouveau ministre. Le plan Bresser a immédiatement été présenté comme une mesure d'urgence pour contrôler l'inflation, récupérer l'excédent commercial et réduire le déficit public (Sardenberg 1987). Ces mesures s'appuyaient sur une politique salariale dont les augmentations étaient conditionnées par l'augmentation de la productivité, une réforme tribulaire progressive qui permettrait d'augmenter la charge fiscale du gouvernement, et la dévaluation du Cruzado pour résoudre le déficit des comptes extérieurs (Maciel 2008). La demande globale a été réduite par la diminution du pouvoir d'achat grâce au gel des salaires et des prix, tandis que les taux d'intérêt et de change ont continué à être corrigés par l'inflation mensuelle. Mais avec le dégel des prix, l'inflation a repris, atteignant 14 % en décembre, dans un contexte de ralentissement des investissements et de la croissance économique (Carneiro, Romano 1988).

La dernière chance pour le gouvernement de rééquilibrer l'économie est venue avec le Plan Verão, présenté par une nouvelle équipe économique, qui prévoyait un contrôle de l'inflation à un niveau plus élevé de 15 % par mois, l'abandon du moratoire rétablissant les accords avec le FMI, et des mesures d'austérité dans les dépenses publiques (Modiano 1990 ; Maciel 2008). Même avec l'inflation de 28 % par an, les décisions d'austérité du gouvernement ont été soutenues par les entrepreneurs, dont le lobbying au Congrès a garanti la prolongation du mandat du gouvernement Sarney pour une année supplémentaire, jusqu'en 1990, ce qui a donné plus de force au « retournement néolibéral » de Sarney. Une nouvelle monnaie a été inaugurée en 1989, le Cruzado *novo*⁸⁶ et le taux de change a été dévalué de 18 % puis gelé – tout comme les prix en général, bien que les salaires aient été réajustés de 16 %, et une réforme

⁸⁵ Le moratoire était la solution à court terme pour éviter la liquidation totale des réserves internationales, qui sont tombées de 11,6 à 7,4 millions R\$ entre 1985 et 1987 (Maciel 2008).

⁸⁶ Le cruzado novo (NCz\$), où 1,00 NCz\$: 1000,00 Cz\$.

fiscale a été présentée prévoyant la privatisation des entreprises et des institutions publiques et le licenciement massif de la fonction publique⁸⁷ (Modiano 1990 ; Nóbrega 2001). Le gouvernement a réduit le budget des ministères entre 21 % et 40 % et a gelé le réajustement du salaire minimum et de la fonction publique, provoquant des grèves généralisées qui, très proches du modus operandi de la dictature, ont été réprimées par des violences policières (Maciel 2008).

Mais le plan n'a pas donné les résultats escomptés, car la hausse des taux d'intérêt n'a profité qu'au secteur financier et a aggravé la situation des comptes publics, tandis que la réforme administrative de l'État n'a pas atteint les niveaux prévus⁸⁸ (Modiano 1990). D'autre part, le secteur extérieur a enregistré un excédent de 20 milliards US\$ entre 1989 et 1990, suffisant pour payer les 16,5 milliards US\$ d'intérêts sur les dettes extérieures et intérieures, dont la somme atteignait 12 % du PIB, soit 105 milliards US\$ (Batista Júnior 1989 ; Cerqueira 2003 ; Baer 2009). À la fin du règne du gouvernement Sarney, la croissance de 3,3 % était maintenue grâce au réajustement des salaires et au soutien public envers le secteur privé. L'inflation a atteint 1320 % par an, et une voie s'est ouverte pour que son successeur, Fernando Collor de Mello, poursuive les réformes néolibérales.

2.3. Les années 1990 : radicalisation de l'agenda néolibéral

Les élections de 1990 marquent la transition complète vers la démocratie avec l'instauration des élections directes, et la victoire serrée de Collor contre Lula avec 53 % de votes indiquant que le projet démocratique-populaire du PT, radicalement réformiste, avait de réelles chances de victoire, ce qui inquiétait les groupes les plus conservateurs et la bourgeoisie nationale (Maciel 2008). L'hétérogénéité de ces groupes⁸⁹ ne les a pas empêchés de s'unir pour que l'agenda néolibéral soit adopté et l'État soit restreint — ce qui impliquait la révision des droits sociaux récemment garantis par la Constitution.

Immédiatement après son entrée en fonction, Collor a présenté le plan Collor, qui ordonnait la confiscation des actifs des comptes courants et des investissements de plus de 1300

⁸⁷ Le Programme fédéral de privatisation privatiserait et subventionnerait les activités économiques exploitées par le secteur public, convertirait une partie de la dette extérieure en investissements risqués, revitaliserait le marché des valeurs mobilières, favoriserait la diffusion de la propriété du capital des entreprises et stimulerait les mécanismes de concurrence du marché par la déréglementation de l'activité économique (Brasil 1988b).

⁸⁸ Les privatisations du gouvernement Sarney ont résulté en 18 entreprises vendues, générant des revenus de 533 millions US\$, 4 entreprises fermées et près de 28 000 personnes licenciées (Pinheiro ; Oliveira Filho 1991).

⁸⁹ Des secteurs tels que le capital bancaire et le capital industriel étaient hostiles à l'ouverture totale de l'économie nationale, non seulement parce qu'ils perdraient de l'espace de marché au profit de la concurrence étrangère, mais aussi parce qu'ils étaient fortement dépendants du secteur productif de l'État. De plus, plusieurs segments de la bourgeoisie d'État étaient opposés à la réduction et à la disparition des entreprises d'État (Oliveira 1992).

US\$ — ce qui représentait plus de 90 % des actifs nationaux — qui seraient restitués 18 mois plus tard. La mesure visait à forcer la baisse des liquidités et a touché les petits titulaires de comptes et les épargnants de la classe moyenne, puisque les grands entrepreneurs ont utilisé d'autres mécanismes pour contourner la confiscation. Il a adopté des réformes administratives et monétaires ainsi que des mesures d'ajustement des tarifs publics, de gel des salaires au-delà de l'inflation et d'augmentation des taxes sur les opérations financières. Selon ce gouvernement, l'adoption du taux de change flottant⁹⁰ et la libéralisation des importations rendraient l'industrie nationale plus compétitive à moyen et long terme (Gennari 2001, 38), et le Programme national de dénationalisation (PND)⁹¹ recadrerait l'État pour rendre sa croissance responsable et durable, selon les directives du Consensus de Washington (Neves et Fagundes 1996, 163-164). Le projet développementaliste, considéré par le gouvernement comme la cause de la crise économique, était ignoré, tout comme l'idée d'autonomie ou repositionnement du pays dans le système international⁹².

L'offensive contre l'inflation a entraîné des réformes de l'État, la déréglementation du marché et la restructuration du travail et de la production, ce qui ouvrirait à la concurrence étrangère et répondrait aux exigences du grand capital monopolistique pour le retour au profit, perdu au milieu des déséquilibres économiques (Tumolo 2002). Mais le plan a eu des résultats limités puisque la baisse significative de l'inflation (de 81,3 % en mars à 9 % en juin 1990) a été suivie par une remontée quelques mois plus tard (Filgueiras 2000, 89-114), tandis que la confiscation des actifs bancaires est restée sans effet pour des grandes fortunes. Le chômage est passé de 6,9 % à 10,6 % et le pouvoir d'achat est passé de 124 à 90 US\$ en 12 mois. Le déséquilibre des prix dans plusieurs secteurs, le décalage du taux de change et les restrictions du crédit extérieur ont empêché le contrôle réel de la monnaie, en générant un PIB récessif à 4,4 %, alors que le chômage augmentait et que les salaires étaient érodés par l'inflation. Encore en 1990, et avec une nouvelle équipe économique, Collor a lancé le plan Collor II, qui a relevé les taux d'intérêt pour attirer les capitaux étrangers, restreint le crédit et réduit encore les dépenses publiques, en quête de crédibilité dans le système financier international (Gremaud,

⁹⁰ L'équipe économique croyait que la fluctuation des devises garantirait la neutralisation des demandes d'importation artificielles et d'une éventuelle surévaluation, permettant un équilibre monétaire réel par rapport aux devises internationales, et stabilisant l'économie en vue de l'ouverture commerciale.

⁹¹ Qui a généré la vente de 15 entreprises publiques pour la valeur totale d'US\$4 milliards, et d'autres accords négociés seraient exécutés sous le gouvernement Franco (1993-1994) (Filgueiras 2000, 114).

⁹² La réinsertion périphérique peut être attestée par la libéralisation du marché, la privatisation et la déréglementation, la subordination et la vulnérabilité structurelles extérieures et la domination du capital financier (Fagnani 2005). Mais il est important de noter que c'est également sous l'administration Collor que la dollarisation de l'économie nationale a été rejetée, ce qui a garanti au pays une certaine autonomie et la protection contre les décisions extérieures unilatérales, contrairement à d'autres économies d'Amérique latine comme l'Argentine (Bresser-Pereira ; Ferrer 1991).

Saes ; Toneto Júnior 1997, 238-240). Mais l'inflation est restée élevée, doublant presque entre 1991 et 1992 (de 404,7 % à 991,4 %), tandis que le chômage est resté élevé, les salaires se sont détériorés et la croissance économique de 1,1 % en 1991 a été suivie par une récession l'année suivante, avec un PIB de -0,9 % (Filgueiras 2000, 155). La décision de Collor d'utiliser les lacunes de la Constitution par des manœuvres politiques et administratives⁹³ pour faire respecter les intérêts de sa coalition politique s'est traduite dans l'obstruction systématique des droits acquis en 1988⁹⁴ (Draibe 1993 ; 1994 ; Médici ; Maciel 1995 ; Fagnani 2005). Elle a aussi exposé les fragilités du texte constitutionnel, qui ont permis de remplacer la sécurité sociale par l'assurance sociale ; l'universalisation par des initiatives spécifiques ; un État-providence par un État privatisant ; et les droits du travail par la flexibilisation et la déréglementation (Fagnani 2005).

L'adoption de l'État néolibéral au Brésil selon les directives et l'expérience internationales et sans études théoriques ou empiriques — a priori ou lors de leur exécution — ignorent la nature technique de la sécurité sociale et ses impacts nationaux cachent les conséquences réelles. Ce faisant, en évacuant les questions sociales du débat économique, celui-ci est, par conséquent, dépolitisé (Werneck Vianna 1990). Cette conséquence apparaît lors de la collecte des données pour ce travail, lorsque l'on constate la rareté des données, en particulier des indicateurs sociaux, qui sont cohérentes — lorsqu'elles existent. Même les données économiques mises à disposition plus fréquemment et les indicateurs qui permettraient des études plus approfondies se situent principalement dans les périodes de développement — surtout entre 1930 et 1964 et, plus tard, entre 2003 et 2015, comme nous le verrons dans les chapitres suivants. L'administration Collor est revenue aux sources de la construction politique brésilienne, faisant des concessions et conciliant toutes sortes de demandes des différents partis composant le Congrès — ce qui n'a pas suffi à sauver le président et son cabinet lorsque des actes de corruption les impliquant ont été allégués (Meneguello 1996, 109-120). Collor est destitué du pouvoir en décembre 1992, laissant l'économie en récession avec un recul de -0,5 % du PIB et avec un recul du PIB par habitant de 6,97 %, et avec une réduction de l'inflation de

⁹³ La révision constitutionnelle prévue pour 1993 a changé le programme de réformes des politiques et des droits sociaux, ce qui a entravé ou défiguré ses objectifs. Ces limites ont été imposées principalement par des mécanismes bureaucratiques qui ont entravé l'organisation des bases fondamentales de la mise en œuvre de la sécurité sociale (Fagnani 2005).

⁹⁴ Citons, par exemple, le veto présidentiel à la structure de financement du Système de santé unique (*Sistema Único de Saúde*, SUS) — programme adopté en 1990 par la loi organique sur la santé (Brasil 1990), qui applique le principe constitutionnel de la santé comme un droit de tous et un devoir de l'État, comme le prévoit l'article 198 de la Constitution de 1988, en obéissant à ses principes d'universalité de l'accès à la santé à tous les niveaux de soins. Il est responsable de tous les soins médicaux, ainsi que des services de prévention, tels que les campagnes nationales de vaccination, et de la surveillance de la santé des établissements commerciaux et de l'eau qui alimente les ménages (Fagnani 2005).

2426,1 % à 1119,1 % par an. Itamar Franco, son vice-président, est alors entré en fonction (1993-1994).

Lorsque Franco a pris le pouvoir, l'idéologie néolibérale n'était plus si populaire, car les effets étaient négatifs pour les classes ouvrières, mais aussi inefficaces pour les intérêts du capital industriel privé — qui recherchait avant tout la stabilité et la croissance économique. Ainsi, une fois que Franco — un politicien conciliateur et ancien partisan du développement national⁹⁵ — est entré en fonction, son plan économique plus modéré a été accepté par divers groupes politiques et économiques. Franco a maintenu les privatisations⁹⁶ et a proposé une réforme administrative qui réduirait les dépenses et augmenterait la productivité, des subventions pour stimuler l'industrie et les exportations ainsi qu'un programme national de déréglementation pour rendre les processus publics moins bureaucratiques (Ianoni 2009). L'hyperinflation⁹⁷ constituait le principal défi économique étant donné qu'elle nuisait bien qu'inégalement, aux différents acteurs et intérêts — du capital et du travail aux classes plus défavorisées. En même temps, elle bénéficiait à d'autres groupes — notamment au milieu d'affaires et aux investisseurs bénéficiant de l'indexation — qui voulaient la maintenir. Ainsi, une question qui aurait pu être résolue techniquement est devenue l'objet de conflits politiques (Ianoni 2009).

La situation insoutenable a changé avec le nouveau ministre des Finances, Fernando Henrique Cardoso, qui a présenté un plan fiscal et monétaire pour rééquilibrer l'économie. Le Plan Real a commencé avec un ajustement fiscal profond, qui a réduit de 20 % les ressources fédérales et, ensuite, a introduit un nouveau (et unique) indice, « *l'unité réelle de valeur* », qui reflétait la variation du pouvoir d'achat de la monnaie, et a servi comme unité de compte et de référence des valeurs. L'unité a été généralisée et a corrigé tous les prix de l'économie de manière synchronisée, pour simplifier la prévision et le contrôle de l'inflation, en plus de préserver le pouvoir d'achat de la masse salariale. Finalement, le Real (R\$)⁹⁸ substitue l'unité

⁹⁵ La Constitution de 1988 a déterminé qu'à partir de 1990, les gouvernements devaient présenter des plans pluriannuels (*Plano Plurianual*, PPA) pour démontrer les mesures, les propositions, les stratégies et les objectifs du gouvernement dans leur contexte (Brasil 1991). Même s'ils peuvent être modifiés, les plans constituent une étape importante non seulement pour la formalisation et la transparence des intentions du gouvernement à l'égard de la société, mais aussi pour que les pouvoirs exécutifs et législatifs puissent travailler ensemble au développement national. Ainsi, lorsque Itamar Franco est arrivé au pouvoir, il a présenté une version révisée du plan Collor (1991-1995), qui s'étendrait de 1993 à 1995.

⁹⁶ Franco s'était montré contre les privatisations pendant son mandat de vice-président de Collor, ce qui avait suscité l'appréhension d'une partie de la base gouvernementale et des hommes d'affaires, mais il a poursuivi les transactions entamées sous le gouvernement Collor. Entre 1993 et 1994, 18 privatisations ont été conclues, dont certaines considérées comme stratégiques pour les nationalistes, comme la Compagnie nationale de l'acier (*Companhia Siderúrgica Nacional*, CSN), l'Embraer et des filiales de la Petrobras.

⁹⁷ Qui atteignait 1161,7 % par an en janvier 1993.

⁹⁸ Où 1,00 R\$: 2 750 000 Cr\$.

réelle de valeur et s'officialise comme monnaie nationale, avec émission et parité par rapport au dollar contrôlé, ce qui garantirait la durabilité entre la demande de monnaie et le flux de produits, maintenant l'équilibre interne des prix (Ferrari-Filho 2001 ; Ianoni 2009). Le plan a également prévu l'augmentation des impôts et a attiré des investissements étrangers, qui ont contribué à rétablir les réserves internationales — passées 32,2 millions à 38,8 millions US\$ entre 1993 et 1994 —, et le PIB, de 5,85 % en 1994. Enfin, le contrôle de l'inflation, qui est passée de 47,4 % à 6,8 %⁹⁹ au cours du premier mois du plan, malgré la légère augmentation à court terme, s'est stabilisé et a diminué à moyen et long terme. Le succès du plan économique à contrôler l'inflation était incontestable, et a garanti une popularité suffisante pour que Cardoso se retire du ministère pour se présenter aux élections de 1994, dont il est sorti vainqueur.

Malgré les réductions budgétaires, le gouvernement Franco s'est engagé dans des initiatives sociales et le dialogue avec la société civile pour formuler conjointement un programme d'actions d'urgence, notamment pour combattre la faim. Lors de ces dialogues, le gouvernement a adhéré au projet de sécurité alimentaire présenté par le PT, dans le cadre de l'initiative « Plan de lutte contre la faim et la misère »¹⁰⁰, par le Conseil national de sécurité alimentaire¹⁰¹, et, finalement, le programme *Saúde da família*¹⁰², les trois en 1993 (Paiva 2009 ; Brasil 2010a). Le président s'est également préoccupé de l'éducation, en menant une réforme administrative au sein du ministère, en lui accordant plus d'autonomie et la responsabilité pour toute l'éducation nationale, y compris l'enseignement privé, afin de contrôler et d'évaluer périodiquement ses progrès et de les uniformiser (Fagnani 2005). Enfin, le président a sanctionné, en 1993, la loi organique d'assistance sociale (*Lei Orgânica da Assistência Social*, LOAS), qui détermine la centralité de l'État et la participation populaire à l'universalisation et à la garantie du droit et de l'accès à des services sociaux qualifiés, comme une manière de réaffirmer les prémisses constitutionnelles. La loi donne également la priorité aux secteurs

⁹⁹ L'inflation a été combattue sur la base de trois ancrages macroéconomiques : l'ancrage monétaire, qui limite l'expansion de la base monétaire et la contingence du crédit ; l'ancrage fiscal, basé sur un profond ajustement orthodoxe pour assurer l'équilibre du budget fédéral, qui comprend la réduction des dépenses publiques et l'introduction de nouvelles taxes sur les activités financières ; et l'ancrage du taux de change, qui limite le taux de change à 1,00 R\$: 1,00 US\$, ce que la Banque centrale s'est engagée à respecter (Souza 2007, 270)

¹⁰⁰ Le projet mobilisait différents ministères pour systématiser les interventions pour éradiquer la faim et la pauvreté (comme le suivi de la croissance et du développement des enfants, les consultations médicales et les projets de vaccination ; l'attention médicale aux femmes enceintes, les projets d'éducation sanitaire), et le gouvernement fédéral fournissait le soutien technique aux villes qui adhéraient au projet (Crusius 1993, 17).

¹⁰¹ Créé pour mener des actions de lutte contre la pauvreté, le conseil était responsable pour gérer les programmes de la lutte contre la faim (Paiva 2009).

¹⁰² Le programme a proposé une nouvelle dynamique pour la structuration des services de santé, ainsi que pour leur relation avec la communauté et entre les différents niveaux et la complexité des soins. Il supposait l'engagement de fournir une assistance universelle, intégrale, équitable, continue et, surtout, résolue à la population, dans l'unité de santé et à domicile, en fonction de ses besoins réels. Plus sur le programme, voir : Brasil (2010b).

vulnérables de la société : les personnes âgées, les enfants et les adolescents, les chômeurs, et les personnes handicapées. Toujours en vigueur aujourd'hui, la loi encourage l'exercice de la citoyenneté dans le cadre de la construction de politiques d'équité (Brasil 1993 ; Yazbek 1996). Paradoxalement, malgré la préoccupation de Franco pour les questions sociales, sa permission aux réductions budgétaires publiques pendant la stabilisation économique a touché directement le domaine social : les fonds alloués aux ministères de la Santé et de la Protection sociale ont été réduits de 43 % et ceux du Ministère de l'Éducation de 25 % (Carneiro ; Lemos 2016).

Le gouvernement Cardoso (1995-2002) a commencé avec un seul objectif : la stabilité économique. Le président a conservé l'équipe économique qui a exécuté le plan Real et qui était engagé aux cibles de stabilité monétaire, inflationniste, et le contrôle des changes. Elle a laissé le taux d'intérêt se définir en fonction du taux de change souhaité par le gouvernement, qui était soumis aux fluctuations de l'économie mondiale et à la perception du « risque pays » (Bastos 2015). Encore en 1995, le gouvernement fait face à son premier défi économique : la fuite des capitaux provoquée par la crise au Mexique, qui souffrait d'une forte dévaluation du taux de change. En réponse, le gouvernement brésilien a augmenté les taux d'intérêt et a dévalué le taux de change, assurant le compromis entre la stabilité des prix intérieurs et l'ajustement des comptes extérieurs, ce qui a permis au pays de rester attractif pour les capitaux étrangers. Ces mesures ont garanti la stabilité économique, l'année se terminant avec une inflation moyenne de 22,4 % — une victoire par rapport aux 916,4 % accumulés l'année précédente —, un PIB de 4,2 % et un taux de chômage de 5 %. Après plus d'une décennie, le pays affichait une croissance durable : entre 1994 et 1997, la croissance moyenne a atteint 3,8 %, tandis que le PIB par habitant dépassait 2 %, l'inflation est restée sous contrôle et le commerce extérieur a enregistré de bons résultats.

La stabilité a également permis au gouvernement d'élaborer des stratégies à moyen terme pour maintenir la croissance nationale, qui serait basée sur le secteur privé national et des financements extérieurs responsables (Rodrigues 1996). En fait, une fois au pouvoir, Cardoso s'est engagé dans la tâche de diminuer l'État, en déclarant que la période de Vargas devrait rester dans le passé national (Sader 2013, 137). Cardoso était déterminé à réduire la dette publique, qui absorbait plus de 20 % du PIB et assainir les finances publiques par la réduction des dépenses et l'amélioration de leur performance et l'intensification des privatisations qui devrait atteindre 2,5 % du PIB. Le gouvernement a réduit les impôts sur les produits de base et les biens d'équipement et a facilité l'accès au crédit pour certaines importations, notamment celles des secteurs technologiques, pour stimuler le commerce international. Il était également nécessaire de restructurer la production et d'inciter l'industrie à stimuler le marché du travail,

la consommation et les investissements (Brasil 1996a ; Rodrigues 1996). La situation d'équilibre, la popularité et la conciliation des intérêts des différents groupes politiques et économiques ont permis à Cardoso d'obtenir l'amendement constitutionnel qui lui a permis de se présenter aux élections de 1998, où il a remporté un deuxième mandat (1999-2002).

La dette publique était encore un grave problème en raison de l'augmentation du déficit public et du ralentissement des investissements — ce qui a contribué à la croissance du taux de chômage de 14,6 % au premier mandat à 20,3 % en mai 1999. En même temps, les crises dans quelques pays émergents¹⁰³ ont affecté l'économie brésilienne notamment parce qu'elles ont jeté un doute sur la sécurité des investisseurs étrangers à conserver leurs capitaux dans les pays émergents. Le gouvernement a répondu à ces crises de la même façon qu'il a combattu la crise mexicaine : en augmentant les taux d'intérêt et en réduisant les dépenses pour maintenir l'attractivité des capitaux étrangers et bien que ces mesures aient fonctionné pendant la crise asiatique (1997), elles ont été inefficaces pendant la crise russe (1998). Les mesures fiscales annoncées ont été considérées impraticables par les investisseurs, surtout à cause des similitudes entre les économies brésilienne et russe (Corsetti, Pesenti, Roubini 1999 ; Goldfajn 2000). Les mesures budgétaires adoptées n'ont donc pas permis l'atteinte des objectifs et ont donné lieu à une aggravation de la situation budgétaire : la dette intérieure est passée de 159,2 millions à 241,6 millions US\$ entre 1995 et 1998, la dette consolidée passant de 20,77 % à 35,53 % du PIB, et les comptes courants ont passé de 2 milliards à un déficit de 33 milliards US\$. En même temps, l'ouverture commerciale et l'appréciation du taux de change entre 1994 et 1998 ont déséquilibré la balance commerciale, alors que les exportations ont grimpé de 32,3 % et les importations de 105,1 % dans la même période.

Pour combattre les déséquilibres, le gouvernement s'est retourné vers le FMI pour conclure un accord ; cet accord a été conclu à la condition de faire des réformes économiques, que Cardoso a adoptées par le biais de la Loi de la responsabilité fiscale (LRF)¹⁰⁴. Ainsi, le second mandat commence avec la modification des orientations économiques : le remplacement du taux de change fixe par une fluctuation impure, où la Banque centrale intervient en vendant des réserves et en offrant des titres publics indexés au taux de change. La politique monétaire a aussi changé, d'un régime lié à la défense des marges de fluctuation de

¹⁰³ Nous citons les crises mexicaine (1995), asiatique (1997), russe (1998), brésilienne (1999) et argentine (2000).

¹⁰⁴ Créée en 2000, la loi était l'une des exigences du FMI pour l'octroi du prêt au pays en 1999, et a été formulée comme un programme de stabilisation fiscale, basé sur les principes de planification, de transparence, contrôle et responsabilité, sur la base des directives de gestion de l'Organisation. La LRF introduit de nouvelles obligations pour le gestionnaire public des trois pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire, imposant une discipline fiscale en ce qui concerne la préparation et l'exécution des budgets de la fédération, des états et des villes (Brasil 2000a).

taux de change pour être lié à des objectifs inflationnistes ; et quant au régime fiscal, on a adopté l'engagement de maintenir l'excédent primaire suffisamment élevé pour équilibrer la dette publique par rapport au PIB. La dépréciation monétaire et l'augmentation des taux d'intérêt ont garanti le retour des investissements étrangers et la récupération des comptes courants, dont le déficit est atténué de 33 milliards à 7 milliards US\$ (BCB 2000 ; 2003). Le plan de stabilité budgétaire — outre de fixer les objectifs d'un excédent primaire du secteur public suffisant pour stabiliser le ratio de la dette au PIB — a donné lieu à une augmentation d'impôts et des réductions des dépenses et des investissements (Giambiagi 2002, 39). Les réformes ont été effectives : le refinancement de la dette publique s'est poursuivi ; l'inflation accumulée en 12 mois est restée dans la cible ; le PIB continuait dans une tendance de croissance, bien qu'avec des résultats timides : 0,34 % en 1998 et 0,47 % en 1999 ; le taux de change est resté stable autour de 1,80 R\$: 1,00 US\$, tandis que les intérêts ont atteint 15 % annuel en 2000. En général, le gouvernement Cardoso a montré des avances et des reculs : le PIB s'est maintenu à un niveau constant et sans périodes de récession, avec une moyenne de 2,5 % au premier mandat et de 2,3 % au second ; le déficit des comptes courants a commencé à diminuer ; et la relation dette extérieure/exportations était sous contrôle.

En même temps, la situation à l'international au début des années 2000 était défavorable, car l'économie américaine a ralenti considérablement après les attaques du 11 septembre, et la crise économique de l'Argentine — principal partenaire commercial latin du Brésil — a affecté la demande en exportation. À l'interne, une crise énergétique sans précédent a limité la production, en plus de mettre en évidence les défaillances de gestion du secteur¹⁰⁵, générant une dépréciation du taux de change et une rétraction des investissements productifs — combattue par une nouvelle hausse des taux d'intérêt, à 18,3 %. Les politiques d'augmentation des taux d'intérêt des gouvernements Cardoso surtout pour combattre les crises des pays émergents ont contribué à ce que la dette publique fédérale passe de 153,4 milliards à 881,1 milliards R\$ et la dette extérieure de 107,4 US\$ à 172,8 US\$, tandis que les réserves ont diminué de 51,8 à 37,8 millions US\$ (Goldenberg ; Prado 2003). Outre la crise, les attentes concernant les élections présidentielles ont accru les incertitudes quant à l'orientation du pays,

¹⁰⁵ Le gouvernement Cardoso a réformé le secteur (1995) pour briser le monopole d'État par la privatisation de certaines entreprises afin d'inciter le libre-marché et, donc, l'efficacité. Mais ce que l'on a vu en réalité, c'est la mise en œuvre d'une législation incomplète, insuffisante et contradictoire, alors que le « marché libre » ne faisait que passer du monopole d'État au monopole privé (Goldenberg ; Prado 2003). La mauvaise gestion de ces projets a culminé avec la crise de l'approvisionnement énergétique entre 2001 et 2002, qui a entraîné une perte de 54,2 milliards R\$ (Tribunal de Contas da União 2003).

et les pressions inflationnistes, qui se sont sensiblement détériorées et ne se sont inversées qu'après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement.

Du point de vue social, le gouvernement Cardoso a opéré une croissance du budget de 22 % dans le premier mandat (1995-1998), influencé principalement par l'ajustement des salaires minimums en 1995 et la retraite de masse, en raison de l'annonce de la réforme des pensions en 1998. Mais en relation au PIB, la croissance n'était pas si impressionnante — de 12 % à 13 %. À partir de la nouvelle orientation économique en 1999, les dépenses sociales ont diminué de 4 % en relation à l'année antérieure, et ont été maintenues pratiquement constantes jusqu'en 2002 (Soares 2003 ; Delgado *et al.* 2007). Cela est le résultat de la croissance de la dette publique et de la déstabilisation consécutive des comptes fédéraux, alors qu'ont été détournées les ressources du budget de la sécurité sociale pour équilibrer les dépenses. Ainsi, ce budget est un élément essentiel de la politique économique pour soutenir le Plan Real (Netto 1999, 85 ; Boschetti ; Salvador 2008, 1-2). Sans ignorer les politiques sociales comme l'a fait Sarney ni les attaquer comme l'a fait Collor, Cardoso a utilisé les lacunes de la Constitution pour s'assurer que les dépenses sociales servent à maintenir l'excédent primaire, de manière précaire et en supprimant la protection sociale nationale (Azeredo 1990 ; Werneck Vianna 1990 ; Netto 1999 ; Soares 2003 ; Fagnani 2005).

Les initiatives sociales se sont concentrées en fronts d'action d'urgence (Brasil 1996b, 1996c) : la première mesure serait la réalisation de la stabilité économique afin d'assurer un environnement où des stratégies de développement social pourraient être développées. Ensuite, les efforts seraient pour l'exécution universelle et efficace des services de base¹⁰⁶ : l'éducation, la santé et la sécurité sociale (Tiezzi 2004, 50), éliminant le gaspillage et décentralisant les ressources et les fonctions pour normaliser leur qualité tout en augmentant leur impact redistributif. La troisième mesure a approfondi la logique de Franco, soit le Programme communautaire de solidarité (1995). Celui-ci devait se concentrer sur les groupes sociaux vulnérables (enfants et adolescents, personnes âgées, personnes en situation d'extrême pauvreté) ainsi que sur les secteurs en situation critique — tels que l'industrie agricole et l'enseignement primaire (Draibe 1998, 24 ; Tiezzi 2004, 50).

La méthode utilisée pour la création des principaux programmes de transferts d'argent était basée sur l'indice de développement humain (IDH), régulièrement publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), mais qui n'était pas efficace

¹⁰⁶ Selon ce critère, le gouvernement s'est basé sur l'analyse de certains facteurs : si les services fournis sont de routine et continus, s'ils constituent le cœur de toute politique sociale et s'ils représentent un pourcentage élevé des dépenses sociales fédérales (Tiezzi 2004)

pour correspondre à la réalité nationale puisqu'il a entraîné des distorsions d'analyse dans différentes régions du pays¹⁰⁷. La quatrième mesure a été l'instauration du *Conseil communautaire de solidarité* (1999), composé de représentants des gouvernements liés aux agendas socio-économiques et de la société civile, pour discuter du cheminement des politiques gouvernementales, repenser les réformes si et quand cela s'avère nécessaire et y contribuer (Peres 2005). Parallèlement, d'autres initiatives ont été mises en place, telles que la *Bolsa escola* (2001)¹⁰⁸, la *Bolsa alimentação* (2002)¹⁰⁹ et la *Rede de proteção social* (1995)¹¹⁰. Dans le domaine de l'aide sociale, le changement le plus important a été la réforme du *Renda Mensal Vitalícia* (RMV)¹¹¹ en tant que *Benefício de prestação continuada* (BPC) qui, lié à la LOAS, a étendu l'aide à toute personne âgée ou handicapée à faible revenu¹¹², en plus d'étendre l'âge minimum pour la prestation de 70 à 65 ans. Dans le domaine du travail, des incitations fiscales, telles que la *Contribution au financement de la sécurité sociale* (1998), ont été accordées pour promouvoir la formalisation des emplois, tandis que dans le domaine de la santé, une limite minimale des dépenses fédérales avec les US\$ a été établie pour lui garantir une source de financement stable (Delgado *et al.* 2007 ; Brasil 2000b).

Malgré les progrès dans le secteur social par rapport aux gouvernements antérieurs, nous pouvons dégager au moins quatre critiques à ce sujet dans la gestion Cardoso. La première concerne le caractère excessivement libéral des initiatives, qui visaient à diminuer la présence de l'État, mais qui, d'une certaine manière, en ont également retiré la responsabilité à l'État. Par exemple, en accordant des « coupons » aux familles comme forme de revenu

¹⁰⁷ L'IDH est un indice qui évalue le niveau et les progrès du développement humain d'une nation, lequel est vu comme un processus dynamique et permanent d'élargissement des opportunités des individus pour atteindre des niveaux de bien-être croissants. L'indice est composé de l'éducation (mesurée par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux de scolarisation) ; l'espérance de vie (mesurée par les conditions sanitaires et les risques de morbidité et de mortalité) ; le produit intérieur brut (PIB) par habitant, qui reflète la disponibilité des ressources financières pour les biens et services indispensables à la survie dans chaque pays. Pour comprendre les avancées et les limites de l'indice, voir : Jannuzzi (2004).

¹⁰⁸ En traduction libre, « Subvention scolaire », le programme était l'initiative principale de transfert de revenu pour les familles pauvres, conditionné à l'inscription et la permanence de leurs enfants et adolescents dans le réseau éducatif, lorsque son principal objectif était de contribuer à l'universalisation de l'éducation et à la réduction des abandons scolaires. Pour en savoir plus sur le programme, voir : Glewwe et Kassouf (2012).

¹⁰⁹ En traduction libre, « Subvention alimentation », le programme de transfert d'argent visait à améliorer l'alimentation des familles en situation de pauvreté. Pour en savoir plus sur le programme, voir : Brasil (2002).

¹¹⁰ En traduction libre, « Réseau de protection sociale », le programme fut l'union de différentes initiatives qui coordonnent les efforts visant à aider les Brésiliens les plus pauvres, définis sur la base de paramètres de revenus et de constitution familiale, comme une forme de lutte contre la pauvreté. Il a été désactivé au début du gouvernement de Lula (2003), et certains programmes ont été incorporés dans le Programme Fome Zero (*Zéro Faim*, en traduction libre) — lancé au cours de la première année de l'administration Lula, pour garantir le droit à l'alimentation par la promotion de la sécurité alimentaire, en composant des actions et des programmes articulés par le gouvernement fédéral avec les États, les municipalités et la société civile (Tiezzi 2004).

¹¹¹ Le programme institué en 1974 garantissait le montant d'un salaire aux personnes âgées et handicapées à faible revenu qui avaient cotisé au système de sécurité sociale pendant au moins 12 mois.

¹¹² Faible revenu est défini comme le revenu familial par habitant inférieur à un quart du salaire minimum actuel.

complémentaire, la responsabilité de leur processus de promotion sociale leur est également transférée, à condition qu'elles aient les conditions pour définir cette orientation — qui n'est pas toujours donnée, surtout dans une société où l'éducation de base n'est pas garantie. Un autre exemple de transfert de responsabilité est le manque de présence dans l'enseignement supérieur, qui relève pratiquement de la responsabilité du système privé¹¹³. En plus d'entraver l'accès universel aux universités, l'absence d'initiative gouvernementale affecte directement la construction des politiques de science et d'innovation, puisque, outre le fait de ne pas investir dans les centres publics d'enseignement supérieur, il n'y a pas non plus de signes de partenariat ou d'accords pour que l'État s'aligne au minimum sur les centres universitaires. La deuxième critique porte sur les limites des politiques sociales adoptées au cours de cette période, qui ne dépassaient pas la logique de l'urgence, puisque les actions de bien-être ou de compensation ne dépassaient pas l'atténuation immédiate des problèmes sociaux urgents — tels que la faim et le travail des enfants — et ne proposaient pas de lutter contre la structure sociale inégale qui est à l'origine de ces autres problèmes sociaux.

Malgré les efforts et les investissements consentis pour les mettre en pratique, en faisant abstraction de la trajectoire nationale, ces initiatives ont été insuffisantes pour répondre à la réalité des problèmes sociaux brésiliens, car, à long terme, les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'effort du gouvernement : le taux de chômage est passé à 18 % à la fin du mandat, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté¹¹⁴ est passé de 23 millions à 26 millions entre 1995 et 2002, les coûts des services de santé ont augmenté de 3,9 % entre 1995 et 2000, et le nombre d'écoles a diminué de 198 mille à 172 mille, même si le nombre d'inscriptions dans les écoles primaires a augmenté de 8,6 % pendant la même période. L'étude de Barros, Henrique et Mendonça (2000) corrobore cette impression : la période n'a pas montré d'impacts significatifs dans la réduction des inégalités et même de la pauvreté, même si l'indice de Gini a montré une baisse de 0,596 à 0,581. La troisième critique est également liée à la trajectoire nationale, car, en raison des inégalités systémiques et de la pauvreté, il existe une accumulation de besoins sociaux non satisfaits — assainissement, logement, transport — qui devraient être traités du point de vue des investissements publics plutôt que des dépenses. En effet, le maintien de l'état

¹¹³ Entre 1980 et 2000, les institutions privées ont augmenté de 47,2 %, alors que les institutions publiques n'ont augmenté que de 12 %. Si l'on considère uniquement la période de 1995 à 2000, la croissance des institutions privées a été encore plus importante, avec 46,7 %, tandis que le secteur public a enregistré une baisse de 16,1 %. Outre ces données, il convient de noter qu'en 2000, 85 % du secteur de l'enseignement supérieur relevait de l'initiative privée et que 62 % des cours de premier cycle étaient proposés par ces établissements. Pour une analyse avec plus de détails, voir Pereira (2003).

¹¹⁴ Le gouvernement a souligné son caractère interventionniste en période de ralentissement économique, comme en 2008, lorsqu'il a mis en œuvre des mesures monétaires et budgétaires anticycliques, et a veillé à ce que les droits sociaux soient maintenus et approfondis.

insatisfaisant de ces besoins limite la capacité de croissance nationale, et la résolution de ceux-ci, malgré la quantité de ressources exigées, peut avoir pour rôle de stimuler l'économie et de créer des emplois (Castro *et al.* 2003). Simplifier les ressources consacrées aux besoins sociaux en tant que simples dépenses renforce l'idée qu'il faut les réduire au minimum et, en temps de crise, il est nécessaire de les diminuer.

Enfin, la quatrième critique est liée au faible effort du gouvernement Cardoso d'augmentation des ressources sociales par rapport au PIB et à l'inefficacité de leur allocation (Medeiros 2001 *apud* Castro 2003). Selon Kliksberg (1994), l'inefficacité d'allocation des ressources découle principalement de deux visions : la vision qui « condamne » les dépenses sociales comme incompatibles avec la stabilité macroéconomique, en générant la diminution des programmes sociaux de sorte qu'ils ne produisent pas les impacts possibles et nécessaires ; et la vision simpliste des finances publiques, souvent gérées comme celles des entreprises, que l'auteur appelle « vision bureaucratique » et qui ne correspondent pas à la réalité d'un État, non seulement en termes de fonctionnement, mais aussi d'objectifs. En tout cas, les politiques économiques qui ont garanti l'élection et la réélection de Cardoso n'ont pas suffi à donner la victoire à son successeur, José Serra, aux élections de 2002. La demande populaire pour plus de sécurité sociale s'est traduite par la victoire du candidat du Parti des travailleurs, Lula, qui disputait sa quatrième élection présidentielle avec un discours combatif sur les questions sociales. En conciliant la responsabilité fiscale, le discours de Lula mettait de l'avant le combat contre la faim, la pauvreté et les inégalités — économiques, raciales et régionales —, l'universalisation des services publics et, enfin, un projet de développement et d'autonomie nationale basé sur l'intégration des politiques sociales et de la croissance économique.

* * *

Dans ce chapitre nous avons présenté l'évolution économique générale du Brésil durant la période de transition vers la démocratie, après deux décennies de régime dictatorial imposé en 1964. Cette transition s'est déroulée dans un environnement polarisé : alors que le monde occidental s'est tourné vers les politiques néolibérales, la crise socio-économique qui a frappé le pays a fait que la société brésilienne a exigé une plus grande présence de l'État, en particulier dans les questions sociales. Au-delà des demandes urgentes pour un réseau de protection sociale dans un scénario où la société s'est retrouvée abandonnée au milieu d'une crise politico-économique qui a finalement conduit à la chute du régime dictatorial, le peuple s'est organisé autour de l'agenda démocratique, qui n'a été réellement remporté qu'en 1989, avec les

premières élections directes depuis les années 1960. Bien que les revendications sociales aient été reflétées dans l'Assemblée constituante qui a adopté la nouvelle Constitution nationale, la Constitution citoyenne de 1988 n'a pas suffi à garantir que ce filet de sécurité sociale soit adopté par le président José Sarney, et n'a pas empêché les gouvernements suivants, notamment Collor (1990-1992) et Cardoso (1995-2002), d'approfondir l'agenda néolibéral. Alors que le premier ignorait les agendas sociaux et, comme Sarney, utilisait les lacunes des lois pour mettre en pratique des mesures qui porteraient atteinte aux droits sociaux acquis en 1988, Cardoso s'est tourné vers l'agenda social, même s'il était conditionné par des répercussions économiques, comme l'avait déjà fait Franco (1993-1994).

Cette période, marquée par une crise économique longue et profonde, qui s'est surtout manifestée par une inflation incontrôlée qui n'a été surmontée qu'avec le plan Real (1994), n'a pas présenté de plans de développement économique ou social. Au contraire, le programme de libéralisation et de privatisation a fini par défaire une partie importante de l'effort de développement des décennies précédentes, comme le montre la vente d'entreprises publiques stratégiques telles que Vale do Rio Doce (industrie minière) et Light (industrie énergétique). L'adhésion du pays à la mondialisation néolibérale et le programme de contrôle et d'austérité au détriment des politiques sociales ont rendu ces dernières non seulement instables, mais aussi incomplètes et donc inefficaces. Des initiatives isolées, sans un programme pour les réunir et leur donner un sens, se sont traduites par la situation précaire que le président Cardoso a laissée au pays, en particulier aux classes populaires et ouvrières, en 2002. En plus de ne pas accorder à l'agenda social l'attention et les ressources nécessaires, le caractère excessivement libéral des politiques sociales adoptées s'éloigne du principe constitutionnel – où l'État est responsable de la résolution des besoins de la population – puisque le simple transfert de revenus ne garantit pas l'amélioration de la situation sociale des individus, surtout dans une société structurellement pauvre et inégale comme celle du Brésil. Au milieu de la crise économique et de l'aggravation de la précarité sociale, le peuple brésilien a choisi le projet national du Parti des travailleurs, qui a innové en présentant un plan fondé sur le développement social comme moteur du développement national.

3. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DES GOUVERNEMENTS *PETISTAS* (2003-2015)

Malgré une campagne axée sur le désir de changement et la résolution des « questions sociales »¹¹⁵ brésiliennes, le gouvernement Lula a maintenu, dans un premier temps, le programme économique adopté au cours des années 1990, comme un moyen de démontrer l'engagement en faveur de la stabilité économique. Cet agenda a changé après 2006, indiquant une nouvelle orientation, le *néodéveloppementalisme*. Mais malgré l'émergence de cet innovant discours « post-néolibéral », on a assisté à certaines ratées de ce modèle, en se tournant vers le marché intérieur et en stimulant la consommation, une stratégie qui s'est avérée limitée à moyen terme, surtout depuis le gouvernement du successeur de Lula, Dilma Rousseff (2011-2016). La tentative de concilier un nouveau projet de développement national et la reprise de l'autonomie nationale sont fondamentalement contradictoires, car, fondée sur l'exportation de matières premières, la croissance nationale reste nécessairement liée aux souhaits, aux besoins et aux conditions du marché international.

Ce chapitre aborde le caractère économique des gouvernements *petistas* et le manque de congruence de leur discours avec le développement et la pratique de la subordination au marché international. Nous commençons par jeter brièvement les bases de ce nouveau développementalisme, en réponse aux décisions de libéralisation des années 1990, et nous divisons la trajectoire des gouvernements Lula (2003-2010) et Rousseff (2011-2015) en cinq phases, qui correspondent aux changements d'orientations économiques du gouvernement. Les données utilisées sont le résultat d'une revue de la littérature, de la presse et des instituts nationaux telles que l'IBGE, l'IPEA, l'Institut d'études socio-économiques (INESC), et des organisations internationales comme la Banque mondiale et les Nations unies.

3.1. L'idéal socio-économique des gouvernements *petistas* : le néodéveloppementalisme

Comme nous l'avons vu au chapitre 1, le Brésil a connu différents moments du projet de développement entre les années 1930 et 1980, lequel a transformé le pays d'exportateur agricole en une économie complexe et industrialisée¹¹⁶. Le pays est devenu 12 fois plus riche

¹¹⁵ Selon Netto *apud* Braz (2013), la définition vague et peu délimitée du terme « question sociale » démontre l'incorporation de l'idéologie conservatrice bourgeoise dans le traitement des conséquences du système capitaliste, obscurcissant ses déterminations réelles, en l'utilisant pour indiquer un trait mystificateur.

¹¹⁶ Selon Castro et Souza (1985), le II^e PND (1975-1979), a rendu possible pour le Brésil de devenir le premier pays latino-américain à disposer d'une matrice interindustrielle correspondant au niveau technologique de la 2^e révolution industrielle.

entre 1901 et 2000¹¹⁷, et aussi plus inégalitaire : dans années les 1960, le revenu des 10 % les plus riches était 34 fois supérieur au revenu des 10 % les plus pauvres et, en 1990, cet écart atteignait 78 fois. En 1999, chez 1 % des Brésiliens les plus riches se concentrait 13,9 % du revenu national, pratiquement la même proportion que chez les 50 % les plus pauvres (Reis 2003 *apud* IBGE 2006 ; IBGE 2006). Entre 1980-1999, le revenu national par habitant a diminué de 7,5 %, tandis que le nombre absolu de pauvres est passé de 40,7 millions à 53,11 millions entre 1977-1999¹¹⁸ (IBGE 2006, 480-496). Alors qu'Abreu et Verner (1997) désignent le Brésil comme l'une des nations ayant connu la croissance au cours du XX^e siècle, le Rapport mondial sur le développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (United Nations 2005, 75 et 299), le Brésil est entré dans le XXI^e siècle comme le 8^e pays le plus inégal au monde. Également, bien que l'indice de Gini soit passé de 0,63 en 1991 à 0,59 en 1999, il était loin des 0,50 atteint dans les années 1950 (IBGE 1960 ; 2006, 481).

Face à ces résultats, les politiques néolibérales ne sont plus hégémoniques, mais subissent les offensives d'opposants politiques de mieux en mieux organisés, dont le Parti des travailleurs, le plus grand parti d'opposition, qui s'est classé deuxième à chaque élection présidentielle depuis 1989. Le parti, né en 1980 des revendications ouvrières, a été historiquement lié aux luttes sociales, aux manifestations syndicales et à son rôle dans l'Assemblée constituante de 1988. Il est arrivé au pouvoir en maintenant ses critiques envers le néolibéralisme, même si, avec le temps, ce discours s'est atténué et dissocié des pensées sur la lutte des classes pour se rapprocher des intérêts du capital. L'adoucissement du discours du PT répondait à la nécessité d'élargir sa base de dialogue et de concilier les intérêts des différents groupes, ce qui fut démontré dans la *Lettre au peuple brésilien*, qui présentait davantage la nécessité d'un dialogue avec le marché. S'ajoute aux changements d'équilibre du pouvoir politique l'alliance de la bourgeoisie interne — une fraction de la classe capitaliste nationale qui maintient sa propre base d'accumulation —, qui dispute l'hégémonie avec le capital financier international, ce dernier bénéficiant le plus des décisions économiques au cours des années 1990.

En même temps que le parti critiquait les résultats socio-économiques du néolibéralisme, il s'est également éloigné du modèle interventionniste étatique du national-développementalisme, qui, bien que garantissant le développement économique au siècle XX^e,

¹¹⁷ D'un PIB de 9,1 milliards R\$ en 1901 à 1 trillion R\$ en 2000, croissance moyenne de 0,6 % entre 1900-1920, de 3,6 % entre 1920-1980 et de 0,7 % entre 1980-2000 (IBGE 2006, 507).

¹¹⁸ Bien que la part des pauvres qu'ils représentent soit passée de 39,6 % à 34,09 %, en raison de la croissance démographique qui, tout au long du siècle, a été multipliée par près de dix, passant de 17,4 millions à 169,8 millions d'habitants.

a approfondi la concentration des richesses et les inégalités sociales et régionales dans la période (tableau 3). Ainsi, le projet néodéveloppementaliste inauguré avec l'ascension de Lula à la présidence en 2003 est placé comme une « troisième voie », car ni le national-développementalisme ni le néolibéralisme n'auraient pu répondre aux demandes socio-économiques de la société (Bresser-Pereira 2016). Le néodéveloppementalisme se forme comme un projet qui intègre le bien-être de la population, en particulier des groupes les plus vulnérables et la protection sociale comme bases du développement national autant que les questions économiques, où l'État cesse d'être simplement le garant de l'ordre social comme dans les années 1930, pour assumer le rôle de prestataire de services sociaux. L'État se maintient comme agent de développement économique, et sa bureaucratie technique et politique, avec la bourgeoisie industrielle, constitue les classes dirigeantes du pays. Malgré la planification et l'induction de la croissance économique, l'État néodéveloppementaliste intervient modérément par rapport au modèle développementaliste du XX^e siècle, et dans des domaines de moindre compétitivité ou d'intérêt national (Bresser-Pereira 2014). En ce sens, le néodéveloppementaliste est proche de ce que la Constitution de 1988 propose, en considérant le bien-être social comme fondement de la citoyenneté et du développement national, et en préconisant que les politiques de réduction des inégalités soient activement guidées et financées par l'État (Bresser-Pereira 2016).

Ainsi s'est formé le projet néodéveloppementaliste : un front socio-économique et politique, représenté par le PT et soutenu par une partie de la bourgeoisie interne — attirée par le discours de la reprise développementaliste —, et des secteurs sociaux tels que la classe moyenne urbaine et les travailleurs ruraux — attirés par le caractère social qu'embrassait ce projet (Bastos 2012 ; Boito Júnior 2012). Le concept de ce nouveau développementalisme s'est concrétisé dans l'environnement intellectuel brésilien et parmi les groupes favorables au développement au sein du gouvernement Cardoso (1995-2002)¹¹⁹ comme une façon de concilier un État modérément régulateur, pour ne pas compromettre l'économie de marché et le système financier non spéculatif (Sicsú, Paula, Michel 2005). L'État néodéveloppementaliste serait responsable des politiques expansionnistes et défensives, en minimisant la volatilité des taux de change et en encourageant les exportations, tout en promouvant des politiques industrielles pour garantir la compétitivité nationale par rapport au marché extérieur. Le dynamisme du marché extérieur demeure privilégié, même si le marché intérieur n'est pas

¹¹⁹ Dont Luis Carlos Bresser-Pereira, ancien ministre des Finances (1987), de l'Administration et de la réforme de l'État (1995-1998), des sciences et des technologies (1999) et aussi professeur à la Fondation Getúlio Vargas (depuis 1959), est l'interlocuteur principal (Prado ; Meirelles 2010 ; Bastos 2012).

négligé (Araujo ; Gala 2012). Cet État néodéveloppementaliste défend les intérêts nationaux, notamment en agissant dans les secteurs stratégiques, en incitant le progrès technique et la productivité et en pratiquant la responsabilité fiscale, ne permettant pas le déficit public et l'inflation incontrôlée — une leçon tirée des crises depuis les années 1980. À la différence du national-développementalisme pratiqué au XX^e siècle, le néodéveloppementaliste soutient que le développement national dépend du développement social, et donc l'État mènerait des politiques de redistribution des revenus inclusives, en contribuant également à la croissance économique. Toujours sur la question sociale, on affirme que l'État est responsable de l'éducation, de la santé, des transports et des infrastructures (Bresser-Pereira 2009a ; 2012).

Le concept de pauvreté est élargi au-delà des questions sur le revenu pour inclure la vulnérabilité sociale et donc le combat à la pauvreté mené par l'État englobe la répartition des revenus ainsi que l'accès au crédit, à la terre, aux moyens de production, à la santé, à l'éducation, au logement et à la justice (Sen 2000 ; Brasil 2004a, 33 ; Brasil 2011a). Mais, si Kerstenetzky (2012) définit la période de gouvernements *petistas* comme « politiques sociales économiquement orientées » et des « politiques économiques socialement orientées », et l'approximation de l'État-providence prévu en 1988 (Morais, Saad-Filho 2011), ces contradictions et les concessions des gouvernements Lula et Rousseff pour la conciliation des intérêts sociaux et du capital se sont traduites par la lenteur et la limitation des avancées sociales. Le pragmatisme et les tentatives de faire profiter aux groupes hégémoniques pour maintenir la gouvernabilité et leur plan de développement sont les marques de cette période. Ainsi, bien qu'il soit une alternative au projet néolibéral (Mantega 2007a), le néodéveloppementalisme est modelé sur la nouvelle relation entre l'État et le marché établie dans les années 1980 et par conséquent, n'entend pas rompre avec cette logique, mais la réformer pour la rendre socialement plus juste et économiquement plus avantageuse. Il reproduit également la critique néolibérale, qui qualifie le modèle national-développementaliste de « populiste » et « fiscalement irresponsable » et, même en souhaitant l'autonomie nationale, son projet économique dépendant du marché extérieur le rend vulnérable, loin de l'indépendance cherchée par le modèle des années 1930 (Mollo ; Fonseca 2013). En effet, il est possible de rapprocher les deux projets en termes de défense des réformes qui corrigent les défaillances du gouvernement et du marché, et de défense véhémente de l'équilibre fiscal et de la compétitivité du taux de change national — deux lignes directrices du Consensus de Washington.

Après la période de maintien des politiques restrictives de Cardoso (2003-2005), l'administration Lula a approfondi au projet néodéveloppementaliste en privilégiant l'insertion

de l'économie brésilienne dans l'économie mondialisée¹²⁰ et en approfondissant les politiques sociales, telles que l'expansion des biens publics et la génération et la distribution de revenus (Bresser-Pereira 2009a ; Carneiro 2012). La « réorientation développementaliste » de 2006, qui s'est approfondie sous le gouvernement Rousseff (Barbosa Filho 2010), s'est rapidement effondrée avec la montée des tensions politiques (à partir de 2013), l'aggravation de la crise économique (à partir de 2014) et l'éloignement du gouvernement de sa base électorale (à partir de 2015). Le nouveau scénario a montré les fragilités du projet néodéveloppementaliste qui, sans aucun processus de rupture avec les intérêts hégémoniques, prétendait changer le caractère économiquement dépendant et socialement injuste du pays, comme l'avait déjà démontré Fernandes (1976).

3.2. Transition et ajustement macroéconomique (2003-2005)

Lors de l'élection présidentielle de 2002, le climat était plein d'espoir. Le discours critique du PT à l'égard du néolibéralisme (Oliva ; Tavares 2001 ; Partido dos Trabalhadores 2001) et l'agenda progressiste des politiques sociales présenté par son candidat — un ancien métallurgiste et dirigeant syndical de plus grande importance nationale, Lula — a indiqué la possibilité d'un changement socio-économique. Mais à mesure que la popularité du candidat augmentait, les marchés financiers internationaux devenaient de plus en plus incertains quant à la direction que prendrait le Brésil, et le pays commençait à souffrir d'une attaque spéculative¹²¹. Le « risque Lula »¹²², comme les répercussions de la possible victoire du PT ont été connues, a trouvé une réponse dans la *Lettre au peuple brésilien* (Partido dos Trabalhadores 2002a) — un document public qui, avec un discours apaisant et conciliant, différait de la position du PT adoptée jusqu'alors, fortement basée sur le discours de classe. La lettre met l'accent sur le respect de la responsabilité fiscale et des engagements financiers du pays, sur l'unité nationale et sur l'alliance entre le capital et le travail pour construire un nouveau projet de développement national et mener des réformes qui permettraient de démocratiser et de

¹²⁰ Par l'attraction d'investissements étrangers pour des projets de hautes technologies, la régularisation des flux de capitaux, l'adoption des politiques industrielles actives et la protection des secteurs stratégiques (Bresser-Pereira 2009a).

¹²¹ L'attaque a eu lieu à travers une réduction des lignes de financement externes, une augmentation de la prime de risque exigée par les créanciers pour obtenir des titres brésiliens, et la forte dépréciation du Real (Barbosa Filho ; Souza 2010).

¹²² Lorsque Lula menait les intentions de vote et sa victoire était de plus en plus possible, les marchés ont réagi en réduisant l'afflux net de capitaux étrangers, en dévaluant le Real (1,00 US\$: 4,00 R\$), le taux d'intérêt réel a atteint 35 % par an, la bourse de São Paulo est tombée à 8000 points. *Moody's Investors Service* a révisé la perspective de la note du Brésil de *stable* à *négative* en citant des risques, et l'agence Fitch a dégradé la note du Brésil de BB — à B+ (Reuters 2002).

moderniser le pays pour le rendre plus juste, plus efficace et plus compétitif sur le marché international (Singer 2012, 96).

Lorsque Lula a gagné les élections et est entré en fonction (2003), l'esprit de la Lettre a été conservé. Malgré l'opposition historique du PT aux interventions du FMI dans le pays, Lula a maintenu les accords établis par Cardoso, tout comme la Loi de la responsabilité fiscale, et l'équipe économique mise en place était formée par des cadres connus pour leurs bonnes relations avec les marchés financiers¹²³. La transition économique a été graduelle, et a maintenu les principales lignes directrices suivies par Cardoso : garantir des excédents budgétaires primaires, imposer des objectifs inflationnistes et maintenir le régime de taux de change flottant, appelé « trépied économique » (Nassif 2015). La priorité initiale du gouvernement était de rétablir la stabilité monétaire et fiscale, atteignable par des mesures restrictives monétaires (en dépréciant le taux de change et en augmentant le taux d'intérêt pour combattre l'inflation) et fiscales (en rehaussant l'objectif de résultat principal pour contenir l'augmentation de la dette publique et réduire le risque d'insolvabilité). Les mesures restrictives ont permis de réduire le taux de change et la prime de risque du Brésil dès la mi-2003, et ont aussi contribué au ralentissement de l'économie, alors que l'année s'est conclue avec une hausse du PIB de 1,1 % (graphique 7). La décélération économique et l'appréciation du taux de change (2,89 R\$: 1,00 US\$) ont permis de contenir l'inflation, qui a fini l'année avec une moyenne de 9,3 % et a rendu possible la réduction des taux d'intérêt (graphique 8). L'appréciation du taux de change a également contribué à la baisse de la dette publique nette, qui a clôturé l'année à 55 % du PIB (graphique 9), atténuant ainsi une partie du déséquilibre fiscal (BCB 2003a, 3).

En 2004, le cadre macroéconomique affichait déjà de solides améliorations. La croissance de 5,7 % reflète l'augmentation des investissements intérieurs, la réduction continue des taux d'intérêt, l'expansion du crédit et du pouvoir d'achat¹²⁴. Enfin, même en période d'ajustement macroéconomique, l'administration Lula a lancé un programme de lutte contre la pauvreté, basé sur l'augmentation des transferts de revenus aux familles les moins favorisées. Cette initiative a débuté en 2003, lorsque le gouvernement a lancé le programme *Fome Zero*¹²⁵

¹²³ Ayant comme ministre des Finances Antonio Palocci, et comme président de la Banque centrale, le banquier Henrique Meirelles.

¹²⁴ Cette expansion s'est faite par un accord entre syndicats et entrepreneurs, avec la médiation du gouvernement, et a été basée sur le maintien d'une partie du salaire du travailleur à la source, et aussi grâce à des politiques sociales de transfert de revenus, comme le *Bolsa Família* (2004), dont nous parlerons au chapitre 4. Le gouvernement a adopté la « Loi des faillites » en 2005, qui rend plus efficace la demande de prêts aux entreprises en difficulté financière (Brasil 2005a) et à partir de 2007, les bons résultats économiques ont permis de corriger le tableau de l'impôt sur le revenu personnel, en augmentant le pouvoir d'achat, surtout de la classe moyenne.

¹²⁵ En français « faim zéro », le programme reprenait un projet *petista* présenté au président Franco (1993-1994), qui a institué la politique nationale de sécurité alimentaire, basée sur des études de l'IBGE, qui indiquait l'existence de 44 millions de personnes très pauvres (avec un revenu inférieur à 1,00 US\$ par jour, selon l'indice de la Banque

pour lutter contre l'extrême pauvreté, et amplifié dans l'année suivante, en intégrant de différentes actions de lutte contre la pauvreté dans un seul programme, le *Bolsa Família*¹²⁶. À partir de 2004, il y a également eu des améliorations de la balance commerciale nationale, résultat de l'approfondissement des relations commerciales du pays sur le marché international, du *boom* des matières premières¹²⁷ et du contrôle des changes, qui n'a pas été surévalué au point de défavoriser l'industrie. Le résultat primaire du secteur public est resté dans les prévisions et avec l'appréciation du taux de change (2,65 R\$: 1,00 US\$) et la baisse des taux d'intérêt, a contribué à la réduction de la relation dette publique/PIB, en maintenant le contrôle fiscal. La baisse continue de l'inflation, la diminution du chômage et l'augmentation du pouvoir d'achat ont incité à la consommation et aux investissements privés et, même avec une activité économique plus forte, l'appréciation du taux de change a permis à l'inflation de poursuivre sa trajectoire descendante, atteignant 7,6 % à la fin de l'année (Carvalho *et al.* 2007 ; Gobetti, Amado 2011 ; Mattei, Magalhaes 2011).

Le gouvernement a également réalisé une réforme du système de sécurité sociale des fonctionnaires publics pour stabiliser le déficit face au PIB par le relèvement du plafond de cotisation à l'Institut national de sécurité sociale (INSS), l'introduction d'un âge minimum de retraite et a créé un fonds pour les fonctionnaires afin de rapprocher leurs prestations des normes prévalant dans le secteur privé. Enfin, pour augmenter les recettes fédérales (en termes réels et par rapport au PIB), le gouvernement a modifié le régime du principal impôt indirect¹²⁸, lequel aurait une incidence non cumulative sur la plupart des secteurs de l'économie et a augmenté le taux d'imposition des importations et des institutions financières — ce qui a entraîné une pression inflationniste temporaire. Cette pression, associée aux résultats positifs de 2004, a renforcé les attentes de croissance de l'inflation pour 2005, auxquelles la Banque centrale a répondu en augmentant les taux d'intérêt — qui, associée à l'appréciation du taux de change, promouvaient la désinflation économique (Marques ; Mendes 2004). Pour atténuer l'impact des hausses de taux d'intérêt sur la dette publique pendant ce ralentissement économique, le gouvernement a relevé son résultat primaire pour 2005, réussissant à limiter la croissance du

mondiale en 2001), ce qui correspondait à 28 % de la population en 2001. À ce sujet, plus de détails seront présentés au chapitre 4 (Silva ; Del Grossi ; França 2010).

¹²⁶ En français « bourse familiale », le programme, inspiré par l'expérience de l'ancien gouvernement, consiste en transferts d'argent aux familles en situation d'extrême pauvreté, à la condition que les enfants de la famille aient un accès complet à la nourriture, à la santé et à l'éducation. Encore en 2005 le programme atteignait 0,3 % du PIB, bénéficiant à 8,7 millions de familles. Plus de détails au chapitre 4.

¹²⁷ Le terme désigne le cycle de hausse de la demande et des prix internationaux des produits de base, qui a coïncidé avec un processus généralisé d'amélioration des performances économiques des économies spécialisées dans la production et l'exportation de ressources naturelles (World Bank 2008).

¹²⁸ La « contribution au financement de la sécurité sociale » (COFINS).

PIB (de 3,2 %), à contenir l'inflation (qui a terminé l'année à 5,7 %) et à maintenir la réduction de la dette (qui a atteint 48 % du PIB). Ayant contrôlé les perspectives d'inflation, le gouvernement a rebaisé les taux d'intérêt ; mais, malgré les résultats positifs, ces modifications ont suscité des interrogations sur la capacité du pays à maintenir des taux de croissance élevés sans provoquer une inflation incontrôlée (Mattei ; Magalhaes 2011).

Le contexte international est également important pour la meilleure performance nationale. Entre 2002 et 2005, les exportations sont passées de 60 milliards à 118 milliards US\$, tandis que les importations ont augmenté de 47 milliards à 74 milliards US\$ ce qui a permis à la balance commerciale de presque doubler au cours de cette période (graphique 10). La hausse des prix des matières premières a également permis de stabiliser les termes de l'échange du Brésil, le gouvernement ayant encouragé ce front commercial et maintenu un taux de change compétitif. Ces politiques ont permis de reconstituer les réserves internationales (graphique 11) et de réduire la fragilité de la balance des paiements, pour réduire la dette auprès du FMI, à un paiement unique de 23 milliards US\$, encore en 2005. La priorité du gouvernement de payer la dette faisait partie du mouvement pour garantir plus d'autonomie dans la conduite de la politique économique nationale, marquant ainsi une nouvelle période économique (Mattei, Magalhaes 2011).

3.3. Accélération de la croissance (2006-2008)

L'année 2006 a commencé par des conflits au sein du gouvernement autour de la politique et des éventuelles réformes économiques. D'une part, Palocci voulait maintenir les politiques restrictives et officialiser l'autonomie qu'il avait déjà accordée à la Banque centrale pour décider des politiques monétaires. D'autre part, Guido Mantega, président de la Banque nationale pour le développement économique et social (*Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e social*, BNDES), et Dilma Rousseff, chef de Cabinet de la présidence¹²⁹, ont défendu des mesures centralisatrices pour poursuivre le projet néodéveloppementaliste, car ils estimaient que le pays était prêt à adopter des politiques expansionnistes. Lula a répondu aux demandes de Mantega et Rousseff, nommant Mantega comme nouveau ministre des Finances — poste qu'il a occupé jusqu'à la fin du premier mandat de Rousseff (2011-2014) — et a maintenu Meirelles à la Banque centrale à condition qu'il respecte les directives de Mantega.

¹²⁹ Au Brésil, le Cabinet de la présidence est l'organe lié au président et, par la forme de la structure du pouvoir exécutif et sa relation directe avec le bureau présidentiel, a le statut d'un ministère, comparant sa pertinence à la figure du Premier ministre des systèmes parlementaires, même si les fonctions de Premier ministre sont exercées par le président de la République dans un système présidentiel (Brasil 1938).

La nouvelle équipe a amorcé des changements suggérés par l'augmentation de salaire (graphique 12)¹³⁰, l'amplification des politiques de transfert de revenus, et la réforme du travail dans le secteur public, par laquelle les plans de carrière ont été restructurés et ont été augmentés les salaires et le nombre de postes dans le secteur public. Enfin, le gouvernement a augmenté les investissements dans l'infrastructure, surtout à partir de 2007, avec le programme d'accélération de la croissance (PAC) (Avila 2007 ; Jardim ; Silva 2015).

Le PAC a été présenté comme la principale initiative pour que le pays retrouve sa capacité de développement et de modernisation économiques par l'action gouvernementale. Ses mesures concernent les investissements dans les infrastructures, la stimulation du crédit et du financement, la réforme fiscale et les allègements fiscaux, l'amélioration de l'environnement des investissements et les mesures fiscales à long terme (Brasil 2007a). La stratégie consistait en un investissement public de 657,4 milliards R\$ dans les domaines des transports, de l'énergie, de l'assainissement, du logement et des ressources en eau (Avila 2007 ; Mantega 2007b). L'objectif du programme était d'éliminer les goulets d'étranglement qui limitent la croissance économique et l'augmentation de la productivité, tout en stimulant l'investissement privé et en réduisant les inégalités régionales, puisque les entreprises doivent employer de la main-d'œuvre locale. Des exonérations fiscales ont été accordées aux micros et petites entreprises et les partenariats public-privé ont été encouragés d'après le modèle *crowding-in*¹³¹ (Brasil 2007a ; BNDES 2008). En 2010, Lula a lancé le II^e PAC, augmentant les investissements à 995 milliards R\$ entre 2011-2014 et à 631,4 milliards R\$ pour la période post-2014, concentré sur les œuvres sociales, telles que les cliniques médicales, les garderies et les écoles maternelles, en plus d'augmenter les ressources pour des programmes tels que *Minha casa, minha vida*¹³² (PMCMV) et *Luz para Todos*¹³³ (Avila 2007 ; Brasil 2010c ; Jardim ; Silva 2015).

¹³⁰ Parallèlement à l'augmentation des salaires de 14 %, le gouvernement a mis en place une politique d'appréciation des salaires à long terme, liant l'augmentation réelle du salaire minimum aux performances de l'économie. Comme l'économie a bien performé entre 2006-2008, le salaire minimum a augmenté de 25 % en termes réels.

¹³¹ Autrement dit, l'investissement public ouvre d'espace pour l'expansion de l'investissement privé (Sicsú 2007).

¹³² Programme de logement lancé en 2009 qui subventionne l'achat d'une maison ou d'un appartement pour les familles ayant un revenu mensuel allant jusqu'à 1 800 R\$ et facilite le crédit pour la classe moyenne. Nous reviendrons sur ce sujet au chapitre 4 (Brasil 2015a ; Gobbato ; Piccinini 2017).

¹³³ Programme créé en 2003 dont l'objectif serait d'apporter l'électricité à deux millions de foyers brésiliens, en particulier dans les zones rurales, les réserves extractives, les territoires quilombolas (les quilombos étaient des communautés cachées, qui servaient de refuge aux esclaves qui fuyaient leurs propriétaires. Même après l'abolition de l'esclavage en 1888, certaines de ces communautés existent encore aujourd'hui) et indigènes. En janvier 2016, le programme avait déjà servi environ 15,6 millions de personnes. Nous reviendrons sur le sujet au chapitre 4 (Freitas ; Oliveira 2017).

Malgré les prétentions du PAC, certains, tels que Gonçalves (2008) et Setti (2011) soulignent les lacunes du projet : parmi les objectifs présentés, seuls ceux du programme *Luz para Todos* ont été atteints¹³⁴, alors que le secteur de l'énergie a atteint une production de 87 % des 12,3 mille mégawatts annoncés. En revanche, l'objectif contractuel du PMCMV n'a atteint que 28 % de ce qui était prévu en 2009, et seulement 27,6 % des travaux d'infrastructure ont été conclus en 2010, alors que l'exécution budgétaire du montant annoncé a priori n'a pas non plus dépassé 30 % au cours de la période (INESC 2007 ; 2010). Les mesures sociales étaient également insuffisantes : selon Fagnani (2008), les politiques fiscales — menées avec les gouverneurs, les maires, les entrepreneurs, mais pas la société civile — basées sur le revenu et la consommation, ont maintenu un système régressif, faisant peser un fardeau sur les couches les plus pauvres de la population. L'appréciation des salaires a augmenté de 18 % au cours de cette période, le salaire mensuel minimum atteignant 510 R\$ (IBGE 2010a) — encore loin de pouvoir procurer un revenu suffisant pour répondre aux besoins fondamentaux des travailleurs¹³⁵, tel que déterminé par la Constitution (Brasil 1988a). Présenté comme un programme de développement national, le PAC a été réduit à des mesures ponctuelles, dont les ressources limitées n'ont pas eu pour effet d'étendre et d'universaliser les droits sociaux et de favoriser la croissance nationale comme prévu. Néanmoins, les exonérations et simplifications fiscales, la promotion de la construction civile et les travaux d'infrastructure occasionnels ont contribué à la formalisation des travaux et à la bonne tenue du PIB (graphiques 13 et 14) (Cardoso Júnior 2011 ; Jardim ; Silva 2015).

La Banque centrale a de nouveau réduit le taux d'intérêt¹³⁶ et, malgré le déroulement de la crise financière internationale à la fin de 2008, la période entre 2006 et 2008 a montré un taux de croissance solide, grâce notamment à l'expansion de la consommation. La consommation a été possible grâce à la baisse du taux de change¹³⁷, entraînant une baisse conséquente des prix des biens d'équipement et augmentant le pouvoir d'achat des familles et

¹³⁴ Sur les 45 000 km de routes, seuls 6300 ont été récupérés ; sur les 2500 km de chemins de fer, seuls 900 ont été livrés, tandis que sur les 20 rénovations d'aéroports, seuls 10 ont été livrés (Gonçalves 2008).

¹³⁵ Que, selon le Département intersyndical des statistiques et des études socio-économiques (DIEESE s.d.) devrait être de 1510 R\$ en 2006.

¹³⁶ La décision était basée sur : l'adoption d'objectifs inflationnistes réalistes par le gouvernement qui, en garantissant une marge de manœuvre pour les éventuels chocs et crises économiques, sans avoir à relever trop fortement les taux d'intérêt ; l'expansion de la production agricole nationale, pour profiter du « boom des matières premières », et qui a servi de point d'ancrage à l'inflation, laquelle est tombée à 3,1 % en 2006 ; l'appréciation du taux de change national, surtout à partir de 2007, grâce aussi à l'augmentation des prix des matières premières, qui a neutralisé l'impact inflationniste de ces produits par rapport aux prix des produits manufacturés, soumis à la concurrence internationale. Les ajustements macroéconomiques ont permis une reprise de la croissance du PIB : de 3,9 % en 2006 et de 6 % en 2007.

¹³⁷ Atteignant 1,59 R\$: 1,00 US\$ en 2008.

les investissements privés ; l'augmentation des investissements publics, en particulier ceux de Petrobrás, qui a généré des emplois et stimulé l'économie ; l'augmentation des bénéfices et des salaires, grâce à la croissance économique solide alors que les taux d'intérêt restaient bas. Malgré cela, le pays a ressenti les effets de la crise, lorsque le *boom* des matières premières a pris l'aspect d'une bulle spéculative — non seulement en raison de la forte demande chinoise, mais aussi de la hausse des taux d'intérêt américains — au début de 2008, exerçant une pression inflationniste que le pays a absorbée¹³⁸. Le gouvernement a combattu l'inflation en augmentant les taux d'intérêt de 11,5 % à 13,7 % par an, juste avant la faillite de la banque Lehman Brothers (Belluzzo 2009 ; Mattei ; Magalhaes 2011).

Même avec la dépréciation du real à la fin de 2008, le taux de change a été réduit de 20 % entre 2006 et 2008, impliquant trois effets. Le premier est la croissance disproportionnée des importations (passées de 91 à 173 milliards US\$ entre 2005 et 2008) et les exportations (passées de 138 à 198 milliards US\$ au cours de la même période et donc la réduction de la balance commerciale. Avec le déficit de la balance des services, ce scénario a entraîné l'aggravation du déficit des comptes courants, qui est passé d'un excédent de 14 milliards en 2005 à un déficit de 28 milliards US\$ en 2008. Le second est l'accumulation de réserves internationales, qui a atteint 207 milliards US\$ par des investissements directs et de portefeuille (surtout du Trésor étatsunien dont la valeur a fortement augmenté au sommet de la crise, en raison de la forte demande) et dont la liquidité était essentielle pour que le pays puisse combattre les effets de la crise en 2009¹³⁹. Enfin, le troisième effet a été la réduction de la dette publique, qui a atteint 39 % du PIB en 2008. La politique expansionniste de la période n'a pas affecté significativement le résultat primaire fédéral (de 2,5 % du PIB en 2005 à 2,4 % en 2008), puisqu'il y a eu une augmentation des impôts, et une situation fiscale confortable permettant de créer un « fonds de stabilisation », avec le dépôt de 0,4 % du PIB de 2008, pour agir sur le marché des changes et construire une économie fiscale anticyclique (Belluzzo 2009 ; Mattei ; Magalhaes 2011 ; Cardoso Júnior 2011).

3.4. Réponse à la crise internationale (2009-2010)

¹³⁸ L'« inflation importée » se produit lorsque l'inflation du marché international « infiltre » le marché intérieur par l'importation de produits touchés par la hausse des prix, provoquant un déséquilibre des prix relatifs entre les biens importés et les autres biens, en même temps qu'elle génère une pénurie de monnaie, puisque l'environnement circulant sera momentanément constant en termes nominaux, alors qu'une composante importante du niveau des prix a augmenté.

¹³⁹ Le Brésil étant devenu un créancier en devises étrangères, la dépréciation du taux de change a généré des profits en capital, permettant ainsi la réduction de la dette publique par rapport au PIB. Contrairement au scénario confronté à la fin des années 1990, le pays était en 2008 moins vulnérable financièrement aux chocs extérieurs.

La faillite de la banque Lehman Brothers a remis en question la solvabilité des institutions financières des pays développés, en générant et en vendant des actifs (pour garantir la liquidité), le confinement du crédit sur le marché international et la fuite des capitaux vers des actifs plus sûrs, comme les titres d'État des pays centraux, dévaluant ainsi les titres privés. Ces pays ont réagi avec une expansion record des liquidités mondiales, ce qui n'a pas empêché la récession, principalement en raison du ralentissement de l'économie étatsunienne. Le Brésil a été directement touché par ce contexte d'au moins quatre façons : premièrement, par la contraction du crédit, puisqu'au moins 20 % de l'offre de crédit intérieur était financée par la collecte de fonds externes ; deuxièmement, en raison des incertitudes sur la solvabilité des exportateurs brésiliens ; en effet, entre 2007 et 2008, ils ont créé des opérations spéculatives sur l'appréciation du real. À partir de 2008, lorsque les banques brésiliennes ont commencé à ressentir les effets de la crise, les exportateurs ont commencé à avoir accès à moins de crédits (Acioly, Chernavsky, Leão 2010).

Le troisième effet a été la chute du volume du commerce international et des prix des matières premières, qui a entraîné une réduction de la balance commerciale nationale et de la valeur des actifs brésiliens et la dépréciation du taux de change, puisque les valeurs du real et de la bourse brésilienne étaient directement liées aux prix internationaux de ces produits. En conséquence, le secteur privé national a subi des pertes d'actifs, qui ont entraîné des reports et des annulations d'investissements entre 2008 et 2009. Enfin, la dépréciation du taux de change a affecté le pouvoir d'achat des familles et, ajoutée aux incertitudes économiques, a ralenti la consommation privée, provoquant une baisse de 5 % du PIB au premier semestre de 2009. Malgré les doutes sur la capacité du pays à reprendre l'expansion économique à moyen terme, les mesures fiscales, monétaires et de crédit expansionnistes¹⁴⁰ adoptées ont atténué la récession initiale, permettant le retour à la croissance qui a continué malgré la stagnation en 2009 — avec un PIB de 0,1 % —, a atteint 7,5 % en 2010 — le plus haut résultat en 25 ans. Considérant les fluctuations, les investissements internes et la consommation ont augmenté plus que le PIB dans la période (5,7 % et 5,6 % respectivement), et cette disparité est liée à la réduction de la balance courante nationale, malgré l'accumulation des réserves internationales (Ferrari-Filho 2011. Acioly, Chernavsky, Leão 2010 ; Cunha, Ferrari-Filho, Prates 2011).

¹⁴⁰ Les mesures consistaient à : augmenter les liquidités et réduire les taux d'intérêt ; maintenir le réseau de protection sociale et les programmes d'investissement public, indépendamment de la diminution de la recette publique ; alléger les impôts ; augmenter l'offre de crédit par le biais des banques publiques ; et augmenter les investissements publics dans le logement.

Après le choc initial de la crise et l'expansion des liquidités dans les pays centraux, encore en 2010, les capitaux étrangers sont revenus au Brésil, grâce à une reprise rapide et à des taux d'intérêt élevés par rapport aux taux d'intérêt internationaux. En même temps, le real s'est apprécié (de 2,34 R\$: 1,00 US\$ en 2008 à 1,66 R\$: 1,00 US\$ en 2010), et le prix des matières premières a augmenté — principalement grâce à la reprise des demandes chinoises — assurant une réduction du risque-Brézil. Enfin, tandis que le ralentissement économique a eu le même effet sur l'inflation, qui est passée de 5,9 % à 4,3 % entre 2008 et 2009, avec la reprise brésilienne et la croissance des prix des matières premières en 2010, l'indice est revenu au même niveau qu'en 2008, avec une tendance à la hausse. Pour éviter des déséquilibres, le gouvernement a inversé la tendance expansionniste, en limitant la croissance des dépenses primaires fédérales et en augmentant les taux d'intérêt (de 8,7 % à 10,7 %, entre en avril et juillet 2010) et les dépôts obligatoires des banques (Ferrari-Filho 2011 ; Cunha, Ferrari-Filho, Prates 2011).

3.5. *Softlanding* économique et essai néodéveloppementaliste (2011-2012)

Le succès économique de l'administration Lula et son impact sur l'adhésion du pays, comme nous le verrons plus tard, lui ont garanti un taux d'approbation de 93,9 % à la fin de son mandat¹⁴¹ (CESOP 2011). Grâce à cette popularité record, son ancienne ministre des Mines et de l'énergie (2003-2005), ancienne Chef de cabinet (2005-2010) et successeur politique, l'économiste Dilma Rousseff (PT), a été la première femme élue présidente du pays, en octobre 2010. Rousseff était engagée politiquement depuis 1988, bien qu'elle ait participé à la lutte armée contre la dictature dans les années 1970, et a attiré l'attention de Lula pour sa trajectoire en tant que secrétaire des finances du Rio Grande do Sul et pour sa défense du développement national. Sa participation à la formulation du PAC et à l'administration de Petrobras a été la base de sa campagne électorale « *Pour que le Brésil continue à changer* », montrant clairement son intention de poursuivre la voie des gouvernements Lula (Mendonça ; Ogando 2013). Et c'est ce qui s'est passé lors de son entrée en fonction en janvier 2011.

Rousseff a maintenu les politiques économiques restrictives, en augmentant le taux d'intérêt de 10,8 % à 12,5 % entre janvier et juin¹⁴², en restructurant les dépenses publiques, et en augmentant son résultat primaire tout au long de l'année pour lutter contre l'inflation et assurer le *softlanding* économique, qui devrait maintenir la croissance entre 4 % et 5 % par an.

¹⁴¹ Selon le Centre d'études sur l'opinion publique, en 2010, 32,7 % de la population considérait le gouvernement comme « très bon » et 61,1 % comme « bon », tandis que 1,3 % le considérait comme « terrible » (CESOP 2011).

¹⁴² De manière contrôlée, pour que l'augmentation n'exerce pas des pressions pour baisser le taux de change réel.

L'expansion du crédit a été ralentie par des mesures macro-prudentielles¹⁴³ et, pour que ces politiques n'interfèrent pas avec la continuité des avancées sociales, le gouvernement a augmenté le salaire minimum et le niveau du programme de transfert de revenus au-dessus de l'inflation, et continué l'expansion du réseau de protection sociale. Bien que les mesures restrictives aient atteint l'objectif, ses résultats ont été amplifiés par le scénario international turbulent de 2011. Premièrement parce que, malgré l'apparente reprise économique après la crise, les pays centraux n'étaient pas encore retournés à leur rythme, tout comme la Chine — dont les politiques restrictives ont également ralenti les activités économiques —, et l'Argentine¹⁴⁴ — ce qui a affecté directement les exportations, car le pays est le plus grand partenaire régional du Brésil. Ensuite, en raison des incertitudes causées par les impasses sur le relèvement du plafond de la dette américaine et le risque accru de défaut de paiement de la dette publique par les économies européennes les plus fragiles. Ainsi, bien qu'il ait maintenu la croissance de 2011 dans les limites de l'objectif, le gouvernement brésilien s'est mobilisé pour combattre le ralentissement économique, puisque les prévisions du PIB de 2012 étaient faibles (Hermann ; Gentil 2015).

Encore en 2011, le gouvernement a présenté la *Nouvelle matrice économique* (NME), nommée par Singer (2015) comme un « essai développementaliste », qui a rompu avec la tradition du trépied économique, en adoptant des taux d'intérêt plus bas, des taux de change compétitifs et une politique fiscale propice aux investissements publics. Le projet visait à corriger les incohérences macroéconomiques en évitant la surévaluation du real pour ne pas compromettre la compétitivité du pays sur le marché international et disposer d'une marge d'appréciation en cas d'augmentation de l'inflation ; en réduisant les taux d'intérêt, pour ne pas augmenter la dette publique¹⁴⁵ ; et encourager l'investissement. Ainsi, selon Mantega (2012) et Romero (2012) il serait possible d'accélérer la croissance économique. Le PAC a été élargi à

¹⁴³ C'est-à-dire, des mesures qui modifient la régulation des institutions financières pour réduire les risques systémiques qui peuvent se développer au cours des cycles financiers, et donc promouvoir la stabilité financière. Dans le contexte brésilien de 2011, ces mesures étaient l'augmentation des dépôts obligatoires et des exigences de capital des banques, et l'augmentation des taxes sur les opérations de crédit personnel pour augmenter les taux d'intérêt du marché et ralentir le financement à la consommation (Cagnin 2003).

¹⁴⁴ Qui a été confronté à des problèmes de taux de change et a adopté une série de mesures commerciales restrictives en 2011 et 2012.

¹⁴⁵ Après avoir déterminé la réduction progressive des taux d'intérêt à partir d'août 2011, Rousseff a souligné, dans son discours annuel pour la Journée des travailleurs de 2012, la nécessité d'utiliser les banques publiques pour réduire les taux d'intérêt afin de rendre le pays plus compétitif et garantir un environnement sain pour poursuivre le développement national. La baisse assurerait aussi la meilleure répartition des revenus en diminuant les bénéfices des banques et en augmentant le pouvoir d'achat des consommateurs (Brasil 2012b). L'année a terminé avec un taux d'intérêt au niveau inédit de 6,8 %, et son plafond fixé à 7,5 %.

travers un programme de concessions d'infrastructures pour réduire le coût Brésil¹⁴⁶ et accroître la compétitivité internationale du pays, ainsi que des subventions pour la construction civile et les projets sociaux. Enfin, des exonérations fiscales et des réductions d'impôts sur les prêts personnels et les dépôts obligatoires des banques ont été accordées pour accroître la liquidité du système financier. La BNDES¹⁴⁷ était essentielle pour la concrétisation des subventions et financements du gouvernement pour les secteurs stratégiques, comme la construction navale et le secteur de l'énergie. Petrobras qui, grâce aux investissements destinés au secteur sous l'administration Lula¹⁴⁸ avait découvert des réserves de pétrole en sol national, faisait également partie de ce projet comme responsable de l'exploration, de la production et du raffinage du pétrole, dont les profits seraient destinés aux politiques sociales d'éducation, de santé et d'urbanisation (Hermann ; Gentil 2015).

Ces efforts ont été insuffisants pour accélérer le PIB qui, reflétant l'impact tardif des politiques restrictives et du contexte international de l'année précédente sur les investissements et la consommation, a terminé 2012 en hausse de 1,9 %, ce qui n'a pas entravé la trajectoire inflationniste, qui continuait de croître¹⁴⁹. Les politiques expansionnistes de 2012 n'ont été ressenties qu'au cours de 2013, lorsque le PIB a augmenté de 3 %, hausse qui était en-deçà de l'objectif ciblé. Le résultat primaire est passé de 1,3 % du PIB en 2009 à 2 % en 2012, grâce à l'adoption des dépenses fédérales dans la période et les taux d'intérêt adaptés aux contextes externes et internes, mais contrôlés pour éviter une augmentation excessive, permettant de réduire le poids de la dette publique à 32,7 % du PIB en 2012 et 30,7 % en 2013. Le gouvernement a adopté des réformes pour renforcer l'économie et le projet de développement : outre l'élargissement des politiques de transfert d'argent, des programmes d'enseignement technique et supérieur ont été créés pour qualifier la main-d'œuvre, tandis que la réforme

¹⁴⁶ Le coût Brésil est un terme générique utilisé pour décrire l'ensemble des difficultés structurelles, bureaucratiques et économiques qui rendent les investissements au Brésil plus coûteux, entravant le développement national, augmentant le chômage, le travail informel, la fraude fiscale et l'évasion de devises. C'est pourquoi il est signalé comme un ensemble de facteurs qui compromettent la compétitivité et l'efficacité de l'industrie nationale (Singer ; Loureiro 2016).

¹⁴⁷ Le total des prêts de la BNDES a augmenté de 8 % du PIB entre 2009 et 2013.

¹⁴⁸ Les investissements pour la Petrobras ont représenté jusqu'à 10 % des investissements publics pendant la gestion Lula et, en 2010, la compagnie était la 4e plus grande entreprise au monde en termes de valeur de marché (Mautone 2010).

¹⁴⁹ La croissance inflationniste avait de multiples raisons, internes et externes : la reprise de la croissance des prix internationaux des produits de base toujours en 2010 ; l'augmentation des prix internes de l'essence en 2011, grâce à la baisse de la production de sucre, qui a entraîné la hausse des prix de l'éthanol et, par conséquent, des prix de l'essence ; l'augmentation des prix internationaux des céréales en 2012, due aux conditions climatiques aux États-Unis, qui ont également exercé une pression sur les prix de la viande et accéléré l'inflation dans l'ensemble du secteur alimentaire brésilien ; et la dépréciation du taux de change en 2012, causée par d'éventuelles interventions du gouvernement sur le marché des changes pour éviter une appréciation excessive du real (de 1,67 R\$: 1,00 US\$ à la fin de 2010 à 2,05 R\$: 1,00 US\$ à la fin de 2012).

institutionnelle a approfondi les projets de sécurité sociale du secteur public commencé en 2004. La réforme fiscale a allégé les salaires des entreprises du secteur industriel, afin qu'elles puissent créer davantage d'emplois et réduire les tarifs d'électricité. Mais la tentative de mettre en œuvre le nouveau programme de développement a rapidement montré ses limites. Bien que la croissance se soit poursuivie entre 2011 et 2013, le scénario de ralentissement ne s'est pas accompagné d'incertitudes (Hermann ; Gentil 2015).

3.6. Crise économique et effondrement de la gouvernance (2013-2015)

Par rapport au deuxième mandat de Lula, la croissance pendant la première administration Rousseff a diminué de moitié (de 4,6 % à 2,3 % en moyenne), pour atteindre 0,5 % fin 2014. Cette trajectoire n'est pas seulement le résultat des décisions du gouvernement Rousseff, mais aussi l'héritage du gouvernement précédent qui, depuis la crise de 2008, avait abandonné les orientations macroéconomiques néodéveloppementalistes, en adoptant le modèle *wage-led*¹⁵⁰. Cette stratégie a été adoptée dans un environnement où, depuis 2006, les dépenses primaires de l'État ont augmenté au-delà de la croissance du PIB, et la surévaluation du taux de change a rendu les prix de la production interne moins compétitifs sur la scène internationale. La perte de compétitivité a accéléré le processus de désindustrialisation¹⁵¹ et la primarisation des exportations (graphique 15)¹⁵² qui, ajoutée aux politiques expansionnistes en 2010, a contribué au taux d'inflation élevé (moyenne de 5,6 % entre 2009 et 2012) et,

¹⁵⁰ Ce modèle base le développement économique sur le marché intérieur, en s'appuyant sur l'augmentation du salaire réel, l'expansion du crédit et l'expansion des politiques de redistribution des revenus supérieurs à la productivité du travail pour stimuler la consommation, l'investissement productif et le marché du travail et garantissant la croissance économique et le contrôle inflationniste. Mais, étant donné que la consommation a un poids plus important dans le PIB et dans le coût unitaire du travail, la compétitivité de l'économie diminue dans le marché international et, par conséquent, entraîne une baisse du coefficient d'exportation, des déséquilibres croissants dans la balance des paiements, une désindustrialisation et une nouvelle tarification des exportations. Pour éviter une baisse continue de la compétitivité, il est nécessaire d'adopter des barrières commerciales de plus en plus élevées, qui ferment progressivement l'économie au commerce extérieur (Oreiro 2015 ; Lavoie ; Stockhammer 2013).

¹⁵¹ L'industrialisation brésilienne, comme nous l'avons vu, est différente de ce que Vargas avait prévu dans la mesure où elle n'a pas rompu la relation de dépendance du Brésil vis-à-vis du système international et, à partir du gouvernement Sarney (1985-1989) - mais surtout à partir de l'adoption du Real (1994) - a été inversée. Les principales raisons de cette tendance résident dans l'ouverture précoce du commerce brésilien dans les années 1980 et le retrait des mécanismes de protection de l'industrie nationale, plaçant celle-ci dans une position concurrentielle défavorable au sein de l'environnement international. La politique de taux de change surévalué, adoptée à partir du réal, amplifie ce désavantage. Au cours de la période couverte par les pétitions des gouvernements, comme on l'a vu précédemment et comme le montre le graphique 15, cette tendance s'est poursuivie, principalement sous l'effet du boom des produits de base. Pour une étude plus approfondie de la désindustrialisation brésilienne, voir Oreiro et Feijó (2010) et Cano (2012).

¹⁵² Avec la mise en œuvre du projet néolibéral au Brésil, surtout depuis le deuxième mandat de Cardoso (1999-2002), la politique agricole axée sur les intérêts du marché s'est intensifiée, donnant à nouveau la priorité aux exportations agricoles, qui recherchent le profit à tout prix.

finalement, a ralenti l'augmentation du taux d'investissement (public et privé) et la croissance industrielle (graphique 16) (Oreiro ; Feijó 2010 ; De Negri ; Alvarenga 2011).

Bien que l'administration Rouseff ait dévalué le taux de change de 42 %¹⁵³, ce n'était pas le real qui a dévalué par rapport au dollar, mais le dollar qui a dévalué par rapport aux autres devises. Par conséquent, le taux de change entre le real et les autres monnaies s'est déprécié beaucoup moins que le taux de change R\$: US\$¹⁵⁴, et cela n'a pas suffi à éliminer la surévaluation du taux de change qui a eu lieu dans l'économie brésilienne sous l'administration Lula (Barbosa Filho 2010). Les taux d'intérêt historiquement élevés limitaient aussi l'expansion de l'investissement, décourageant les investisseurs de prendre des risques dans des projets dont le taux de rendement serait inférieur au taux d'intérêt sans risque. Dans une économie comme celle du Brésil, avec des taux de change surévalués et de graves lacunes d'infrastructure¹⁵⁵, peu de projets d'investissement ont un taux de rendement qui dépasse les taux d'intérêt sans risque afin être attrayant pour les entrepreneurs. Pour atténuer cette situation, la gestion Rouseff a adopté des actions ponctuellement pour dévaluer le taux de change lorsqu'il y avait des pressions inflationnistes, afin d'atténuer la perte de compétitivité. Encore en 2011, dans la crise de la dette publique européenne (IMF 2015), le gouvernement a présenté la NME, réduit progressivement les taux d'intérêt et dévalué le taux de change. Ces mesures ont été maintenues jusqu'au début de 2013, lorsque les pressions inflationnistes ont resurgi — principalement en raison des politiques expansionnistes — et le gouvernement a inversé les mesures sur les taux d'intérêt et de change, interrompant la recomposition de la compétitivité économique du pays sur le marché international.

¹⁵³ De 1,65 R\$: 1,00 US\$ en 2008 à 2,35 R\$: 1,00 US\$ en 2014.

¹⁵⁴ Après la crise de 2008 et 2009, la Réserve fédérale (FED) a maintenu les taux d'intérêt étatsuniens bas (entre 0 et 0,25 %) pour stimuler l'économie et assurer la solvabilité des engagements du système financier, tout comme la Banque centrale européenne. Avec cette politique, l'économie étatsunienne a reçu 3,6 milliards US\$ grâce à l'achat de titres soutenus par des financements immobiliers et des bons du Trésor, en générant une augmentation significative des liquidités et attirant les investissements et la consommation à long terme. En même temps, ces liquidités ont réduit la valeur relative du dollar par rapport aux autres devises, ce qui a causé une dépréciation et au Brésil cela a signifié la réduction de la compétitivité des produits brésiliens par rapport à ceux des États-Unis et la pression sur le niveau des prix (Carneiro 2018). L'auteur averti également que l'intégration brésilienne dans l'économie mondiale dans les années 1990 aurait exacerbé l'importance du cycle de liquidité mondial en tant que déterminant du cycle de liquidité national. Cette relation serait devenue plus aiguë et instable en raison des politiques monétaires non conventionnelles pratiquées par les pays centraux face à la crise financière internationale.

¹⁵⁵ La faiblesse des infrastructures du Brésil est le résultat de l'investissement insuffisant et décroissant : passant de 1,8 % du PIB en 1970 à moins de 1 % dans les années 1990, ce qui a rendu les projets non viables et a démantelé la structure déjà érigée. Si, dans les années 1980, l'investissement dans les infrastructures a été laissé de côté face à d'autres priorités, à long terme, il est devenu un programme oublié, devenant un problème structurel (Fleury 2013). Selon le Forum économique mondial (2010 ; 2019), qui a mesuré la compétitivité des pays, le Brésil était le 104^e en « qualité générale des infrastructures » et, en général, il est tombé du 58^e au 71^e entre 2010 et 2018.

Outre les politiques fiscales et de taux de change irréguliers, l'utilisation des banques et des compagnies d'État comme catalyseurs de la croissance, Singer (2015) énumèrent d'autres initiatives de ce qui serait le « retour au néodéveloppementalisme » : réduction des taux d'intérêt ; augmentation des crédits subventionnés aux entreprises par l'intermédiaire des banques publiques ; réduction des taxes sur les produits industrialisés ; exonération fiscale pour 42 secteurs de l'économie¹⁵⁶ ; concessions d'infrastructures au secteur privé ; réduction du prix de l'électricité ; dévaluation de la monnaie et contrôle des flux de capitaux étrangers pour empêcher l'appréciation du taux de change ; augmentation des taxes sur les produits industrialisés et priorité au contenu national dans les achats publics. Ces initiatives visaient surtout à sauver les profits industriels et promouvoir son internationalisation au détriment des coûts du travail et des transferts des ressources de l'État (Bresser-Pereira 2009b ; Gobetti 2015). On espérait ainsi retrouver les investissements et la compétitivité de l'industrie, mais cela n'a pas été le cas : le PIB industriel s'est creusé pendant la récession, passant de -2,1 % en 2012 à -3 % en 2013. Au cours du premier mandat de Rousseff, les exportations ont diminué de 12,0 %, tandis que les importations ont augmenté de 1,2 %, ce qui a entraîné une baisse de la balance commerciale de 29,8 à 3,9 milliards US\$ pendant la période, et 2014 a terminé avec un déficit primaire de 0,57 % du PIB.

Ainsi, le ralentissement à partir de la fin 2013 avait de multiples raisons : la baisse du taux d'investissement, y compris dans le secteur public¹⁵⁷, la politique économique incohérente, les incertitudes qui s'accroissaient en raison du déroulement de l'opération anticorruption, *Lava Jato*¹⁵⁸, et les manifestations sociales dont nous parlerons dans le prochain chapitre (Braga 2016 ; Pinto 2017). Les mesures d'austérité adoptées par la FED¹⁵⁹ la chute des prix des matières premières en 2014 et la pression politique en vue des élections présidentielles de fin d'année a aggravé la situation. Malgré les avantages et les exonérations fiscales dont bénéficiait le secteur, la Confédération nationale de l'industrie (*Confederação Nacional da Indústria, CNI*) critiquait la perte de rentabilité des projets et a exigé des mesures pour réduire les coûts de production et augmenter la productivité, se plaignant de la lenteur des initiatives

¹⁵⁶ Parmi lesquels les obligations des entreprises envers la sécurité sociale des travailleurs.

¹⁵⁷ Les investissements dans les entreprises publiques, qui sont passés de 113 milliards R\$ en 2013 à 80,2 milliards R\$ en 2015, ont contribué au ralentissement des activités dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie et la construction navale.

¹⁵⁸ Dont la principale cible des enquêtes, Petrobras, a été directement touchée, réduisant les investissements et le budget du secteur pétrolier et gazier, construction civile et navale.

¹⁵⁹ La Banque centrale des États-Unis, la Réserve fédérale. Selon Eichengreen et Gupta (2013), la reprise de l'appréciation du dollar américain peut être positive pour les économies émergentes afin d'augmenter la compétitivité extérieure, mais elle peut avoir un effet négatif en poussant l'augmentation des prix, en particulier dans les pays ayant déjà l'inflation et des taux d'intérêt élevés et des comptes de capitaux relativement ouverts, comme le Brésil.

gouvernementales (CNI 2013). L'élection présidentielle de 2014 a mis en évidence le contexte de tension politique et économique, Rousseff étant réélu avec une victoire serrée avec 51,6 % des voix au second tour. Sa victoire s'est appuyée sur une campagne visant les travailleurs, garantissant que leurs droits seraient protégés, et sur la suppression des politiques restrictives comme le proposait son adversaire de l'époque, Aécio Neves, du Parti social-démocrate brésilien (*Partido da Social Democracia Brasileira*, PSDB). Malgré les promesses, Mantega, ministre des Finances depuis 2006 et créateur du NME, a été licencié pendant la campagne électorale, et remplacé par Joaquim Levy, un banquier de longue date, dans un geste clair de tentative de rapprochement avec les marchés (Bastos 2015a ; 2015b ; 2015c ; Canuto 2017).

En 2015, le prélèvement a entraîné une réduction budgétaire de 80 milliards R\$ (Fattorelli 2015) qui a principalement touché les services publics : le ministère des villes a perdu 54 % de son budget, la santé 42 % et l'éducation 23,7 %. Les dépenses d'assurance chômage ont été réduites malgré une augmentation de 30 % des licenciements entre 2014 et 2015 (Globo 2015), et les tarifs de l'électricité, réduits en 2013 pour combattre l'inflation, ont été réajustés de 50 % pour rétablir la rentabilité des entreprises du secteur. Le taux d'intérêt a été valorisé, atteignant 13,2 % au début de 2015¹⁶⁰ tout comme les intérêts sur les opérations de crédit ; la politique de change a été infléchie, signalant une moindre intervention de l'État, et le real a été dévalué de près de 50 % face au dollar, ce qui a eu un impact sur les coûts des entreprises, généré des pressions inflationnistes et la réduction du pouvoir d'achat, décourageant la consommation (Bastos 2015a ; 2015b ; 2015c ; Canuto 2017). Cette consommation, symbole du modèle de croissance depuis 2008, et son dynamisme sur le marché intérieur étaient essentiels pour l'incitation aux « investissements et à la croissance, et la décélération de 5,3 % à 3,5 % entre 2008 et 2015 a montré que le modèle utilisé à l'époque de Lula ne pouvait pas être reproduit dans un tel scénario défavorable. À partir de 2015, dans un scénario d'augmentation du taux de chômage (de 9,6 %) et d'inflation (de 9,8 %), la faible consommation des ménages et le ralentissement de l'investissement, le pays est rentré dans la plus grande récession depuis 1929.

La politique budgétaire adoptée en 2015 a renforcé sa nature procyclique, en raison de la perte de l'espace budgétaire¹⁶¹ résultant en la suppression de la capacité de production de

¹⁶⁰ La dévaluation du taux nominal de 2,66 R\$ à 3,20 R\$ par rapport au dollar au début de 2015 n'était pas une décision délibérée, mais le reflet de la baisse de 9,47 % des termes de l'échange de l'économie brésilienne entre le dernier trimestre de 2014 et le troisième trimestre de 2015 (Oreiro ; D'agostini 2016).

¹⁶¹ Eberly (2014) rappelle que la marge de manœuvre budgétaire c'est la possibilité du gouvernement de mener une politique budgétaire expansionniste et donc de contracter des déficits budgétaires pendant de longues périodes sans mettre en péril sa solvabilité intertemporelle. Pour cette stratégie, il faut que la dette publique soit relativement

surplus primaire par le secteur public au cours de 2014. Ce fait a placé la dette publique en proportion du PIB sur une trajectoire ascendante, recréant les craintes d'un éventuel défaut souverain¹⁶². Pour faire face à ce risque, le ministère des Finances a procédé à un ajustement fiscal¹⁶³ encore plus significatif, en réduisant les dépenses d'investissement du gouvernement fédéral, passées de 1,34 % du PIB à 0,93 % du PIB entre 2014 et 2015 (Lamucci 2017). Malgré la stabilité du capital financier, les promesses de campagne rompues par Rousseff n'ont pas suffi à tranquilliser les secteurs de la bourgeoisie nationale, en particulier les petits et moyens entrepreneurs, qui ont vu la crise s'aggraver au milieu des mesures d'austérité du gouvernement. Non seulement le gouvernement a perdu le soutien des hommes d'affaires, mais l'augmentation du chômage, la forte inflation et la baisse de la consommation, l'attention précaire portée aux services publics fondamentaux comme la santé, l'éducation, les transports, le logement, ont éloigné la base électorale du gouvernement Rousseff.

* * *

La victoire de Lula aux élections de 2002 a été reçue avec l'espoir de certains et la crainte pour les autres que l'ancien dirigeant syndical mette en pratique le discours soutenu pendant tant d'années. Bien que présentant le projet néodéveloppementiste comme une alternative au développement national et au dépassement du néolibéralisme, les gouvernements *petistas* ont choisi de maintenir la conciliation politique en conservant une grande partie des mesures adoptées par le gouvernement précédent, comme la loi sur la responsabilité fiscale. Bien que réussie sous l'administration de Lula (2003-2010), la conciliation des agendas opposés – c'est-à-dire la tentative de générer des transformations sociales sans ébranler les bases structurelles de cette société – s'est avérée limitée, à peine soutenue sous les gouvernements Rousseff (2011-2015). Les initiatives de développement, bien qu'audacieuses, n'ont pas toujours suivi la planification initiale — pas même le plus important de ses programmes, le PAC. Néanmoins, la période est marquée par l'approfondissement des investissements publics, notamment dans

faible par rapport au PIB en période de croissance économique, une fois que la stabilisation (ou réduction) de la dette publique en proportion du PIB fait en fonction de la croissance du niveau de la dette publique.

¹⁶² L'augmentation du risque de défaut souverain du gouvernement s'est produite plus fortement au second trimestre de 2015 lorsque l'indice EMBI+ pour le pays a augmenté d'environ 200 points de base (Oreiro ; D'agostini 2016).

¹⁶³ L'ajustement fiscal entrepris à la mi-2015 a eu un impact sur l'offre de crédit des banques publiques — les préoccupations fiscales ayant conduit à restreindre l'expansion des prêts financés par la dette publique — et a provoqué un choc financier négatif, qui a contribué à la baisse de la consommation (Canuto 2017).

des secteurs stratégiques comme l'énergie, et ces investissements ont été très fructueux, notamment à Petrobras, avec la découverte du pré-sel.

Le développementalisme *petista*, bien qu'inspiré du développementalisme national, s'en distancie fondamentalement en concentrant ses efforts sur le commerce agricole qui, grâce au boom des matières premières, a garanti la demande internationale et des prix élevés pour les produits brésiliens. D'autre part, cette fenêtre d'opportunité est devenue un piège pour le développement national, puisqu'elle a maintenu le pays dans la logique d'agro-exportation que les penseurs nationaux du développement du XXe siècle ont fortement rejetée. Les limites n'étaient pas seulement économiques, mais aussi politiques, surtout lorsque Rouseff a commencé à prendre des mesures en vue de changements substantiels, ce qui est considéré comme une menace pour l'équilibre national du pouvoir, peu modifié depuis la période coloniale. Ainsi, malgré une croissance économique favorable à court et moyen terme, laquelle a permis au gouvernement de financer son projet de développement social pendant une période, le néodéveloppement se révèle limité non seulement parce qu'il ne se maintient pas à long terme, mais aussi parce qu'il ne corrobore pas la construction de l'autonomie nationale mais aussi parce que, compte tenu de son caractère concessionnel, il n'atteint pas la profondeur et les résultats des changements qu'il entend apporter.

4. LES CHANGEMENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ENTRE 2003-2015 : L'ESSAI NÉODEVELOPPEMENTALISTE

Le processus de redémocratisation brésilien a abouti à la Constitution de 1988 qui, inspirée par les principes de l'État-providence, a garanti les principes de la protection sociale universelle, l'institution d'un budget spécifique à cette fin et des mécanismes pour garantir la participation sociale. Alors que l'idée de l'État-providence perdait sa place à la financiarisation du capitalisme néolibéral, le Brésil utilisait ses principes pour construire son propre système de sécurité sociale. Mais depuis les années 1990, le pays s'est aussi rapproché des idées néolibérales, et l'État-providence récemment créé a été remplacé par l'État minimal. Dans ce contexte, la pensée néodéveloppementaliste a émergé. Selon celle-ci, les politiques macroéconomiques doivent soutenir les politiques sociales et *restructurer* la société brésilienne, marquée jusqu'alors par des inégalités, la pauvreté et, pendant les dernières décennies, le déséquilibre économique. Le néodéveloppementalisme suggère que le développement brésilien au XX^e siècle devrait se faire par un État *modérément* interventionniste, agissant dans des moments ou des secteurs où la logique capitaliste s'avérerait préjudiciable aux intérêts nationaux, en même temps qu'il favoriserait la distribution des revenus — que ce soit par la création d'emplois ou par des politiques de redistribution de revenu. L'État serait responsable de garantir l'accès universel aux services fondamentaux, tels que l'éducation, la santé, la sécurité, car le développement social est désormais considéré comme la base du plan de développement national et pourrait transformer les structures socio-économiques du pays, qui n'ont jamais rompu avec les logiques de la période coloniale.

Ce chapitre cherche à montrer les avancées, les limites et les contradictions du modèle de développement adopté par les gouvernements *petistas* (2003-2015), à travers une revue de la littérature et des données des institutions telles que l'IBGE, l'IPEA, le DIEESE, le Système intégré d'administration financière (*Sistema Integrado de Administração Financeira do Governo Federal*, SIAFI) et le Système intégré de données budgétaires du gouvernement fédéral (*Sistema Integrado de Dados Orçamentários*, SIDOR). Le chapitre peut être pensé en quatre parties : la première décrit brièvement les prémisses du concept d'État providence et de ce que nous considérons comme sa version brésilienne, fondée sur le néodéveloppementalisme. La deuxième analyse les données qui démontrent les dépenses fédérales consacrées aux questions sociales, telles que l'éducation, l'habitation et les questions agraires, tandis que la troisième, fait état aussi des dépenses sociales, se concentre sur la Sécurité sociale telle que définie par la Constitution : l'assurance sociale, l'assistance sociale et la santé. Finalement, la

quatrième partie se concentre sur les politiques liés au marché de travail, le salaire minimum et les résultats de ces politiques.

4.1. Les origines de l'État providence et l'expérience brésilienne

Polanyi (2001) définit le capitalisme comme un système qui supprime l'identité des individus en les transformant en instruments d'accumulation de richesse, et qui ne garantit pas même les conditions de survie les plus élémentaires pour ces individus, et donc la société doit créer des mécanismes pour assurer une protection minimale des personnes. L'État-providence est une des formes de protection et, bien que ses représentations soient différentes dans le temps, repose sur l'idée que l'État doit, à travers des politiques socio-économiques, intervenir dans le processus productif et distributif des richesses en assurant les conditions de survie adéquates aux citoyens (Draibe 2013a, 2013b). Ce concept mobilise au moins trois éléments : la notion de citoyenneté ; l'intervention de l'État comme essentielle ; l'idée que les environnements social et économique agissent sur la même réalité et, ainsi, les politiques sociales et économiques doivent être coordonnées, car elles se renforcent mutuellement (Marshall 1950 ; Briggs 1961 ; Esping-Andersen 2008).

L'État-providence a été interprété de différentes façons selon la société qui l'a adopté, et comprendre ces spécificités nous aide à comprendre les fondements de ce système. L'examen de trois cas européens donne une idée des origines de cette pensée : le *Wohlfahrtsstaat* allemand ; le *Folkhemmet* suédois ; et le *Welfare state* britannique, ce dernier consolidant le terme dans le monde entier. En Allemagne, le terme *Wohlfahrtsstaat* (« État-providence ») décrivait la législation sociale adoptée sous le gouvernement d'Otto von Bismarck (1871-1890) qui comprenait des initiatives telles qu'une pension pour les personnes âgées, l'assurance maladie pour les travailleurs, etc. Cependant, la posture de l'État fut bientôt interprétée comme envahissante dans la vie individuelle, et perdit de sa force au profit du *Volkstaat* (« État du peuple ») défendu par les leaders nazis, où l'État était mis au service des uns au détriment des autres, en justifiant l'objectif de composer une société idéale. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec le dépassement des idéaux nazis, le terme *Wohlfahrtsstaat* est à nouveau utilisé pour définir la reconnaissance et l'assurance du bien-être comme droit des membres de la société, en indiquant que les droits sociaux renforceraient — et seraient donc compatibles — avec les droits politiques, civils, et des citoyens les intérêts et les libertés individuelles (Kaufmann 2012 ; Petersen ; Petersen 2013).

En Suède, pendant l'entre-deux-guerres, le terme *Folkhemmet*¹⁶⁴ traduit la notion de société solidaire où l'État subvient aux besoins de ses membres. Après la Seconde Guerre mondiale, il a été renforcé par *Det Starka Samhället*¹⁶⁵, lequel suggère l'action conjointe de l'État et de la société pour soutenir et élargir les droits sociaux comme la clé du plein exercice des droits politiques, civils et donc de la citoyenneté (Tilton 1990 ; Andersson 2005). Le terme *Welfare state*, comme en Suède, apparaît dans les années 1930 au Royaume-Uni pour renforcer les droits des citoyens — qu'ils soient britanniques ou étrangers —, comme opposition à la popularité des modèles sociaux allemand et italien. Dans l'après-guerre, le concept s'associe aux réformes institutionnelles qui ont réorganisé et approfondi le système de protection britannique, pour renforcer la citoyenneté et maintenir la cohésion sociale (Petersen, Petersen 2013).

L'État-providence se présente comme le pourvoyeur et le protecteur de la citoyenneté, et, en retour, les citoyens ont des responsabilités envers la société, notamment celle de veiller à ce que leurs droits soient effectivement réalisés. Arendt (1949) approfondi ce concept en déclarant que la citoyenneté est le « droit d'avoir des droits », comprenant les :

- Droits *civils*, qui font référence aux libertés individuelles fondamentales par rapport aux autres individus et à l'État, et rendant possible pour les individus de poursuivre leurs intérêts personnels, pour autant que ceux-ci n'empêchent pas l'exercice des intérêts des autres.
- Droits *politiques*, qui concernent la participation des individus au processus politique par laquelle nous pouvons influencer les décisions sociales, représenter leurs intérêts et présenter leurs demandes à l'État.
- Droits *sociaux*, qui garantissent les conditions de vie adéquates aux membres de la société pour réaliser leur potentiel individuel avec une satisfaction de leurs besoins fondamentaux.

Bien que chaque société ait un concept de ce qui est considéré comme *essentiel*¹⁶⁶, il est bien entendu que seuls le marché ou d'autres institutions ne pourront pas répondre aux besoins individuels et, donc, l'État est indispensable pour le faire (Dean 2013 ; Kerstenetzky 2012).

¹⁶⁴ Créé par le Premier ministre Per Albin Hansson, le terme signifie « maison du peuple » en suédois.

¹⁶⁵ Créé par le Premier ministre Tage Erlander, le terme signifie « société forte » en suédois.

¹⁶⁶ Furtado (2012), par exemple, qualifie d'essentiels les besoins indispensables à la protection de la dignité humaine, qui sont menacés par la vie dans le capitalisme. Par conséquent, en dernière instance, s'en occuper signifie assurer les moyens pour que les individus soient vraiment libres et donnent tout leur sens à leur existence.

L'État intervient dans la réalité concrète par des politiques publiques pour la préserver ou la modifier, en fonction de ses objectifs, et en réponse aux réalités sociales, comme résultat de l'interaction « État-société » (Jenkins 1978 ; Di Giovanni 2009). Les politiques publiques doivent donc être comprises comme des politiques d'*État* car, lorsqu'elles sont structurellement établies dans la société et vont au-delà des politiques *gouvernementales* — qui durent pendant la période du mandat des individus au pouvoir. La différence entre les politiques d'État et les politiques gouvernementales est précisément le degré d'institutionnalisation qu'elles comportent et, par conséquent, la possibilité de changer structurellement la réalité sociale. Si cela ne signifie pas que les politiques d'État sont immuables, on peut dire qu'elles ont des fondements plus durables dans le temps (Di Giovanni 1998).

L'adoption des politiques publiques dépend des capacités politiques (la légitimité pour assurer l'adhésion de ces déterminations par les acteurs sociaux), et techniques (la disponibilité de ressources tels que le capital financier et humain pour mettre en pratique ces déterminations, et la possibilité pour l'État de mobiliser ces ressources) de l'État pour intervenir socialement (Rua 2014). Lesdites politiques agissent dans la réalité sociale à partir de la répartition asymétrique des ressources, en dépendant des nécessités de chaque groupe social, comme la réalisation de la volonté sociale totale (Lowi 1964), et peuvent être classifiées comme des actions de *distribution*, ou de *redistribution*. La première concentre les bénéfices sur certains acteurs, en répartissant les coûts entre tous les acteurs, et la deuxième, au contraire, distribue les coûts à une partie de la société alors que les bénéfices sont concentrés sur d'autres acteurs sociaux — ce qui peut générer des controverses et à la limite, des conflits sociaux. Cette question est essentielle pour comprendre la notion de conciliation des intérêts sociaux différents et parfois contradictoires qui, dans le contexte de l'accord social entre les individus et l'État, font assumer à ce dernier la décision de décider de ce qui est ou non d'intérêt public et qui prime sur l'intérêt privé¹⁶⁷. En ce qui concerne les biens et les services, l'État doit fournir ou garantir l'accès des biens et services considérés essentiels, et qui peuvent être universels, autrement dit, mis à la disposition de l'ensemble de la société, ou occasionnels, exclusifs à certains groupes.

4.2. La crise sociale du néolibéralisme et la réponse néodéveloppementaliste

¹⁶⁷ Certaines interprétations différencient les politiques publiques des politiques d'État. Draibe (2013a) conçoit les politiques publiques comme les interventions qui ont lieu dans les sphères publiques de la société et non dans les sphères privées. Elles ne se limitent donc pas aux politiques d'État, mais peuvent également incarner les actions d'organisations non étatiques, à condition de préserver ce caractère public. Les politiques d'État, d'autre part, sont celles qui, touchant également la sphère publique, sont organisées, financées et mises en œuvre par des institutions faisant partie du domaine étatique.

Pour comprendre la crise sociale générée par le néolibéralisme, Castel (1998) a examiné les changements survenus dans le monde du travail à la suite de sa déréglementation, qui a rendu les relations de travail plus précaires, et ont normalisé les taux élevés et soutenus de chômage — puisque la révolution technologique a donné lieu non seulement à la réduction des salaires, mais aussi du travail — afin d’augmenter les marges de profit. Pour l’auteur, ces changements affaiblissent la population au-delà de la rémunération du travail, mais en relation aux garanties des droits du travail et l’accès aux biens et services en général qui permet à l’individu de participer à la vie sociale. Ainsi, les changements provoqués par le modèle néolibéral ont généré une augmentation massive des personnes vulnérables aux besoins et aux contraintes de ce système, et ont eu des répercussions sur la consommation individuelle de biens et services et, par conséquent, sur l’insertion sociale des travailleurs. Enfin, ils ont directement ébranlé le modèle d’État-providence déjà établi en Europe, et les timides tentatives de le consolider en Amérique latine.

4.3. Les dépenses sociales fédérales au Brésil

L’analyse des dépenses du gouvernement fédéral dans les domaines sociaux est un moyen d’accroître les efforts de l’État pour répondre aux besoins sociaux, ses priorités et ses capacités financières et techniques pour assurer le bien-être de la population. Selon le SIAFI et le SIDOR, ces dépenses sociales englobent : l’assistance sociale, l’éducation et la culture, l’organisation agraire, l’assurance sociale, l’assainissement de base et le logement, la santé et le travail et l’emploi (graphique 17). Il peut être mis à disposition sous forme de dépenses directes par le gouvernement fédéral, de transferts aux États et aux municipalités ou de subventions et d’allègements fiscaux, mais dans ce travail, nous avons choisi de les analyser ensemble. Alors que sous le gouvernement Cardoso (1995-2001)¹⁶⁸, la moyenne annuelle des dépenses sociales fédérales était de 143,5 milliards R\$, entre 2003 et 2014, les dépenses sociales ont bondi de 383 milliards à 803 milliards R\$ — bien qu’elles aient de nouveau chuté en 2015, à 781 milliards R\$, étant donné les mesures d’austérité du deuxième mandat Rousseff. Malgré cela, les dépenses sociales par rapport au PIB ont eu une trajectoire ascendante sur pratiquement toute la période¹⁶⁹, passant de 12,6 % à 17,5 % entre 2003 et 2015. Lorsque nous calculons les

¹⁶⁸ Aucune donnée n’a été trouvée pour l’année 2002.

¹⁶⁹ Sauf pour la période 2007-2008 et 2009-2010.

dépenses sociales per capita¹⁷⁰, la valeur passe de 2221,71 à 3822,16 R\$ dans la période, soit une croissance de 41,8 %.

4.3.1. L'éducation

Les gouvernements *petistas* ont été marqués par l'expansion de l'éducation, en la considérant comme le moteur du développement, la qualification de la main-d'œuvre et la possibilité d'un plus grand accès aux revenus. Entre 2003 et 2015, les dépenses d'éducation sont passées de 53,9 milliards à 139 milliards R\$ (graphique 18). Entre 2003 et 2012, le taux d'analphabétisme est passé de 24,8 % à 18,3 %, tandis que le taux de scolarisation des enfants de 4 à 5 ans est passé de 59,1 % à 78,2 %, celui des enfants de 6 à 14 ans est passé de 95,3 % à 98,2 %, et chez les jeunes de 15 à 17 ans, l'augmentation a été plus timide : de 82,4 % à 84,2 % au cours de la même période. Mais le plus grand mérite de cette période est peut-être la baisse significative des taux d'abandon scolaire : une baisse de 74,2 % chez les enfants de 6 à 14 ans, et de 43,1 % chez les jeunes de 15 à 17 ans. Différents programmes et initiatives ont été inaugurés, tels que le Programme Université pour tous (*Programa Universidade para Todos*, ProUni) en 2005 et le Science sans frontières (*Ciências sem Fronteiras*, CSF) en 2011, l'Indice de développement de l'éducation de base (*Índice de Desenvolvimento da Educação Básica*, IDEB), le Programme Plus d'éducation (*Programa Mais Educação*, PME) et le Plan de développement de l'éducation (*Plano de Desenvolvimento da Educação*, PDE) en 2007, et le Plan national d'éducation en 2014 (Brasil 2003a ; 2014a).

Le budget de l'enseignement supérieur a augmenté de 484 % dans la période, de 4,9 milliards à 28,8 milliards R\$, utilisé pour le développement de l'éducation publique, surtout à partir de 2007, avec l'inauguration de 18 nouvelles universités fédérales sur 173 campus, et 360 instituts fédéraux. En 2011, Rousseff a inauguré le *Ciências sem Fronteiras*, un programme qui a accordé plus de cent mille bourses au cours des 4 années suivantes pour permettre à des étudiants d'étudier et de faire des stages dans des universités étrangères pendant un an, pour favoriser les partenariats internationaux, stimuler la recherche, la technologie et l'innovation, et permettre aux étudiants d'acquérir une expérience internationale. En plus des initiatives dans le secteur public, l'insertion dans le secteur privé se faisait par le ProUni, un programme qui

¹⁷⁰ Il est important de noter que les calculs ont été faits basés sur le concept de l'IPEA, où des dépenses sont distribuées par tous les habitants du pays, sans distinguer entre ceux qui bénéficient de l'une ou l'autre ressource spécifique.

accorde des bourses partielles ou intégrales en fonction du revenu familial¹⁷¹, en vigueur pendant toute la période d'études pour les étudiants dont le revenu familial par habitant ne dépasse pas l'équivalent de 3 salaires minimum, qui n'ont pas encore de diplôme universitaire et qui ont fréquenté des écoles secondaires publiques ou privées avec des bourses d'études. Entre 2005 et 2014, 2,2 millions de bourses ont été offertes (Brasil 2005b ; Brasil 2015b). Dans le deuxième et troisième cycle, la Coordination du développement de l'enseignement supérieur (*Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior, CAPES*)¹⁷² a offert des bourses d'études et de support pour les étudiants dans les institutions nationales ou internationales. Entre 1995 et 2002, les bourses sont passées de 19,4 milles à 23,4 milles, tandis qu'elles atteignaient 105 mille en 2015. Grâce à ces investissements, le nombre d'étudiants en fin d'études est passé de 3,8 millions en 2003 à 8 millions en 2015, la répartition entre établissements publics et privés restant la même : 29 % et 71 %, respectivement (INEP 2015).

L'investissement dans l'éducation de base a crû de 155 %, passant de 29,6 milliards à 75,6 milliards R\$. Seulement entre 2007 et 2008, il y a eu une croissance de 30 %, ce qui s'explique par l'inauguration du PDE, pour accroître la qualité de l'éducation de base, sur la base de mesures conjointes des gouvernements fédéraux, des états et des municipalités. Le Plan a institué la PME, une initiative pour augmenter progressivement la durée des études scolaires dans le but de rendre l'éducation publique intégrale, en augmentant la charge disciplinaire des cours liés aux arts, à l'éducation physique et à l'éthique (Brasil 2010c ; 2011b). Le PDE dispose également du plan d'objectifs *Tous pour l'éducation* pour, entre autres, éviter l'abandon scolaire, alphabétiser les enfants jusqu'à un maximum de 8 ans, garantir des examens périodiques, garantir l'inclusion des personnes ayant des besoins éducatifs spéciaux dans les classes d'enseignement régulières en promouvant l'inclusion éducative¹⁷³, et appliquer les plans de salaire et de carrière pour les professionnels de l'éducation¹⁷⁴. Ces objectifs font partie d'un engagement plus important — l'amélioration de la qualité de l'éducation de base — et pour l'évaluer, le ministre de l'Éducation de l'époque, Fernando Haddad, a présenté l'IDEB : un indicateur éducatif basé sur les résultats scolaires (approbation) et les performances (compétences) dans les examens standardisés et périodiques. L'objectif de l'IDEB était de

¹⁷¹ Les bourses intégrales sont destinées aux étudiants dont le revenu familial mensuel par habitant est inférieur ou égal au salaire minimum de 1½, tandis que les bourses partielles de 25 % et 50 % varient en fonction du revenu familial mensuel par habitant entre 1½ et 3 salaires minimums.

¹⁷² Créé en 1951, pendant le gouvernement Vargas pour assurer la qualité des universités au pays (CAPES s.d.).

¹⁷³ En 2006, les inscriptions des étudiants dans les écoles et classes spécialisées sont passées de 375 mille à 194 milles entre 2007 et 2013, tandis que les inscriptions dans les écoles et classes ordinaires sont passées de 325 mille à 648 mille au cours de la même période (Brasil 2014a).

¹⁷⁴ Tous les objectifs du plan peuvent être consultés à : <<https://bit.ly/2Fq26rI>>.

garantir que la moyenne nationale de l'indice atteindrait 6,0 (sur une échelle de 0 à 10), ce qui serait équivalent aux indices internationaux atteints par les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), jusqu'à 2021 (Brasil 2007b ; 2007c ; Haddad 2008).

Bien qu'il n'ait pas encore atteint l'objectif de l'OCDE, le Brésil est le pays qui a le plus évolué entre 2003 et 2012 dans le cadre du Programme international d'évaluation des élèves (PISA), ce qui a été reconnu par l'organisation attestant de développement dans tous les domaines. Cette évolution, selon l'OCDE, est due à la combinaison d'investissements plus élevés, d'outils d'évaluation et de meilleurs salaires pour les enseignants — ceux-ci ont à leur tour conquis le plancher salarial en 2009, ayant augmenté de 78,8 % en 2014 (OECD 2016). Le Plan national pour la formation des enseignants de l'éducation de base (*Fundo de Manutenção e Desenvolvimento da Educação Básica*, FUNDEB) est créé pour encourager l'accès à des cours d'enseignement supérieur liés au système éducatif, et créer des plans de carrière pour les enseignants. En plus de maintenir les programmes de son prédécesseur, le gouvernement Rousseff a sanctionné le PNE, qui a déterminé l'augmentation progressive du budget de l'éducation pour atteindre 10 % du PIB en 2024, et une partie de ce montant proviendrait exclusivement de l'exploitation du pré-sel par Petrobras. Cet investissement était justifié par les objectifs à atteindre au cours de la prochaine décennie, dont nous soulignons : l'éradication de l'analphabétisme, l'universalisation du service scolaire, et la suppression de ces inégalités, en surmontant toutes les formes de discrimination¹⁷⁵ (Brasil 2014b).

4.3.2. *L'organisation agraire*

Comme nous l'avons déjà souligné, la manière dont la question agraire est configurée au Brésil est, depuis son origine, l'une des sources principales derrière les inégalités politiques et économiques du pays. Nous avons également vu que les tentatives pour faire face à cette configuration ont été fortement combattues par différents groupes qui forment l'élite nationale, de sorte que, même pendant la période d'urbanisation, d'industrialisation et de modernisation du capitalisme brésilien à partir des années 1930, le pouvoir des oligarchies rurales est resté intact. Le caractère rentier et concentrateur de richesse et de capital de la propriété privée est ce qui détermine toute la configuration de l'espace agraire et les relations qui s'y établissent. Selon Martins (1981, 175), la question agraire découle de la contradiction structurelle du capitalisme, qui produit et concentre la richesse, tout en générant la pauvreté et l'inégalité sociale. Cette

¹⁷⁵ Pour les objectifs détaillés voir Brasil (2014b).

tendance ne peut être combattue qu'en reformulant les facteurs politiques et économiques qui luttent activement pour la redistribution des terres par une réforme agraire qui, selon Guimarães (2011, 54), a pour objectif final de mettre fin à cette dualité systémique à caractère « oppressif et spoliant ».

Depuis sa création, le PT a défendu le programme de réforme agraire comme moyen de démocratiser l'accès à la propriété et aux ressources qui en découlent, notamment afin de contrer la concentration historique des terres entre les mains des grands propriétaires. Ainsi, une fois au pouvoir, il était attendu que les gouvernements *petistas* promeuvent la réforme considérée par le parti comme *inévitabile*. Non seulement les mouvements sociaux attendaient l'initiative du PT, mais les grands propriétaires terriens et l'*agribusiness*¹⁷⁶ en général craignaient la possibilité d'une réforme agraire. Or, la réforme proposée en 2003 était beaucoup moins radicale¹⁷⁷, encore une fois afin de ne pas susciter des intérêts contradictoires et des conflits de classe, ce qui a fini par vider de leur sens les positions politiques adoptées précédemment (Singer 2012, 25). Bien que défendue par le PT, une réforme agraire dans un pays ayant une histoire coloniale, d'esclaves et de propriétaires terriens comme le Brésil signifierait une véritable transformation sociale — ce qui avait déjà été souligné dans la Lettre au peuple brésilien (Partido dos Trabalhadores 2002a) était hors de question. Les gouvernements *petistas* ont dû faire face à la méfiance de l'industrie agroalimentaire tout en cherchant à satisfaire les besoins et les demandes sociales, et ils ont trouvé une « terrain d'entente » dans la présentation d'objectifs audacieux qui, dans la pratique, se sont soldés par des actions timides (Fernandes 2013). La décision de ne pas affréter de gros capitaux de propriétaires fonciers est explicite, par exemple, dans la création du Programme national de crédit foncier (*Programa Nacional de Crédito Fundiário*, PNCF)¹⁷⁸ et d'autres formes d'obtention de terres par le biais du marché pour la création de colonies, au détriment de l'instrument de l'expropriation pour intérêt social à des fins de réforme agraire.

Il est clair que le PT a choisi de soutenir l'agrobusiness au détriment de l'agriculture familiale et paysanne, non seulement si l'on compare le crédit agricole dépensé dans chaque secteur (graphique 19), mais aussi le rapprochement politique que le parti a eu avec le lobby

¹⁷⁶ Le terme *agrobusiness* est devenu courant au Brésil depuis les années 1990, étant défini par Delgado (2012, 115) comme la relation entre le grand capital et les grands propriétaires terriens qui, avec le marché financier, recherchent le profit et les revenus de la terre, en utilisant le soutien de l'État.

¹⁷⁷ Dans la campagne présidentielle de 1994, le parti pensait un projet visant à l'établissement 800 mille familles et celle de 1998, 1 million. En 2003, l'objectif était d'établir 400 mil familles (DATALUTA 2015).

¹⁷⁸ Programme développé par le Ministère du développement agraire qui garantit des crédits aux travailleurs ruraux qui n'ont pas de propriété, ou qui n'ont pas suffisamment de ressources pour le bon déroulement du travail dans les champs (Caixa Econômica Federal s.d.).

ruraliste¹⁷⁹. En tant que pays traditionnellement exportateur de produits agricoles, le latifundium a toujours été un élément politique et économique fondamental de l'économie nationale, mais son rôle est devenu encore plus pertinent depuis le boom des matières premières, notamment sous l'administration Lula, qui, selon Boito Júnior (2005, 8-9), a été guidé par les exportations afin d'augmenter l'excédent primaire. Ainsi, les gouvernements *petistas* ont considéré le secteur comme un moteur du projet néodéveloppementaliste mis en pratique, en finançant les grandes entreprises nationales du secteur (notamment par le biais de la BNDES) afin qu'elles puissent répondre aux demandes internationales toujours plus nombreuses, en particulier de la Chine. Comme l'indique Delgado (2010), la stratégie consistait à relancer, à la manière de la modernisation conservatrice de la période militaire, les grandes entreprises agro-industrielles afin de maintenir l'excédent de la balance commerciale. En adoptant cette position, les gouvernements *petistas* ont permis à la grande bourgeoisie industrielle et agraire du pays de gagner en force au sein du bloc au pouvoir, ce que l'on peut constater dans les soldes positifs croissants de la balance commerciale brésilienne et dans la concentration du pouvoir politique du caucus ruraliste qui, en 2012, contrôlait un quart du Congrès national, formant ainsi le plus grand lobby de la Chambre.

Bien qu'ayant considérablement renforcé le dialogue avec les mouvements socioterritoriaux sous les gouvernements Lula et Rousseff, et ayant créé différents plans d'action, un programme à vocation de transformation a été remplacé par des actions ponctuelles. Malgré cela, le gouvernement a maintenu l'agenda dans ses plans, le mentionnant toujours comme une politique structurante pour le développement national, exaltant l'agriculture familiale comme base de la sécurité alimentaire et garantissant l'emploi, la croissance et le développement économiques et la justice sociale dans les campagnes. Le projet a également fait la promotion de l'expropriation des zones improductives ou impliquées dans des irrégularités, telles que le travail en esclavage, et du développement de régions indigènes et de territoires quilombolas (Partido dos Trabalhadores 2002b). En octobre 2003, le gouvernement Lula a lancé le II^e Plan national de réforme agraire (*Plano Nacional de Reforma Agrária*, PNRA), dont les objectifs étaient notamment l'établissement de 400 mille familles, la régularisation de 500 mille familles en situation illégale, le crédit agraire subventionné pour 150 mille familles, la création de 2 millions d'emplois dans les campagnes, la délimitation des

¹⁷⁹ En plus de compter sur le pouvoir économique historique du pays, les propriétaires de terre démontrent et exercent également un pouvoir politique par le biais du lobby parlementaire appelé *bancada ruralista*, qui faisait partie de l'alliance politique qui a élu Lula (2002, 2006) et Rousseff (2010, 2014).

terres des quilombos, l'assistance technique et la formation de ceux qui sont liés à l'agriculture familiale (Brasil 2003b, 10).

Entre 2003 et 2015, le budget destiné à l'organisation agraire est passé de 5,6 milliards à 12,8 milliards R\$ — bien que cette augmentation par rapport au PIB ne soit pas si importante (de 0,16 % à 0,22 % dans la même période) —, dont près de 83,9 % étaient destinés à l'agriculture familiale et à la concession de crédit agraire. Malgré les investissements, les chiffres ne sont pas surprenants : alors qu'entre 1995 et 2002, 3531 propriétés rurales improductives étaient destinées à la réforme agraire, sous le gouvernement de Lula, ce nombre est tombé à 1990, et sous le gouvernement de Rousseff, seulement 216. Entre-temps, le nombre de lotissements agraires était similaire entre le gouvernement Cardoso et le gouvernement Lula (3660 et 3608, respectivement), alors que le gouvernement Rousseff n'avait que 593 lotissements (graphique 20) — un nombre presque 4 fois inférieur à celui du deuxième gouvernement Cardoso seulement (1999-2002), période marquée par des mesures orthodoxes restrictives et une grave crise économique (INCRA 2016). Il est important de considérer que les gouvernements Cardoso (1995-2002) ont été marqués par une augmentation considérable des occupations irrégulières (graphique 21)¹⁸⁰, reflétant l'aggravation de la crise sociale et économique de la période, par rapport aux gouvernements *petistas*. Et, comme Buainain et Pires (2003) le rappellent, la réforme agraire ne doit pas se limiter à la simple distribution des terres, mais à l'ensemble des actions qui permettent le développement local et humain. D'autre part, l'écart dans le nombre de lotissements, surtout sous le gouvernement Rousseff, montre que, malgré le fait que les dépenses de programme ont plus que doublé entre 2003 et 2015, l'enjeu agraire a eu une attention réduite. En 2014, il y avait encore plus de 30 mille familles réparties dans 235 occupations irrégulières (DATALUTA 2015).

Si la législation, les objectifs et le budget de la réforme agraire et de l'agriculture familiale ont progressé, la période a également été marquée par une avancée de la concentration des terres : alors que les propriétés de 5 hectares maximum sont passées de 783 milles à 1,29 million entre 2003 et 2014, le nombre de propriétés de 50 mille hectares ou plus est passé de 54 à 587 au cours de la même période, soit une augmentation de 66 % contre 987 %, respectivement (Brasil s.d.). La période a également été marquée par l'avancée de l'industrie agricole sur les terres arables du pays, déplaçant la frontière agricole, puisque, comme on l'a

¹⁸⁰ Au cours des premières années du gouvernement Cardoso (1995-1999), le nombre de familles exerçant une activité professionnelle a augmenté de 166 %, après avoir chuté de 65 % au cours du second mandat. La chute s'est poursuivie sous Lula, avec une baisse de 81 % sur la période, tandis que sous l'administration Rousseff, le nombre a encore augmenté de 22 % (DATALUTA 2015).

vu au chapitre 3 et par l'augmentation significative de la production de matières premières pour le secteur extérieur, qui, si d'une part, a profité de la période de hausse des prix des produits, a également contribué à la remise en cause du tarif d'exportation et du processus d'industrialisation qui avait mis des décennies à s'installer. Cela signifiait également le renforcement de la monoculture sur de grandes surfaces de terre — montrant que le modèle de production colonial n'avait pas été abandonné — et les pratiques prédatrices des ressources naturelles, dans la reproduction élargie du capital dans les campagnes.

Par conséquent, l'organisation agraire des gouvernements *petistas* est restée dans la logique qui a imprégné le pays depuis sa colonisation : la concentration de la terre entre les mains de quelques-uns, ce qui se traduit par un pouvoir économique et politique. Bien qu'il y ait eu des plans de soutien et des investissements destinés à l'agriculture familiale, aucun effort n'a été fait pour, en fait, transformer la relation de la société brésilienne avec la terre, en la rendant plus juste. Le choix d'en faire bénéficier les agriculteurs avec un faible crédit pour l'acquisition de terres a été fait afin de concilier les intérêts des petits agriculteurs et de l'agrobusiness — ce qui, outre le fait d'éviter les conflits, a garanti l'alliance du gouvernement avec le lobby du Congrès national. En conséquence, en plus de maintenir un environnement rural autocratique, autoritaire et clientéliste, le programme de réforme agraire a été dépolitisé et la lutte des travailleurs ruraux a été vidée de son contenu. Si la protection des petits agriculteurs implique non seulement la protection de la sécurité et de la souveraineté alimentaires, mais aussi la protection des caractéristiques culturelles locales, elle peut être adoptée comme stratégie de développement régional.

4.3.3. *L'assainissement de base et le logement*

Selon la Constitution de 1988, l'assainissement de base¹⁸¹ est un droit fondamental des citoyens brésiliens, et une condition essentielle pour une qualité de vie saine. Le gouvernement fédéral est responsable de l'élaboration et de l'exécution des plans de planification territoriale, des plans de développement économique et social, et des directives pour le développement urbain, qui comprend la garantie d'un logement adéquat et de conditions sanitaires de base. La question perdure depuis le siècle dernier. Si le manque de données est un défi pour retracer la trajectoire des avancées dans ce domaine, les données disponibles montrent que le pays a encore

¹⁸¹ Considère l'ensemble des mesures de conservation de l'environnement et de prévention des maladies, c'est-à-dire un ensemble d'interventions multidimensionnelles articulées à des facteurs sociaux, économiques, politiques et culturels qui englobent les systèmes d'approvisionnement en eau, l'évacuation des eaux de pluie, le nettoyage urbain, les installations sanitaires et d'autres systèmes.

un long chemin à parcourir pour fournir des services sanitaires à tous les citoyens : en 2000, seulement 33,5 % des ménages avaient accès au réseau général d'égouts, et 63,9 % au réseau d'eau (IBGE 2010b).

Pendant la période des gouvernements *petistas*, le budget alloué à l'initiative a augmenté de 1,8 milliard à 26,2 milliards R\$, et la législation était renforcée. La *Politique fédérale d'assainissement de base* (Brasil 2007d) englobe des différents projets sous une même administration pour que l'allocation du budget soit plus efficace, tout en respectant et en améliorant la protection de l'environnement et en renforçant les efforts de santé publique. Le Plan national d'assainissement de base (*Plano Nacional de Saneamento Básico*, Plansab), approuvé en 2013, établit des directives complémentaires pour l'élaboration de politiques et de plans d'assainissement, et définit la source du budget pour le sujet, pour construire une structure de financement pour combattre les déficits des services (Brasil 2013a). En 2008, le réseau d'égouts et d'eau s'étendait à 44 % et 78,6 % des ménages respectivement, et, en 2016, le réseau d'égouts a atteint 51,9 % de la population, et le réseau d'eau, 83,3 % (IBGE 2010b ; Instituto Trata Brasil 2018), ce qui, malgré les progrès réalisés, montre également le long chemin à parcourir pour garantir le droit fondamental à tous les citoyens.

En matière de logement, nous soulignons les Programmes *Luz para todos* (2003) et *Minha casa, minha vida* (2009), constituant les deux principaux programmes inaugurés par le gouvernement Lula pour assurer l'accès au logement et les infrastructures des familles et des lieux en situation de vulnérabilité sociale, tout en assurant la croissance du marché du travail et le développement local. *Luz para todos* est créé dans le but d'apporter l'électricité à deux millions de foyers brésiliens qui, à l'époque, n'avaient pas accès à une source d'électricité fiable et permanente. Cette réalité s'étend principalement à la zone rurale du Brésil et aux régions les plus éloignées du pays, où il est possible de trouver une série d'acteurs pouvant être classés comme agriculteurs familiaux (Brasil 2003b). Avec 12,7 milliards R\$ investis, dont 9,1 milliards R\$ provenant du gouvernement fédéral, cet objectif a été atteint en 2009, bénéficiant à plus de 10 millions de Brésiliens, et a été étendu aux établissements ruraux, aux réserves extractivistes, aux terres indigènes, aux territoires quilombolas et au *Minha Casa, Minha vida* (ANEEL 2009). Jusqu'en 2016, 15,9 millions de personnes ont bénéficié du programme – dont 90 % reçoivent jusqu'à 3 salaires minimums, 49,3 % ont déjà bénéficié d'autres programmes gouvernementaux. Selon 35,6 % de la population, le programme a eu un impact positif sur le revenu familial, 40,7 % des bénéficiaires ont commencé des activités scolaires le soir et, entre autres avantages, neuf sur dix personnes interrogées ont remarqué l'amélioration de la qualité de vie après l'arrivée du programme (Brasil 2009).

Le *Minha Casa, Minha Vida* a été créé pour faciliter l'accès des familles à faibles revenus (avec revenu mensuel jusqu'à 5000 R\$), à travers la réduction des intérêts et d'autres subventions du gouvernement (Brasil 2015a). La conception et la mise en œuvre du programme sont liées au processus d'intensification de l'industrie de la construction civile en tant que moteur du développement régional et de génération d'emplois, outre son déploiement économique dans la ville de manière plus large (Cardoso 2013, 35-36). L'objectif était segmenté en deux phases, la première (2009-2010) en délivrant 1 million de maisons, et la deuxième (2011-2014), 2 millions. En 2014, 3,4 millions de maisons étaient achetées à travers le programme, dont 1,7 million étaient déjà délivrées aux familles, et l'autre moitié était en construction (Cardoso 2013, 103).

4.4. Sécurité sociale brésilienne : assistance sociale, assurance sociale et santé

La sécurité sociale est un concept structurant des politiques sociales dont la principale caractéristique est d'exprimer l'effort de garantie universelle de la fourniture de prestations et de services de protection sociale par l'État. Selon Gentil (2007), la définition du concept de sécurité sociale est l'une des plus grandes avancées de la Constitution de 1988, dont l'article 194 caractérise l'ensemble intégré des actions du pouvoir public dans le système d'*assurance sociale*, d'*assistance sociale* et de *santé publique*. La Constitution définit et étend la couverture du système d'assurance sociale et assouplit l'accès aux prestations pour les travailleurs ruraux, reconnaît l'assistance sociale comme une politique publique non contributive qui gère à la fois les services et les prestations monétaires, et consolide l'universalisation des soins de santé par la création du plus grand système de santé publique au monde, le Système unique de santé (Brasil 1988a). Alors que l'assurance sociale a un caractère contributif, l'assistance sociale est sélective, destinée aux populations affaiblies, et comprend des mesures telles que le BPC¹⁸² et le *Bolsa Família*, dont nous parlerons ensuite ; enfin, la santé, comme le suggère le texte constitutionnel, est un droit universel — y compris pour les personnes qui ne sont pas des citoyens brésiliens. De la même manière, la Constitution définit le plancher minimum pour la sécurité sociale et les prestations sociales d'un salaire minimum, ce qui fait des politiques d'évaluation des revenus un avantage non seulement pour les travailleurs, mais aussi pour ceux qui, pour une raison quelconque, sont exclus du marché du travail.

¹⁸² Qui, comme nous l'avons vu, assure un revenu mensuel de citoyenneté à toutes les personnes âgées et handicapées en situation de pauvreté.

4.4.1. L'assurance sociale

La Constitution définit l'obligation de tous les travailleurs envers la politique d'assurance sociale et le caractère contributif de celle-ci dans ses trois systèmes : la politique générale de sécurité sociale (*Regime Geral de Previdência Social*, RGPS) assure les travailleurs du secteur privé ; la politique spécifique de sécurité sociale (*Regime Próprio de Previdência Social*, RPPS) assure les travailleurs du secteur public ; et la politique pour les militaires¹⁸³. Il existe également une politique sociale complémentaire (*Regime de Previdência Complementar*, RCPS), de caractère privé et à adhésion facultative. À la différence de la santé et de l'assistance sociale, le fait que l'assurance sociale nécessite un calcul préalable des coûts limites, son accès aux contribuables (Camarano, Fernandes 2016). Les premiers changements dans la protection sociale sont intervenus sous le gouvernement Collor (1990-1992), en particulier dans le RGPS, qui a égalisé la valeur des bénéficiaires pour les travailleurs ruraux et urbains, et réduit la durée de cotisation des premiers de 65 à 60 ans pour les hommes et de 60 à 55 ans pour les femmes, outre l'octroi de pensions en cas de décès également pour les hommes (auparavant réservées aux veuves) (Oliveira ; Beltrão ; Ferreira 1997). Sous le gouvernement Cardoso (1995-2002), un amendement constitutionnel a été approuvé pour égaliser le RGPS et le RPPS en termes de temps de cotisation pour les deux, et a établi les limites d'années de service pour la retraite à temps plein des fonctionnaires à 35 ans pour les hommes et 30 ans pour les femmes, mais elle a maintenu la différenciation pour les travailleurs ruraux et l'a étendu aux enseignants du primaire qui pouvaient se prévaloir d'un départ à la retraite de 30 années pour les hommes et 25 années pour les femmes), mais a supprimé la retraite spéciale des professeurs d'université, qui bénéficiaient auparavant de certains avantages (Rangel *et al.* 2009, 51).

La réforme effectuée en 2003, sous l'administration Lula, s'est également tournée vers le secteur public, afin de rendre le RGPS et le RPPS plus égaux, et a suivi les mêmes principes que ceux de Cardoso. Selon Cechin et Cechin (2007) et Rangel *et al.* (2009), le changement a marqué la fin de l'intégralité du RPPS (le paiement de la prestation de sécurité sociale égale à la dernière rémunération mensuelle), en le remplaçant par le même système de RGPS, la parité (le paiement augmente progressivement avec la correction du salaire minimum et des prix en général). En outre, le plafond des contributions mensuelles pour la retraite a augmenté, tout

¹⁸³ Les militaires ont un régime spécifique et différencié, respectant les caractéristiques de leur carrière, qu'une fois que les limites d'âge de chaque force de sécurité nationale sont atteintes, ils sont transférés à la réserve ou mis à la retraite d'office. Les militaires ne contribuent qu'aux pensions et non à leurs retraites. Leurs retraites sont 100 % financées par l'État, ce qui a un impact important pour les comptes nationaux (Cechin ; Cechin 2007, 253-254).

comme les paiements de la sécurité sociale. On a également défini à 11 % la valeur supplémentaire du paiement des salaires des employés du secteur public qui dépasse le plafond de retraite attribuée à l'assurance sociale (Silva 2012 ; Tafner ; Giambiagi 2017). Enfin, l'administration Rousseff a diminué le plafond pour les fonctionnaires fédéraux qui rejoignent le système à partir de ce moment (Rangel, Saboia 2015). Les changements restrictifs des gouvernements Lula et Rousseff ont été justifiés par « l'impossibilité » du gouvernement de générer une croissance et un développement national et de maintenir le régime tel qu'il était, la sécurité sociale étant la plus grande dépense sociale du pays.

Entre 2002 et 2015, les dépenses de la sécurité sociale se sont élevées de 273,8 milliards à 532,2 milliards R\$, bien qu'il ait maintenant une moyenne de 8,5 % du PIB au cours de la période. La tendance à l'augmentation de la demande du système de sécurité sociale devrait se poursuivre, puisque le taux de natalité a diminué, tandis que l'indice de vieillissement continuera à augmenter dans les années à venir, ce qui augmentera le taux de dépendance de la population¹⁸⁴ et, par conséquent, la demande de sécurité sociale (Miranda ; Mendes ; Silva 2016). Entre 2003 et 2014, le nombre de bénéficiaires est passé de 19 millions à 28,3 millions, dont 19 millions dans les centres urbains et 9,3 millions dans les zones rurales. Ce travail n'a pas pour but de détailler les questions relatives à l'assurance sociale, mais il est important de souligner les critiques concernant les réformes de la sécurité sociale pendant les gouvernements *petistas*. Elles soulignent les contradictions qui ont, parfois, éloigné les actions du gouvernement de son discours. Ces critiques ont également insisté sur la dimension sociale, puisque tant Lula que Rousseff ont maintenu le souci de l'équilibre fiscal au détriment des besoins sociaux, et ont surtout souligné que les réformes ont touché les moins privilégiés, car le régime militaire est resté inchangé et la population ayant les revenus les plus élevés a pu investir dans l'assurance sociale privée, ce qui n'était pas le cas de la grande majorité de la population¹⁸⁵ (Marques ; Ximenes ; Uginò 2018).

4.4.2. *Le système de santé unique et les programmes de santé adjacents*

Au cours des gouvernements *petistas*, les dépenses de santé ont augmenté de 58,4 milliards à 122 milliards R\$ entre 2003 et 2015, ce qui signifie plus de 52 %, et leur pourcentage

¹⁸⁴ C'est-à-dire le ratio de la population potentiellement inactive (0-14 ans et 65 ans et plus) par rapport à la population potentiellement active (15-64 ans) (IBGE 2010b).

¹⁸⁵ Le revenu moyen des travailleurs âgés de 18 ans et plus qui cotisent à une pension privée est de 5,5 mille R\$ mensuels (IPEA 2017).

par rapport au PIB variant entre 1,6 % et 2,1 % sur la période¹⁸⁶. L'augmentation a été justifiée par l'accroissement du nombre de personnes recevant de l'assistance, mais surtout grâce aux nouveaux programmes créés pour répondre à des besoins spécifiques, dont nous citons : la Pharmacie populaire et le programme *Brasil sorridente*, tous deux créés en 2004.

La Pharmacie Populaire a été créée pour élargir l'accès de la population aux médicaments considérés comme essentiels et, à cette fin, elle a commencé en partenariat avec les gouvernements des États et des municipalités pour construire des pharmacies, embaucher des employés et fournir des médicaments gratuits ou subventionner jusqu'à 90 % des prix selon le médicament. Entre 2005 et 2007, son expansion s'est appuyée sur des partenariats public-privé, où des médicaments subventionnés sont également disponibles dans les pharmacies ordinaires. Comme le garantit la Constitution, la santé est un droit universel et, même si le programme a été conçu en pensant à la population dont les revenus varient entre l'équivalent de 4 à 10 salaires minimums, la seule condition d'accès au service est la présentation d'une ordonnance médicale, étant disponible à tous. En moyenne, les prix des pharmacies populaires sont inférieurs de 85 % à ceux des pharmacies qui s'inscrivent dans la logique du marché (Brasil 2004b ; Santos-Pinto ; Costa ; Castro 2011). Entre 2006 et 2014, les dépenses totales¹⁸⁷ sont passés de 34,7 millions à 2,4 milliards R\$ et le programme était présent dans 33,2 mille établissements dans 4345 des 5570 municipalités du pays (Almeida ; Vêras 2017).

Le *Brasil Sorridente* a été créé pour renforcer les services dentaires au sein du SUS, dans les hôpitaux et les cliniques de soins de base, et aussi dans des cliniques spécialisées comme les centres de spécialités dentaires, les unités dentaires mobiles (pour les territoires d'accès difficile ou sans la première option) et les laboratoires régionaux de prothèses dentaires. L'initiative était créée pour changer la réalité des services au pays : en 2003, plus de 20 % de la population avait des pertes dentaires à cause de l'absence de soins dentaires, 13 % des adolescents n'étaient jamais allés chez un dentiste et 45 % n'avaient pas accès régulièrement à une brosse à dents (Brasil 2008a ; 2013b ; 2014c). Grâce à cette initiative, le nombre de dentistes employés par le SUS est passé de 43 200 à 64 800 entre 2002 et 2015, ce qui correspond actuellement à 30 % des professionnels du pays, qui servent 81 millions de personnes dans 5013 municipalités du pays. Le nombre de consultations est passé de 5,3 millions à 16,2 millions par an entre 2002 et 2013 et, entre 2003 et 2015, l'investissement annuel est passé de 184,9 millions

¹⁸⁶ Ces instabilités sont principalement dues à l'amendement constitutionnel n° 29, de 2000, qui oblige à corriger annuellement les ressources fédérales pour la santé publique en fonction de la variation du PIB nominal de l'année précédente (Brasil 1991b).

¹⁸⁷ Entre le gouvernement fédéral, les états et les municipalités.

à 1 milliard R\$, ce qui représente une croissance de 0,6 % à 1,7 % des dépenses de santé (Brasil 2015c).

Enfin, entre 2003 et 2011, le nombre de consultations dans le système de santé unique est passé de 2,4 à 2,8 par habitant et par an, et le nombre de familles desservies par le Programme de santé familiale a augmenté de 55,1 % entre 2002 et 2014 (Brasil s.d.). Entre 2003 et 2015, la tendance à l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance (de 71,7 ans à 74,9 ans) et à la diminution de la mortalité infantile et de la mortalité à la naissance (de 25,1 à 14 pour mille naissances et de 15,5 à 9,3 pour mille naissances, respectivement) s'est poursuivie. Si l'on compare la tendance à la baisse par période (graphique 22), on constate que l'augmentation de l'espérance de vie et la baisse de la mortalité infantile ont été plus importantes entre 1988 et 2002 qu'entre 2003 et 2015 (augmentation de 8 % et 5,3 % de l'espérance de vie et baisse de 52,5 % et 44,1 % de la mortalité infantile, respectivement), tandis que la baisse des décès à la naissance est restée pratiquement la même dans les deux périodes : baisse de 39,5 % et 39,6 %, respectivement.

4.4.3. *L'assistance sociale*

Entre 2002 et 2003, les dépenses d'aide sociale sont passées de 15,9 milliards à 19,8 milliards R\$ et, en considérant que la période des gouvernements *petistas*, ce chiffre a atteint 91,3 milliards R\$ en 2015. Cette valeur représente une croissance de 0,55 % à 1,54 % du PIB sur la période, et ont été principalement alloués aux programmes *Bolsa Família* et le BPC pour les personnes âgées et handicapées¹⁸⁸. Le BPC, comme nous l'avons vu au chapitre 2, a été créé en 1993, élargissant et approfondissant le RMV, héritage de la période dictatoriale, et est lié à la valeur du salaire minimum. La *Bolsa Família*, créée en 2004, est le plus grand plan de répartition des revenus de l'histoire nationale, basée sur les principes de la Constitution de 1988 et de la LOAS, de 1993, et s'est inspirée de politiques telles que la *Bolsa escola*, et la *Bolsa alimentação*, adoptées au cours du mandat du gouvernement Cardoso, comme mentionné avant.

En même temps, la *Bolsa Família* a changé les structures de ces politiques, puisque l'équipe de transition de l'administration Lula s'était concentrée sur les résultats des politiques sociales initiées par les gouvernements Franco et Cardoso pour comprendre leurs difficultés et défis. Sur la base de cette planification, il a été convenu d'unifier les programmes de transferts

¹⁸⁸ Croissance de 50 % des dépenses totales en 2003 à 91 % en 2015, surtout à partir de 2004, avec l'inauguration de la *Bolsa Família*.

monétaires dans le cadre d'une stratégie intégrée, basée sur le Registre unique¹⁸⁹, qui devrait bénéficier aux familles en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté dans tout le pays. (Brasil 2003c ; Viana ; Kawauchi ; Barbosa 2018). Sous l'égide du ministère du Développement social et de la lutte contre la faim (*Ministério do Desenvolvimento Social e Combate à Fome*, MDS), le programme était destiné aux familles extrêmement pauvres (dont le revenu mensuel per capita ne dépassait pas 77,00 R\$) et aux familles pauvres dont le revenu mensuel per capita se situait entre 77,01 et 154,00 R\$). La présence dans la composition familiale de personnes se trouvant éventuellement en situation de fragilité, comme les enfants et les adolescents (de 0 à 17 ans), les femmes enceintes et les mères allaitantes, est également un critère pour définir la valeur de l'aide.

En 2014, il y avait six niveaux de prestations : *la prestation de base*, qui octroie 77,00 R\$ par mois par habitant aux familles extrêmement pauvres ; *la prestation variable pour les enfants*, qui octroie 35,00 R\$ par mois pour les enfants de 0 à 15 ans dans la composition de la famille ; *la prestation variable à la femme enceinte*, qui octroie 35,00 R\$ par mois aux femmes enceintes ; *la prestation variable nourricière*, qui octroie 35,00 R\$ par mois pour les enfants de 0 à 6 mois dans la composition de la famille ; *la prestation variable pour l'adolescent*, qui octroie 42,00 R\$ par mois pour les adolescents de 16 à 17 ans dans la composition de la famille (limitée à deux prestations par famille) ; et *la prestation pour surmonter l'extrême pauvreté*, dont la valeur est calculée au cas par cas, destinée aux familles du programme qui, même après avoir reçu d'autres prestations, continuent à vivre dans l'extrême pauvreté. Les familles inscrites au programme reçoivent les paiements pendant deux ans, même si leur revenu augmente, tant qu'il ne dépasse pas la moitié du salaire minimum par habitant, et la condition de réception est que les enfants de la famille fréquentent assidûment l'école et aient leurs vaccinations à jour. Entre 2003 et 2015, la prestation a été étendue de 6,5 millions à près de 14 millions de familles, ce qui représente une couverture de 39 % à 61 % des familles en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté, et l'investissement au cours de cette période est passé de 600 millions à 27 milliards R\$ — et correspond à la période de forte baisse de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, sur laquelle nous nous concentrerons dans la prochaine partie.

¹⁸⁹ Créé en 2001 pour collecter des données et des informations afin d'identifier toutes les familles à faibles revenus du pays et leur permettre d'accéder aux programmes sociaux du gouvernement par le biais du registre ou en utilisant un formulaire unique, visant à un meilleur contrôle des concessions (Brasil 2001). À partir de 2007, il est devenu le seul moyen de sélectionner les bénéficiaires et d'intégrer les programmes sociaux du gouvernement fédéral, comme la *Bolsa Família*, et ses informations peuvent également être utilisées par les gouvernements des États et des municipalités pour obtenir la situation socio-économique des familles enregistrées, permettant l'analyse de leurs principaux besoins (Brasil 2007e).

4.5. Élargissement du marché du travail et valorisation effective du salaire minimum

En 2002, le Brésil comptait près de 180 millions d'habitants, dont 87 millions de personnes économiquement actives et 11,2 % au chômage. Comme nous l'avons vu, une composante de l'intégration sociale concerne les droits du travail des personnes faisant partie du système productif. C'est pourquoi l'administration Lula avait pour priorité initiale la réduction du chômage, la création d'emplois formels (graphique 23) et le renforcement des droits du travail — qui ont été déréglementés au cours de la période précédente — éliminant ainsi le travail des enfants, analogue à l'esclavage. C'est surtout dans les zones rurales que prévalait le travail informel, alors que le taux d'informalité y atteignait 82,4 % en 2002 (graphique 24).

Alors que l'emploi formel était encouragé par la création d'emplois dans le secteur public, des incitatifs à l'investissement privé et à l'accès au crédit étaient mis de l'avant garantissant la consommation et augmentant la productivité. La gamme très étendue des mesures semblait jusqu'à un certain point contradictoire avec les lois sur la protection des travailleurs. On a accordé des incitatifs fiscaux liés à l'extension du congé de maternité payé (Brasil 2003d ; 2008b) ; l'assurance chômage pour les travailleurs de la pêche artisanale (Brasil 2003e) ; des garanties de travail (repos hebdomadaire payé et 30 jours de vacances, etc.) aux travailleurs domestiques. En même temps, l'assurance chômage et l'assurance obligatoire n'ont pas été mises sur pied (Brasil 2006a ; Araújo 2018). Les centrales syndicales n'ont pas non plus obtenu de reconnaissance comme entités de coordination et de représentation des intérêts des travailleurs (Brasil 2008c). En même temps, le gouvernement a maintenu les mesures d'assouplissement du gouvernement Cardoso, en l'élargissant et en autorisant le travail le dimanche et les jours fériés pour les employés de commerce (Brasil 2007f) et a rendu plus flexible les lois sur les stages en permettant d'une part l'ouverture de postes de travail de ce type, mais aussi l'utilisation de la main-d'œuvre étudiante comme moyen d'échapper aux droits formels des travailleurs. En essayant une fois de plus de concilier les demandes des travailleurs, des syndicats et des entrepreneurs, les mesures gouvernementales n'ont pas entraîné de restrictions majeures pour le capital, mais ont empêché l'extension des droits des travailleurs.

Le gouvernement Rousseff avait ce même plan d'action d'allure paradoxale. Il a institué des restrictions sur les concessions et le financement publics aux entreprises qui avaient des dettes ou qui faisaient face à des recours judiciaires en droit du travail (Brasil 2011c) ; a reconnu le travail à distance comme n'importe quel autre, le plaçant sous la législation du travail de la CLT (Brasil 2011d) ; a étendu les droits des travailleurs domestiques tels que l'assurance sociale obligatoire et l'assurance chômage, la limitation des heures de travail et le paiement des

heures supplémentaires pour les nuits et week-ends¹⁹⁰ (Brasil 2013c ; 2015d). Enfin, son gouvernement a créé, en 2015, le Plan national de lutte contre l’informalité des travailleurs salariés (*Plano Nacional de Combate à Informalidade do Trabalhador Empregado*, PLANCITE), intégrant les politiques d’inspection du travail pour accélérer la réduction des taux d’informalité des emplois salariés au Brésil. Il s’agissait de la première stratégie nationale spécifiquement consacrée à la lutte contre l’informalité des travailleurs salariés (Araújo 2018). En même temps, les assouplissements des gouvernements précédents ont été inchangés.

Malgré les avancées et les reculs, les résultats sont positifs : entre 2003 et 2014, le chômage est passé de 12,3 % à 5,4 %, sauf pour l’augmentation à 8 % entre 2008 et 2009 en raison de la crise financière internationale. Contrairement au taux de chômage qui a continué à diminuer pendant presque toute la période, la création d’emplois formels était plus grande pour les gouvernements Lula, avec une moyenne annuelle de 1,6 million de postes créés au cours du premier mandat (2003-2006) et de 2,2 millions au cours du second. Dans le premier gouvernement Rousseff (2011-2014), il y avait une moyenne annuelle de 1,3 million de postes créés en considérant la perte de plus de 1,5 million d’emplois en 2015. Le nombre d’emplois formels est passé de 29,5 millions en 2003 à 49,6 millions en 2014, pour revenir à 48,1 millions en 2015. Les secteurs avec le plus d’emplois formels créés ont été la construction civile, suivie du secteur de l’extraction minière, du commerce et des services. Les mauvais résultats obtenus en 2015, ainsi que l’augmentation accélérée du taux de chômage (de 5,4 % à 9,6 % en un an), ont abouti sur la crise économique dans laquelle le gouvernement a rapidement sombré, et ont constitué un facteur aggravant pour la crise politique et sociale déjà en cours. D’autre part, le travail des enfants (entre 5 et 17 ans) est passé de 5,1 millions à 2,6 millions entre 2003 et 2015, tandis que l’informalité est restée en déclin, passant de 56,5 % à 45,2 % au cours de la même période¹⁹¹.

Outre l’insertion de milliers de personnes sur le marché du travail formel et la réduction consécutive des activités informelles, les gouvernements *petistas* ont porté leur attention sur la valeur du salaire minimum (graphique 25) et à l’accès au crédit. La valorisation du salaire minimum au-dessus de l’inflation est visible à partir de 1994¹⁹², mais elle a été approfondie

¹⁹⁰ Cette mesure a fait l’objet d’un vaste débat social où la reconnaissance du travail domestique comme tout autre a été exaltée et, par conséquent, l’a placé sous les mêmes obligations et droits du travail et leurs répercussions sociales. Cette reconnaissance est essentielle dans un pays comme le Brésil, qui est responsable de près de 10 % des 67 millions de travailleurs domestiques dans le monde, ce qui touche principalement les Brésiliens — 92 % des travailleurs domestiques dans le pays (United Nations s.d.).

¹⁹¹ Données basées sur les Enquêtes nationales continues par sondage sur les ménages (*Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios*, « *PNAD contínua* ») de l’IBGE (s.d.) de la période.

¹⁹² Bien que, dans la même période, le gouvernement ait approuvé des mesures de flexibilité et de désindexation des salaires, libérant le réajustement par rapport à l’inflation (Brasil 1995a ; 1995b ; Krein et Oliveira 2003, 3).

surtout à partir de 2005, ajoutant une valorisation de 69,5 % entre 2003 et 2015. Les changements dans la politique salariale ont été le résultat de l'amélioration des indices économiques dans les premières années de l'administration Lula, ce qui a donné plus de crédibilité au gouvernement pour s'engager dans des dépenses plus importantes, mais a également été une réponse aux manifestations populaires¹⁹³ qui demandaient la révision des salaires pour les rapprocher de la réalité des travailleurs. Cela a été possible grâce à l'augmentation des recettes publiques — grâce à la réforme tribulaire (2003), à la réforme de l'assurance sociale (2003) — et à la stimulation des investissements privés, comme la loi sur les faillites (2003) (Krein 2005). La bonne performance de l'économie a également permis d'établir, avec les principales centrales syndicales du pays, un critère d'ajustement du salaire minimum plancher en 2008, en établissant que la correction serait effectuée par l'inflation accumulée dans les douze mois précédant l'ajustement. Était également considérée la variation du PIB au cours des deux dernières années. Ces critères pourraient être révisés tous les quatre ans¹⁹⁴ (DIEESE 2010 ; Brasil 2011e).

Les mesures, surtout à partir de 2007, ont permis de récupérer la valeur réelle du salaire minimum, dans un contexte de stabilité monétaire, de taux de change valorisé et d'expansion continue de l'emploi formel, et ont continué à avoir un effet positif sur l'augmentation du revenu moyen du travail, ainsi que sur le revenu moyen des familles les plus pauvres. Cela s'est fait grâce à l'augmentation des revenus les plus faibles du marché du travail, et à l'augmentation du niveau des prestations de sécurité sociale et de bien-être et de la masse salariale. Ce mouvement, à son tour, a contribué à la réduction des inégalités de revenus sur le marché du travail, ainsi qu'à l'augmentation des revenus (graphique 26) des plus pauvres en général, où la région du Nord-Est, historiquement marquée par des taux de pauvreté élevés, a connu une variation de 5,4 %, et la région du Sud-Est, plus développée socialement et économiquement, une variation de 3,6 %. Malgré ces progrès, il est important de souligner ici les données du DIEESE, qui mène des enquêtes mensuelles depuis 1994 sur la variation des prix des biens et services de base aux citoyens et qui, par conséquent, correspondraient à la description de

Compte tenu de l'amélioration du scénario économique, l'augmentation des salaires est restée supérieure à l'inflation, s'appréciant d'environ 40 % sur la période.

¹⁹³ Krein (2005) souligne la Marche des marguerites (2003), organisée par les travailleuses des campagnes, et la Marche pour un salaire décent (2004), une initiative des directions des syndicats urbains.

¹⁹⁴ Quant au premier réajustement en 2011, il convient de noter que malgré la variation négative du PIB en 2009, le salaire minimum promulgué en janvier 2011, déjà par le gouvernement de la présidente Dilma Rousseff, à 545,00 R\$, signifiait un réajustement nominal de 6,86 % et un réajustement réel de 0,39 %, compte tenu de la variation de l'inflation de 6,47 % (DIEESE 2011).

l'article 7 de la Constitution¹⁹⁵. En se basant sur la définition de la Constitution et pour une famille de deux adultes et deux enfants¹⁹⁶, bien que le salaire minimum soit passé de 240,00 à 788,00 R\$ entre 2003 et 2015, cette valeur aurait dû passer de 1421,00 à 3280,80 R\$ pour que la Constitution soit effectivement appliquée.

Bien qu'on puisse observer une baisse entre 1988 et 2014 (sauf 1992-1993 et 1998-1999) la pauvreté et l'extrême pauvreté (graphique 27) ont diminué plus significativement entre 1993-1994 (résultat des projets sociaux initiés sous le gouvernement Franco) et entre 2003 et 2014. Entre 1988 et 2014, la pauvreté et l'extrême pauvreté ont diminué respectivement de 76,3 % et 79,8 %, mais lorsque nous calculons la période séparément, nous constatons l'accélération au cours des gouvernements *petistas* : entre 1988 et 2002, la baisse des indices a été de 24,8 % et 32,9 % — ce qui représente une diminution de 35,5 % à 26,6 % de la population considérée comme pauvre et de 20,8 % à 13,9 % des personnes extrêmement pauvres. Ces indices soulignent une fois de plus l'urgence du moment où la Constitution de 1988 a été adoptée : 56,35 % de la population brésilienne en 1988 était dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté. En revanche, entre 2003 et 2014, la population pauvre et extrêmement pauvre est passée respectivement de 28,1 % à 8,3 % et de 15,1 % à 4,2 %, ce qui représente une baisse de 70,2 % et 72,3 %. Malgré cela, en 2015, les deux indices ont de nouveau augmenté en raison de l'aggravation de la crise socio-économique et des mesures économiques restrictives appliquées pendant le second mandat de Rousseff : en 2015, la pauvreté a atteint 10 % de la population, et l'extrême pauvreté, 4,9 %. En ce qui concerne la diminution des inégalités, l'indice de Gini montre qu'après une augmentation de 0,58 à 0,63 dans les années 1980, il a baissé dans les années 1990, atteignant 0,57 en 2003 ; à partir de là et jusqu'en 2015, l'indice continue de baisser, atteignant son plus bas dans niveau historique, à 0,51. Enfin, la rapidité de ce déclin attire également l'attention : alors qu'entre 1990 et 2002, la baisse était de 4 %, entre 2003 et 2015, elle était de 10 %.

* * *

De cette analyse de certains indicateurs sociaux durant les gouvernements *petistas*, il est possible de conclure que la sécurité sociale de la période avait un double caractère. D'une part,

¹⁹⁵ Qui prévoit que le salaire minimum, unifié au niveau national, est capable de répondre aux besoins vitaux fondamentaux du travailleur et de sa famille, avec « logement, alimentation, éducation, santé, loisirs, habillement, hygiène, transport et sécurité sociale », avec des réajustements périodiques qui préservent leur pouvoir d'achat (Brasil 1988).

¹⁹⁶ Selon la méthode DIEESE, deux enfants correspondent à la consommation d'un adulte (DIEESE 2016).

ils se sont rapprochés de ce que préconisait la Constitution de 1988, avec des investissements publics dans des services et des initiatives qui étaient sans précédent dans l'histoire nationale et qui ont eu un impact positif sur les conditions de vie de la population, en particulier chez les couches les plus pauvres de la société. D'autre part, les initiatives de transfert de revenus telles que la Bolsa Familia et les politiques de valorisation du salaire minimum, ainsi que les politiques économiques, n'ont pas interféré dans les structures sociales qui génèrent les problèmes sociaux nationaux. On peut donc dire que les politiques sociales *petistas* se sont concentrées sur la lutte contre les effets et non sur la source des problèmes sociaux. Tout comme le gouvernement Cardoso, bien que dans une moindre mesure, les politiques sociales des gouvernements Lula et Rousseff ont également un caractère libéral, comme les politiques en matière d'enseignement supérieur. Comme nous l'avons vu, bien que l'enseignement supérieur public ait largement bénéficié des investissements du gouvernement fédéral au cours de cette période, les mesures de soutien au secteur privé ont fini par massifier l'enseignement supérieur sans toutefois garantir la qualité de l'enseignement appliqué dans les établissements publics.

L'enseignement supérieur est également un exemple pour une deuxième critique du modèle de développement social *petista*, puisque l'enseignement privé est généralement axé sur la formation technique des professionnels, bien plus que sur le développement de la pensée critique des étudiants, qui a contribué au processus de dépolitisation sociale. Cette dépolitisation est renforcée par des politiques visant uniquement le marché de la consommation qui, bien que faisant partie de la vie sociale, ne doit pas en être la seule facette. En outre, bien que l'efficacité des programmes sociaux ait été démontrée, ils n'ont pas été efficaces en tant que politiques sociales de l'État, mais en tant que politiques gouvernementales et, par conséquent, vulnérables et incertaines, ne se constituant pas en droits de citoyens. Enfin, afin de maintenir le caractère conciliant de leur projet, Lula et Rousseff ont évité de s'engager dans des réformes structurelles, telles que la réforme de la sécurité sociale et la réforme du travail.

5. LA TENTATIVE RATÉE DE CONCILIER AVEC LE NÉOLIBÉRALISME : CRISE POLITIQUE ET SOCIALE (2014-2015)

Le président Lula dirigeait le gouvernement à la fin 2010 avec une approbation de 93,9 % de la population et, cette popularité, entre autres aspects, reflète les bonnes performances socio-économiques. La croissance du PIB de 7,5 % était la plus élevée en plus de 20 ans. Le revenu moyen national avait augmenté de près de 25 % par rapport à 2003. Le chômage de 5,3 % était le plus bas dans la série historique de l'IBGE. L'inflation était stable et contrôlée. Les biens et services auparavant limités à la classe moyenne, comme l'accès à la propriété, l'admission à l'université, les soins dentaires, ont été étendus à un grand nombre de travailleurs. Il semble que Lula ait trouvé le moyen d'inclure les pauvres dans la logique de la consommation capitaliste sans avoir à affronter les racines des problèmes sociaux nationaux. De même, la période a été marquée par une action internationale forte, où le pays a été à l'avant-garde des médiations comme l'accord nucléaire entre la Turquie et l'Iran établi en 2010, et l'approfondissement des demandes de réforme et de siège définitif au Conseil de sécurité des Nations unies (Globo 2010 ; Scortegagna ; Ribeiro 2019). Lors d'une réunion du G20 en 2009, Barack Obama avait déclaré Lula « le politicien le plus populaire de la planète » (BBC 2009), alors qu'en novembre de la même année, la couverture du magazine *The Economist* (2009) représentait le Christ rédempteur sous forme de fusée au-dessous d'un titre triomphant : « *Brazil takes off* ». Les auspices semblaient tous positifs alors que le pays se préparait à accueillir la Coupe du monde (2014) et les Jeux olympiques (2016). Ces indicateurs ont fait en sorte que son dauphin politique, Dilma Rousseff, a été élue sous la promesse de poursuivre et peut-être d'approfondir les processus initiés par Lula. Son discours après avoir remporté les élections de 2010 a démontré la volonté d'éradiquer la pauvreté dans les années à venir (Folha de São Paulo 2010), en favorisant le dépassement réel des structures archaïques qui marquent la société brésilienne.

Cinq ans et huit mois après le début de son premier mandat, Dilma Rousseff a prononcé son dernier discours à la résidence présidentielle après avoir été reconnue coupable de crime de non-responsabilité fiscale. La présidente était politiquement isolée. Le PSDB, le plus grand nom de l'opposition et le perdant des élections de 2014 qui a réélu Rousseff, a maintenu un discours et une position de « troisième tour » des élections, notamment en mettant en cause son résultat et, l'année suivante, a fortement encouragé la demande de destitution de Rousseff. Au gouvernement, sa situation n'était pas non plus encourageante. Au cours de son premier mandat,

Rousseff avait licencié quatre de ses ministres¹⁹⁷, ce qui avait laissé les relations de la base gouvernementale dans un environnement « gelé et opaque »¹⁹⁸. Rousseff a également perdu le soutien de la base alliée au Congrès national, ce qui est apparu clairement lorsque le candidat du gouvernement à la présidence, Arlindo Chinaglia (PT), a perdu en ne reportant que 136 des 513 voix, montrant que les initiatives des gouvernements seraient limitées et les négociations du Congrès plus difficiles. Finalement, le vainqueur du plébiscite, le député Eduardo Cunha (Parti du mouvement démocratique brésilien, PMDB)¹⁹⁹, une ancienne désaffection de la présidente et partie de l'opposition au gouvernement, avec la nouvelle configuration du Congrès, a fait en sorte que la demande de destitution proposée en 2015 avec le soutien du PSDB soit rapidement acceptée. Mais la crise politique n'était pas le seul problème de la présidente.

Comme nous l'avons vu au chapitre 3, le pays s'est enfoncé dans une grave crise économique entre 2014 et 2015 : la croissance du PIB passant de 0,5 % à -3,5 %. Le taux de chômage passant de 4,5 % à 11 % a également aggravé la crise sociale qui s'éternisait depuis 2013 dans un contexte où la pauvreté augmentait de 19 % et l'extrême pauvreté de 17 %. En 2013, le PT a perdu près des deux tiers de son soutien populaire. En 2014, l'approbation de la présidente était de 65 %. En 2015, son taux de rejet était supérieur à 70 %. Des personnalités importantes du PT, faisaient partie Lula, faisaient l'objet d'enquête ou étaient en prison, impliqués dans des scandales de corruption. Le vice-président Michel Temer, du PMDB, a pris le pouvoir temporairement en mai 2016 en présentant le même jour un nouveau plan gouvernemental²⁰⁰. Celui-ci prévoyait l'élimination de certains ministères, la modification de la structure de la fonction ministérielle, et la mise à l'ordre du jour de réformes fiscales, du

¹⁹⁷ Antônio Palocci, le chef du Cabinet de la présidence, Alfredo Nascimento, ministre des Transports, et Wagner Rossi, ministre de l'Agriculture, ont été licenciés pour être liés à des cas de corruption ou d'irrégularités dans la gestion, et Nelson Jobim, ministre de la Défense, a été licencié pour les déclarations critiques faites contre certaines décisions du gouvernement.

¹⁹⁸ Observation du député Marco Maia (PT), le président du Congrès à l'époque (2011-2013) (Bresciani 2011).

¹⁹⁹ Dans l'original : *Partido do Movimento Democrático Brasileiro*. Mal vu par les personnes impliquées dans des scandales de corruption, le PMDB a repris en 2017 le nom sous lequel le parti s'était fait connaître dans les années 1960, afin de s'éloigner de l'idée de politique (en retirant le « Parti ») et de revenir au passé des conquêtes démocratiques.

²⁰⁰ Son gouvernement, autocalifié « réformiste », a changé encore en 2016 sur le régime de gestion de la Petrobras, en permettant que des compagnies étrangères puissent être des partenaires majoritaires des accords commerciaux (Brasil 2016a), et a créé l'amendement constitutionnelle qui limite les dépenses gouvernementales pour les prochains vingt ans à la croissance de l'inflation de l'année antérieure (Brasil 2016b). En 2017, il a fait une réforme éducationnelle qui a limité le curriculum obligatoire des écoles secondaires (Brasil 2017a) et une réforme travailliste, qui a rendu possible le régime de sous-traitance pour toutes les activités de travail (avant limités à quelques postes et conditions des travailleurs). La réforme a également éliminé les négociations entre compagnies et syndicats par des négociations individuelles avec chaque travailleur, ce qui diminue la force de négociation des travailleurs et limite l'action des syndicats (Brasil 2017b). Finalement, en 2018, il a autorisé l'intervention par l'armée dans des communautés plus pauvres au Rio de Janeiro, les bidonvilles.

travail et de l'éducation. Le présent chapitre est divisé en trois parties qui cherchent à analyser, par la revue de la littérature et des médias, les liens entre les crises économique, politique et sociale qui ont secoué le pays pendant l'administration Rouseff, celles-ci ayant culminé avec le processus de destitution qui a mis un terme définitif au projet brésilien de néodéveloppement, initié par Lula en 2003.

5.1. La crise économique

Comme nous l'avons vu au chapitre 3, Rouseff a entamé son deuxième mandat en 2015 en promouvant des ajustements fiscaux qui comprenaient le rapatriement des capitaux brésiliens envoyés illégalement à l'étranger. Elle mettait aussi de l'avant la réduction des dépenses en éducation, en santé et dans d'autres domaines essentiels, en plus de l'assouplissement de certains droits du travail. Ces mesures ont surpris sa base électorale parce que c'était exactement ce que son discours électoral avait condamné. En effet, elle avait accusé ses adversaires politiques de vouloir mettre en œuvre ce genre de mesures. Sa base électorale a également été déçue parce que son action est entrée en contradiction avec ses promesses de campagne quant à l'approfondissement de l'inclusion sociale, l'augmentation des revenus du travail et la continuité du projet de développement commencé en 2003. Rouseff croyait que l'ajustement fiscal assurerait une reprise de la croissance économique à moyen et long terme, cependant la réduction des dépenses publiques et l'augmentation des taux d'intérêt ont entraîné une baisse du taux d'investissement, des revenus, de l'emploi et de la croissance économique. Le gouvernement a choisi d'exonérer les entrepreneurs de certains impôts afin de maintenir les niveaux de productivité et les emplois. En revanche, contrairement à ce à quoi Rouseff s'attendait, les entrepreneurs ont choisi d'investir sur d'autres fronts que la production, ce qui a entraîné une croissance rapide du chômage. La chute des demandes externes et internes, l'absence d'investissements privés et le déficit de 32,5 milliards R\$ des comptes publics (environ 0,6 % du PIB) et des transactions courantes à 81,7 milliards US\$ ont été signalés comme un manque de contrôle des comptes publics. Ce bilan a suffi à soutenir les raisons appuyant la demande de destitution (Carleial 2015, 207-209).

Ces changements ont démontré la tentative du gouvernement de maintenir la conciliation de classe, répondant à la pression de la bourgeoisie nationale. Celle-ci avait auparavant été l'alliée du gouvernement et s'était jointe à l'opposition. Comme nous le verrons plus loin, il a également fait preuve de bonne volonté auprès du capital étranger, qui menaçait de faire baisser la position du pays dans les classements financiers internationaux. Cette

stratégie a fini cependant par déplaire à tout le monde : la bourgeoisie considérait que le budget proposé par le gouvernement était insuffisant, tandis que les agences internationales mettaient en doute la capacité du gouvernement à maintenir ce plan. En même temps, la base électorale et la base dirigeante du PT ont critiqué la direction prise par le gouvernement, se sentant trahies par le *policy switch*²⁰¹. Il y a eu aussi des boycotts politiques, même à l'intérieur de l'appareil gouvernemental, depuis la réélection de Rousseff (Almeida 2016), à commencer par le candidat perdant des élections, Aécio Neves. Le parti de ce dernier allait plus tard mener la demande de destitution, comme un « troisième tour », remettant en cause le résultat des élections et rendant l'environnement instable pour les investisseurs (Tatagiba 2018). En fait, les élections de 2014 ont été très serrées, Rousseff ne remportant que 51,6 % des voix. Sa base est devenue minoritaire à la Chambre des représentants et au Sénat fédéral. Dans les deux chambres, les majorités, conduites par le PSDB et une partie du PMDB — le parti du vice-président de l'époque — ont mis un frein aux priorités du gouvernement, bloquant les discussions, les votes, les projets, bref, l'agenda économique du gouvernement dans son ensemble, limitant l'action de la présidence pour agir sur la crise. Ce résultat politique n'a cependant pas seulement découlé des deux précédentes années, étant plutôt l'aboutissement d'un jeu de pouvoir complexe que nous devons retracer.

5.2. La configuration politique lors des gouvernements *petistas*

Boito Júnior et Galvão (2012) et Boito Júnior (2016) définissent que la politique brésilienne pendant les gouvernements *petistas* (2003-2016) était divisée en deux camps, chacun dirigé par des groupes de la bourgeoisie ayant des intérêts divers. Le premier était composé de différentes classes et factions sociales, des travailleurs urbains aux travailleurs ruraux, en passant par la classe moyenne, et avait à sa tête la bourgeoisie interne²⁰². Le second

²⁰¹ À savoir, quand les présidents renient leurs promesses de campagne peu après avoir été élus (Campello 2014).

²⁰² Il faut ici définir les concepts de bourgeoisie interne, de bourgeoisie acheteuse et de bourgeoisie nationale, que Boito Júnior prête à Poulantzas (1973). Tout d'abord, l'auteur caractérise la bourgeoisie nationale comme celle qui correspond à la fraction de la bourgeoisie qui a sa propre base d'accumulation — surtout dans les segments liés à l'activité productive qui extrait la plus-value sous la forme monétaire du profit industriel. Elle agit en défense de l'expansion du marché intérieur et tend à accepter la mise en œuvre de politiques de redistribution des revenus et la réalisation, voire l'élargissement des droits sociaux et du travail en vue de développer le marché intérieur. Afin de protéger ses intérêts, la bourgeoisie nationale peut même adhérer à des positions anti-impérialistes, se plaçant aux côtés des classes ouvrières et populaires. La bourgeoisie acheteuse - en général formée par la bourgeoisie commerciale et bancaire - n'a aucune base d'accumulation propre, et agit comme une extension des intérêts impérialistes au sein de la formation sociale dans laquelle elle se trouve, précisément à cause de l'imbrication de ses intérêts avec des intérêts extérieurs. Enfin, la bourgeoisie interne serait une fraction intermédiaire entre la bourgeoisie nationale et acheteuse, car elle a sa propre base d'accumulation et s'intéresse à l'intervention de l'Etat lorsqu'elle garantit des avantages tels qu'une plus grande compétitivité face aux capitaux étrangers et le financement du développement économique orienté vers le marché étranger qu'elle est plus encline

groupe, à son tour, serait dirigé par la bourgeoisie nationale, liée au capital international et composé de groupes sympathiques aux orientations de l'orthodoxie néolibérale, dont les propositions de politique économique — telles que l'ouverture au commerce, la vente d'entreprises publiques à des sociétés étrangères et la réduction des investissements de l'État — seraient préjudiciables pour la bourgeoisie interne (Boito Júnior 2016, 27). Toujours selon Boito Júnior et Galvão (2012, 67-70), presque toute la période, en particulier les gouvernements Lula, aurait été exceptionnellement bénéfique au premier groupe, grâce à la promotion de politiques néodéveloppementistes qui ont favorisé la bourgeoisie interne en particulier au détriment des intérêts du capital international, tout en appliquant des politiques de transfert de revenus aux pauvres. Mais l'équilibre des pouvoirs dans le bloc du pouvoir politique et dans les fondements de ce projet a commencé à changer à partir de 2011²⁰³, lorsque la crise économique internationale, bien qu'apparemment surmontée, a entraîné un changement des politiques macroéconomiques (Boito Júnior 2016 ; Singer 2015).

Selon Poulantzas (2019, 229), le bloc de pouvoir peut être défini comme « l'unité contradictoire particulière des classes ou des fractions de la classe politiquement dominante » dans sa relation avec l'État. Contradictoire, car les intérêts des classes ou des fractions de classe qui forment ce bloc ne sont pas toujours homogènes et, par conséquent, ces blocs font l'objet de litiges dont l'une des parties verra ses intérêts se superposer aux autres, phénomène que l'auteur appelle *hégémonie*. En d'autres termes, l'hégémonie résulterait de différends survenus dans le domaine politique. Dans le cas brésilien, plus précisément pendant les gouvernements *petistas*, cette hégémonie aurait alors été celle de la bourgeoisie interne, qui n'est pas non plus homogène, étant divisée entre les secteurs de l'industrie, de l'agroalimentaire et de l'extraction minière, du commerce, et bancaire où le capital national prédomine. Et malgré l'hétérogénéité de la bourgeoisie interne, elle converge dans sa revendication de protection et d'autres faveurs de l'État par rapport à sa concurrence avec le capital extérieur (Boito Júnior 2012), et ces revendications ont été satisfaites par le projet néodéveloppementaliste, combinant également certains intérêts de la classe ouvrière. La BNDES a considérablement augmenté les subventions aux entreprises brésiliennes. Tandis que le gouvernement a orchestré sa politique étrangère pour promouvoir les entreprises brésiliennes à l'international, les politiques de contenu local ont

à soutenir. Cette dualité le rend fragile du point de vue politico-idéologique face au capital étranger, ce qui l'empêche d'exercer, à terme, une hégémonie politique dans le bloc au pouvoir, limitant même sa marge de négociation avec la bourgeoisie acheteuse, avec laquelle il coexiste dans le bloc au pouvoir. Enfin, il est important de souligner que sa composition hétérogène finit par le fragmenter en interne et affaiblit ainsi sa capacité à s'unir autour d'un agenda commun, surtout en période de conflits avec les capitaux étrangers avec lesquels il entretient une relation de dépendance.

²⁰³ Des auteurs comme Jinkings (2016) retracent la crise politique à la campagne électorale de 2014.

promu l'industrie sur le marché intérieur. Le PAC (à partir de 2007) a généré des investissements publics accrus en infrastructures pendant que la politique macroéconomique anticyclique a garanti la demande intérieure pendant la crise internationale (2009). Enfin, les banques n'avaient jamais autant fait de profits, comme l'a souligné Lula à plusieurs reprises : alors que sous l'administration Cardoso, le secteur gagnait 63,6 milliards R\$ et sous l'administration Lula, 254,7 milliards R\$, rien que pour les trois premières années du mandat de Rousseff, ce chiffre était de 115,7 milliards R\$, ce qui laissait présager un nouveau record si elle remportait les prochaines élections (Pinto 2014).

Selon Boito Júnior e Saad-Filho (2017, 29), les opposants à cette hégémonie — la bourgeoisie néolibérale orthodoxe, associée au capital étranger —, socialement représentés par la grande presse brésilienne et politiquement par les « partis bourgeois et néolibéraux », le PSDB et le DEM, ont été lésés et menacés par la continuité de ce « front néodéveloppementaliste ». Il convient toutefois de noter que cette « menace » ne signifie pas que tous les secteurs de cette opposition ont subi des pertes au cours de la période, mais ont eu des avantages moindres par rapport au bloc hégémonique. D'autre part, certains d'entre eux ont perdu des avantages relatifs, des privilèges construits au cours de l'histoire nationale — comme, par exemple, la classe moyenne supérieure, qui a été contrainte de mieux rémunérer et d'accorder plus d'avantages à ses employés domestiques, en plus de devoir partager des espaces auparavant exclusifs — tels que les aéroports²⁰⁴ et les clubs — avec un nouveau public. Cependant, l'« utopie réalisée » a vu ses limites encore en 2011, lorsque les mesures anticycliques adoptées pour lutter contre la crise de 2009 ont commencé à aller à l'encontre des intérêts politico-économiques de certains secteurs de la bourgeoisie au sein du bloc de pouvoir.

Comme nous l'avons vu au chapitre 3, l'administration Lula a combattu la crise financière de 2009 par des mesures visant à encourager la production et la consommation intérieures, basées sur des allègements fiscaux, des investissements publics pour soutenir la demande intérieure globale, et une politique monétaire expansive, assurant la liquidité du marché intérieur et l'expansion ainsi que le rabaissement de l'offre de crédit. Nous avons également vu que Rousseff a maintenu les mesures de son prédécesseur et les a approfondies grâce à la Nouvelle matrice économique, afin d'immuniser l'économie nationale contre les répercussions de la crise, qui se sont principalement fait sentir sur le marché intérieur des pays

²⁰⁴ Ce sentiment a été traduit par une chronique d'Antônio Prata (2011), intitulée : « l'aéroport ressemble à une gare de bus », un bâton souvent utilisé pour exprimer la « décadence » de l'espace. Ce sentiment était fondé : entre 2005 et 2013, par exemple, les compagnies aériennes ont connu une augmentation de 132 % du nombre de passagers (Sampaio 2014).

de la zone euro tels que la Grèce, le Portugal et l'Italie. Mais selon Singer (2015, 50-51), le nouveau plan économique qui propose des mesures de soutien aux secteurs industriels — également pour protéger les emplois — porterait atteinte aux intérêts du secteur bancaire, notamment par les mesures de réduction des taux d'intérêt et des écarts bancaires. Alors que Lula se tenait à l'écart des confrontations — notamment parce que la période économique de son gouvernement était très différente de celle en question —, Rousseff s'est engagée dans des débats et confrontations sans précédent dans le pays.

À la différence de Lula également, le gouvernement Rousseff a politisé le débat : le bulletin du ministère des Finances (Brasil 2012a) a mis en lumière la discussion sur le fort écart bancaire brésilien par rapport aux autres économies et sa baisse à cause de la chute des taux d'intérêt appliqués depuis 2011. Quelques jours plus tard, le président de la Banque centrale de l'époque, Alexandre Tombini, a déclaré que la diminution des écarts bancaires était une priorité du gouvernement et, en avril de la même année, Rousseff avait invité la population à cette discussion, déclarant dans son discours transmis sur un réseau national que les taux d'intérêt élevés pratiqués par les banques étaient impraticables et qu'il fallait les combattre. Il était clair que le gouvernement Rousseff n'hésiterait pas à interférer avec l'objectif essentiel du capitalisme — le profit (Reuters 2012 ; Veja 2014 ; Singer 2015). Les changements économiques annoncés ont accentué les contradictions et ont aggravé les conflits politiques au sein du bloc de pouvoir, entraînant un rééquilibrage du pouvoir politique : la bourgeoisie rentière, auparavant alignée sur la bourgeoisie industrielle nationale, s'est positionnée en opposition au gouvernement aux côtés du groupe néolibéral orthodoxe, divisant l'hégémonie au sein du bloc de pouvoir. Le changement dans l'équilibre des pouvoirs s'est consolidé au début de 2013, lorsque la faible performance économique et les pressions inflationnistes dans le panier alimentaire ont été accentuées en raison des problèmes climatiques.

À la même époque, les grands médias nationaux ont accusé les mauvaises performances économiques d'« activisme d'État » et les « charges fiscales élevées » qui entraveraient la production, et même les secteurs qui bénéficiaient des mesures étatiques ont commencé à prendre leurs distances avec le gouvernement. Le réalignement de ce secteur a été expliqué par Farias et Pereira (2017) par la crainte qu'ils ne soient les prochains « sacrifiés » en faveur du maintien de la croissance économique et des droits sociaux. Ils ont comparé la position de Rousseff à celle du président Vargas, puisque le gouvernement a exigé que ces secteurs renoncent à leurs intérêts immédiats avec la déréglementation des relations de travail, afin de maintenir la croissance et l'intérêt de tous. Les médias ont également contribué à donner de la force et de la voix à l'opération lancée par la police fédérale en 2014, l'opération *Lava Jato*

(Souza 2016). Les investigations sur le détournement des ressources publiques et le blanchiment d'argent ont marqué l'histoire nationale, et se sont concentrées sur Petrobras, alors la plus grande entreprise d'Amérique latine et l'une des plus importantes au monde, et sur les entrepreneurs qui fournissaient des services au gouvernement. L'opération a directement touché les parties qui constituaient la base du gouvernement²⁰⁵ bien que la cible des campagnes médiatiques ait été le PT, en tant que chef du gouvernement et responsable de l'indication de nombreuses personnalités faisant l'objet d'allégations criminelles (Souza 2016).

Selon Boito (2016), l'opération, *Lava Jato* — et sa médiatisation — a été une pièce maîtresse de « l'offensive réparatrice » qui, selon Almeida (2016, 28-30), a agi non seulement sur le parti pris politico-économique, mais aussi sur le parti pris juridique ; en effet, si l'opération policière n'a pas été intrinsèquement responsable de la déposition du gouvernement, elle a généré au moins deux facteurs qui ont accentué le scénario. Le premier est lié à l'instrumentalisation politique des investigations judiciaires²⁰⁶, des manipulations juridiques et des décisions arbitraires, comme nous le savons aujourd'hui²⁰⁷. Le second fait référence à ses répercussions économiques²⁰⁸, pour avoir déstabilisé davantage la scène politique déjà fragile du pays, et pour avoir directement criminalisé les grandes entreprises nationales, publiques et privées, liées aux scandales de corruption, ce qui a entraîné la paralysie des projets, des travaux, de la production et, par conséquent, le chômage de milliers de travailleurs. La critique dans cette affaire ne porte bien sûr pas sur l'opération contre la corruption, mais sur son *modus operandi* : au lieu de lutter contre les *individus* responsables de la corruption, les entreprises, en particulier les entreprises d'État comme Petrobras, ont été criminalisées par le biais de scandales. Ce dernier aspect nous ramène à la thèse de Souza (2016), selon laquelle la diabolisation des institutions de l'État, intrinsèque à la pensée sociale du pays, se produit d'une

²⁰⁵ Outre les partis composant le gouvernement — le Parti des travailleurs, le Parti du mouvement démocratique brésilien, le Parti communiste du Brésil (*Partido Comunista do Brasil*, PC do B), le Parti progressiste (*Partido Progressista*, PP), le Parti libéral (*Partido liberal*, PL), le Parti social-démocrate (*Partido Social Democrático*, PSD) et le Parti républicain brésilien (*Partido Republicano Brasileiro*, PRB) —, les partis d'opposition tels que le PSDB et le DEM ont également été touchés par l'opération *Lava Jato* (Globo 2018).

²⁰⁶ La judiciarisation de la politique est caractérisée par Vianna (1999) comme l'augmentation de l'impact sociopolitique des décisions judiciaires, les processus politiques qui sont associés au pouvoir judiciaire et leur influence croissante sur la légitimité ou la perception d'un gouvernement et, enfin, l'instrumentalisation du pouvoir judiciaire par des agents et des groupes politiques afin de satisfaire leurs intérêts politiques, économiques et sociaux.

²⁰⁷ Il va au-delà des objectifs de ce travail d'approfondir les répercussions politico-légales autour de l'opération *Lava Jato*, qui sont diverses et continuent à être étudiées, enquêtées, analysées. Pour savoir plus : Nunes (2019).

²⁰⁸ Des consultants tels que GO Associados et Tendências, calculent une contribution d'environ 2 à 2,5 % dans les rétractions du PIB de 2015 et 2016 respectivement, en raison des impacts sur les secteurs métal-mécanique, naval, de la construction civile et de l'ingénierie lourde, dont les pertes peuvent atteindre 142 milliards R\$ (Costas 2015 ; Alvarenga 2015).

manière qui justifie la minimisation de l'État — ce qui, en fait, s'est produit. Enfin, la crise politique et économique a coïncidé avec les manifestations populaires de juin 2013.

5.3. La crise sociale et la perte de la base électorale

Les manifestations qui ont commencé à la mi-2013 avaient des motivations bien différentes du choc politique radical qui s'est imposé, mais ont fini par être instrumentalisées par ce que Souza (2016, 95-116) a défini comme « le mariage entre les médias et la classe moyenne conservatrice ». L'agitation sociale a commencé lorsque les gouvernements de différentes villes brésiliennes, comme São Paulo, Rio de Janeiro et Porto Alegre, ont commencé à annoncer une augmentation des tarifs des transports publics, et que les étudiants ont uni leurs forces pour protester contre cette mesure. Initié comme une petite manifestation et sans grande attention médiatique, le Movimento Passe Livre (MPL)²⁰⁹ les a rapidement rejoints et a commencé à appeler à la protestation sur les réseaux sociaux. Bientôt, les manifestations ont commencé à prendre effet, avec la révocation de l'augmentation par l'État de São Paulo. Mais les manifestations n'étaient plus « seulement pour l'augmentation de 0,20 R\$ », et elles n'étaient pas non plus le fait des seuls étudiants, puisqu'elles ont attiré l'attention des médias, a priori par la répression policière des premières manifestations et, plus tard, par les proportions qu'elles ont commencé à prendre. En même temps que les nouveaux manifestants, de nouveaux programmes sont apparus, notamment en ce qui concerne la nécessité d'améliorer la fourniture de services publics — non seulement les transports publics, mais aussi la santé, l'éducation et la sécurité publique (Singer 2013).

Bientôt, le caractère progressiste des manifestations s'est dilué dans l'hétérogénéité des protestations : des enseignants des écoles publiques réclamaient de meilleurs salaires, des médecins prenant position contre les programmes visant à encourager l'embauche de médecins étrangers²¹⁰, des mouvements conservateurs réclamaient une intervention militaire, tandis que les mouvements anarchiques comme les *black blocs* se sont positionnés « contre le système », en attaquant les vitrines des magasins et les agences bancaires dans les centres commerciaux,

²⁰⁹ Selon son site web, le MPL est un « mouvement horizontal, autonome, indépendant et non partisan, mais non antipartisan », formé en 2005 à partir d'initiatives de groupes et de manifestations progressistes, et qui lutte pour la qualité, la gratuité et les transports publics (Movimento Passe Livre, s.d.).

²¹⁰ Le programme « Plus de médecins » a été annoncé en juin 2013 afin de combler la pénurie de médecins dans les villes éloignées des centres urbains, en particulier dans les régions les plus pauvres du pays. Devant le manque d'intérêt des professionnels brésiliens pour ces lieux, le gouvernement a ouvert des postes vacants aux médecins étrangers — sur les 18 200 professionnels engagés, plus de 11 000 étaient cubains — qui se retrouvent aujourd'hui dans plus de 4 000 villes et 34 communautés indigènes, offrant un service à plus de 63 millions de personnes. En même temps, le gouvernement a été accusé de favoriser un pays communiste.

notamment à São Paulo. Finalement, des jeunes de la classe moyenne se sont positionnés contre la classe politique²¹¹. Bien qu'ils ne fassent pas partie des couches les plus pauvres et qu'ils ne soient pas des utilisateurs assidus des services publics, ils attribuaient la mauvaise qualité de la santé, de l'éducation et même de la sécurité publique à la corruption des classes politiques. Alors que, selon Buzetto (2013), de nombreuses organisations civiles et de partis progressistes²¹² se sont présentées au début des manifestations populaires en juin 2013, les protestations se sont intensifiées et ont rapidement changé. Rolnik (2013 *apud* Buzetto 2013) considère que les manifestations de juin 2013 ont mis en lumière différents agendas non résolus et des contradictions dans la société brésilienne. Une enquête menée à l'époque par l'Institut brésilien de l'opinion publique et des statistiques (*Instituto Brasileiro de Opinião Pública e Estatística*, IBOPE) cherchait à dresser le profil de ces manifestants : ils se répartissaient à parts égales entre hommes et femmes ; 63 % avaient entre 14 et 29 ans ; 92 % avaient terminé leurs études secondaires ou étaient des étudiants dans des établissements d'enseignement supérieur, tandis que 43 % avaient déjà au moins un diplôme. Seuls 4 % étaient affiliés à des partis politiques et 14 % à des syndicats ou à des associations de classes et d'étudiants (Globo 2013). En d'autres termes, le profil typique de ces personnes était principalement un jeune, relativement bien éduqué et sans expérience préalable dans des associations ou des partis politiques²¹³.

Ainsi, comme l'affirme Souza (2016), alors que les journées de juin ont commencé par des mobilisations promues par des groupes progressistes, il y a eu une inflexion conservatrice marquée par la croissance de la participation de la classe moyenne, la critique des partis et la bannière du discours anticorruption et moralisateur. Contrairement aux manifestations des années 1980 en faveur de la redémocratisation qui étaient principalement formées par la base militante *petistas*, les manifestations de 2013 ont été vidées des agendas travaillistes, reflet de la vacuité du discours du Parti et de son retrait de la base organique des électeurs au fil des ans. L'accent mis sur les politiques de transfert et d'augmentation des revenus et sur l'incitation à

²¹¹ Ils ont adopté les slogans des manifestations de la Plaza del Sol à Madrid en 2011 : « ils ne me représentent pas », en référence à la classe politique. Mais contrairement à la réalité espagnole au moment de leurs élections, où le taux de chômage dépassait 26 %, dont 53,7 % de jeunes, au Brésil, le taux de chômage était le plus bas de l'histoire, à 5,4 %, alors que chez les jeunes il était de 13,7 %. En 2013, le Brésil avait vécu un scénario très différent, avec un taux de chômage général de 5,4 % et, chez les jeunes, de 13,7 % (IBGE s.d.). L'Espagne avait un taux de chômage de 26,03 %, dont 53,7 % chez les jeunes (Negócios 2014).

²¹² Bezutto (2013, 132) cite des représentants du PCB et du PT aux membres de la Centrale unique des travailleurs (*Central Única dos Trabalhadores*, CUT), du Mouvement des travailleurs sans-abri (*Movimento dos Trabalhadores Sem Teto*, MTST), et du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (*Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra*, MST).

²¹³ Pour les normes nationales, depuis la PNAD (IBGE s.d.), on a été souligné que seulement 12 % des Brésiliens avaient terminé leurs études supérieures.

la consommation a été imprégné par l'idée libérale du *self-made man* qui a enlevé à la population le rôle essentiel que les gouvernements *petistas* lui avaient conféré dans le processus de conquête des droits et de l'amélioration des indices sociaux. Les mouvements sociaux ont suffi à faire chuter la popularité de Rousseff de 65 % à 30 % entre mars et juin 2013, restant alors entre 30 % et 40 %, ce qui montre que les manifestations n'ont pas résulté de l'impopularité du gouvernement, mais l'ont créée — ou plutôt, ont créé un environnement et une dynamique avec lesquels le gouvernement s'est montré incapable de composer, ce qui a entraîné une désapprobation encore plus profonde.

La tension sociale s'est maintenue et en 2014, les manifestations populaires sont devenues plus vigoureuses et plus homogènes, bien que quantitativement moins importantes²¹⁴. Le Brésil allait accueillir la Coupe du monde cette année-là, et les slogans se sont exprimés contre l'événement. . Dans ce contexte, même la base électorale *petista* était divisée : alors qu'une partie de l'électorat faisait partie des 34 % de Brésiliens enthousiasmés par la visibilité internationale et les touristes que l'événement allait attirer, d'autres se sont ajoutés aux 61 % qui considéraient que le pays devait avoir d'autres priorités — notamment en matière de services publics, l'une des bases des manifestations de 2013 (Pew Research Center 2014). Enfin, une partie de l'électorat, en particulier les classes populaires inférieures, s'est jointe à d'autres groupes de gauche en soulignant le caractère élitiste de l'événement, étant donné que le pays accueillerait les deux événements, il y a eu un mouvement naturel de hausse des prix de l'immobilier qui a éloigné une partie de cette population des centres où ils auraient lieu, en plus des prix élevés d'une partie des billets, qui allaient de 15 % à 270 % du salaire minimum cette année-là²¹⁵. D'autres groupes issus de 2013, en particulier ceux qui sont mécontents des partis politiques, ont souligné les travaux d'infrastructure pour la Coupe du monde et les Jeux olympiques de 2016 comme des sources de corruption par l'État, en plus de l'utilisation abusive de l'argent public, qui aurait dû être alloué aux services publics avec la même qualité que celle exigée par la FIFA pour les infrastructures de l'événement. De même, des mots d'ordre contre la corruption ont été ajoutés au concert des voix discordantes, étant donné le déclenchement de l'opération *Lava Jato*, largement médiatisée à l'époque. Le scandale a frappé à la fois les opposants et les électeurs du PT, déçus par l'implication du parti dans des pratiques qu'il avait précédemment condamnées. Ces derniers étaient essentiels à l'affaiblissement du

²¹⁴ Selon le Globo (2014) les manifestations comptaient entre 50 et 1300 manifestants, sauf São Paulo, qui comptait un total de 5000 manifestants répartis dans toute la ville.

²¹⁵ Calculs basés sur les chiffres publiés par la FIFA (*apud* Costa ; Canônico 2013).

gouvernement, et sa suppression était liée à au moins deux autres facteurs que les scandales de corruption.

La première relève de l'usure naturelle que les gouvernements accumulent au fil des ans ; après tout, ils deviennent le centre des revendications et sont tenus responsables de leurs actions ou de leur inertie. Le deuxième facteur, et peut-être le plus pertinent, est lié à la manière dont les gouvernements *petistas* ont traité, depuis 2003, la question de la sécurité sociale dans le pays. L'augmentation considérable des mesures — et, plus important encore, des résultats — en matière de programmes sociaux, comme nous l'avons vu au chapitre 4, s'est surtout produite à partir de 2009, grâce à des programmes de transferts d'argent liquide assortis de politiques ciblées. Selon Mauriel (2010), ce format de politique de protection sociale visant les couches les plus pauvres de la population, loin d'être une invention brésilienne, s'est fortement répandu à partir des années 1980, lorsque l'État providence a perdu de sa force, et a consolidé le maintien du modèle d'accumulation devenu hégémonique à l'époque, à savoir, le néolibéralisme. Par conséquent, afin de garantir que le soulèvement social ne comportait pas de grands risques, c'était une manière idéologiquement acceptable d'insérer — même de manière précaire — des grands pans de la population dans l'ordre économique-financier contemporain. Comme nous l'avons vu précédemment, bien qu'elle soit un facteur important pour le bien-être social, l'amélioration des revenus n'est pas son synonyme et, bien que les gouvernements *petistas* aient été efficaces pour améliorer cet aspect, ils ont commis l'erreur d'autres gouvernements développementalistes, comme celui de Vargas, qui croyait qu'il était possible de changer les structures du pays tout en maintenant les mêmes pratiques qui marquent leur histoire.

Selon Fagnani (2011), cette nouvelle orientation des politiques sociales est renforcée par les organismes internationaux, qui utilisent les principes néolibéraux pour combattre les répercussions de leur adhésion et qui déforment la raison d'être des initiatives sociales : la généralisation des droits sociaux. Pereira (2013, 640-643) renforce la critique de Fagnani en qualifiant ces politiques d'actions technocratiques qui réduisent artificiellement la pauvreté non seulement sans lutter contre son origine, mais aussi en diminuant l'accès des personnes bénéficiant de ces politiques, qui deviennent de plus en plus ciblées. Ainsi, non seulement il y a une orientation mondiale des politiques de socioassistance par les administrations aux tendances néolibérales, mais le néodéveloppementaliste, qui a proposé un plan de développement guidé par le biais social, l'a renforcée, consacrant le discours hégémonique qui avait auparavant été la cible des *petistas* au fil des ans. La contradiction est intrinsèque au discours néodéveloppementaliste puisqu'il reproduit des mantras libéraux qui renforcent le pouvoir du capital sur les politiques sociales ; et sur la base de ces mantras, il souligne

l'argument selon lequel il n'y a pas de meilleure source de bien-être humain que le travail. Ainsi, plus les politiques sociales se rapprochent de ce principe, plus la logique néolibérale est renforcée.

Le programme de subventions familiales est un exemple de cette logique : alors qu'il est considéré comme le grand fleuron des politiques sociales *petistas*, les gouvernements n'ont pas pris la peine de lui attribuer le statut de *droit social*²¹⁶, ce qui le rend beaucoup plus vulnérable face aux gouvernements qui diminueraient sa capacité, ou simplement l'élimineraient — comme cela a été débattu depuis que la présidente a été destituée de son poste (Jansen 2016 ; Trisotto 2019 ; Costa 2020 ; Resende 2020). De plus, la discussion se réduit à abandonner ou non une valeur dérisoire « au niveau bestial de la survie animale » (Pereira 2013, 640) à une masse paupérisée (Boito Júnior 2012) et qui, par conséquent, est insuffisante pour construire une quelconque solution aux problèmes sociaux. Derrière le caractère libéral des programmes de transferts monétaires, au détriment de l'offre publique et de la qualité des services sociaux, se cache aussi l'idée d'une émulation du consommateur individuel qui contredit la vision des sujets de droits. Ainsi, la politique de protection sociale se réduit à deux qualifications : le soulagement de la pauvreté et la garantie de main-d'œuvre peu qualifiée pour le marché du travail, et la consommation de masse, qui, à sa limite, devient un cycle alimenté par les seuls fonds publics.

Bien que, comme nous l'avons vu au chapitre 4, les gouvernements *petistas* aient accordé une attention sans précédent à la santé publique et à l'éducation dans le pays, les efforts étaient loin d'être suffisants. On ne s'attendait pas à ce que 12 ans de politiques inversent la construction de 500 ans de questions sociales aussi complexes que celle du Brésil. Cependant, la dépolitisation du débat social à ce sujet a fini par supprimer les bases de soutien du gouvernement, ce qui a contribué à sa propre fin. Ainsi, la critique ne porte pas spécifiquement sur les politiques sociales adoptées par le plan néodéveloppementaliste, mais sur la manière dont elles ont été mises en œuvre : dépolitisation et transformation en question technique, indices et chiffres qui ignorent les questions structurelles de l'inégalité et de la pauvreté, la lutte contre ces deux phénomènes étant reléguée au second plan — pour ne pas dire oubliée (Mauriel 2010). En outre, l'analyse de ces politiques, telles que *Minha Casa, Minha Vida* et le ProUNI, est directement liée à la promotion de la consommation et, en général, à l'endettement de la population. Ainsi, ces politiques d'inclusion sociale sont basées sur la satisfaction des besoins

²¹⁶ Bien qu'il fasse partie de la sécurité sociale — qui est inviolable et garantie par la Constitution de 1988 — l'histoire récente du pays montre l'imprudence et la ruse que les gouvernements peuvent utiliser pour contourner cette prérogative.

du marché et la croissance économique par l'expansion du marché des consommateurs. En d'autres termes, ce qui se produit est une « inclusion sociale par la consommation de masse » (Pfeifer 2014, 757-759) dans laquelle les politiques publiques fonctionnent comme un moyen d'accéder aux produits et services vendus par le secteur privé, renforçant encore une fois le système qui génère le besoin de ces politiques.

Ainsi, il est perçu que la résignation des droits sociaux, partie intrinsèque de la citoyenneté, est confondue avec la consommation et rend impossible les luttes et les conflits qui représenteraient une citoyenneté sociale au-delà d'un parti pris centré sur l'État. En fait, cette démission représente l'évacuation du caractère conflictuel de la citoyenneté, mis en évidence par Balibar (2013), ce qui se traduit par une pratique citoyenne dépourvue de capacité transformatrice. Pour toutes ces raisons, la construction de la citoyenneté à partir du contexte néodéveloppementaliste révèle une logique perverse, dénonçant que, de ce point de vue, la différence entre le néodéveloppementalisme et le néolibéralisme n'est qu'apparente. Après tout, les politiques publiques néodéveloppementalistes finissent par dépolitiser les processus historiques de conquête des droits et par déformer le sens historique de la construction des droits des citoyens qui, selon la Constitution, sont fondés sur la responsabilité de l'État de remédier aux besoins fondamentaux gratuitement et universellement. En même temps, ils garantissent le caractère conciliant et non conflictuel du projet néodéveloppementaliste, et le conformisme des différents segments de classe qui peuvent contribuer à l'affaiblissement des mouvements populaires combatifs, tels que les syndicats (Pfeifer 2014, 757-765). Enfin, il convient de noter que les différences apparentes entre le néolibéralisme et le néodéveloppementalisme finissent en fait par maintenir et renforcer le pouvoir hégémonique et par cacher la corrosion du moteur de la démocratie brésilienne, à savoir la citoyenneté.

5.4. La Révolution dévore ses propres enfants

La corrosion de la démocratie brésilienne, en bref, s'est produite au sein des gouvernements *petistas* grâce à la conciliation qui a permis au projet néodéveloppementaliste d'arriver au pouvoir en 2003, et a fini par l'enterrer complètement. Le clin d'œil de Rousseff à l'approfondissement des changements dans la société brésilienne a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour les intérêts économiques qui, bien qu'ayant largement bénéficié de la période du pétrin, n'acceptaient aucun type d'action qui impliquerait des transformations plus profondes susceptibles de les menacer. Ces changements, contrairement à ce que pourrait supposer un regard plus inattentif, ne se trouvent pas dans les programmes de transfert d'argent.

Ils se situent surtout dans la garantie de droits tels que les droits du travail, par exemple, pour les travailleurs domestiques. On a ainsi proposé d'éliminer les vestiges d'esclavage de cette activité — et l'accès à l'éducation²¹⁷ en tant que promoteur, outre de l'ascension sociale, d'une garantie des droits fondamentaux pour tous. Par conséquent, non seulement l'opposition au gouvernement — en particulier le PSDB — a mené le processus de chute du gouvernement, mais aussi une partie du parti qui composait sa liste électorale : le PMDB, le parti du vice-président de Rousseff, Michel Temer. Bien que, dans le système présidentiel de coalition²¹⁸, les concessions et les conciliations soient des pratiques presque obligatoires, les alliés du PT ont été les principaux responsables des scandales de corruption à *Lava Jato*, bien que le parti ait été le plus souvent associé aux crimes. Par ailleurs, le PMDB, parti physiologique²¹⁹ connu, majoritaire au Congrès et souvent au Sénat (Bresser-Pereira 1988), est le parti dont sont venues les nominations de vice-présidents pour les gouvernements de Lula et de Rousseff.

Lula (*apud* Sader 2013, 19) a même affirmé que la volonté de changement et la lutte contre les anciennes pratiques politiques représentées par le PMDB étaient nécessaires pour former des alliances afin de maintenir la gouvernabilité. Parmi les trois principaux articulateurs du processus de destitution — Aécio Neves, chef de l'opposition, Michel Temer, alors vice-président, et Eduardo Cunha, président du Congrès —, deux étaient des politiciens du PMDB (Nunes 2019). Alors que le premier était chargé de demander l'ouverture d'une investigation contre Rousseff, le second était chargé de veiller à la conformité du processus, en décembre 2015, un acte reconnu par Temer comme une « vengeance » contre le Parti des travailleurs pour n'avoir pas voté en faveur de Cunha dans un processus d'investigation de corruption (Jubé 2017) qui a fini par l'emprisonner en octobre 2016, peu après la fin du procès de destitution. Pour sa part, Temer, qui avait été chargé par la présidente de former des alliances au Congrès lors de l'aggravation de la crise en 2015, a fait exactement le contraire, en fomentant le renversement de la présidente, faisant part de son mécontentement par le biais d'une lettre prétendument adressée à la présidente, mais publiée par la presse (Nunes 2019). Le manque de soutien de sa propre base alliée peut également être attribué à la lutte paradoxale menée par les gouvernements *petistas* contre la corruption.

²¹⁷ Comme on l'a constaté en 2019, pour la première fois dans l'histoire, les pauvres et, notamment, les Noirs, étaient majoritaires (50,3 %) parmi les étudiants de l'enseignement supérieur, bien que cette population représentât plus de 55 % de la population brésilienne (Globo 2019).

²¹⁸ Il s'agit d'un système d'exercice du pouvoir selon lequel aucun parti ne détient la majorité au Congrès, ce qui oblige le parti au pouvoir à s'allier avec d'autres afin de faire approuver les questions qui l'intéressent par le corps législatif et donc de gouverner de facto (Abranches 1988).

²¹⁹ Les partis physiologiques sont ceux qui utilisent leur présence et leur force dans les rangs du gouvernement comme monnaie d'échange pour obtenir des faveurs telles que des positions ou des indications politiques (Bresser-Pereira 1988).

En tant qu'alliés d'un parti reconnu pour des actes autrement illégaux et immoraux, le PT a pris différentes mesures pour lutter contre la corruption. Il ne nous appartient pas ici de mentionner tous les projets, mais nous soulignons les trois principaux : la création du Bureau du contrôleur général (CGU) en 2003 et du portail de la transparence en 2004 ; et les investissements dans la police fédérale. Lula a créé la CGU, agence chargée de prévenir, d'enquêter et de combattre toute pratique illicite au sein du gouvernement exécutif et de garantir le caractère éthique de ses actions (Brasil 2003f). Bien qu'elle soit une émanation du Contrôleur de la gestion fédérale de l'époque — créée en 2001, sous l'administration Cardoso —, Lula lui a accordé le statut de ministère, des responsabilités plus importantes et une plus grande autonomie (Brasil 2006b ; 2013d). Le portail de la transparence a été lié à la CGU dès sa création en tant que principale institution publique de transparence dans la gestion de l'histoire nationale, en mettant à la disposition de tous les citoyens des informations détaillées et actualisées sur les investissements, les recettes et les dépenses du gouvernement fédéral, sans qu'il soit nécessaire de créer un registre. Il est devenu populaire, de sorte qu'il est passé de 300 000 accès en 2004 à 21,6 millions en 2016 (Brasil 2017c).

Rien qu'entre 2003 et 2009, le personnel de l'agence a augmenté de près de 60 %, avec des augmentations de salaire de plus de 250 %, et de nouveaux bureaux régionaux ont été ouverts grâce à un investissement de plus de 8 millions R\$ au cours de cette période (Hage 2010). Les opérations de la police fédérale au nombre de 48 entre 1995 et 2002, ont augmenté d'environ 3700 % lors des 14 années suivantes, pour clôturer l'année 2016 avec 3512 actions. Cette augmentation a également été rendue possible avec l'augmentation du budget de l'agence, de 58 % entre 2003 et 2010. La moyenne s'est maintenue à 5,5 milliards R\$ au cours des cinq prochaines années, bien que les opérations aient presque doublé au cours de la période (de 284 à 548) (Rodrigues 2016)²²⁰. Ces mesures sont devenues un problème pour le noyau de la PMDB, comme l'a montré plus tard la fuite des conversations entre le sénateur de l'époque Romero Juca et Sergio Machado, ancien président de Transpetro, des sociétés du groupe Petrobras. Dans la conversation, divulguée par le journaliste Rubens Valente (2016), les deux politiciens du PMDB réfléchissaient aux moyens de contenir l'opération *Lava Jato*, qui serait proche de noms importants du parti — y compris eux-mêmes — et ont indiqué comme solution,

²²⁰ Nous énumérons également les nouvelles législations créées principalement sous le gouvernement Rousseff : la loi n° 12 527, sur l'accès à l'information (Brasil 2011f), la loi n° 12 683, sur le blanchiment d'argent (Brasil 2012c), la loi n° 12 813, qui régit les conflits d'intérêts (Brasil 2013e), et la loi n° 12 846 contre la corruption (Brasil 2013f).

dirigée par « Michel [Temer], un grand accord national. Avec la Cour [suprême fédérale], avec tout le monde ».

Ainsi, sans le soutien des bourgeoisies nationales, de la population en général et, surtout, de leur base électorale, le processus de destitution s'est poursuivi. Bien qu'il n'y eût pas de consensus dans la littérature, cet acte est interprété *selon notre perspective* comme un coup d'État parlementaire qui, contrairement aux coups d'État qui, pour la plupart, sont perpétrés par les forces armées, s'est déroulé dans le cadre des procédures légales. En avril 2016, le processus a été approuvé par la Chambre des représentants par 367 des 513 politiciens, qui ont voté lors d'une session de plus de neuf heures et ont dédié leur vote à la famille et à la nation brésilienne. Enfin, le député de l'époque, Jair Messias Bolsonaro, a consacré son vote à « la mémoire du colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, celui dont a peur Dilma Rousseff », en mentionnant le tortionnaire condamné par la Commission Vérité pour ses crimes pendant la période dictatoriale, dont l'une des victimes était la future présidente Rousseff. En août de la même année, Rousseff est passée par une séance d'interrogations de treize heures au Sénat et a parlé pendant 47 minutes pour défendre son innocence avant d'être condamnée à l'inéligibilité par 42 des 81 sénateurs.

Des auteurs tels que Hochstetler (2006 ; 2011) et Pérez-Liñán (2007) analysent la destitution en tant que recours le plus récemment utilisé en Amérique latine comme moyen de remplacer les anciens modèles de coups d'État militaires pour renverser les gouvernements. Entre 1992 et 2015, Pérez-Liñán (2007) a énuméré sept obstacles dans la région comme étant des mécanismes constitutionnels utilisés par les élites latines pour résoudre leurs différends, pour déposséder les présidents « indésirables » sans détruire l'ordre constitutionnel. Ainsi, complète Hochstetler (2011), le coup d'État *parlementaire* n'implique pas une rupture totale avec la démocratie, comme c'était le cas au milieu du XXe siècle, mais entraîne une déstabilisation de l'ordre démocratique en permettant d'entraver indûment des gouvernements impopulaires. De plus, une polarisation politique intense et une instabilité sociale en sont les résultats malgré le mécontentement populaire exprimé (Pérez-Liñán 2007). Bien que la destitution soit un mécanisme juridico-politique légitime, il est nécessaire de satisfaire à deux critères — c'est-à-dire la criminalité (caractère juridique) et le soutien politique au processus de destitution. Ce fut le cas de Rousseff en 2016 qui a subi un coup d'État moderne, même s'il est basé sur les racines brésiliennes les plus rétrogrades. Bien que cela corresponde au caractère politique, différents spécialistes du sujet soulignent l'absence de preuve d'un crime de responsabilité — une exigence constitutionnelle pour décréter la destitution — pour poursuivre

le processus (Brasil 2016c ; Jinkings, Doria, Cleto 2016 ; Proner, Cittadino, Tenenbaum, Ramos Filho 2016 ; Souza 2016).

La manœuvre constitutionnelle, justifiée comme un manque de respect envers la loi sur la responsabilité fiscale, a mis en évidence des décrets de crédit supplémentaire signés par la présidente et des retards dans le paiement par le Trésor à la Banque du Brésil en 2014, dont la signature n'a jamais été prouvée, alors que les retards avec la Banque du Brésil ne dépendent pas de la présidence, mais du Trésor national. Enfin, la décision du Sénat s'est fondée sur le rejet de la pratique par la Cour des comptes de l'Union en 2015 et, par conséquent, ils ont pris leur décision rétroactivement, puisque le crime présumé de Rousseff aurait eu lieu en 2014. En tout cas, toute interprétation possible de la question ne serait plus nécessaire étant donné que deux jours après la destitution de Rousseff, le nouveau président, Michel Temer a sanctionné la loi qui a rendu le budget fédéral plus flexible, autorisant ainsi la manœuvre fiscale qui a permis que soit destituée Rousseff (Brasil 2016d).

CONSIDÉRATIONS FINALES

Comme l'a dit Ianni (2000), le Brésil est un pays qui reçoit continuellement sa juste part d'attention académique et d'où découlent différentes explications. On retrouve des interprétations qui constituent la vision du pays au fil de son histoire, qui n'est rien d'autre qu'un vaste récit composé de dilemmes, d'impasses et de perspectives. Dans ce scénario, le néodéveloppement émerge de la même manière contradictoire et complexe, composé de différentes facettes en constante mutation. En ayant fait de ce projet complexe un objet d'étude, cette thèse a cherché à présenter une vue d'ensemble, basée sur l'analyse des politiques sociales et économiques des gouvernements *petistas*. À cette fin, nous avons construit dans les chapitres 1 et 2 une brève description de la trajectoire du développement national, de sa mise en œuvre à son épuisement, et de la transition vers la période néolibérale, en analysant ses contradictions, ses avancées et ses reculs socio-économiques comme résultats des choix politiques. Bien que l'intention des travaux ne soit pas de proposer une analyse approfondie de ces périodes, cette synthèse a cherché à mettre en perspective le contexte où le projet néodéveloppementaliste a été adopté au Brésil. Dans les deux chapitres suivants, nous approfondissons les politiques sociales et économiques des gouvernements *petistas* afin de construire la voie de développement souhaitée, non pas dans l'intention d'épuiser le débat, mais de nous doter de données suffisantes. Ensuite au chapitre 5, nous nous attardons sur la discussion relative à la fin de cette période. Cet exercice nous a permis de répondre aux questions présentées dans l'introduction de cet ouvrage.

Le néodéveloppementalisme, comme nous l'avons vu au chapitre 3, se présente comme un modèle post-libéral et une stratégie de développement alternative qui met sur un pied d'égalité le développement économique et le développement social comme moyen de réaliser, en fait, le développement national brésilien. Par opposition au national-développementalisme et au néolibéralisme, nous voyons en fait une alternative hybride qui finit par prêter des concepts des deux modèles — soit en s'accordant avec les anciens développeurs quant à l'action de l'État dans la conduite de ce projet, soit en approchant les néolibéraux en défendant des réformes qui corrigent les défaillances du gouvernement et du marché, l'équilibre fiscal et la compétitivité du taux de change national. De même, néodéveloppementalisme se distancie du national-développementalisme en laissant le processus d'industrialisation à l'arrière-plan – ce qui a même entraîné un processus de réprimande de la production nationale - tandis que son

engagement fondamental en faveur des politiques sociales et du bien-être de la population, l'éloigne du néolibéralisme. Cependant, le projet mis en œuvre dans les années 2000 s'est rapidement révélé incapable d'être maintenu à long terme, et cela est principalement dû à son mode de fonctionnement. Bien qu'il ne donne pas la priorité à la recherche de l'autonomie et de l'indépendance nationale, le néodéveloppement a rendu le pays vulnérable aux adversités extérieures, tandis que la conjoncture interne n'a pas non plus été vraiment sous le contrôle du gouvernement. En effet, comme nous l'avons vu aux chapitres 3 et 5, l'accession du PT à la présidence et le maintien de sa gouvernabilité n'ont été possibles que grâce à un habile arrangement des forces, qui n'avaient pas nécessairement les mêmes intérêts que le parti et, comme le projet néo néodéveloppementaliste allait dans le sens de changements plus robustes dans la société, ces alliances ont rapidement été rompues, et le projet a été interrompu.

Outre les faiblesses politiques et économiques, les transformations sociales ne sont pas beaucoup plus robustes, en premier lieu à cause des jeux d'intérêts et de la répartition du pouvoir mentionnés ci-dessus, qui empêchent toute tentative de changer le statu quo. Ensuite, parce que les stratégies de développement social basées sur la consommation de masse camouflent ce qui devrait être en fait l'État-providence : un droit du *citoyen*. Dans ce même sens, l'idée de classes est oubliée, et le débat sur les droits et les devoirs, la citoyenneté et la société, la lutte des classes et l'engagement est vidé, dépolitisant la population — qui avait été à la base du soutien du Parti du Travail tout au long de son parcours vers le pouvoir. Ainsi, en plus de ne pas rompre avec la logique néolibérale établie dans le pays depuis les années 1980, la stratégie néodéveloppementaliste finit par la renforcer.

Le caractère éclectique du néodéveloppementalisme, qui coexiste, négocie et cède aux intérêts les plus conservateurs et archaïques de la société, tout en ajoutant progressivement des éléments progressistes à la société, même si ceux-ci n'ont pas été mis en œuvre, pour la plupart, en tant que fondements sociaux, mais en tant que politiques spécifiques. Ces caractéristiques maintiennent et confirment l'intuition initiale concernant la deuxième question : la profondeur des changements socio-économiques établis par les gouvernements *petistas* n'a pas été suffisante pour transformer les structures socio-économiques du pays. Mais même si des changements structurels n'ont pas été systématiquement générés dans la société brésilienne, il est possible d'affirmer que certaines initiatives ont eu des répercussions sur cette structure archaïque. À titre d'illustration, il y a la loi qui détermine que 50 % des places dans les établissements d'enseignement fédéraux sont réservés à l'admission des étudiants noirs, indigènes et provenant d'autres groupes historiquement marginalisés. Il y a également les lois pour la protection du travail domestique, qui ont finalement inclus ces travailleurs dans la

logique des droits du travail établis dans les années 1940. Bien que ponctuelles et loin de générer les transformations souhaitées, ces initiatives vont à l'encontre d'un des fondements sociaux du pays, à savoir l'exclusion sociale, héritage de l'esclavage.

La conservation du caractère réformiste du néodéveloppement s'effectue dans un système de coalition, où la gouvernabilité dépend de la conciliation des différents groupes qui exercent une influence politique et économique ayant superposé les intérêts du capital aux intérêts publics. Dans ce cas, le développement national se base sur les avancées sociales. Cela est évident dans l'accent excessif mis sur l'influence des politiques macroéconomiques, qui finit par compromettre les formulations et les analyses plus approfondies concernant les questions structurelles brésiliennes. Il n'appartient pas non plus à ce travail d'assumer des scénarios de ce qui aurait pu être. Néanmoins, dès que le projet *petista*, sous la direction de Dilma Rousseff, a commencé à aller dans le sens contraire des intérêts du capital, son gouvernement a commencé à subir des offensives sur différents fronts. Enfin, on peut conclure que les limites du néodéveloppementalisme sont incluses dans sa conceptualisation première, puisqu'il résulte du ralentissement du discours *petista*, qui a permis la montée du PT au pouvoir et, par conséquent, la mise en œuvre de cette stratégie de développement. Ainsi, il est conclu que, même si les gouvernements Lula et Rousseff ont présenté des avancées sociales dans un environnement de relative stabilité économique, leur projet de développement n'a pas atteint ses objectifs, à savoir la rupture avec la logique néolibérale et un développement national soutenu. Ainsi, le modèle de développement à adopter dans au Brésil doit vouloir et pouvoir rompre avec sa structure archaïque afin qu'il y ait de réelles transformations politiques, économiques et sociales.

Bibliographie

- Abranches, Sérgio Henrique. 1988. Presidencialismo de coalizão: o dilema institucional brasileiro. — **Revista de Ciências Sociais**, Rio de Janeiro. v. 31, n° 1, pp. 5-34. En ligne. <<https://bit.ly/2SIR4Xb>>.
- Abranches, Sérgio Henrique. 2018. **Conselho de Desenvolvimento Industrial (CDI)**. Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil. En ligne. <<https://bit.ly/3mRAEUz>>.
- Abreu, Marcelo de Paiva ; Verner, Dorte. 1997. **Long-term Brazilian Economic Growth: 1930-94**. Paris : Development Centre of the Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Abreu, Marcelo de Paiva. 1990. Inflação, estagnação e ruptura: 1961-1964. Dans : Abreu, Marcelo de Paiva (org.). **A Ordem do Progresso. Cem anos de política econômica republicana, 1889-1989**. Rio de Janeiro : Campus, pp. 197-213. En ligne. <<https://bit.ly/33Zd1Rg>>.
- Acioly, Luciana, Emilio Chernavsky et Rodrigo P. Ferreira Leão. 2010. Crise internacional: medidas de políticas de países selecionados. Dans : **Boletim de Economia e Política Internacional**, IPEA, v. 1, p. 7-13. En ligne. <<https://bit.ly/34bKSXF>>.
- Agarwala, Amar Narain et Satya Pal Singh (org). 1969. **The Economics of Underdevelopment**. New York : Oxford University Press. En ligne. <<https://bit.ly/3mXaHmT>>.
- Agência Nacional de Energia Elétrica (ANEEL). 2009. **Resolução Normativa nº 365 de 19 de maio de 2009**. Brasília, Brasil. En ligne. <<https://bit.ly/307FIKP>>.
- Almeida, Rodrigo de. 2016. **À sombra do poder : bastidores da crise que derrubou Dilma Rousseff**. São Paulo : Leya.
- Almeida, Silvia Reboças Pereira de et Maura Pardini Bicudo Vêras. 2017. O Programa Farmácia Popular: alcance e limites como alternativa de acesso a medicamentos essenciais. **Cadernos Gestão Pública e Cidadania**, São Paulo, v. 22, n° 72, maio/ago, pp. 278-295. En ligne. <<https://bit.ly/306C3wT>>.
- Alvarenga, Darian. 11/08/2015. Impacto da Lava Jato no PIB pode passar de R\$ 140 bilhões, diz estudo. **Economia. Portal G1**. En ligne. <<https://glo.bo/2Gk9rct>>.
- Anderson, Perry. 2011. Lula's Brazil. **London Review of Books**, v. 33, n° 7. En ligne. <<https://bit.ly/3i3MPdk>>.
- Andersson, Jenny. 2005. À Productive Social Citizenship ? Reflections on the Concept of Productive Social Policies in the European Tradition. Dans : Magnusson, Lars, Bo Strath et Lotta V. Westerhäll (Org). **A European social citizenship? Preconditions for future policies from a historical perspective**. Bruxelas: Peter Lang.
- Araújo, Celso Amorim. 2018. Avanços recentes na política de combate à informalidade do trabalho assalariado no Brasil: ações da secretaria de inspeção do trabalho. Dans : **Mercado de trabalho, IPEA. n° 65**, out. En ligne. <<https://bit.ly/364BNCv>>.

Araujo, Eliane et Paulo Gala. 2012. Regimes de crescimento econômico no Brasil: evidências empíricas e implicações de política. **Estudos Avançados**, v. 26, nº 75, p. 41- 56. En ligne. <<https://bit.ly/3jecCBf>>.

Arendt, Hannah. 1949. The rights of men: what are they? **Modern Review**, Londres, v. 1, nº 3, pp. 24-37.

Ávila, Rodrigo Vieira de. 2007. PAC: Programa de Atendimento aos Credores. **Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado**. En ligne. <<https://bit.ly/367STzc>>.

Azeredo, Beatriz. 1990. Da Previdência à Seguridade Social : os perigos da transição. **Texto para Discussão, nº 228**. Rio de Janeiro : Instituto de Economia Industrial da Universidade Federal do Rio de Janeiro.

Azevedo, Sergio de. 1975. **A política habitacional para as classes de baixa renda**. Dissertação (mestrado em sociologia). Instituto Universitário de Mestrado, Pesquisas do Estado do Rio de Janeiro, Iuperj, Rio de Janeiro.

Baer, Werner. 1975. **A industrialização e o desenvolvimento econômico do Brasil**. 2ª ed. revista e atualizada. Rio de Janeiro : Editora da Fundação Getúlio Vargas.

Baer, Werner. 2009. **A economia Brasileira**. São Paulo : Nobel.

Banco Central do Brasil (BCB). 2000. **Relatório anual**. En ligne. <<https://bit.ly/3hYzCm7>>.

Banco Central do Brasil (BCB). 2003 [2003a]. **Plano Anual de Financiamento**. En ligne. <<https://bit.ly/3kKfhTI>>.

Banco Central do Brasil (BCB). 2003 [2003b]. **Relatório anual**. En ligne. <<https://bit.ly/3kKfhTI>>.

Banco Central do Brasil (BCB). Boletim, **Seção mercado financeiro e de capitais**. [s.d.] En ligne. <<https://bit.ly/2Eu7j19>>.

Banco Central do Brasil (BCB). **Sistema Gerenciador de Séries Temporais**. Seção Setor Externo. Balanço de Pagamentos. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/33RvO10>>.

Banco Central do Brasil (BCB). **Sistema Gerenciador de Séries Temporais**. Seção Atividade Econômica. Índices de preços ao consumidor. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/33RvO10>>.

Banco Central do Brasil (BCB). **Sistema Gerenciador de Séries Temporais**. Seção Setor Externo. Dívida Externa. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/33RvO10>>.

Banco Central do Brasil (BCB). **Sistema Gerenciador de Séries Temporais**. Seção Setor Externo. Reservas internacionais. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/33RvO10>>.

Banco Central do Brasil (BCB). **Sistema Gerenciador de Séries Temporais**. Seção Finanças Públicas. Dívida líquida do setor público - total. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/3jbbGgM>>.

Banco Central do Brasil (BCB). **Sistema Gerenciador de Séries Temporais**. Seção Atividade Econômica. Mercado de trabalho. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/33RvO10>>.

Banco Central do Brasil (BCB). **Sistema Gerenciador de Séries Temporais**. Seção Atividade Econômica. Contas Nacionais. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/33RvO10>>.

Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social (BNDES). 2008. **BNDES e o Programa de Aceleração do Crescimento – PAC**. Brasília : Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior. En ligne. <<https://bit.ly/2RVSTdp>>.

- Barbosa Filho, Fernando de Holanda. 2010. Crescimento acelerado no Brasil: as pedras em nosso caminho. **Economia & Tecnologia**, ano 6, v. 23. En ligne. <<https://bit.ly/3kI459O>>.
- Barbosa Filho, Nelson H. et José Antonio Pereira de Souza. 2010. A inflexão do governo Lula: política econômica, crescimento e distribuição de renda. Dans : Sader, Emir et Marco Aurélio Garcia (org.). **Brasil entre o passado e o futuro**. São Paulo : Boitempo, p. 57-110. En ligne. <<https://bit.ly/2RYgFWi>>.
- Barbosa, Rita de Cássia Ribeiro. 2006. **Os Planos de Desenvolvimento e a Educação: de Juscelino Kubitschek ao regime militar**. Tese (Doutorado em educação), Campinas: Unicamp. En ligne. <<https://bit.ly/3mTknPg>>.
- Barros, Ricardo Paes de, Ricardo Henrique et Rosane Mendonça. 2000. Desigualdade e pobreza no Brasil: retrato de uma estabilidade inaceitável. **Revista Brasileira de Ciências Sociais**, v. 42, n° 15. En ligne. <<https://bit.ly/2EtJGWu>>.
- Bastos, Estevão Kopschitz Xavier. 2015. Plano Real, consolidação da estabilidade, crise internacional e desequilíbrios (1994-1998). Dans : Ribeiro, Fernando José de S. P. (org.). **Economia Brasileira no período 1987-2013**. Brasília : IPEA, p. 107-136. En ligne. <<https://bit.ly/3kKUQpj>>.
- Bastos, Pedro Paulo Zahluth. 2004. O Presidente desiludido: a campanha liberal e o pêndulo de política econômica no Governo Dutra (1942-1948). **História Econômica e História de Empresas**, v. 7 n° 1, pp. 99-135. En ligne. <<https://bit.ly/3mOSXtw>>.
- Bastos, Pedro Paulo Zahluth. 2012. A economia política do novo-desenvolvimentismo e do social desenvolvimentismo. **Economia e Sociedade**, v. 21, número especial, p. 779-810. En ligne. <<https://bit.ly/3kPBWhf>>.
- Bastos, Pedro Paulo Zahluth. 2015 [2015a]. A Carta ao povo Brasileiro, de Dilma Rousseff. Plataforma Política Social, **Caminhos para o desenvolvimento**. En ligne. <<https://bit.ly/2RUbNkH>>.
- Bastos, Pedro Paulo Zahluth. 2015 [2015b]. O fracasso da austeridade e a urgência de uma alternativa à esquerda. **Carta Maior**. En ligne. <<https://bit.ly/33U3afP>>.
- Bastos, Pedro Paulo Zahluth. 2015 [2015c]. O impeachment de Dilma Rousseff e o programa do novo PMDB. **Carta Maior**. En ligne. <<https://bit.ly/3cv2z8a>>.
- BBC Brasil. 02/04/2009. Obama diz que Lula é 'o político mais popular da Terra. Política, **BBC**. En ligne. <<https://bbc.in/36oIf7A>>.
- Belluzzo, Luiz Gonzaga de Mello. 2009. Um novo estado desenvolvimentista? **Le Monde Diplomatique Brasil**, ano 3, n° 27, p. 4-5. En ligne. <<https://bit.ly/33RrjDG>>.
- Benakouche, Rabah. 2013. **Bazar da dívida externa Brasileira**. São Paulo : Boitempo.
- Biasoto Júnior, Geraldo. 1992. **Dívida externa e déficit público**. IPEA, Brasília. En ligne. <<https://bit.ly/3mZPSHo>>.
- Biasoto Júnior, Geraldo. 1995. **A questão fiscal no contexto da crise do pacto desenvolvimentista**. Tese (Doutorado em economia), Instituto de Economia da Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP), Campinas, São Paulo. En ligne. <<https://bit.ly/3kI8IRe>>.
- Bielschowsky, Ricardo et Carlos Mussi. 2005. O pensamento desenvolvimentista no Brasil: 1930-1964 e anotações sobre 1964-2005. **Seminário Brasil-Chile: Una Mirada Hacia América latina y sus Perspectivas**, Santiago de Chile. En ligne. <<https://bit.ly/3mQmEKU>>.

- Bielschowsky, Ricardo. 1988. **Pensamento econômico Brasileiro: o ciclo ideológico do desenvolvimentismo**. 5ª ed. Rio de Janeiro : Contraponto.
- Boito Júnior, Armando et Alfredo Saad-Filho. 2017. Estado, instituições estatais e poder político no Brasil. Dans : Katz, Claudio et al. **Latin American Perspectives en español y português 1: buscando alternativas políticas y económicas**. Buenos Aires/Riverside : Clacso/Latin American Perspectives. En ligne. <<https://bit.ly/3na8UdW>>.
- Boito Júnior, Armando et Andréia Galvão (Orgs.). 2012. **Política e classes sociais no Brasil dos anos 2000**. São Paulo : Alameda.
- Boito Júnior, Armando. 2003. A hegemonia neoliberal no governo Lula. **Revista Crítica Marxista**, nº17, Rio de Janeiro, Editora Revan. En ligne. <<https://bit.ly/3j3yor4>>.
- Boito Júnior, Armando. 2005. O governo Lula e a reforma do neoliberalismo. **Revista Adusp**, vol. 34, pp.6-11. En ligne. <<https://bit.ly/3p9Uw6N>>.
- Boito Júnior, Armando. 2012 [2012a]. As bases políticas do neodesenvolvimentismo. **Fórum Econômico da FGV- SP**. Biblioteca virtual FGV-SP. En ligne. <<https://bit.ly/2SjbcZu>>.
- Boito Júnior, Armando. 2016. Os atores e o enredo da crise política. Dans : Jinkings, Ivana, Kim Doria et Murilo Cleto (orgs), **Por que gritamos golpe ? para entender o impeachment e a crise política no Brasil**. São Paulo : Boitempo. En ligne. <<https://bit.ly/3n4XSXz>>.
- Boschetti, Ivanete et Evilásio Salvador. 2005. O Financiamento da Seguridade Social no Brasil no Período 1999 a 2004: Quem Paga a Conta? **Serviço Social e Saúde: Formação e Trabalho Profissional**. En ligne. <<https://bit.ly/332pHI9>>.
- Braga, Rui. 2016. O fim do lulismo. Dans : Jinkings, Ivana, Kim Doria et Murilo Cleto (orgs), **Por que gritamos golpe ? para entender o impeachment e a crise política no Brasil**. São Paulo : Boitempo. En ligne. <<https://bit.ly/3n4XSXz>>.
- Brasil. 03/05/2016 [2016c]. Presidente Dilma não cometeu qualquer crime que justifique o impeachment, afirmam juristas. **Agência Senado**. En ligne. <<https://bit.ly/2Sc5ppn>>.
- Brasil. 1934 [1934a]. **Decreto nº 24.643, de 10 de julho de 1934**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/331M00t>>.
- Brasil. 1934 [1934b]. **Decreto nº 24.642, de 10 de julho de 1934**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/33RZOtE>>.
- Brasil. 1938. **Decreto-lei nº 920, de 1º de dezembro de 1938**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3j2xM4W>>.
- Brasil. 1953. **Lei nº 1807, de 7 de janeiro de 1953**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3cuyPbq>>.
- Brasil. 1958. Programa de Metas do Presidente Juscelino Kubitschek: estado do plano de desenvolvimento econômico em 30 de junho de 1958. **Serviço de documentação**. Rio de Janeiro, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3j4FD1Z>>.
- Brasil. 1962. **Lei nº 4131, de 3 de setembro de 1962**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2G8NTPO>>.
- Brasil. 1964. **Lei nº 4341, de 13 de junho de 1964**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3ctSTdV>>.

Brasil. 1965. **Lei nº 4725, de 13 de julho de 1965**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3074QkP>>.

Brasil. 1967. **Diretrizes de governo: Programa estratégico de desenvolvimento**. Brasília, Ministério do Planejamento e Coordenação Geral. En ligne. <<https://bit.ly/3mS31SP>>.

Brasil. 1969. **Decreto-lei nº 770, de 19 de agosto de 1969**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3cAA20X>>.

Brasil. 1970. **Decreto-lei nº 1110, de 9 de julho de 1970**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2RTjojC>>.

Brasil. 1971. **Projeto do I Plano Nacional do Desenvolvimento: 1972-1974**. Casa Civil. Biblioteca. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3cFnDsR>>.

Brasil. 1972 [1972a]. **Lei nº 5792, de 11 de julho de 1972**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2HphlBL>>.

Brasil. 1972 [1972b]. **Lei nº 5862, de 12 de dezembro de 1972**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/364bcVX>>.

Brasil. 1974. **Lei nº 6125, de 4 de novembro de 1974**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/310xLaM>>.

Brasil. 1979. **III Plano Nacional do Desenvolvimento: 1980-1985**. Casa Civil. Biblioteca. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3mRtK1C>>.

Brasil. 1986 [1986a]. **Decreto-lei Nº 2.283, de 27 de fevereiro de 1986**. Casa Civil, subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/302bBo4>>.

Brasil. 1986 [1986b]. **Decreto-lei nº 2.284, de 10 de março de 1986**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3i2mZGO>>.

Brasil. 1988 [1988a]. **Constituição da República Federativa do Brasil de 1988**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3401EIO>>.

Brasil. 1988 [1988b]. **Decreto nº 95.886, de 29 de março de 1988**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2G1nbb>>.

Brasil. 1990. **Lei nº 8.080, de 19 de setembro de 1990**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídico. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2Ilou6C>>.

Brasil. 1991 [1991a]. **Plano Plurianual 1991-1995**. Brasília, Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão. En ligne. <<https://bit.ly/3dry2sm>>.

Brasil. 1991 [1991b]. **Lei nº 8212, de 24 de julho de 1991**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídico. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2RYZOm9>>.

Brasil. 1993. **Lei nº 8742, de 7 de dezembro de 1993**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República, Brasília. En ligne. <<https://bit.ly/2FsgsIf>>.

Brasil. 1995 [1995a]. **Medida Provisória nº 1.070, de 27 de julho de 1995**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3cwiUt2>>.

Brasil. 1995 [1995b]. **Medida Provisória nº 1.053, de 30 de junho de 1995**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2Ev1XTm>>.

Brasil. 1996 [1996a]. **Plano Plurianual 1996-1999: projeto de lei**. Brasília, Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão. En ligne. <<https://bit.ly/332auqy>>.

Brasil. 1996 [1996b]. **Uma estratégia de desenvolvimento social**. Biblioteca. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3kJkVoO>>.

Brasil. 1996 [1996c]. **Decreto nº 1.918, de 13 de agosto de 1996**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2RWfSF9>>.

Brasil. 2000 [2000a]. **Lei Complementar nº 101, de 4 de maio de 2000**. Casa Civil, subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2G4Ns9h>>.

Brasil. 2000 [2000b]. **Lei nº 9.989, de 21 de julho de 2000**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2G0RmAr>>.

Brasil. 2001. **Decreto nº 3.877, de 24 de julho de 2001**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2HmMA5c>>.

Brasil. 2002. Programa Bolsa Alimentação: Alimentação Saudável. **Projetos, Programas e Relatórios**, 1ª edição. Brasília, Ministério da Saúde. En ligne. <<https://bit.ly/3j2IFVJ>>.

Brasil. 2003 [2003a]. **Decreto nº 4.873, de 11 de novembro de 2003**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2RWGDcC>>.

Brasil. 2003 [2003b]. **II plano nacional de reforma agrária: paz, produção e qualidade de vida no meio rural**. Brasília, Ministério do Desenvolvimento Agrário.

Brasil. 2003 [2003c]. **Decreto nº 7.083, de 20 de outubro de 2003**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3kPvff9>>.

Brasil. 2003 [2003d]. **Lei nº 10.710, de 5 de agosto de 2003**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3dpXnms>>.

Brasil. 2003 [2003e]. **Lei nº 10.779, de 25 de novembro de 2003**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3cs25Qh>>. emprego

Brasil. 2003 [2003f]. **Lei nº 10.683, de 28 de maio de 2003**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3n586al>>. governo

Brasil. 2004 [2004a]. **Política Nacional de Assistência Social (PNAS) – Norma Operacional Básica (NOB)**. Brasília, Ministério do Desenvolvimento Social e Combate à Fome. Disponível em: <<https://bit.ly/34cn8CL>>.

Brasil. 2004 [2004b]. **Portaria nº 2.587, de 06 de dezembro de 2004**. Gabinete do Ministro. Brasília, Ministério da Saúde. En ligne. <<https://bit.ly/2S052xK>>.

Brasil. 2005 [2005a]. **Lei nº 11.101, de 9 de fevereiro de 2005**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2RUMkrk>>.

Brasil. 2005 [2005b]. **Lei nº 11.096, de 13 de janeiro de 2005**. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3j23hMF>>.

Brasil. 2006 [2006a]. **Lei nº 11.324, de 19 de julho de 2006**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/306paDb>>.

Brasil. 2006 [2006b]. **Decreto nº 5.683, de 24 de janeiro de 2006**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2GfsqoT>>.

Brasil. 2007 [2007a]. “Programa de Aceleração do Crescimento: 2007-2010”. **Apresentação para a Comissão de Assuntos Econômicos e de Infra-Estrutura do Senado Federal**. Brasília, Ministério da Fazenda. En ligne. <<https://bit.ly/3j0rHGp>>.

Brasil. 2007 [2007b]. **O Plano de Desenvolvimento da Educação: razões, princípios e programas**. Brasília : Ministério da Educação. En ligne. <<https://bit.ly/3j2pbiT>>.

Brasil. 2007 [2007c]. **Decreto nº 6.094, de 24 de abril de 2007**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2RWGDcC>>.

Brasil. 2007 [2007d]. **Lei nº 11.445 de janeiro de 2007**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. Disponível em: <<https://bit.ly/3mSDZ5N>>.

Brasil. 2007 [2007e]. **Decreto nº 6.135, de 26 de junho de 2007**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/32XFFTN>>.

Brasil. 2007 [2007f]. **Lei nº 11.603, de 5 de dezembro de 2007**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2G6YeMo>>.

Brasil. 2008 [2008a]. Secretaria de Atenção à Saúde. Departamento de Atenção Básica. Saúde Bucal. **Caderno de Atenção Básica**, nº.17, Brasília, Ministério da Saúde. En ligne. <<https://bit.ly/2RTSIVt>>.

Brasil. 2008 [2008b]. **Lei nº 11.770, de 9 de setembro de 2003**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3cwisLm>>.

Brasil. 2008 [2008c]. **Lei nº 11.648, de 31 de março de 2008**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/32YyvOX>>.

Brasil. 2009. **Portaria nº 85, de 20 de fevereiro de 2009**. Programa Nacional de Universalização do Acesso e uso da Energia Elétrica. Manual de Operacionalização Revisão nº 6 (anexo). Brasília : Ministério de Minas e Energia. En ligne. <<https://bit.ly/32ZsVMe>>.

Brasil. 2010 [2010a]. **Decreto nº 7.083, de 27 de janeiro de 2010**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2RWGDcC>>.

Brasil. 2010 [2010b]. Memórias da saúde da família no Brasil. Série I. **História da Saúde no Brasil**. Ministério da Saúde, Brasília. En ligne. <<https://bit.ly/2IjzyBd>>.

Brasil. 2010 [2010c]. **PAC: Programa de Aceleração do Crescimento**. Brasília, Presidência da República; Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão. Disponível em: <<https://www.pac.gov.br/>>.

Brasil. 2011 [2011a]. **Brasil sem Miséria**. Cartilha A. Brasília. En ligne. <<https://bit.ly/303BxzS>>.

Brasil. 2011 [2011b]. **Programa Mais Educação – Manual passo a passo**. Brasília, Ministério da Educação. En ligne. <<https://bit.ly/363dIM7>>.

Brasil. 2011 [2011c]. **Lei nº 12.440, de 7 de julho de 2011**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2G8u6zY>>.

Brasil. 2011 [2011d]. **Lei nº 12.551, de 15 dezembro de 2011**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2GbVGwf>>.

Brasil. 2011 [2011e]. **Lei nº 12.382, de 25 de fevereiro de 2011**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2G42EDN>>.

Brasil. 2011 [2011f]. **Lei nº 12.527, de 18 de novembro de 2011**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3jjRARJ>>.

Brasil. 2012 [2012a]. **Economia Brasileira em Perspectiva**. Edição Especial. Brasília, Ministério da Fazenda. En ligne. <<https://bit.ly/2GnA9AX>>.

Brasil. 2012 [2012c]. **Lei nº 12.683, de 9 de julho de 2012**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/33gMUGA>>.

Brasil. 2013 [2013a]. Secretaria Nacional de Saneamento Ambiental. **Plano Nacional de Saneamento Básico – Plansab**. Brasília, Ministério das Cidades. En ligne. <<https://bit.ly/3cwbKoE>>.

Brasil. 2013 [2013b]. **Brasil Sorridente é o maior programa de saúde bucal do mundo. Portal da Saúde**. Brasília, Ministério da Saúde. En ligne. <<https://bit.ly/2G6y1NQ>>

Brasil. 2013 [2013c]. **Emenda constitucional nº 72, de 2 de abril de 2013**. Brasília, Congresso Nacional. En ligne. <<https://bit.ly/3cFfiFz>>.

Brasil. 2013 [2013d]. **Decreto nº 8.109, de 17 de setembro de 2013**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/2Gnz10b>>. TCU

Brasil. 2013 [2013e]. **Lei nº 12.813, de 16 de maio de 2013**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3idzEqs>>.

Brasil. 2013 [2013f]. **Lei nº 12.846, de 1º de agosto de 2013**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3ilg6Az>>.

Brasil. 2014 [2014a]. **Relatório Educação para todos no Brasil (2000-2015) (Versão Preliminar)**. Brasília, Ministério da Educação. En ligne. <<https://bit.ly/35TgFPx>>.

Brasil. 2014 [2014b]. **Lei nº 13.005, de 25 de junho de 2014**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/366VCcq>>.

Brasil. 2014 [2014c]. **Pesquisa Nacional de Saúde Bucal**. Brasília, Ministério da Saúde.

Brasil. 2015 [2015a]. **Programa Minha casa, minha vida**. Brasília, Ministério das Cidades. En ligne. <<https://bit.ly/3cvd31>>.

Brasil. 2015 [2015b]. **Bolsistas ProUni 2005-2º/2014**. Sistema ProUni. Brasília, Ministério da Educação. En ligne. <<https://bit.ly/340PwY8>>.

Brasil. 2015 [2015c]. Brasil Sorridente completa 11 anos de implementação. **Blog da Saúde**. Brasília, Ministério da saúde. En ligne. <<https://bit.ly/3j3xJ93>>.

Brasil. 2015 [2015d]. **Lei complementar nº 150, de 01 de junho de 2015**. Brasília, Congresso Nacional. En ligne. <<https://bit.ly/2G3QmeD>>.

Brasil. 2016 [2016a]. **Lei nº 13.365, de 29 de novembro de 2016**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3jDd1gu>>.

Brasil. 2016 [2016b]. **Emenda constitucional nº 95, de 15 de dezembro de 2016**. Brasília, Congresso Nacional. En ligne. <<https://bit.ly/3d6mUBa>>.

Brasil. 2016. [2016d] **Lei nº 13.332, de 1º de setembro de 2016**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3iowaRP>>.

Brasil. 2017 [2017a]. **Lei nº 13.415, de 16 de fevereiro de 2017**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/36KLrKy>>.

Brasil. 2017 [2017b]. **Lei nº 13.467, de 13 de julho de 2017**. Casa Civil. Subchefia para Assuntos Jurídicos. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/3jObkwI>>.

Brasil. 2017 [2017c]. **Portal da Transparência do Governo Federal registra recorde de acessos em 2016**. Notícias. Controladoria Geral da União. En ligne. <<https://bit.ly/3ihPwbp>>.

Brasil. 2018. **Demonstrativos dos Gastos Tributários – DGT**. Brasília, Receita Federal, Ministério da Economia. En ligne. <<https://bit.ly/3p18li9>>.

Brasil. 30 de abril de 2012 [2012b]. **Pronunciamento à nação da Presidenta da República, Dilma Rousseff, por ocasião do Dia do Trabalho**. Biblioteca. Brasília, Presidência da República. En ligne. <<https://bit.ly/331LIMx>>.

Brasil. **Balço do PAC**. Publicações Nacionais. Brasília, Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão. [s.d.]

Brasil. **Cadastro nacional dos estabelecimentos de saúde do Brasil (CNES)**. Brasília, Ministério da Saúde. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/3j2vjr8>>.

Brasil. Conjuntura Econômica. Atividade econômica. **Informativo econômico do PIB**. Brasília, Ministério da Fazenda. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/3mSgbPq>>.

Brasil. **Estrutura Fundiária – Brasil**. Estatísticas cadastrais. Brasília, Sistema Nacional de Cadastro Rural (SNCR). [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/3413iKk>>.

Brasil. **Salário mínimo nominal vigente**. Brasília, Ministério do Trabalho e do Emprego. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/2G3XmIr>>.

Braz, Marcelo. 2013. **Samba, cultura e sociedade: sambistas e trabalhadores entre a “questão social” e a questão cultural no Brasil**. São Paulo : Expressão Popular.

Bresciani, Eduardo. 11/08/2011. Clima na base está « gelado e com serração », diz Marco Maia. Política. **Estado de São Paulo**. En ligne. <<https://bit.ly/3eNyr95>>.

Bresser-Pereira, Luis Carlos. 26/06/1988. O fisiologismo contra os partidos. **Folha de São Paulo**. En ligne. <<https://bit.ly/3l605QS>>.

Bresser-Pereira, Luiz Carlo. 1997. Interpretações Sobre o Brasil. Dans : Durand, Maria Rita Garcia Loureiro. **Cinquenta anos de ciência econômica no Brasil: pensamento, instituições, depoimentos**. São Paulo/Rio de Janeiro : Fipe / Ed. Vozes. En ligne. <<https://bit.ly/3318KgZ>>.

Bresser-Pereira, Luiz Carlos et Aldo Ferrer. 1991. Dolarização Crônica: Argentina e Brasil. **Revista de Economia Política**, v.11, nº 1. En ligne. <<https://bit.ly/364b74E>>.

- Bresser-Pereira, Luiz Carlos. 2009 [2009a]. A tendência à sobreapreciação da taxa de câmbio no Brasil. Dans : Crise global e o Brasil. **Texto para Discussão 183**. São Paulo, Escola de Economia da Fundação Getúlio Vargas. En ligne. <<https://bit.ly/2RUQRdk>>.
- Bresser-Pereira, Luiz Carlos. 2009 [2009b]. **From Old to New Developmentalism in Latin America**. En ligne. <<https://bit.ly/3cBqRNW>>.
- Bresser-Pereira, Luiz Carlos. 2012. The exchange rate at the center of development economics. **Estudos Avançados**, v. 26, n° 75, p. 7-28. En ligne. <<https://bit.ly/306Bsew>>.
- Bresser-Pereira, Luiz Carlos. 2014. **A construção política do Brasil: sociedade, economia e Estado desde a Independência**. São Paulo : Editora 34.
- Bresser-Pereira, Luiz Carlos. 2016. Teoria novo-desenvolvimentista: uma síntese. **Cadernos do desenvolvimento**. Rio de Janeiro, v. 11, n° 19, p. 145-165. En ligne. <<https://bit.ly/33W62st>>.
- Briggs, Asa. 1961. The welfare state in historical perspective. **European Journal of Sociology**, v. 2, n° 2, pp. 221-258, Cambridge, Cambridge University Press. En ligne. <<https://bit.ly/3j17mk1>>.
- Buainain, Antônio Márcio et Daniela Pires. 2003. Reflexões sobre Reforma Agrária e Questão Social no Brasil. **I Seminário Internacional Justiça Agrária e Cidadania. Seminário internacional de justiça agrária e Cidadania**. São Paulo : Universidade Estadual de Campinas. En ligne. <<https://bit.ly/2FXprRU>>.
- Bugiato, Caio. 2016. **A política de financiamento do BNDES e a burguesia Brasileira**. Tese (doutorado em Ciências Políticas). Instituto de Filosofia e Ciências Humanas da Universidade Estadual de Campinas. En ligne. <<https://bit.ly/3hYklSh>>.
- Buzetto, Marcelo. 2013. As mobilizações de junho de 2013 e os desafios na construção do poder popular. **Lutas Sociais**, São Paulo, vol.17 n° 31, p.125-39. En ligne. <<https://bit.ly/3lgPNxr>>.
- Cagnin, Rafael Fagundes et al. 2003. A gestão macroeconômica do governo Dilma (2011 e 2012). **Novos estudos CEBRAP**, v. 97. En ligne. <<https://bit.ly/307e9RN>>
- Caixa Econômica Federal. **Programa Nacional de Crédito Fundiário**. Programas de Habitação. s.d. En ligne. <<https://bit.ly/38sfR5b>>.
- Camarano, Ana Amélia et Daniele Fernandes. 2016. Previdência Social Brasileira. Dans : Alcântara, Alexandre de Oliveira, et al. (orgs.). **Política nacional do idoso: velhas e novas questões**, p. 265-294. En ligne. <<https://bit.ly/3i9qg7n>>.
- Campello, Daniela. 2014. The Politics of Financial Booms and Crises: Evidence From Latin America. **Comparative Political Studies**, v. 47 n° 2, pp. 260–286. En ligne. <<https://bit.ly/3jk900d>>.
- Cançado, Vanessa Lucena et Geraldo Magela Costa. 2002. A política de saneamento básico: limites e possibilidades de universalização. Dans : de Paula, João Antonio & et al (ed.), **Anais do X Seminário sobre a Economia Mineira**. Cedeplar, Universidade Federal de Minas Gerais. En ligne. <<https://bit.ly/2G6M4D4>>.
- Cano, Wilson. 2012. A desindustrialização no Brasil. **Economia e Sociedade**, Campinas, vol. 21, Número Especial, pp. 831-851. En ligne. <<https://bit.ly/2IllGqB>>.

Canuto, Otaviano. 5 fev. 2017. A natureza do ciclo de crédito Brasileiro. **The Huffington Post Brasil**. En ligne. <<https://bit.ly/3mK8uel>>.

Cardoso Júnior, José Celso. **Para a Reconstrução do Desenvolvimento no Brasil; eixos estratégicos e diretrizes de política**. São Paulo : HUCITEC, 2011.

Cardoso, Adauto Lucio (org.). 2013. **O Programa Minha Casa Minha Vida e seus Efeitos Territoriais**. 1.ed, pp. 35-103. Rio de Janeiro : Letra Capital. En ligne. <<https://bit.ly/2Gb40g4>>

Cardoso, Ruth Corrêa Leite. 1996. A trajetória dos movimentos sociais. Dans : Dagnino, Evelina. (org.). **Anos 90: política e sociedade no Brasil**. São Paulo, Brasiliense.

Carleial, Liana Maria da Frota. 2015. Política econômica, mercado de trabalho e democracia: o segundo governo Dilma Rousseff. **Estudos avançados**, v. 29, n° 85. En ligne. <<https://bit.ly/3ij42j6>>.

Carneiro, Alan et Renato Lemos. 2016. **Atlas histórico do Brasil: Itamar Franco**. Fundação Getúlio Vargas. En ligne. <<https://bit.ly/3mOVEeB>>.

Carneiro, Dionísio Dias et Eduardo Modiano. 1990. Ajuste externo e desequilíbrio interno: 1980-1984. Dans : Abreu, Marcelo de Paiva (org.). **A Ordem do Progresso. Cem anos de política econômica republicana, 1889-1989**. Rio de Janeiro : Campus. En ligne. <<https://bit.ly/33Zd1Rg>>.

Carneiro, Ricardo de Medeiros. 2012. Velhos e novos desenvolvimentismos. **Economia e Sociedade**, v. 21, n° 4 [edição especial], p. 749-778. En ligne. <<https://bit.ly/308GDus>>.

Carneiro, Ricardo et José Carlos Miranda. 1986. Os marcos gerais da política econômica. Dans : Carneiro, Ricardo (Org.). **Política econômica da Nova República**. Rio de Janeiro : Paz e Terra.

Carneiro, Ricardo et Ricardo Romano. 1988. A heterodoxia conservadora. Dans : Carneiro, Ricardo (Org.). **A heterodoxia em xeque**. São Paulo : Bienal da Universidade Estadual de Campinas.

Carneiro, Ricardo. 2018. Navegando a contravento: Uma reflexão sobre o experimento desenvolvimentista do governo Dilma Rousseff. Dans : Carneiro, Ricardo, Paulo Baltar et Fernando Sarti. (Org.). **Para além da política econômica**. São Paulo, Unesp Digital, pp. 11-54. En ligne. <<https://bit.ly/3j5xMB9>>.

Carvalho, Fernando et al. 2007. **Economia monetária e financeira: teoria e política**, 2ª ed. Rio de Janeiro : Elsevier, 2007.

Castel, Robert. 1998. **As metamorfoses da questão social : uma crônica do salário**. 6. ed. Petrópolis, RJ: Vozes, pp. 415-610. En ligne. <<https://bit.ly/3i2HqmZ>>.

Castro, Antonio Barros de et Francisco Eduardo Pires de Souza. 1985. **A economia Brasileira em marcha forçada**. Rio de Janeiro : Paz e Terra. En ligne. <<https://bit.ly/30bCciK>>.

Castro, Jorge Abrahão de et al. 2003. Análise da evolução do gasto social federal: 1995-2001. **Texto para Discussão, n° 988**. Brasília : IPEA. En ligne. <<https://bit.ly/2EwUzqz>>.

Castro, Jorge Abrahão et al. 2003. Evolução do gasto social federal: 1995-2001. **Boletim Políticas Sociais**. Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA), Diretoria de Estudos Sociais, Brasília. En ligne. <<https://bit.ly/2GNv9Gz>>.

- Cechin, José et Andrei Domingues Cechin. 2007. Desequilíbrios: causas e soluções. Dans : Tafner, Paulo et Fabio Giambiagi. (orgs.). **Previdência no Brasil: debates, dilemas e escolhas**, p. 219-262. Rio de Janeiro : IPEA. En ligne. <<https://bit.ly/2RYxsZ9>>
- Centro de Estudos de Opinião Pública (CESOP). 2011. Estudo eleitoral Brasileiro 2010. **Revista do CESOP**, v. 17, n° 2. En ligne. <<https://bit.ly/2G76CeH>>.
- Cepêda, Vera Alves. 2005. A construção do conceito de subdesenvolvimento no pensamento econômico Brasileiro. **VI Encontro Brasileiro de História econômica**, v. único. En ligne. <<https://bit.ly/2RWgU47>>.
- Cerqueira, Ceres Aires. 2003. **Dívida externa Brasileira**. 2ª ed. revisada e ampliada. Brasília : Banco Central do Brasil. En ligne. <<https://bit.ly/332JG9B>>.
- Confederação Nacional da Indústria (CNI). 2013. **Informe conjuntural**, ano 29, n° 3. Brasília, CNI. En ligne. <<https://bit.ly/33WsoKA>>.
- Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior (CAPES). Número de bolsas de pós-graduação. **GEOCAPES – Sistema de informação georreferenciada**. [s.d.] En ligne. <<https://bit.ly/2G37kKd>>.
- Corsetti, Giancarlo, Paolo Pesenti et Nouriel Roubini. 1999. **Fundamental Determinants of the Asian Crisis: The Role of Financial Fragility and External Imbalances**. Chicago : University of Chicago Press. En ligne. <<https://nyfed.org/2G57XTk>>.
- Costa, Felipe et Leandro Canônico. 19/07/2013. Fifa anuncia preços dos ingressos da Copa de 2014: de R\$ 30 a R\$ 1.980. Copa do Mundo 2014. **Globo Esporte**. En ligne. <<https://glo.bo/3ilgyPh>>.
- Costa, Jean Mário Araújo, Maria Couto Cunha et Rosimeire Baraúna M. de Araújo. 2010. Federalismo cooperativo Brasileiro: implicações na gestão da educação municipal. **Jornal de Políticas Educacionais**, n° 8, p. 14–23 En ligne. <<https://bit.ly/33XwceT>>.
- Costa, Machado da. 30/01/2020. Conheça a PEC que acaba com o Bolsa Família, mas que beneficia os pobres. Economia. **Revista Veja**. En ligne. <<https://bit.ly/3lfQoiT>>.
- Costas, Ruth. 02/12/2015. Escândalo da Petrobras 'engoliu 2,5% da economia em 2015. **BBC Brasil**. En ligne. <<https://bbc.in/2HNJpPB>>.
- Crusius, Yeda Rorato. 1993. **Plano de Combate à Fome e à Miséria : Princípios, Prioridades e Mapa das Ações de Governo**. Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, Brasília.
- Cruz, Paulo Roberto Davidoff Chagas. 1984. **Dívida Externa: e Política Econômica**. São Paulo : Brasiliense. En ligne. <<https://bit.ly/3cwfnLl>>.
- Cunha, André Moreira, Fernando Ferrari-Filho et Daniela Magalhães Prates. 2011. Brazil Responses to the Global Financial Crisis: a well succeed example of Keynesian policies? **Panoeconomicus**, 5, Special Issue, pp. 693-714. En ligne. <<https://bit.ly/2EyFBR3>>.
- Cunha, Luiz Antonio et Moacyr Goés. 1999. **O golpe na educação**, 11ª ed, Rio de Janeiro : Jorge Zahar.
- D'Araujo, Maria Celina (org.). 1999. **As instituições brasileiras da Era Vargas**. Rio de Janeiro, Editora da Fundação Getúlio Vargas. En ligne. <<https://bit.ly/30dlLm5>>.

Dallabrida, Norberto. 2009. A reforma Francisco Campos e a modernização nacionalizada do ensino secundário. **Educação**, Porto Alegre, v. 32, nº 2, p. 185-191. En ligne. <<https://bit.ly/33WCj2J>>

DATA LUTA. 2015. **Relatório Brasil 2014**. Banco de dados da Luta pela Terra. São Paulo. En ligne. <<https://bit.ly/3n0bpQj>>.

De Negri, Fernanda et Gustavo Varela Alvarenga. 2011. A primarização da pauta de exportações no Brasil: ainda um dilema. Dans : IPEA: **Revista Radar**, nº 13. En ligne. <<https://bit.ly/34044Hx>>.

Dean, Hartley. 2013. **Welfare rights and social policy**. London : Routledge.

Delgado, Guilherme et al. 2007. Avaliação do Simples : implicações à formalização previdenciária. **Texto para Discussão nº 1.277**. Brasília : IPEA. En ligne. <<https://bit.ly/2ECdbWm>>.

Delgado, Nelson Giordano. 2012. Agronegócio e agricultura familiar no Brasil: desafios para a transformação democrática do meio rural. **Novos Cadernos** (Núcleo de Atos Estudos Amazônicos, NAEA), vol. 15, nº 1, p. 85-129. En ligne. <<https://bit.ly/3pdE5X0>>.

Departamento Intersindical de Estatísticas e Estudos Socioeconômicos (DIEESE). 2011. Política de valorização do salário mínimo: considerações sobre o valor a vigorar a partir de 1º de janeiro de 2011. **Nota Técnica nº 93**, São Paulo, DIEESE.

Departamento Intersindical de Estatísticas e Estudos Socioeconômicos (DIEESE). 2010. **Salário Mínimo: instrumento de combate à desigualdade**. São Paulo : DIEESE. En ligne. <<https://bit.ly/3306pTw>>.

Departamento Intersindical de Estatísticas e Estudos Socioeconômicos (DIEESE). 2016. **Metodologia da Pesquisa Nacional da Cesta Básica de Alimentos**. En ligne. <<https://bit.ly/365KxYP>>.

Di Giovanni, Geraldo. 1998. Sistemas de proteção social; uma introdução conceitual. Dans : Oliveira, Marco A. (org). **Reforma do estado e políticas de emprego no Brasil**. Campinas: Instituto de Economia da Universidade Estadual de Campinas. En ligne. <<https://bit.ly/2G5aCMO>>.

Dias, José Luciano. 1996. O BNDE e o Plano de Metas (1956/61). Dans : Brasil. **O BNDES e o Plano de Metas**. Brasília, Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior e Banco Nacional do Desenvolvimento Econômico e Social (BNDES). En ligne. <<https://bit.ly/3cx5oWr>>.

Draibe, Sônia Miriam, Maria Helena Castro et Beatriz Azeredo. 1995. The system of social protection in Brazil. **Democracy and social policy series**, working paper nº3. En ligne. <<https://bit.ly/3j4rwd4>>

Draibe, Sônia Miriam. 1985. **Rumos e metamorfoses: um estudo sobre a constituição do Estado e as alternativas da industrialização no Brasil, 1930-1960**. Rio de Janeiro : Paz e Terra. En ligne. <<https://bit.ly/33WMVhW>>.

Draibe, Sônia Miriam. 1993. O welfare state no Brasil: características e perspectivas. Núcleo de Estudos de Políticas Públicas, **Caderno de Pesquisa**, nº 08. Campinas: Universidade Estadual de Campinas. En ligne. <<https://bit.ly/2G5bSzw>>.

- Draibe, Sônia Miriam. 1998. O Sistema Brasileiro de Proteção Social: o legado desenvolvimentista e a agenda recente de reformas. **Caderno de Pesquisa**, nº32. Campinas, Núcleo de estudos de Políticas Públicas da Universidade Estadual de Campinas.
- Draibe, Sônia Miriam. 2013 [2013a]. Proteção Social. Dans : Di Giovanni, Geraldo et Marco A. Nogueira (org). **Dicionário de políticas públicas**. São Paulo : Imprensa Oficial do Estado de São Paulo. En ligne. <<https://bit.ly/3kRNFvN>>.
- Draibe, Sônia Miriam. 2013 [2013b] Sistemas Nacionais de Proteção Social. Dans : Di Giovanni, Geraldo et Marco A. Nogueira (org). **Dicionário de políticas públicas**. São Paulo : Imprensa Oficial do Estado de São Paulo. En ligne. <<https://bit.ly/3kRNFvN>>.
- Eberly, Janice. 2014. Defining the reemerging role of fiscal policy. Dans : Akerlof, George et al, (ed.). What Have We Learned?: **Macroeconomic Policy after the Crisis**. The MIT Press. En ligne. <<https://bit.ly/3i3ZjSf>>.
- Eichengreen, Barry et Poonam Gupta. 2013. Tapering talk: The impact of expectations of reduced Federal Reserve security purchases on emerging markets. **Emerging Markets Review**, v. 25, p. 1-15. En ligne. <<https://bit.ly/2Gdo3uk>>.
- Esping-Andersen, Gøsta. 2008. **Trois leçons sur l'État-providence**. Paris : Seuil.
- Fagnani, Eduardo. 2005. **Política Social no Brasil (1964-2002): entre a cidadania e a caridade**. Tese de Doutorado em Economia. Campinas, Instituto de Economia da Universidade Estadual de Campinas. En ligne. <<https://bit.ly/2EyEr81>>.
- Fagnani, Eduardo. 2008. Direitos Sociais no fio da navalha. Dans : Vaz, Flávio Tonelli, Juliano Sander Musse et Rodolfo Fonseca dos Santos. (Coord.). **20 anos da Constituição Cidadã: Avaliação e desafios da Seguridade Social**. Brasília, Associação Nacional dos Auditores Fiscais da Receita Federal do Brasil (ANFIP), pp. 23-44. En ligne. <<https://bit.ly/2ExwO1C>>.
- Fagnani, Eduardo. 2011. Seguridade Social: a experiência brasileira e o debate internacional. Dans : **Análises e propostas**, nº42. São Paulo, Friedrich Ebert Stiftung. En ligne. <<https://bit.ly/2HNIY7Z>>.
- Farias, Francisco Pereira et Ferdinand Cavalcante Pereira. 07/02/2017. Perspectivas da crise política no Estado democrático do Brasil. **Le Monde Diplomatique Brasil**. En ligne. <<https://bit.ly/34cRViF>>.
- Fattorelli, Maria Lúcia. O ajuste fiscal alimenta o corrupto sistema da dívida. Dossiê Ajuste Fiscal. **Blog Marxismo 21**, 2015. En ligne. <<https://bit.ly/33WE7J6>>.
- Fausto, Boris. 2006. **História do Brasil**, 12ª ed. São Paulo : Editora da Universidade de São Paulo. En ligne. <<https://bit.ly/2RXMYEP>>.
- Fernandes, Bernardo Mançano. 2013. A reforma agrária que o governo Lula fez e a que pode ser feita. Dans : **Lula e Dilma: 10 anos de governos pós-neoliberais no Brasil**. Rio de Janeiro : Faculdade Latino-Americana de Ciências Sociais e Boitempo. En ligne. <<https://bit.ly/32XUdCI>>.
- Fernandes, Florestan. 1976. **A Revolução Burguesa no Brasil**. 2 ed. Rio de Janeiro : Zahar Editores. En ligne. <<https://bit.ly/36p5b6H>>.
- Fernandes, Florestan. 1980. **Brasil, em compasso de espera**, São Paulo: Hucitec

Fernandes, Florestan. 2008. **Sociedade de classes e subdesenvolvimento**. 5°. Ed. São Paulo : Global Editora. En ligne. <<https://bit.ly/3cy7kOs>>.

Ferrari-Filho, Fernando. 2001. O legado do Plano Real: uma estabilização sem crescimento econômico? **Análise Econômica**. Porto Alegre, Revista da Faculdade de Ciências Econômicas da Universidade Federal do Rio Grande do Sul, v. 19, nº 35. En ligne. <<https://bit.ly/3cx8ae4>>.

Ferrari-Filho, Fernando. 2011. Brazil's response: How did financial regulation and monetary policy influence recovery? **Brazilian Journal of Political Economy**, v. 31, nº 5 (125), pp. 880-888, Special edition. En ligne. <<https://bit.ly/3cxQdw2>>.

Filgueiras, Luiz. 2000. **História do Plano Real**. São Paulo : Boitempo Editorial.

Fleury, Paulo Fernando. 2013. Infraestrutura : sonhos e realidade. Dans : Bresser-Pereira, Luiz Carlos (Org.). **O que esperar do Brasil?** Rio de Janeiro : Editora da Fundação Getúlio Vargas. En ligne. <<https://bit.ly/2S0bl4w>>.

Fleury, Sonia. 2003. Novas Bases para a Retomada da Seguridade Social. **Revista Praia Vermelha: Estudos de Política e Teoria Social**, nº 09, Rio de Janeiro, Universidade Federal do Rio de Janeiro.

Folha de São Paulo. 13/06/2010. Veja a íntegra do discurso da candidata Dilma Rousseff. Poder, **Folha de São Paulo**. En ligne. <<https://bit.ly/3iqF69G>>.

Fonseca, Pedro Cezar Dutra et Leonardo Staevie Ayres. 2017. Liberalismo ou Desenvolvimentismo Associado? Uma Interpretação da Política Econômica do Governo Dutra (1946-1950). **Análise Econômica**, Porto Alegre, ano 35, nº. especial, p. 209-232. En ligne. <<https://bit.ly/2S5AWZL>>.

Fonseca, Pedro Cezar Dutra, André Moreira Cunha et Bichara, Julimar da Silva. 2013. O Brasil na era Lula: retorno ao desenvolvimentismo? **Nova Economia**, Belo Horizonte, v. 23, nº 2, p. 403-428. En ligne. <<https://bit.ly/33ZeLrR>>.

Fonseca, Pedro Cezar Dutra. 2004. Gênese e precursores do desenvolvimentismo no Brasil. **Revista Pesquisa e Debate**. São Paulo, Pontifícia Universidade Católica de São Paulo, v. 15, nº 2, pp. 225-56. En ligne. <<https://bit.ly/3kLYQGb>>.

Fonseca, Pedro Cezar Dutra. 2010. Nem ortodoxia nem populismo: o Segundo Governo Vargas e a economia Brasileira. **Tempo**. v.14, nº 28, pp.19-58. En ligne. <<https://bit.ly/3cA34xU>>.

Fonseca, Pedro Cezar Dutra. O mito do populismo econômico de Vargas. 2011. São Paulo, **Revista Econômica Política**, v. 31, nº 1, pp. 56-76. En ligne. <<https://bit.ly/2EBN9T6>>.

Franco, Geisa Cunha. 2008. **A política externa do Governo Figueiredo: a abertura democrática e o debate a imprensa - O Brasil entre os Estados Unidos, o Terceiro Mundo e o eixo regional**. Tese (Doutorado em História das Relações Internacionais), Instituto de Relações Internacionais, Universidade de Brasília (UnB). Brasília. En ligne. <<https://bit.ly/367wty7>>.

Freitas, Gilmar Fialho de et Marcelo Leles Romarco de Oliveira. **Uma análise do programa luz para todos do Governo Federal**. Viçosa, Revista do Programa de Pós-Graduação em Extensão Rural, Universidade Federal de Viçosa (UFV), v. 6, nº 2, jul-dez 2017. En ligne. <<https://bit.ly/2RWyJQz>>.

- Furtado, Celso. 1962. **A pré-revolução Brasileira**. Rio de Janeiro : Fundo de Cultura. En ligne. <<https://bit.ly/2EyJlSt>>.
- Furtado, Celso. 1968. **Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina**, 2ª ed. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.
- Furtado, Celso. 2005. **Formação Econômica do Brasil**. São Paulo : Editora Nacional. En ligne. <<https://bit.ly/3kQX5r4>>.
- Furtado, Celso. 2009. **Desenvolvimento e Subdesenvolvimento**. 5ª ed. Rio de Janeiro : Contraponto: Centro Internacional Celso Furtado.
- Furtado, Celso. 2012. **Ensaio sobre cultura e o Ministério da Cultura**. Rio de Janeiro : Contraponto: Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento.
- Gennari, Adilson Marques. 2001. Globalização, Neoliberalismo e abertura econômica no Brasil nos anos 90. **Pesquisa & Debate**, São Paulo, v. 13, nº 21, p. 30-45. En ligne. <<https://bit.ly/30b01qG>>.
- Gentil, Denise Lobato. 2007. A política fiscal e a falsa crise do sistema de seguridade social no Brasil: análise financeira do período recente. Dans : Sicsú, João (org.). **Arrecadação (de onde vem ?) e gastos públicos (para onde vão ?)**. São Paulo : Boitempo, p. 29-35.
- Giambiagi, Fábio. 2002. Do déficit de metas às metas de déficit : a política fiscal do governo Fernando Henrique Cardoso – 1995/2002. **Texto para Discussão nº 93**, Rio de Janeiro, Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social. En ligne. <<https://bit.ly/367KRGL>>.
- Glewwe, Paul et Ana Lucia Kassouf. 2012. The impact of the Bolsa Escola/Familia conditional cash transfer program on enrollment, dropout rates and grade promotion in Brazil. **Journal of Development Economics**, Volume 97, Issue 2, pp. 505-517. En ligne. <<https://bit.ly/3iYNq0k>>.
- Globo. 08/04/2018. Em quatro anos, Lava-Jato já alcançou 14 partidos. **Jornal o Globo**. En ligne. <<https://glo.bo/3n6T9o6>>.
- Globo. 10/11/2015. Gasto com seguro-desemprego cai apesar de maior número de desempregados. **Portal G1**, São Paulo. En ligne. <<https://glo.bo/303ZMxN>>.
- Globo. 13/11/2019. Pela primeira vez, negros são maioria nas universidades públicas, diz IBGE. **Jornal Nacional. Portal G1**. En ligne. <<https://glo.bo/33gvxWn>>.
- Globo. 15/05/2014. Doze cidades do Brasil têm protestos contra a Copa do Mundo. **Jornal Nacional. Portal G1**. En ligne. <<https://glo.bo/30r4PIS>>.
- Globo. 17/05/2010. 'A diplomacia venceu', diz Lula sobre acordo nuclear com o Irã. **Política, Portal G1**. En ligne. <<https://glo.bo/2Griatg>>.
- Globo. 24/06/2013. Veja pesquisa completa do Ibope sobre os manifestantes. **Portal G1**, São Paulo. En ligne. <<https://glo.bo/38sAf6d>>.
- Gobbato, Flávia et Livia Salomão Piccinini. 2017. O programa Minha Casa Minha Vida e a constituição de políticas públicas habitacionais. **Revista Mundi Sociais e Humanidades**, Curitiba , v. 2, nº 22. En ligne. <<https://bit.ly/36bGw5d>>.

Gobetti, Sérgio Wulff et Adriana Moreira Amado. 2011. Ajuste fiscal no Brasil: algumas considerações de caráter póskeynesiano. **Revista de Economia Política**, v. 31 n° 1 São Paulo. En ligne. <<https://bit.ly/3cyFgKt>>.

Gobetti, Sérgio Wulff. 2015. Ajuste fiscal no Brasil: os limites do possível. **Texto para Discussão, n° 2037**. Brasília : Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada. En ligne. <<https://bit.ly/2EE25Ac>>

Goldenberg, José et Luiz Tadeu Siqueira Prado. 2003. Reforma e crise do setor elétrico no período FHC. **Tempo Social**, São Paulo, Universidade de São Paulo. En ligne. <<https://bit.ly/305mmWz>>.

Goldfajn, Ilan. 2000. The Swings in capital flows and Brazilian crisis. **Texto para discussão n°422**, Departamento de Economia Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro. En ligne. <<https://bit.ly/334p2pv>>.

Gonçalves, Reinaldo. 2008. **PAC: Desaceleração do crescimento e vulnerabilidade externa**. Rio de Janeiro, Comissão de Política Econômica do Conselho Regional de Economia do Rio de Janeiro. En ligne. <<https://bit.ly/3mU8l80>>.

Gremaud, Amaury Patrick, Flávio Azevedo Marques de Saes et Rudinei Toneto Júnior. 1997. **Formação Econômica do Brasil**. São Paulo : Atlas. En ligne <<https://bit.ly/3i8sRy1>>.

Guimarães, Alberto Passos. 2011. Quatro séculos de latifúndio. Dans : Stédile, João Pedro (org.). **A questão agrária no Brasil: o debate tradicional 1500-1960**. 2.ed. São Paulo : Expressão Popular, pp. 35-78.

Gusso, Divonzir Arthur et al. 1990. **Educação e cultura 1987: situação e políticas governamentais**. Brasília : IPEA.

Haddad, Fernando. 2008. O Plano de Desenvolvimento da Educação: razões, princípios e programas. **Textos para discussão n° 30**. Série Documental. Brasília : Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas Educacionais Anísio Teixeira. En ligne. <<https://bit.ly/333wRMk>>.

Hage, Jorge. 2010. O Governo Lula e o Combate à Corrupção. **Coleção “Brasil em Debate”**. São Paulo, Fundação Perseu Abramo. En ligne. <<https://bit.ly/2ENQaQc>>.

Hermann, Jenifer et Denise L. Gentil. 2015. Macroeconomic constraints and limits on social spending: an analysis of the period 2003 – 2012 in Brazil. Dans : Fritz, Barbara et Lena Lavinias (Ed.). **A moment of equality for Latin America? Challenges for redistribution**. Series “Entangled Inequalities: Exploring Global Asymmetries”; Series editor: Sérgio Costa. London : Ashgate. En ligne. <<https://bit.ly/309KWFR>>.

Hermann, Jennifer. 2011. Auge e Declínio do Modelo de Crescimento com Endividamento: O II PND e a Crise da Dívida Externa. Giambiagi et al (Org.). **Economia Brasileira Contemporânea: 1945-2010**, 2ª ed. Rio de Janeiro : Elsevier, pp. 25-48. En ligne. <<https://bit.ly/3mTeBwU>>.

Hobsbawm, Eric. J. 1995. **Age of extremes: the short Twentieth century (1914-1991)**. London : Abacus. En ligne. <<https://bit.ly/2FYLFMQ>>.

Hochstetler, Kathryn. 2006. Rethinking Presidentialism: Challenges and Presidential Falls in South America. **Comparative Politics**, v. 38, n° 4, pp. 401-418. En ligne. <<https://bit.ly/3cKZels>>.

Hochstetler, Kathryn. 2011. The Fates of Presidents in Post-Transition Latin America: From Democratic Breakdown to Impeachment to Presidential Breakdown. **Journal of Politics in Latin America**, v. 3, n° 1, 125-141. En ligne. <<https://bit.ly/3kWFfmG>>.

Holanda, Sérgio Buarque de. 1995. **Raízes do Brasil**. 26ª ed. São Paulo : Companhia das Letras. En ligne. <<https://bit.ly/2G01w4h>>.

Ianni, Octavio. 1971. **Estado e planejamento econômico no Brasil (1930-1970)**. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira. En ligne. <<https://bit.ly/3cweIJQ>>.

Ianni, Octavio. 1989. **Estado e Capitalismo: estrutura social e industrialização no Brasil**, 2ª ed., São Paulo: Brasiliense.

Ianni, Octavio. 1991. À crise de paradigmas na Sociologia. **Revista Crítica das Ciências Sociais** n° 32, pp. 195-215. En ligne. <<https://bit.ly/3kP4lhM>>.

Ianni, Octavio. 2000. Tendências do pensamento brasileiro. **Revista de Sociologia da Universidade de São Paulo**, v. 12, n° 2, pp. 55-74. En ligne. <<https://bit.ly/3iumFk4>>.

Ianoni, Marcus. 2009. Políticas públicas e Estado: o plano real. **Lua Nova**, São Paulo, n° 78, p. 143-183. En ligne. <<https://bit.ly/2S2TJF2>>.

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). 1960. **Censo Demográfico 1960**. Rio de Janeiro, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística. En ligne. <<https://bit.ly/2S1sY3U>>.

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). 2006. **Estatísticas do Século XX**. 2ª edição, revisada e ampliada, Rio de Janeiro, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística, pp. 9-24; 507-537 En ligne. <<https://bit.ly/2EwLWwa>>.

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). 2008. **Contagem da População 2007 e Projeção da População do Brasil por Sexo e Idade para o Período 1980-2050**. Censo Demográfico 1980/2000, Revisão. Rio de Janeiro, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística. En ligne. <<https://bit.ly/342H9v4>>.

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). 2010 [2010a]. **Censo Demográfico 2010**. Rio de Janeiro, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística. En ligne. <<https://bit.ly/2G9o9mu>>.

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). 2010 [2010b]. **Pesquisa Nacional de Saneamento Básico**. Rio de Janeiro, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística. En ligne. <<https://bit.ly/3kS6tuT>>.

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). 2018. **Síntese de Indicadores Sociais: indicadores apontam aumento da pobreza entre 2016 e 2017**. Editoria: Estatísticas Sociais. Agência IBGE Notícias. En ligne. <<https://bit.ly/3cCjbLg>>.

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). **Anuário estatístico do Brasil, Rio de Janeiro, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística**. [s.d.] En ligne. <<https://bit.ly/30c4GsG>>.

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). **Pesquisa mensal de Emprego (PME)**. Brasília, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística, s.d.

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). **Pesquisa nacional por amostra de domicílios contínua (PNAD contínua)**. Social. Trabalho. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/2S1nfuV>>.

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). **Quem somos**. Institucional. Rio de Janeiro, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística [s.d.] En ligne. <<https://bit.ly/334WFYq>>.

Instituto de Estudos Socioeconômicos (INESC). 2007. **Pensando uma agenda para o Brasil: Desafios e perspectivas**. Brasília, Instituto de Estudos Socioeconômicos. En ligne <<https://bit.ly/2RW7x4k>>.

Instituto de Estudos Socioeconômicos (INESC). 2010. **Orçamento para 2011: um ajuste fiscal seletivo**. Brasília, Instituto de Estudos Socioeconômicos.

Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA). 2017. Perfil dos Contribuintes para Previdência Privada. **Nota técnica n° 43**. Diretoria de Estudos e Políticas Sociais (DISOC). En ligne. <<https://bit.ly/332vSf0>>.

Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA). Atlas Brasil. **Atlas de Desenvolvimento Humano**. Radar IDHM, [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/33YECSK>>.

Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA). **Coefficiente de Gini**. Renda. Base de dados — Social. Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada. [s.d.] En ligne. <<https://bit.ly/2G7AI1F>>.

Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA). **Produção Industrial**. Pesquisa Industrial Mensal. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/330rs8G>>.

Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária (INCRA). 2016. **Área incorporada ao Programa de Reforma Agrária**. En ligne. <<https://bit.ly/309UXmr>>.

Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas Educacionais Anísio Teixeira (INEP). 2015. **Censo da educação superior 2015**. Brasília, Ministério da educação. En ligne. <<http://goo.gl/tYbnLd>>.

Instituto Trata Brasil. 22/02/2018. Universalização do saneamento básico e seus impactos. **Blog sobre saneamento básico**. En ligne. <<https://bit.ly/36f7qZQ>>.

International Monetary Fund (IMF). 2015. **World Economic Outlook (WEO)**. En ligne. <<https://bit.ly/3kKXVFW>>.

Jacobi, Pedro. 1983. Movimentos Populares Urbanos e Resposta do Estado: Autonomia e Controle vs. Cooptação e Clientelismo. Dans : Boschi, Renato Raul (org.). **Movimentos Coletivos no Brasil Urbano**. Rio de Janeiro : Zahar, pp. 145-179. En ligne. <<https://bit.ly/2IjhxTQ>>.

Jannuzzi, Paulo de Martino. 2004. Déficit social nos municípios Brasileiros : uma proposta de indicadores para diagnóstico e implementação de programas sociais emergenciais. **BIS n° 32** En ligne. <<https://bit.ly/340IQJv>>.

Jansen, Roberta. 18/05/2016. O que significam os cortes anunciados no Bolsa Família. **Deutsche Welle**. En ligne. <<https://bit.ly/3jlvrSK>>.

Jardim, Maria Chaves et Marcio Rogerio Silva. 2015. **Programa de aceleração do crescimento (PAC) : neodesenvolvimentismo?** 1ª ed. São Paulo, Editora Universidade Estadual de Campinas. En ligne. <<https://bit.ly/3mP2hOa>>.

Jenkins, William. 1978. **Policy analysis: a political and organizational perspective**. New York, St. Martin's Press.

- Jinkings, Ivana. 2016. Apresentação: O golpe que tem vergonha de ser chamado de golpe Dans : Jinkings, Ivana, Kim Doria et Murilo Cleto (orgs), **Por que gritamos golpe ? para entender o impeachment e a crise política no Brasil**. São Paulo : Boitempo. En ligne. <<https://bit.ly/3n4XSXz>>.
- Jubé, André. 17/04/2017. Temer admite que Cunha aprovou pedido de impeachment por vingança. **Valor Econômico**. En ligne. <<https://glo.bo/34bYXEp>>.
- Kaufmann, Franz X. 2012. **European foundations of the welfare state**. Oxford : Berghahn Books.
- Kerstenetzky, Celia L. 2012. **O estado do bem-estar social na idade da razão: a reinvenção do estado social no mundo contemporâneo**. Rio de Janeiro : Elsevier. En ligne. <<https://bit.ly/366T7GQ>>.
- Kilsztajn, Samuel. 1989. O Acordo de Bretton Woods e a evidência histórica. O sistema financeiro internacional no pós-guerra. **Revista de Economia Política**, v. 9, n° 4. En ligne. <<https://bit.ly/36gMYYW>>.
- Kliksberg, Bernardo. 1994. Redesigning the State Profile for Social and Economic Development and Change, **International Review of Administrative Sciences**, v. 60, n°2, p. 179–182. En ligne. <<https://bit.ly/30aogFE>>.
- Krein, José Dari et Marco Antônio de Oliveira. 2003. Mudanças Institucionais e Relações de Trabalho: as iniciativas do governo FHC no período 1995-1998. **Revista do TRT da 15ª região, n° 22**. En ligne. <<https://bit.ly/2RZ9KvR>>.
- Krein, José Dari. 2005. Movimento sindical e salário mínimo. **Carta Social e do Trabalho n° 1**. Campinas: Instituto de Economia da Universidade Estadual de Campinas, 2005. En ligne. <<https://bit.ly/3j5wyWy>>.
- Lago, Luiz Aranha Corrêa do. 1990. A retomada do crescimento e as distorções do “milagre”: 1967-1973. Dans : Abreu, Marcelo de Paiva (org.). **A Ordem do Progresso. Cem anos de política econômica republicana, 1889-1989**. Rio de Janeiro : Campus, p. 233-294 En ligne. <<https://bit.ly/33Zd1Rg>>.
- Lamucci, Sérgio. 22 de fevereiro de 2017. Investimento federal cai de 3,25% do PIB para 1,9% do PIB entre 2013 e 2016. São Paulo, **Valor Econômico**. En ligne. <<https://bit.ly/3j8eNpB>>.
- Lavoie, Marc et Engelbert Stockhammer. 2013. **Wage-led Growth an Equitable Strategy for Economic Recovery**. **International Labour Organization**. En ligne. <<https://bit.ly/333kYWr>>.
- Leopoldi, Maria Antonieta P. 1991. Crescendo em meio à incerteza: a política econômica do governo JK (1956-60). Dans : Gomes, Ângela de Castro (org.). **O Brasil de JK**. Rio de Janeiro, Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil da Fundação Getúlio Vargas, p. 107-142. En ligne. <<https://bit.ly/3cAz3Of>>.
- Lessa, Carlos. **Quinze anos de política econômica**. São Paulo : Brasiliense, 1981.
- Lewis, Arthur W. 1969. Economic development with unlimited supplies of labour. Agarwala, Amar Narain et Satya Pal Singh (org). **The Economics of Underdevelopment**. New York : Oxford University Press. En ligne. <<https://bit.ly/3mXaHmT>>.

- Lowi, Theodore. 1964. American business, public policy, case studies and political theory. **World Politics**, Cambridge, v. 16, n° 4, pp. 677-713. En ligne. <<https://bit.ly/2G6TOVQ>>.
- Macarini, José Pedro. 2009. A política econômica do Governo Sarney: os Planos Cruzado (1986) e Bresser (1987). **Texto para Discussão n° 157**, Campinas, Instituto de Economia da Universidade Estadual de Campinas. En ligne. <<https://bit.ly/3hXC0tq>>.
- Maciel, David. 2008. **De Sarney a Collor: reformas políticas, democratização e crise (1985-1990)**. Tese (Doutorado em História), Programa de Pós-Graduação em História da Faculdade de Ciências Humanas e Filosofia da Universidade Federal de Goiás (UFG). En ligne. <<https://bit.ly/308FmUo>>.
- Mantega, Guido. 19/12/2012. O primeiro ano da nova matriz econômica. **Valor Econômico**. En ligne. <<https://bit.ly/2HyMxyH>>;
- Mantega, Guido. 1984. **A Economia política Brasileira**. São Paulo : Petropolis. En ligne. <<https://bit.ly/3342qFv>>.
- Mantega, Guido. 1996. O pensamento econômico Brasileiro de 60 a 80: os anos rebeldes. Dans : Loureiro, Maria Rita Garcia, Ana Maria Bianchi et Antonio Delfim Netto. **Cinquenta anos de ciência econômica no Brasil: pensamento, instituições, depoimentos**. São Paulo/Rio de Janeiro : Fipe / Ed. Vozes.
- Mantega, Guido. 2007 [2007a]. **Panorama da Economia Brasileira**. Brasília : Ministério da Fazenda. En ligne. <<https://bit.ly/3428Bt0>>.
- Mantega, Guido. 2007 [2007b]. O PAC e a política econômica do governo. **XIX Fórum Nacional**. Brasília, Ministério da Fazenda. En ligne. <<https://bit.ly/2RZDhpg>>.
- Marques, Rosa Maria et Áquilas Mendes. 2001. A proteção social no primeiro quartel do século XXI: brincando com cenários. **Análise Econômica**, Porto Alegre, Faculdade de Ciências Econômicas, Universidade Federal do Rio Grande do Sul, ano 19, n° 36, p. 165-193. En ligne. <<https://bit.ly/3kPkUzA>>.
- Marques, Rosa Maria et Áquilas Mendes. 2004. O governo Lula e a contra-reforma previdenciária. **São Paulo Perspectiva**, São Paulo, v. 18, n° 3, p. 3-15. En ligne. <<https://bit.ly/36feyp4>>.
- Marques, Rosa Maria, Salomão Barros Ximenes et Camila Kimie Ugino. 2018. Governos Lula e Dilma em matéria de seguridade social e acesso à educação superior. **Brazilian Journal of Political Economy**, São Paulo, v. 38, n° 3, p. 526-547. Available from <<https://bit.ly/3i3q7IL>>
- Marshall, Thomas H. 1950. **Citizenship and social class and other essays**. Cambridge : Cambridge University Press. En ligne. <<https://bit.ly/3mRjcQf>>.
- Martins, José de Souza. **Os camponeses e a política no Brasil**. Petrópolis, RJ: Vozes, 1981.
- Marx, Karl et Friedrich Engels. 1997. **Manifesto Comunista**. « Avante ! » Edições, Lisboa. En ligne. <<https://bit.ly/334NLtC>>.
- Mattei, Lauro et Luis Felipe Magalhães. 2011. A política econômica durante o Governo Lula (2003-2010): cenários, resultados e perspectivas. Dans : De Paula, Marilene (org.) **Nunca antes na história desse país...”? um balanço das políticas do Governo Lula**. Rio de Janeiro : Fundação Henrich Böll. En ligne. <<https://bit.ly/2HqLWio>>.

- Mauriel, Ana Paula Ornellas. 2010. Pobreza, seguridade e assistência social: desafios da política social brasileira. **Revista Katálysis**. Florianópolis v. 13 n° 2 p. 173-180. En ligne. <<https://bit.ly/33gDGdg>>.
- Mautone, Silvana. 24/09/2010. Com a capitalização, Petrobras passa a ser a 4ª maior empresa do mundo. **UOL**. En ligne. <<https://bit.ly/2Ezylir>>.
- Médici, André César et Marco Cícero M. P. Maciel. 1995. A dinâmica do gasto social nas três esferas de governo: 1980-92. Dans : Affonso, Ru de Britto; Silva, Pedro Luiz Barros (Orgs.). **Descentralização e políticas sociais**. São Paulo : Fundação do Desenvolvimento Administrativo.
- Mello, Guiomar Namó. 1994. **Cidadania e competitividade: desafios educacionais do terceiro milênio**. São Paulo : Cortez. En ligne. <<https://bit.ly/366jQmP>>.
- Mendonça, Ricardo Fabrino et Ana Carolina Ogando. 2013. Discursos sobre o feminino: um mapeamento dos programas eleitorais de Dilma Rousseff. **Revista Brasileira de Ciências Sociais**, v. 28 n° 83. En ligne. <<https://bit.ly/369xi9t>>.
- Meneguello, Rachel. 1996. **Partidos e governos no Brasil contemporâneo (1985-1997)**. Tese (doutorado em Ciências Sociais) Instituto de Filosofia e Ciências Humanas da Universidade Estadual de Campinas. En ligne. <<https://bit.ly/307fo3s>>
- Mészáros, István. 2009. **The Structural Crisis of Capital**. New York : Monthly Review Press.
- Miranda, Gabriella Moraes Duarte, Antonio da Cruz Gouveia Mendes, et Ana Lucia Andrade da Silva. 2016. O envelhecimento populacional Brasileiro: desafios e consequências sociais atuais e futuras. **Revista Brasileira de Geriatria e Gerontologia**, Rio de Janeiro, v. 19 n° 3, pp. 507-519. En ligne. <<https://bit.ly/330N4BE>>.
- Modiano, Eduardo. A ópera dos três cruzados: 1985-1989. 1990. Dans : Abreu, Marcelo de Paiva (org.). **A ordem do progresso: cem anos de política economia republicana, 1889-1989**. Rio de Janeiro : Elsevier
- Mollo, Maria de Lourdes Rollemberg et Pedro Cezar Dutra Fonseca. 2013. Desenvolvimentismo e novodesenvolvimentismo: raízes teóricas e precisões conceituais. **Revista de Economia Política**, v. 33, n° 2, p. 222-239. En ligne. <<https://bit.ly/3mSJJMX>>.
- Moraes, Lecio et Alfredo Saad-Filho. 2011. Da economia política à política econômica: o novo-desenvolvimentismo e o governo Lula. **Revista de Economia Política**, São Paulo, v. 31, n° 4, p. 507-527. En ligne. <<https://bit.ly/3i8Ppi9>>.
- Movimento Passe Livre. **Quem somos**. s.d. En ligne : <<https://bit.ly/3eHK4OS>>.
- Nassif, André. 2015. As armadilhas do tripé da política macroeconômica Brasileira. **Revista de Economia Política**, v. 35, n° 3, p. 426-443. En ligne. <<https://bit.ly/367FR4F>>.
- Negócios. 23/01/2014. Espanha fechou 2013 com desemprego nos 26%. **Economia. Negócios**. En ligne. <<https://bit.ly/3n8r4gk>>.
- Netto, José Paulo. 1999. FHC e a política social: um desastre para as massas trabalhadoras. Dans : Lesbaupin, Ivo (Org.). **O desmonte da nação: balanço do governo FHC**, pp. 91-114. Petrópolis, RJ: Vozes.
- Neves, Newton J. O. et Milton Fagundes. 1993. **Collor: o artifice do caos**. 2. Ed. São Paulo : Mission Edições e Eventos Ltda.

- Nóbrega, Maílson. 2001. A herança econômica. Dans : Bastos, Oliveira (org.). **Sarney: o outro lado da história**. Rio de Janeiro : Nova Fronteira.
- Nunes, Pedro (org.). 2019. **Democracia Fraturada: a derrubada de Dilma Rousseff, a prisão de Lula e a Imprensa no Brasil**. João Pessoa: Editora do CCTA; Aveiro: RIA Editorial, 2019. En ligne. <<https://bit.ly/2Gt73A1>>.
- Nurkse, Ragnar. 1953. **Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries**. Oxford : Basil Blackwell. En ligne. <<https://bit.ly/3cubLd0>>.
- Nurkse, Ragnar. 1969. Some International Aspects of the Problem of Economic Development. Agarwala, Amar Narain et Satya Pal Singh (org.). **The Economics of Underdevelopment**. New York : Oxford University Press. En ligne. <<https://bit.ly/3mXaHmT>>.
- Oliva, Aloizio Mercadante. 2010 [2010a]. **As bases do novo desenvolvimentismo no Brasil: análise do governo Lula (2003-2010)**. Tese (doutorado em Economia) Instituto de Economia da Universidade Estadual de Campinas. En ligne. <<https://bit.ly/333uIjt>>.
- Oliva, Aloizio Mercadante. 2010 [2010b]. Mudanças para um novo modelo de desenvolvimento. Dans : Rodríguez, Aymara Arreaza. **2003- 2010: O Brasil em transformação**, v. 1. São Paulo, Fundação Perseu Abramo.
- Oliva, Aloizio Mercadante.; Tavares, Maria da Conceição. 2001. **Eixos de um novo Modelo**. São Paulo : Fundação Perseu Abramo. Debate: Um outro Brasil é possível. Revista Teoria e Debate, n° 49.
- Oliveira, Francisco de. 1992. **Collor, a falsificação da ira**. Rio de Janeiro : Imago Ed.
- Oliveira, Francisco Eduardo Barreto de, Kaizô Iwakami Beltrão et Monica Guerra Ferreira. 1997. Reforma da Previdência. **Texto para discussão n° 508**, Rio de Janeiro. En ligne. <<https://bit.ly/317DXOf>>.
- Oliveira, Francisco. 2003. **Crítica à razão dualista/ O Ornitorrinco**. 1 ed. São Paulo : Boitempo Editorial. En ligne. <<https://bit.ly/2HqP0Lq>>.
- Oreiro, José Luis et Carmem Feijó. 2010. Desindustrialização: conceituação, causas, efeitos e o caso Brasileiro. **Revista de Economia Política**, v. 30, n° 2 (118), pp. 219-232. En ligne. <<https://bit.ly/30ag34f>>.
- Oreiro, José Luis et Luciano Manarin D'agostini. 2016. From Lula Growth Spectacle to the Great Recession (2003-2015): Lessons of the management of the macroeconomic tripod and macroeconomic challenges for restoring economic growth in Brazil. **Conference: Central Banks in Latin America: In Search for Stability and Development**. Peru, Pontificia Universidad Católica del Perú. En ligne. <<https://bit.ly/3i7y4Gq>>.
- Oreiro, José Luis. 11/05/2015. As Várias Faces do Desenvolvimentismo. São Paulo, **Valor Econômico**. En ligne. <<https://bit.ly/3cuCqGD>>.
- Orenstein, Luiz et Antonio Claudio Sochaczewski. 1990. Democracia com desenvolvimento: 1956-1961. Dans : Abreu, Marcelo P. (org.). **A ordem do progresso: cem anos de política econômica republicana 1889-1989**. Rio de Janeiro : Campus, p. 171-196. En ligne. <<https://bit.ly/33Zd1Rg>>.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2016. **PISA 2015 key findings for Brazil**. En ligne. <<https://bit.ly/2EzbLvD>>.

- Paiva, Denise. 2009. **Era Outra História: Política Social do Governo Itamar Franco 1992-1994**. Juiz de Fora : Editora Universidade Federal de Juiz de Fora.
- Panizza, Francisco. 2006. La marea rosa. **Análise de Conjuntura** (Observatório político sul-americano), Rio de Janeiro, nº 8, p. 1-16, ago. En ligne. <<https://bit.ly/3kPEb4c>>.
- Partido dos Trabalhadores. 2001. **A ruptura necessária. Resoluções de Encontros e Congressos & Programas de Governo**. São Paulo, Fundação Perseu Abramo.
- Partido dos Trabalhadores. 2002 [2002a]. **Carta ao Povo Brasileiro**. São Paulo, Fundação Perseu Abramo. En ligne. <<https://bit.ly/30bqOmK>>.
- Partido dos Trabalhadores. 2002 [2002b]. **Programa Vida Digna no Campo**. São Paulo, Fundação Perseu Abramo. En ligne. <<https://bit.ly/2RZlgr5>>.
- Paula, João Antonio de (org.). 2005. **Adeus ao desenvolvimento: a opção do governo Lula**. Belo Horizonte : Autêntica.
- Pereira, Potyara Amazoneida P. 2012. Utopias desenvolvimentistas e política social no Brasil. São Paulo, **Serviço Social & Sociedade**, nº 112, pp. 729-753. En ligne. <<https://bit.ly/2G3VYpg>>.
- Pereira, Potyara Amazoneida P. 2013. Proteção social contemporânea: *cui prodest?* São Paulo, **Serviço Social & Sociedade**, nº 116, pp. 636-651. En ligne. <<https://bit.ly/36r5dL5>>.
- Pereira, Aline Carla Afonso. 2003. **O desenvolvimento das instituições de ensino superior no Brasil, no nível de graduação, no contexto do Plano de Reforma do Estado Brasileiro**. Dissertação (Mestrado em administração pública) Escola de Administração da Universidade Federal da Bahia, Salvador. En ligne. <<https://bit.ly/2G730cO>>.
- Peres, Thais Helena de Alcântara. 2005. Comunidade Solidária: A proposta de um outro modelo para as políticas sociais. **Civitas Porto Alegre** v. 5 nº 1 jan-jun, p. 109-126. En ligne. <<https://bit.ly/3kGCoOK>>.
- Pérez-Liñán, Aníbal. 2007. **Presidential impeachment and the new political instability in Latin America**. Cambridge University Press.
- Petersen, Klaus et Jørn Petersen. 2013. Confusion and divergence: origins and meanings of the term ‘welfare state’ in Germany and Britain, 1840-1940. **Journal of European Social Policy**, Londres, v. 23, nº 1, pp. 37-51. En ligne. <<https://bit.ly/369Bypt>>.
- Pew Research Center. 2014. **Brazilian Discontent Ahead of World Cup**. En ligne. <<https://pewrsr.ch/3eJD18h>>.
- Pfeifer, Mariana. 2014. O “social” no interior do projeto neodesenvolvimentista. **Serviço Social & Sociedade**, São Paulo, nº 120, p. 746-766. En ligne. <<https://bit.ly/3jfd0zf>>.
- Pinheiro, Armando Castelar et Luiz Chrysostomo Oliveira Filho. 1991. Privatização no Brasil: Passado, Planos e Perspectivas. **Texto para discussão nº 230**, Rio de Janeiro, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada. En ligne. <<https://bit.ly/3mPeB0S>>.
- Pinto, Céli Regina Jardim. 2017. A trajetória discursiva das manifestações de rua no Brasil (2013-2015). **Lua Nova**, São Paulo, v. 100, p. 119-153. En ligne. <<https://bit.ly/3cyKE0n>>.
- Pinto, Paulo Silva. 11/09/2014. Ganho médio anual do sistema financeiro no governo atual bate antecessores. Política, **Correio Braziliense**. En ligne. <<https://bit.ly/2EUfuEo>>.

- Piola, Sérgio Francisco et Sebastião Francisco Camargo, 1993. **Brasil: gasto social federal por áreas – 1980-1991**. Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada. En ligne. <<https://bit.ly/3kPNssY>>.
- Polanyi, Karl. 2001. **The great transformation: the political and economic origins of our times**. Beacon: Press. En ligne. <<https://bit.ly/2G0nkWF>>.
- Porphirio, Max Fellipe Cezario. 2017. A Liga: resistência e organização política dos trabalhadores rurais (1962-64). **Tempos Históricos**, vol. 22, pp. 17-49. En ligne : <<https://bit.ly/2JWDsB7>>.
- Poulantzas, Nicos. 1973. **On social classes**. New Left Review, vol. 1 n° 78. En ligne : <<https://bit.ly/32xUbB8>>.
- Poulantzas, Nicos. 2019. **Poder político e classes sociais**. Traduit par Maria Leonor F. R. Loureiro. Campinas, Editora da Universidade Estadual de Campinas. En ligne. <<https://bit.ly/36nGnM0>>.
- Prado, Fernando et Monika Meireles. 2010. Teoria marxista da dependência revisitada: elementos para a crítica ao novo-desenvolvimentismo dos atuais governos de centro-esquerda latino-americanos. Dans : Castelo, Rodrigo. **Encruzilhadas da América Latina no século XX**. Rio de Janeiro, Pão e Rosas.
- Prata, Antonio. 19/01/2011. O aeroporto tá parecendo rodoviária. Cotidiano. **Folha de São Paulo**. En ligne. <<https://bit.ly/3n9kqGw>>.
- Proner, Carol, Gisele Cittadino, Marcio Tenenbaum et Wilson Ramos Filho (orgs). 2016. **A resistência ao golpe de 2016**. Bauru, Projeto Editorial Praxis. En ligne. <<https://bit.ly/3nfEDuD>>.
- Rangel, Leonardo Alves et al. 2009. Conquistas, Desafios e Perspectivas da Previdência Social no Brasil vinte anos após a promulgação da Constituição Federal de 1988. **Políticas Sociais: acompanhamento e análise - Vinte Anos da Constituição Federal**, volume 1, p. 41-94. En ligne. <<https://bit.ly/36bbOsP>>
- Rangel, Leonardo Alves et João Saboia. 2015. O regime de previdência dos servidores públicos: Implicações distributivas com base na instituição de um teto nos valores dos benefícios e da criação da FUNPRESP. **Nova economia**, Belo Horizonte, v. 25, n° 3, p. 575-594. En ligne. <<https://bit.ly/30dYqAG>>.
- Redivo, André da Silva. 2018. **A carteira de crédito agrícola e industrial (creai) e o modelo de financiamento do estado desenvolvimentista no Brasil entre 1937 e 1969**. Tese (Doutorado em Economia). Programa de Pós-Graduação em Economia da Faculdade de Ciências Econômicas da Universidade Federal do Rio Grande do Sul. En ligne. <<https://bit.ly/3mQglal>>
- Reis, Eustáquio et al. 2006. Contas Nacionais. Brasil — Tabela População, Produto Interno Bruto, Produto Interno Bruto — per capita — e deflator implícito do Produto Interno Bruto, 1901/2000 Dans : **Estatísticas do Século XX**. Rio de Janeiro : IBGE. En ligne. <<https://bit.ly/36fK5rj>>.
- Resende, Thiago. 04/06/2020. Governo tira dinheiro do Bolsa Família no Nordeste para bancar publicidade oficial. **Folha de São Paulo**. En ligne. <<https://www1.folha.uol.com.br/mercado/2020/06/governo-tira-dinheiro-do-bolsa-familia-no-nordeste-para-bancar-publicidade-oficial.shtml>>.

Reuters. 20/06/2002. Fitch reduz rating do Brasil por preocupações com dívida. **Reuters**. En ligne. <<https://bit.ly/3j7k8xs>>.

Reuters. 30/04/2012. Na TV, Dilma eleva tom a bancos privados e pede corte em juros. Economia, **Reuters**. En ligne. <<https://bit.ly/2EUgVmg>>.

Revista Veja. 10/09/2014. Campanha ‘antibancários’ de Dilma espanta investidores da Bolsa. Economia. **Revista Veja**. En ligne. <<https://bit.ly/3ieaZly>>.

Rodrigues, Fernando. 21/01/2016. PF aumenta operações com Dilma, mas investimentos ficam estagnados. Política. **UOL**. En ligne. <<https://bit.ly/3IHwWeW>>.

Rodrigues, Mauro Marcondes. 1996. Retomando o planejamento: o plano plurianual 1996-1999. **Revista do BNDES**, Rio de Janeiro, v. 3, nº 5, p. 3-30. En ligne. <<https://bit.ly/332s5P1>>.

Romero, Cristiano. 17/12/2012. País mudou sua matriz econômica, diz Holland. **Valor Econômico**. En ligne. <<https://bit.ly/36bcHBF>>.

Rua, Maria das Graças. 2014. **Políticas Públicas**. Florianópolis: Departamento de Ciências da Administração da Universidade Federal de Santa Catarina, 3ª ed, revisada e atualizada, pp. 11-60. En ligne. <<https://bit.ly/2G1aqys>>.

Sader, Emir et Pablo Gentili (orgs.). 2004. **Pós-neoliberalismo II: que Estado para que democracia ?** 4ª edição, Petrópolis, RJ: Vozes.

Sader, Emir. 2013. A construção da hegemonia pós-neoliberal. Dans : **Lula e Dilma: 10 anos de governos pós-neoliberais no Brasil**. Rio de Janeiro : Faculdade Latino-Americana de Ciências Sociais e Boitempo. En ligne. <<https://bit.ly/32XUdCI>>.

Sallum Júnior, Brasília. 1996. **Labirintos: dos generais à Nova República**. São Paulo : Editora Hucitec

Sampaio Júnior, Plínio de Arruda. 2012. Desenvolvimentismo e neodesenvolvimentismo: tragédia e farsa. **Serviço Social e Sociedade**, nº 112, pp. 672-688. En ligne. <<https://bit.ly/369jXOt>>.

Sampaio, Lucas. 28/04/2014. Sete milhões trocam ônibus por viagem de avião em 8 anos. Mercado. **Folha de São Paulo**. En ligne. <<https://bit.ly/3jZqhw9>>.

Sandroni, Paulo. 1989. **Balço de pagamentos e dívida externa**. São Paulo : Ática.

Santos, Cleusa et al. 2010. PAC: uma orientação neoliberal para as políticas sociais – gestão dos direitos ou dos negócios do social ? **Ser Social**. Brasília, v. 12, nº 26, p. 116-146. En ligne. <<https://bit.ly/3mRtxLT>>.

Santos, Wanderley Guilherme dos. 1978. **Ordem burguesa e liberalismo político**. São Paulo : Duas Cidades. En ligne. <<https://bit.ly/2G5wNCK>>.

Santos-Pinto, Cláudia du Bocage, Nilson do Rosário Costa et Cláudia Garcia Serpa Osorio de Castro. 2011. Quem acessa o Programa Farmácia Popular do Brasil? Aspectos do fornecimento público de medicamentos. **Ciência & Saúde Coletiva**, v. 16 nº 6, pp.2963-2973. En ligne. <<https://bit.ly/3cFsRVh>>

Sardenberg, Carlos Alberto. 1987. **Aventura e agonia: nos bastidores do cruzado**. São Paulo : Cia das Letras.

- Saretta, Fausto. 1995. A política económica Brasileira 1946/1950. **Revista de Sociologia e Política**, nº 4/5. En ligne. <<https://bit.ly/2S0IAoj>>.
- Scortegagna, Giulia et Jeancezar Ditzz de Souza Ribeiro. 2019. Brazil, a legitimate leader: from peacekeeping operations to permanent vacancy in the UN Security Council R. **Escola de Guerra Naval**, Rio de Janeiro, v. 25, n. 2, p. 492-516. En ligne. <https://revista.egn.mar.mil.br/index.php/revistadaegn/article/download/848/pdf_1>.
- Sen, Amartya. 2000 **Desenvolvimento como liberdade**. 8ª ed. São Paulo : Companhia das Letras.
- Setti, Ricardo. 2011. Minha casa, minha vida é o projeto mais atrasado do PAC. E Dilma não tem em quem dar bronca. **Revista Veja**. En ligne. <<https://bit.ly/2GbR9Kw>>.
- Sicsú, João, Luiz Fernando de Paula et Renault Michel. 2007. Por que novo-desenvolvimentismo? **Revista de Economia Política**, v. 27, nº 4, pp.507-524. En ligne. <<https://bit.ly/36bx6XA>>.
- Sicsú, João. 2007. Sinais opostos e dúvidas: a marca do início do segundo governo Lula. Dans : Instituto de Estudos Socioeconômicos (INESC). **Pensando uma agenda para o Brasil: Desafios e perspectivas**. Brasília, INESC. En ligne. <<https://bit.ly/3j8yHkp>>.
- Silva, José Graziano da, Mauro Eduardo Del Grossi et Caio Galvão de França (org.). 2010. **Fome Zero: a experiência Brasileira**. Brasília, Organização das Nações Unidas para Agricultura e Alimentação (FAO) ; Ministério do Desenvolvimento Agrário (MDA). En ligne. <<https://bit.ly/3i6mBXV>>.
- Silva, Sidney Jard de. 2012. Sindicalismo, processo decisório e reforma da previdência no Governo Lula (2003-2010). Gramado, **VIII. Encontro da Associação Brasileira de Ciência Política : "Ampliando Fronteiras da Ciência Política"**. En ligne. <<https://bit.ly/3j2pE4E>>.
- Singer, André et Isabel Loureiro (org.). 2016. **As contradições do lulismo: a que ponto chegamos?** São Paulo, Boitempo.
- Singer, André. 2012. **Os sentidos do lulismo: reforma gradual e pacto conservador**. São Paulo : Companhia das Letras.
- Singer, André. 2013. Brasil, junho de 2013: Classes e ideologias cruzadas. São Paulo : **Novos Estudos CEBRAP**, nº 97, pp. 23-40. En ligne. <<https://bit.ly/3nOJzqs>>.
- Singer, André. 2015. Cutucando onças com varas curtas: o ensaio desenvolvimentista no primeiro mandato de Dilma Rousseff (2011-2014). **Novos Estudos CEBRAP**, São Paulo, nº 102, p. 39-67. En ligne. <<https://bit.ly/2FSYL4T>>.
- Singer, Paul. 1980. Movimentos de Bairro. Dans : Singer, Paul ; Brandt, Vinícius Caldeira (orgs.). **São Paulo, o Povo em Movimento**. Rio de Janeiro : Vozes/CEBRAP, pp. 83-107.
- Singer, Paul. 1987. **O dia da lagarta : democratização e conflito distributivo no Brasil do cruzado**. São Paulo : Brasiliense.
- Skidmore, Thomas E. 1988. **The politics of military rule in Brazil, 1964-85**. New York, Oxford University Press. En ligne. <<https://bit.ly/3mT0hEH>>.
- Skidmore, Thomas E. 2007. **Brasil: de Getúlio a Castelo**. 14ª ed. Rio de Janeiro : Paz e Terra. En ligne. <<https://bit.ly/3i7pN5i>>.

Soares, Laura Tavares. 2003. Retomando o Debate da Reforma da Previdência. Dans : Morhy, Lauro et al. (orgs.). **Reforma da Previdência em Questão**. Brasília : Universidade de Brasília, Laboratório de Estudos do Futuro/ Gabinete do Reitor: Editora Universidade de Brasília.

Sochaczewski, Antonio Claudio. 1993. **Desenvolvimento econômico e financeiro do Brasil: 1952-1968**. Rio de Janeiro : Editora da Fundação Getúlio Vargas. En ligne. <<https://bit.ly/3mUQspS>>.

Souza, Herbert de. 1987. A nova república e as políticas sociais. **Revista de administração pública**, Rio de Janeiro, v.21, n° 4, p. 24-30. En ligne. <<https://bit.ly/30aXptb>>.

Souza, Jessé. 2016. **A radiografia do golpe**. São Paulo : Leya Editora. En ligne. <<https://docero.com.br/doc/ns80sxn->>.

Souza, Nilson Araújo de. 2007. **Economia Brasileira Contemporânea: de Getulio a Lula**. São Paulo : Altas.

Szwarcwald, Célia Landmann et Euclides Ayres Castilho. 1995. Estimativas da mortalidade infantil no Brasil, década de oitenta: proposta de procedimento metodológico. **Revista de Saúde Pública**, v. 29, n° 6. En ligne. <<https://bit.ly/367pbKM>>.

Tafner, Paulo et Fábio Giambiagi. 2017. Reforma da Previdência : a hora chegou. Dans : Giambiagi, Fábio et Mansueto Facundo de Almeida Júnior (orgs.). **Retomada do Crescimento**. Rio de Janeiro : Elsevier, p. 43-66.

Tatagiba, Luciana. 2018. Entre as ruas e as instituições : os protestos e o impeachment de Dilma Rousseff. **Lusotopie**, vol. 17, n° 1, p. 112-135. En ligne. <<https://bit.ly/3nkgMdh>>.

Tavares, Maria da Conceição. 1973. **Da substituição de importações ao capitalismo financeiro: ensaios sobre Economia Brasileira**. 2^a ed. Rio de Janeiro : Zahar. En ligne. <<https://bit.ly/332TZKM>>.

Tavares, Ricardo et Mario Monteiro. 1994. População e condições de vida. Guimarães, Reinaldo et Ricardo Tavares (org.). **Saúde e sociedade no Brasil: anos 80**. Rio de Janeiro : Relume-Dumará.

The Economist. 12/11/2009. Brazil takes off: Now the risk for Latin America's big success story is hubris. Leaders, **The Economist**. En ligne. <<https://econ.st/33XmVnQ>>.

Tiezzi, Sergio. 2004, A organização da política social do Governo Fernando Henrique. **São Paulo em Perspectiva**, São Paulo, v. 18 n° 2, p. 49-56. En ligne. <<https://bit.ly/36d6Zzk>>.

Tilton, Tim. 1990. **The political theory of Swedish social democracy**. New York : Oxford University Press.

Tribunal de Contas da União (TCU). 2003. **Relatório de Auditoria**. En ligne. <<https://bit.ly/369Xj8U>>.

Trisotto, Fernanda. 13/09/2019. Bolsa Família vai encolher em 2020, e pagamento do 13.º ainda é mistério. **Gazeta do Povo**. En ligne. <<https://bit.ly/3nbvfb4>>.

Tumolo, Paulo Sérgio. 2002. **Da contestação à conformação: A formação sindical da CUT e a reestruturação capitalista**. Campinas, Editora da Universidade Estadual de Campinas. En ligne. <<https://bit.ly/36bA6Dk>>.

- United Nations. 2005. **Rapport mondial sur le développement humain**. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). En ligne. <<https://bit.ly/2G0kLuy>>.
- United Nations. **Trabalho Doméstico**. Temas. Brasília, OIT Brasília. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/3i2qa1f>>.
- Valente, Rubens. 23/05/2016. Em diálogos gravados, Jucá fala em pacto para deter avanço da Lava Jato. **Folha de São Paulo**. En ligne. <<https://bit.ly/3io0wUG>>.
- Velloso, João Paulo dos Reis. 1978. **Brasil: a solução positiva**. São Paulo : Abricatel.
- Viana, Iara Azevedo Vitelli, Mary Kawauchi et Thiago Varanda Barbosa (org.). 2018. **Bolsa Família, 15 anos (2003-2018)**. Brasília, Escola Nacional de Administração Pública (ENAP). En ligne. <<https://bit.ly/2S0dFZx>>.
- Vianna, Sérgio Besserman. 1987. **A política econômica no segundo governo Vargas (1951-1954)**. Dissertação premiada em 1º lugar no 11º Prêmio BNDES de Economia. Prêmio BNDES. Rio de Janeiro : BNDES, p. 105-122 En ligne. <<https://bit.ly/3kNZC5y>>.
- Vianna, Sérgio Besserman. 1990. Duas tentativas de estabilização: 1951/1954. Dans : Abreu, Marcelo P. (org.). **A ordem do progresso: cem anos de política econômica republicana 1889-1989**. Rio de Janeiro : Campus, p. 123-150. En ligne. <<https://bit.ly/33Zd1Rg>>.
- Villela, André. 2011. Dos « Anos Dourados » de JK à crise não resolvida (1956-1963). Dans : Giambiagi, Fabio et al (org.). **Economia Brasileira Contemporânea: 1945-2010**, 2ª ed. Rio de Janeiro : Elsevier, pp. 25-48. En ligne. <<https://bit.ly/3mTeBwU>>.
- Werneck Vianna, Maria Lucia Teixeira. 1990. Nem Leviatã nem moinho diabólico: notas para pensar a crise (e as perspectivas, sobretudo) da política social. **Texto para Discussão, n° 247**. Rio de Janeiro, Universidade Federal do Rio de Janeiro.
- World Bank. 2008. **Global economic prospects 2009 : commodities at the crossroads**. Washington, DC, World Bank.
- World Bank. **Gini index (World Bank estimate) – Brazil**. [s.d.]. En ligne. <<https://bit.ly/2RZt6Rp>>.
- World Economic Forum. **The Global Competitiveness Report 2010–2011**. Geneva, 2010. En ligne. <<https://bit.ly/2Ivwa6z>>.
- World Economic Forum. **The Global Competitiveness Report 2019**. Geneva, 2019. En ligne. <<https://bit.ly/3jZDBAy>>.
- Yazbek, Maria Carmelita. 1996. **Classe Subalterna e Assistência Social**. 2ª de. São Paulo : Cortez.

Annexes

Tableau 1 – Les 30 cibles du Plan Metas

Secteur	#	Cibles
Énergie	1	L'énergie électrique
	2	L'énergie nucléaire
	3	Charbon
	4	Production de pétrole
	5	Raffinage du pétrole
Transport	6	Rééquipement des chemins de fer
	7	Construction de chemins de fer
	8	Pavage des routes
	9	Construction de routes
	10	Ports et drainage
	11	La marine marchande
	12	Transport aérien
Alimentation	13	Blé
	14	Entrepôts et silos
	15	Réfrigérateurs
	16	Abattoirs industriels
	17	La mécanisation de l'agriculture
	18	Fertilisants
Industries de base	19	Sidérurgie
	20	Aluminium
	21	Métaux non ferreux
	22	Ciment
	23	Alkalis
	24	Pâtes et papiers
	25	Caoutchouc
	26	Exportation de minerai de fer
	27	Industrie automobile
	28	Industrie de la construction navale
	29	Industrie mécanique et électrique lourde
Éducation	30	Personnel technique

Source : Brasil 1958.

Tableau 2 — Trajectoire de l'inflation et du salaire minimum réel (1955-1961)

Inflation (IGP-DI)*		Salaire minimum réel par mois (R\$) — moyenne annuel
Année	Indice (% , par année)	
1955	12,15	-
1956	24,57	441.21
1957	6,95	488.59
1958	24,38	426.20
1959	39,44	488.60
1960	30,46	425.20
1961	47,79	491.36

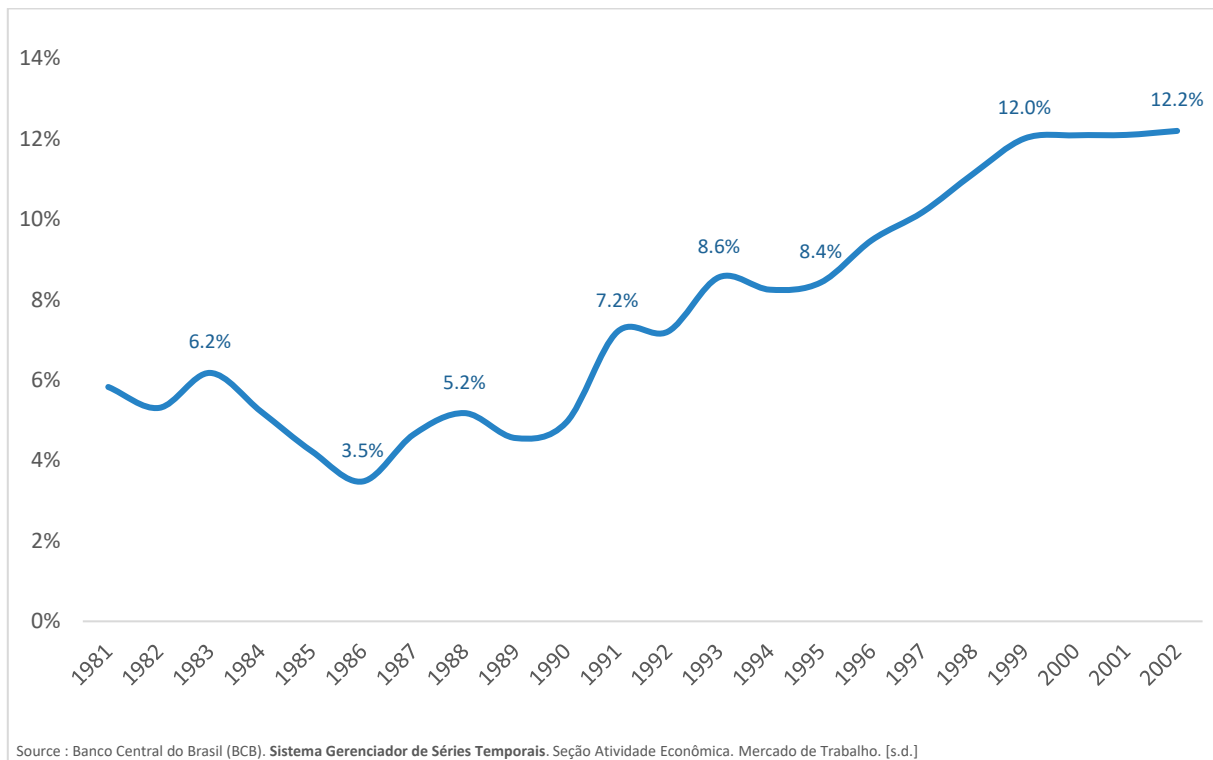
Source : IBGE.

* L'IGP-DI est l'indice général des prix – disponibilité intérieure est un indice d'inflation populaire dans l'économie brésilienne, dont son objectif est de mesurer mensuellement la variation de prix tout au long de la chaîne de production du pays (donc, disponibilité intérieure). La principale fonction de l'IGP-DI est d'enregistrer les activités commerciales, qui concernent tout, de l'agriculture et des industries aux biens et services, en étant capable de proposer des corrections, des réajustements et des démonstrations du scénario économique national.

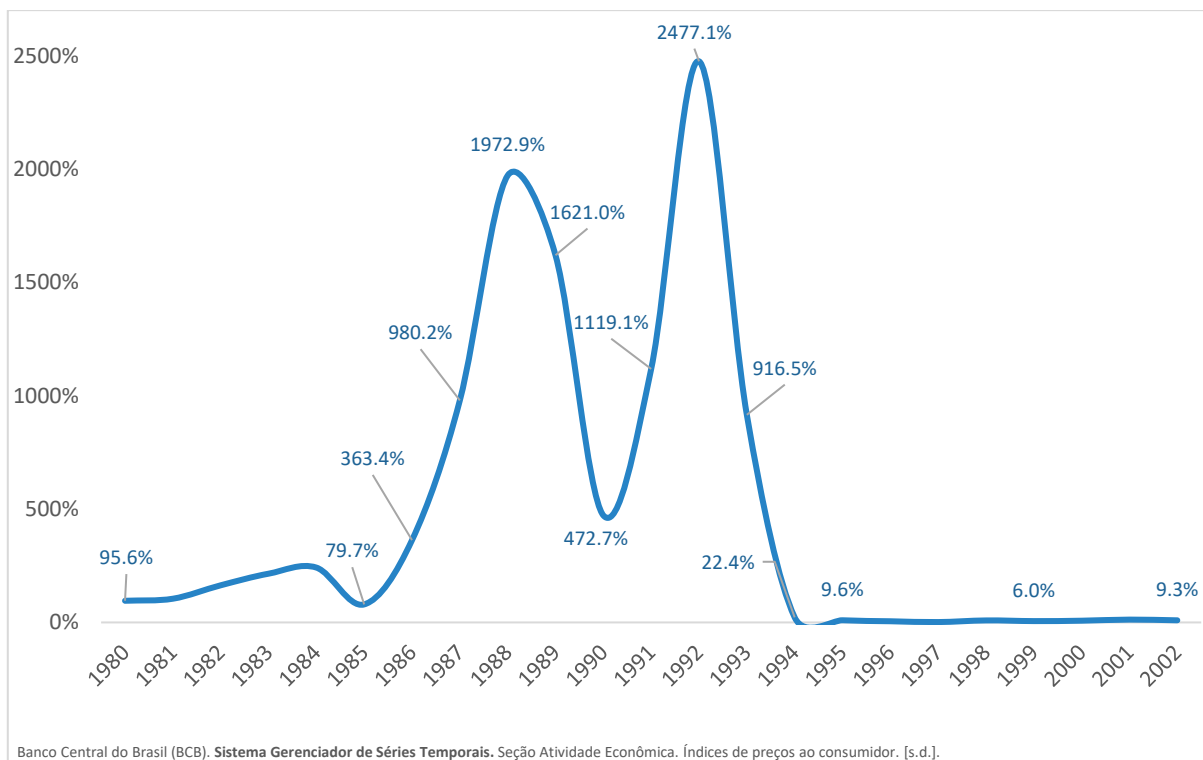
Tableau 3 — Comparaison entre le national-développementalisme et le néodéveloppementalisme

National-développementalisme	Néodéveloppementalisme
L'industrialisation est dirigée par l'État et est basée sur la substitution des importations	L'industrialisation est orientée vers l'exportation et est combinée à une consommation de masse sur le marché intérieur
L'État a un rôle central pour créer une épargne forcée et la réalisation d'investissements	C'est responsabilité de l'État de créer des opportunités d'investissement et de réduire les inégalités économiques
La politique industrielle est centrale	La politique industrielle est subsidiaire, mais stratégique
Ambiguïté en ce qui concerne les déficits des comptes publics et des comptes courants	Rejet les deux déficits et, si le pays est atteint du syndrome hollandais, il faut avoir un excédent budgétaire et dans le compte courant
Une relative conformité avec l'inflation	Pas de complaisance à l'égard de l'inflation

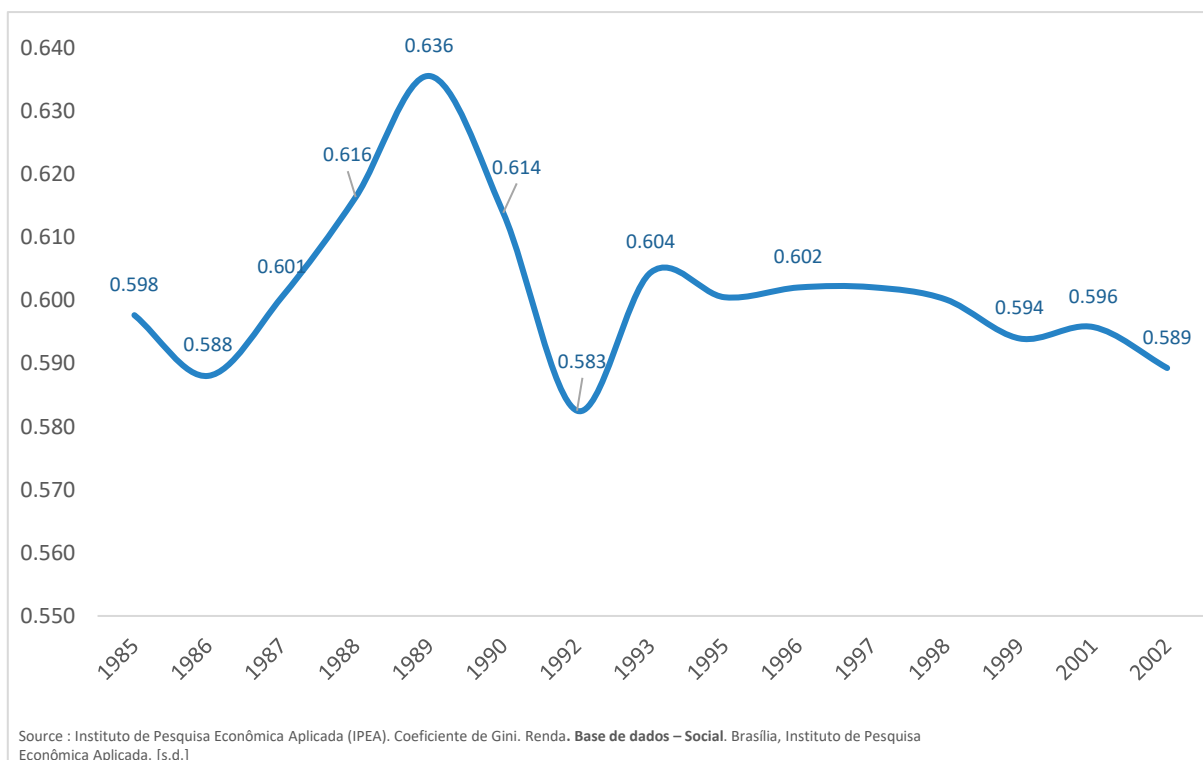
Source : Bresser-Pereira 2012.



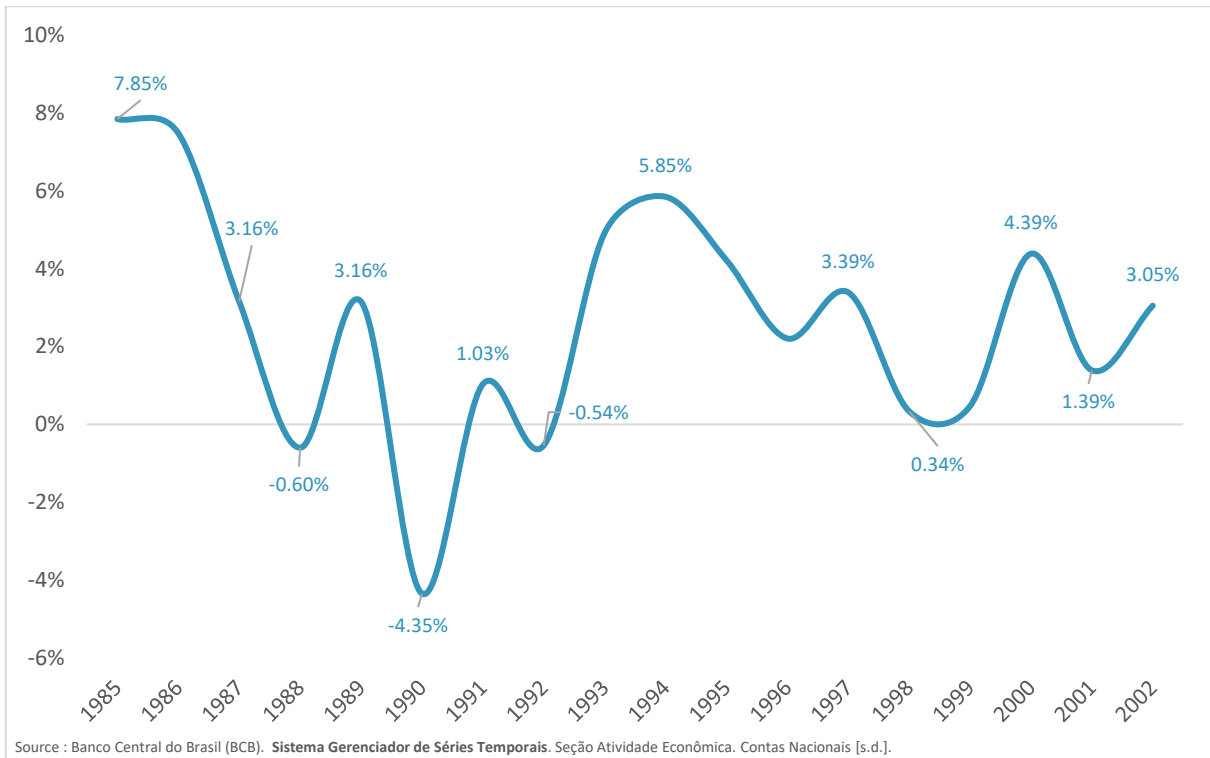
Graphique 1 – Chômage (en %, 1981-2002)



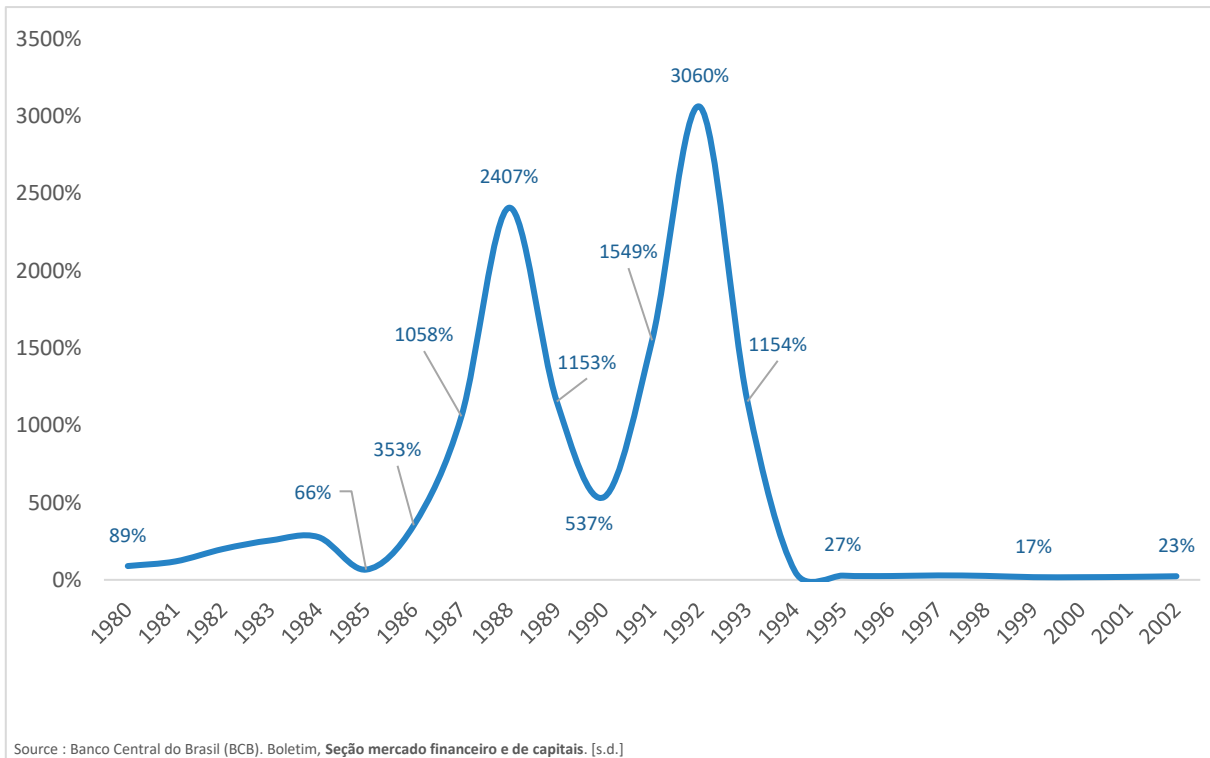
Graphique 2 – Taux d’inflation (% par an, 1980-2002)



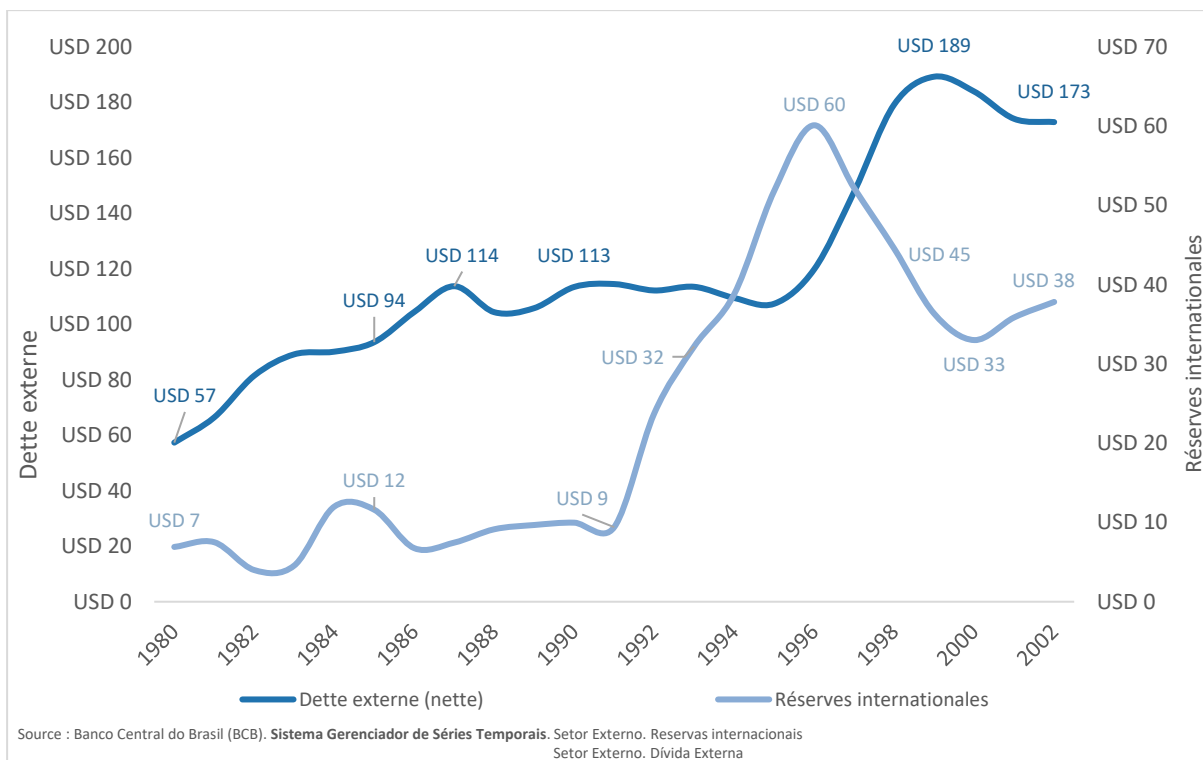
Graphique 3 – Évolution de l’Indice Gini (1985-2002)



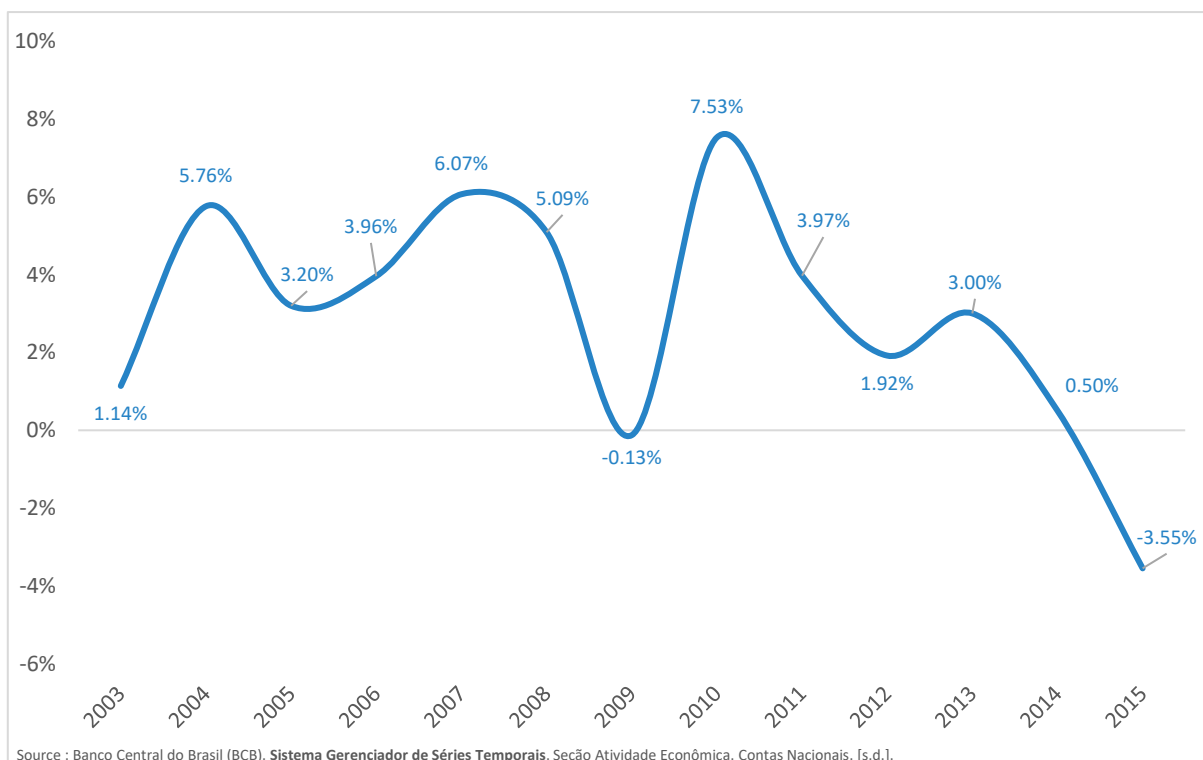
Graphique 4 – Résultat du PIB (en %, 1985-2002)



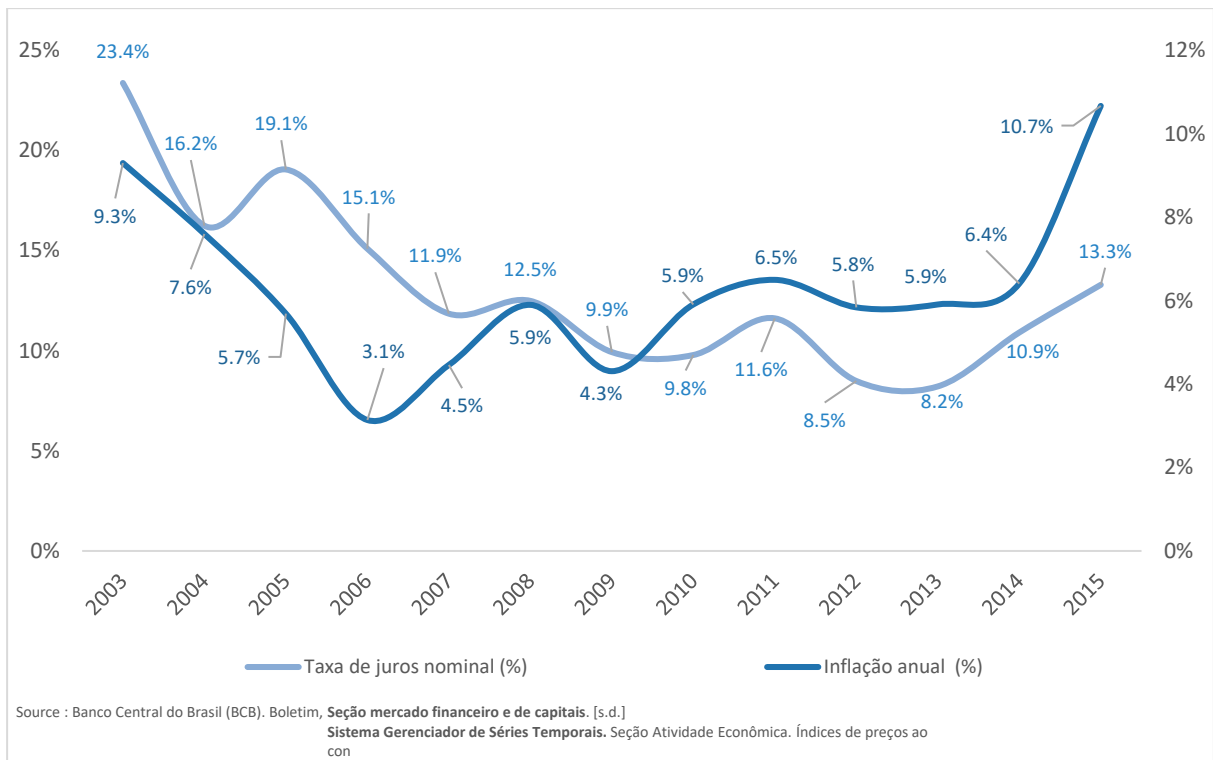
Graphique 5 – Taux d'intérêt (en %, 1980-2002)



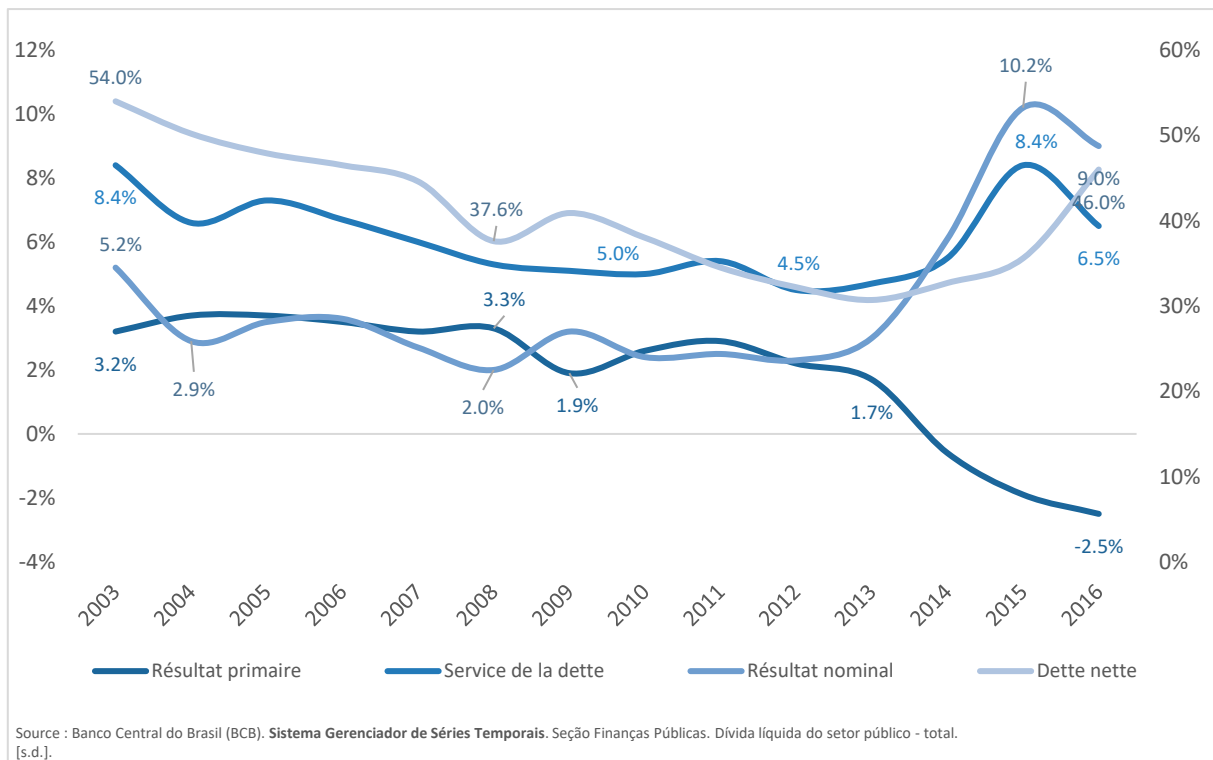
Graphique 6 – Réserves internationales et dette externe (en millions de US\$, 1980-2002)



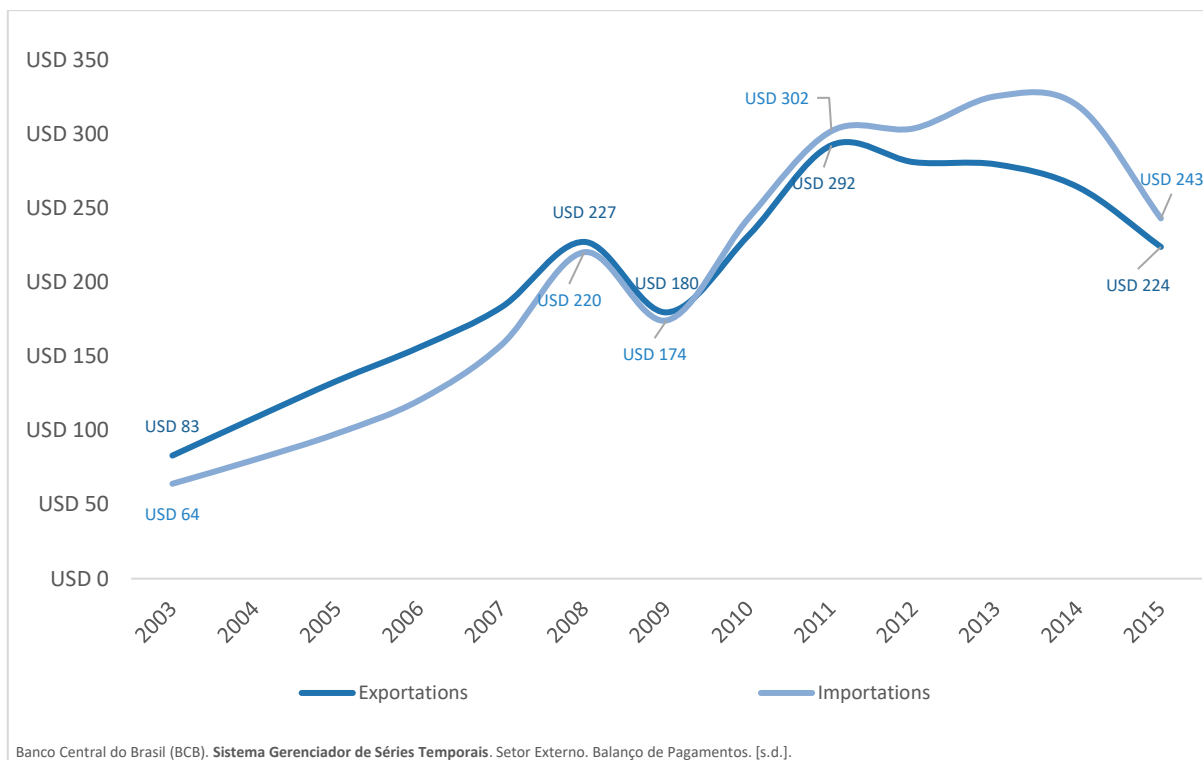
Graphique 7 – Résultat du PIB (en %, 2003-2015)



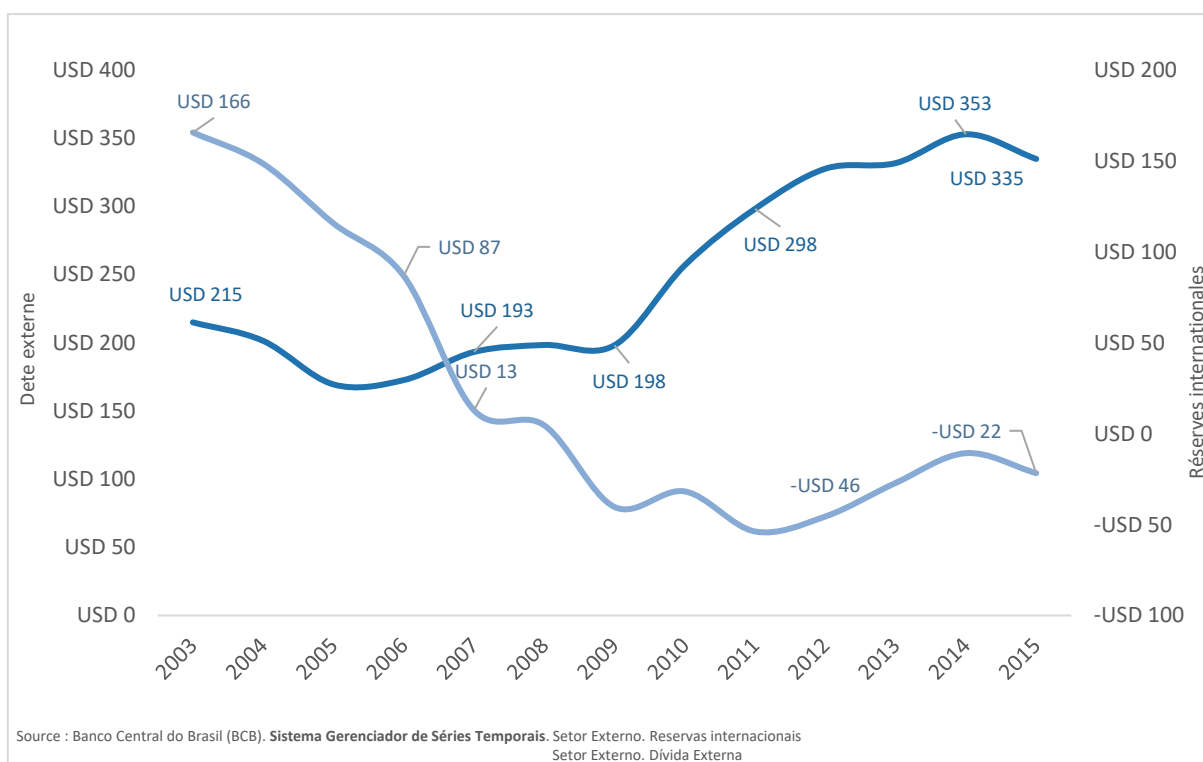
Graphique 8 – Taux d’inflation et taux d’intérêts (en %, 2003-2015)



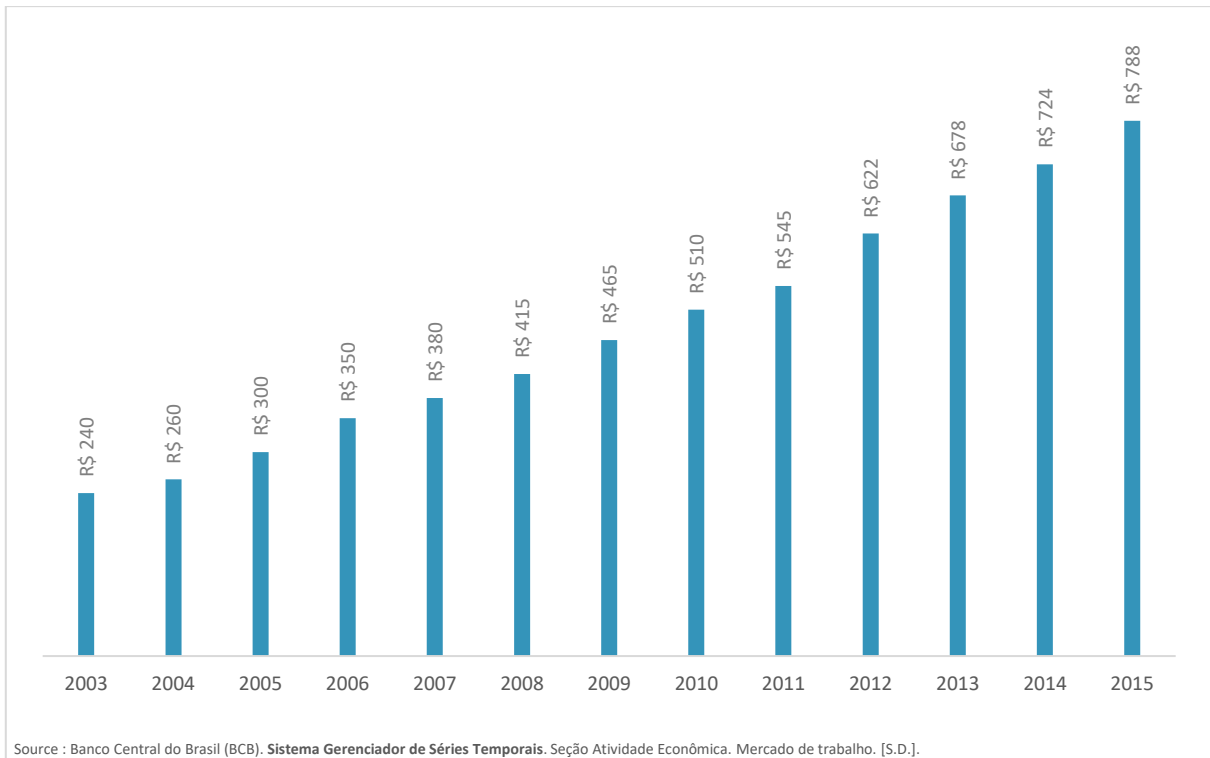
Graphique 9 – Données fiscales et dette publique (en % du PIB, 2003-2015)



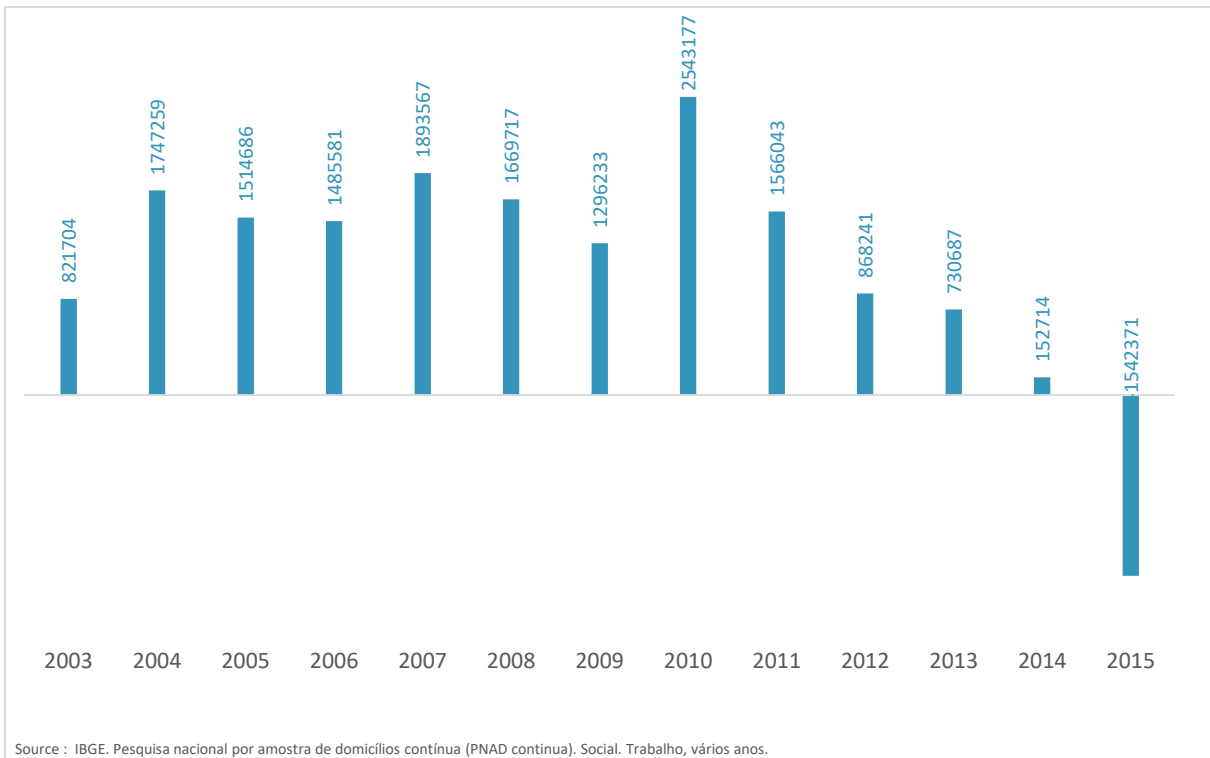
Graphique 10 – Exportations et importations (en millions de US\$, 2003-2015)



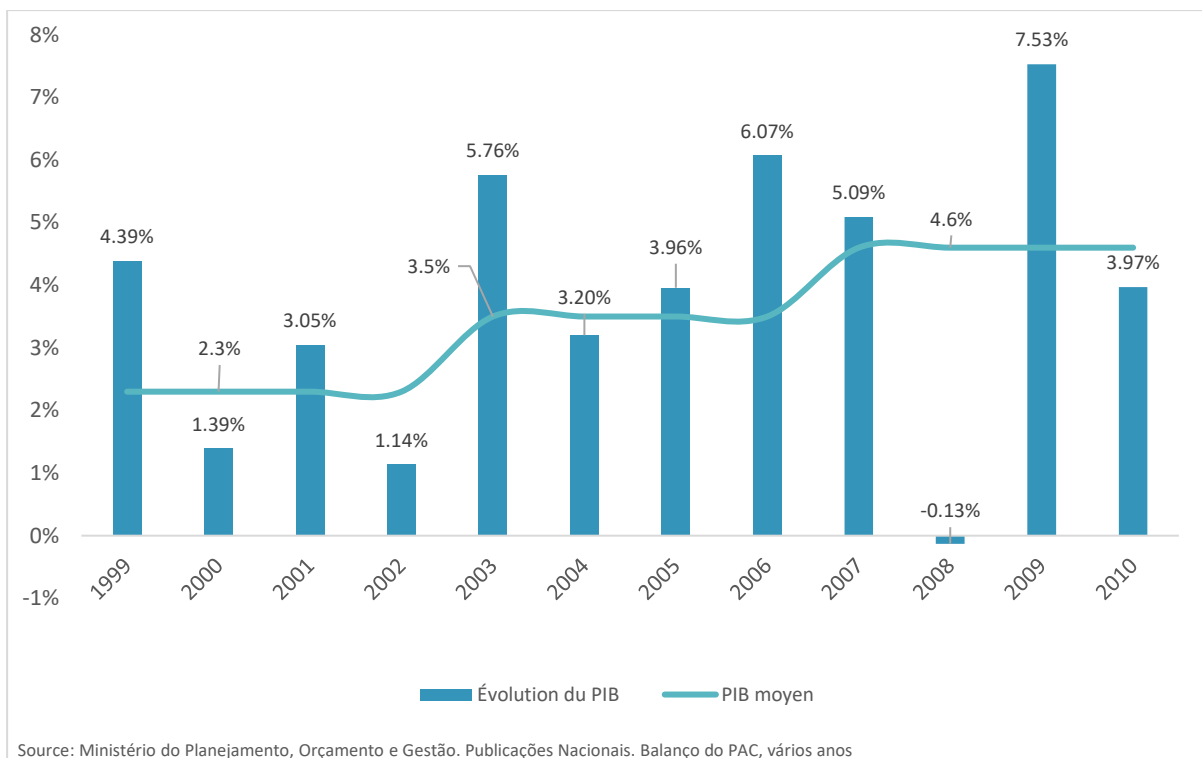
Graphique 11 – Réserves internationales et dette externe (en millions de US\$, 2003-2015)



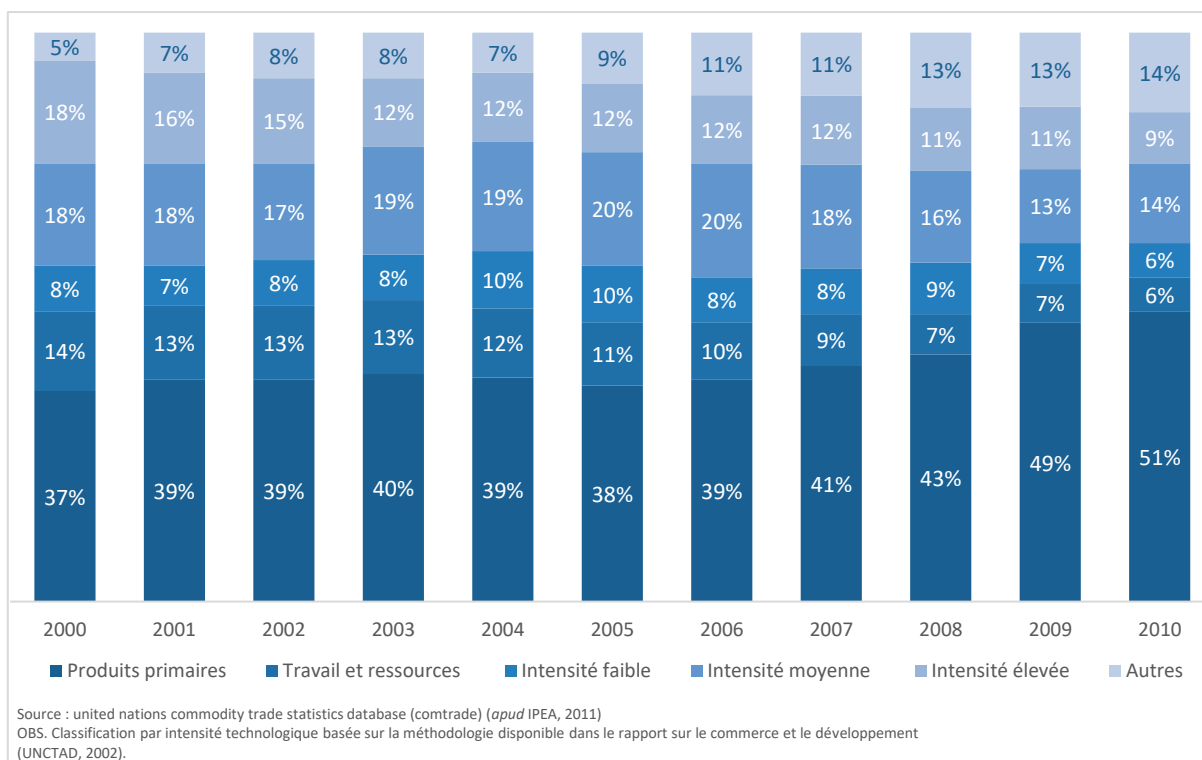
Graphique 12 – Évolution du salaire minimum réel (en R\$ par mois, 2003-2015)



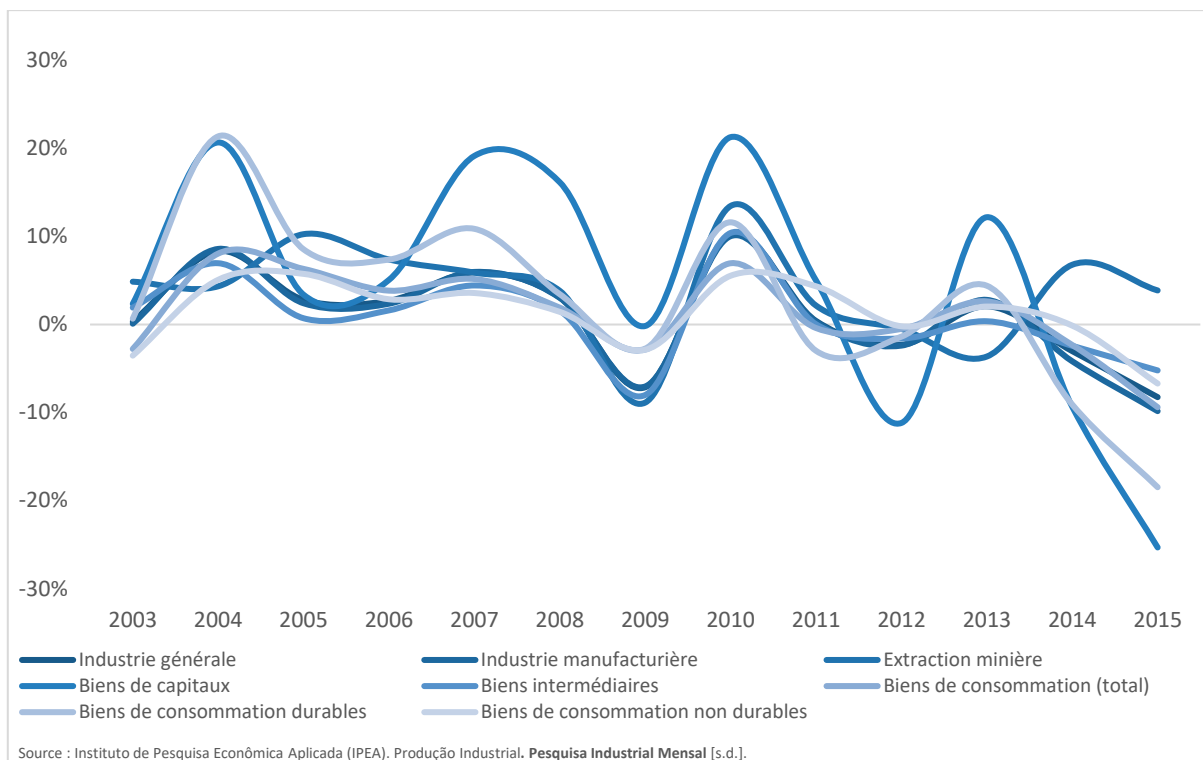
Graphique 13 – Création d’emploi formel (2003-2015)



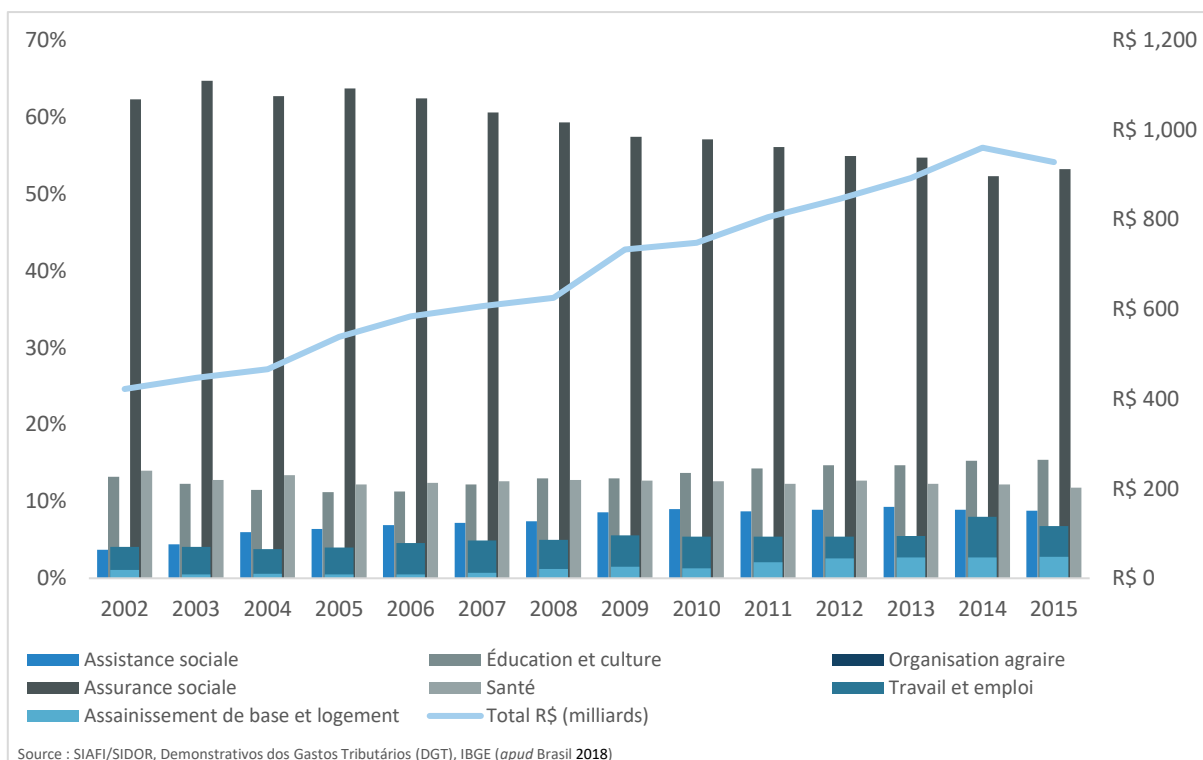
Graphique 14 – Effets du PAC sur le PIB (% cumulé, 1999-2010)



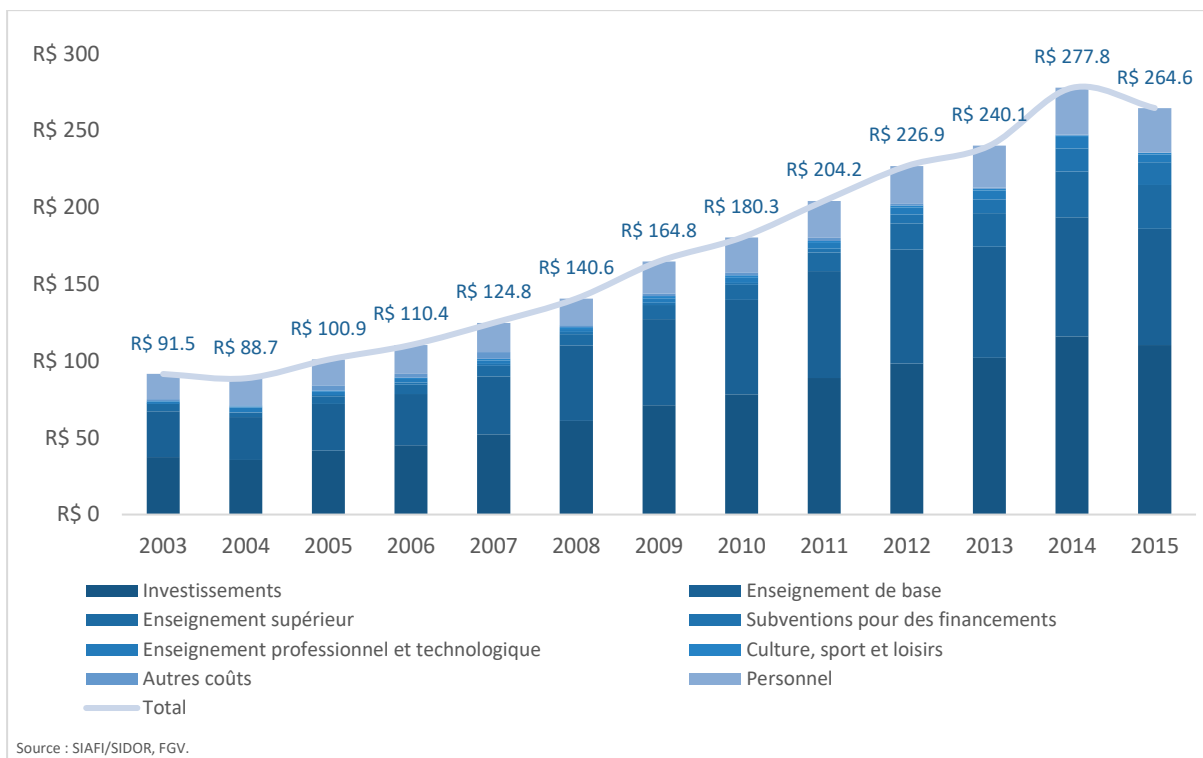
Graphique 15 – Primarisation des exportations brésiliennes (en %, 2000-2010)



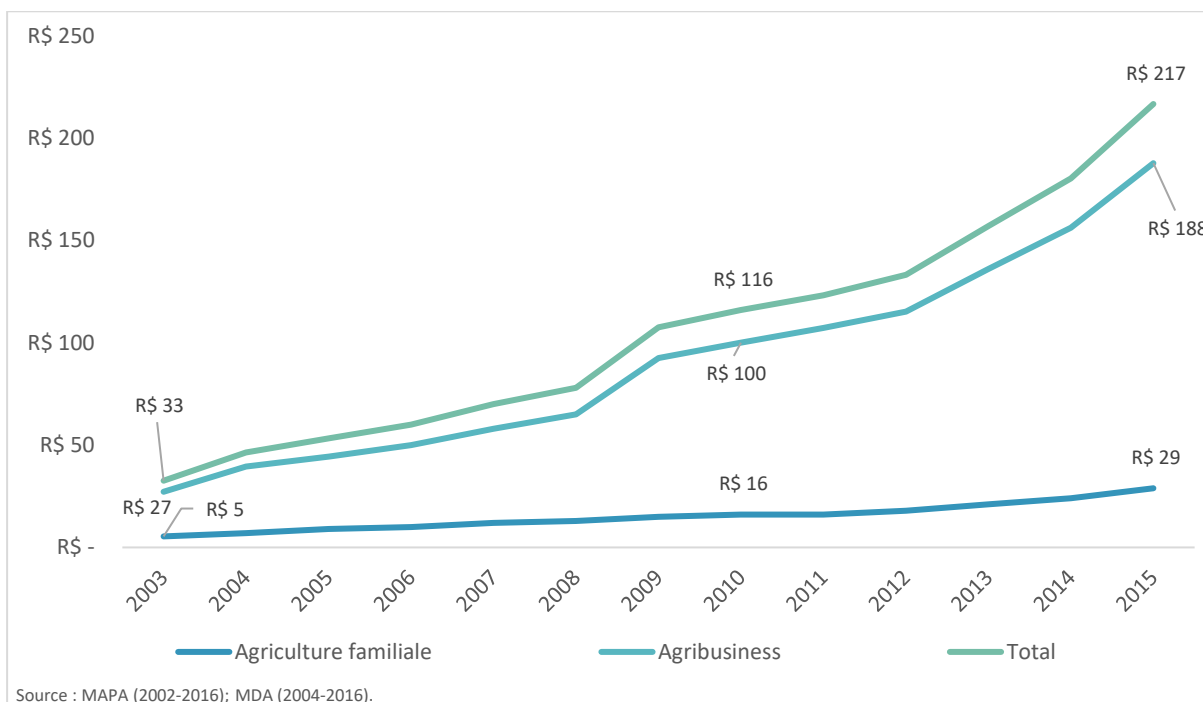
Graphique 16 – Croissance industrielle (en %, 2003-2015)



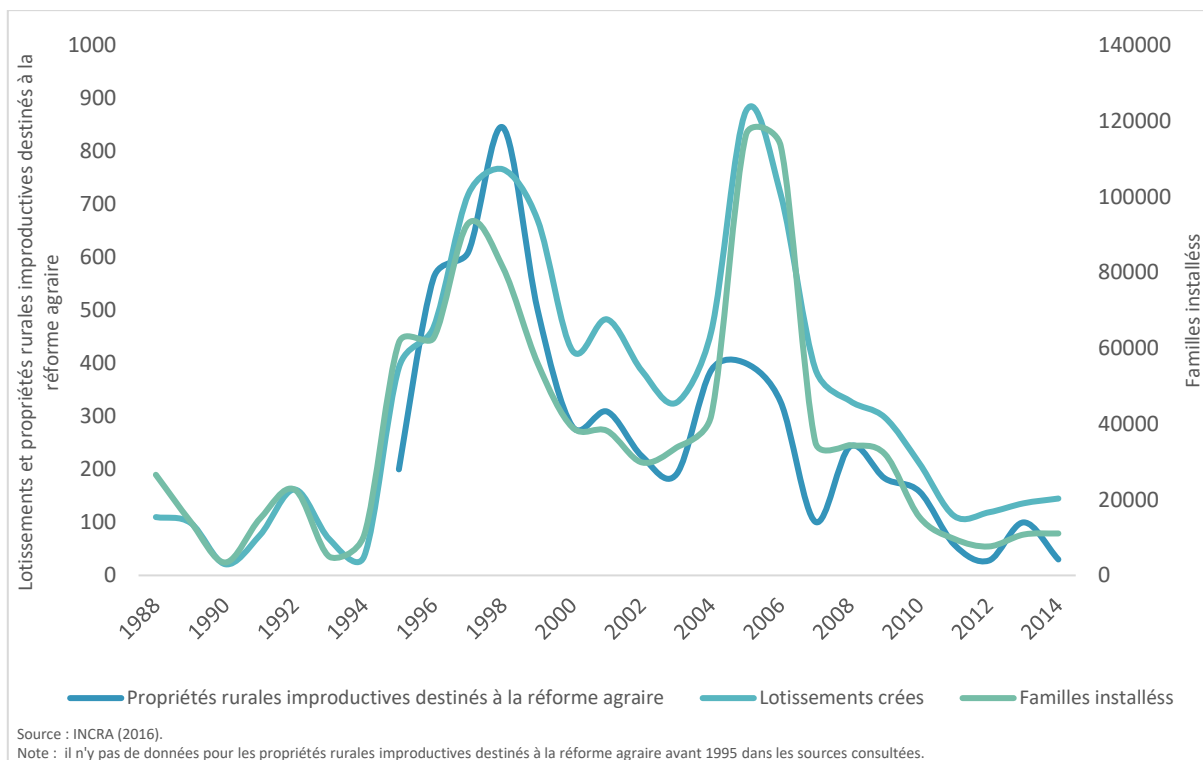
Graphique 17 – Évolution et composition des dépenses sociales du gouvernement fédéral (en % et milliards de R\$, 2003-2015)



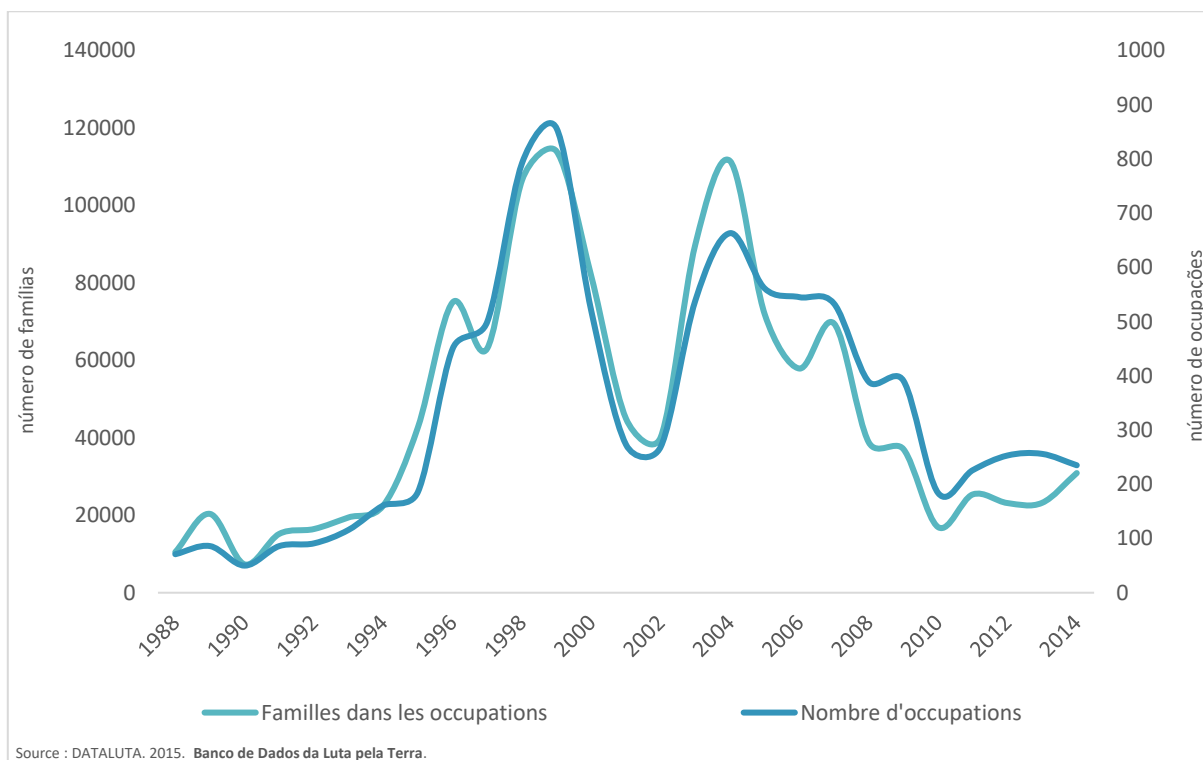
Graphique 18 – Dépenses pour l'éducation et la culture par catégories (en milliards de R\$, 2003-2015)



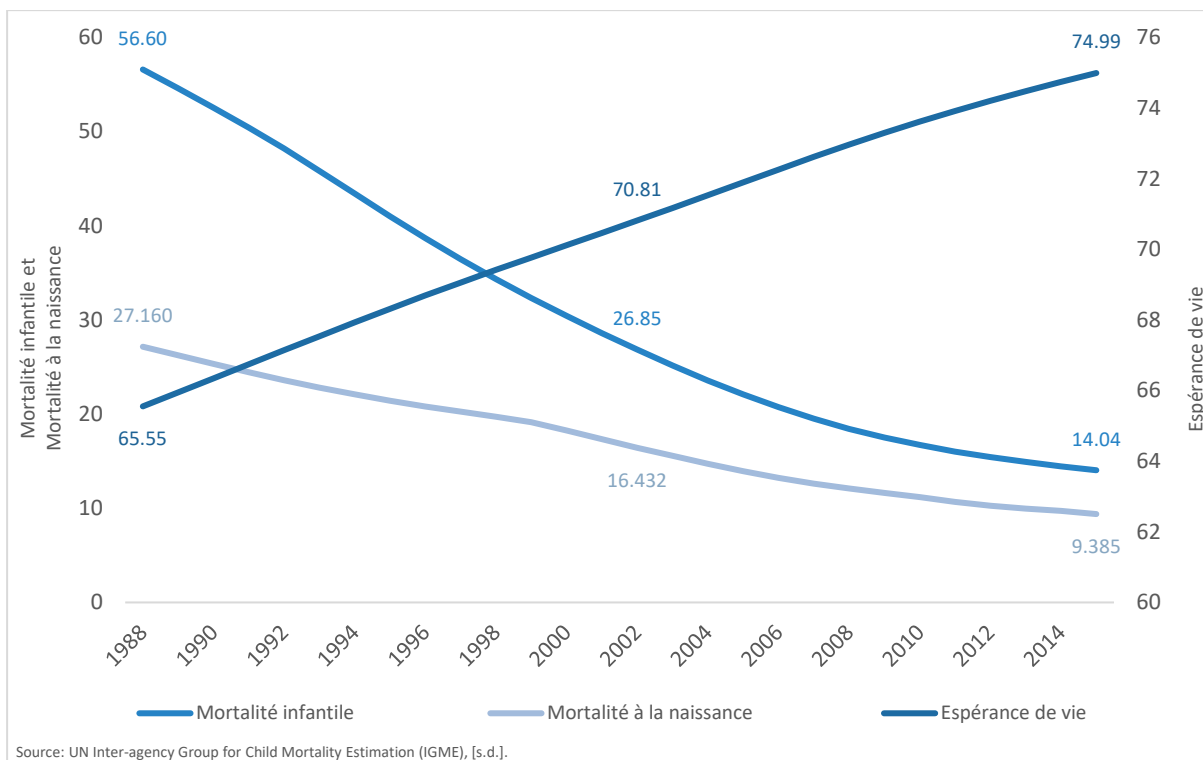
Graphique 19 – Évolution de la répartition des ressources pour le crédit agricole (en milliards de R\$, 2003-2015)



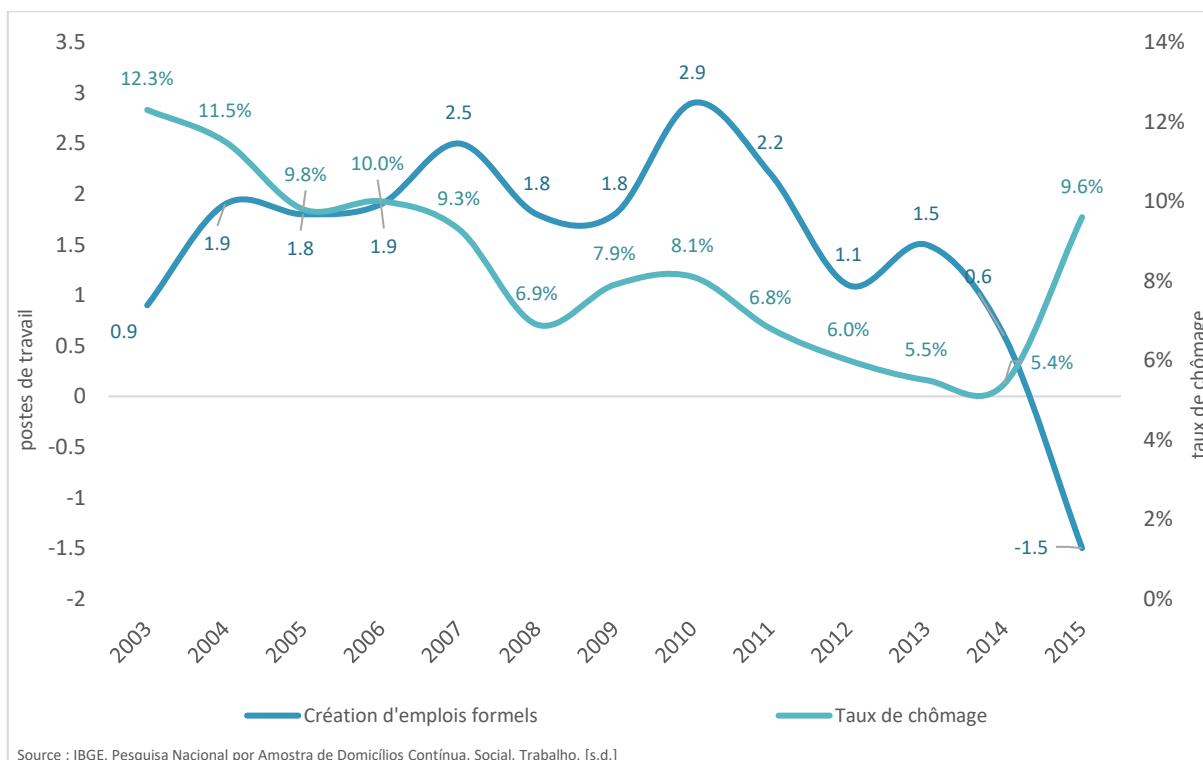
Graphique 20 – Propriétés pour la réforme agraire, la création de lotissements et l'installation de familles (1988-2014)



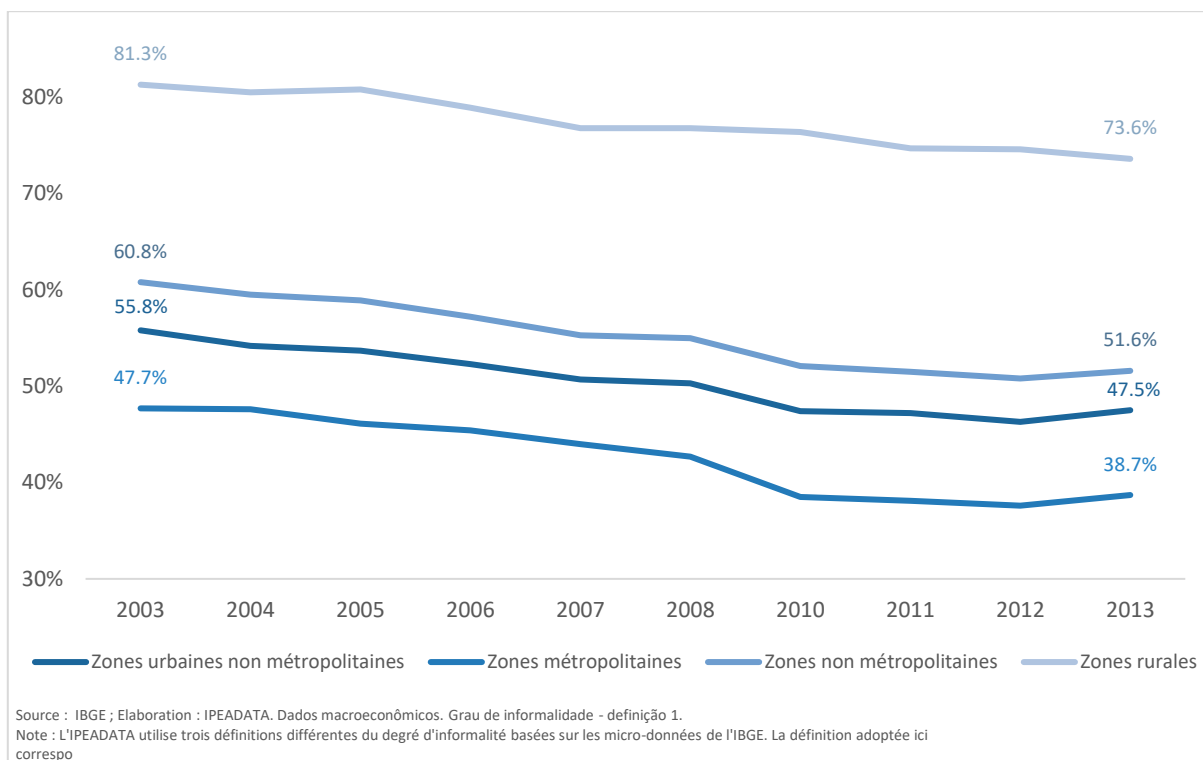
Graphique 21 – Nombre d'occupations et familles dans les occupations (1988-2014)



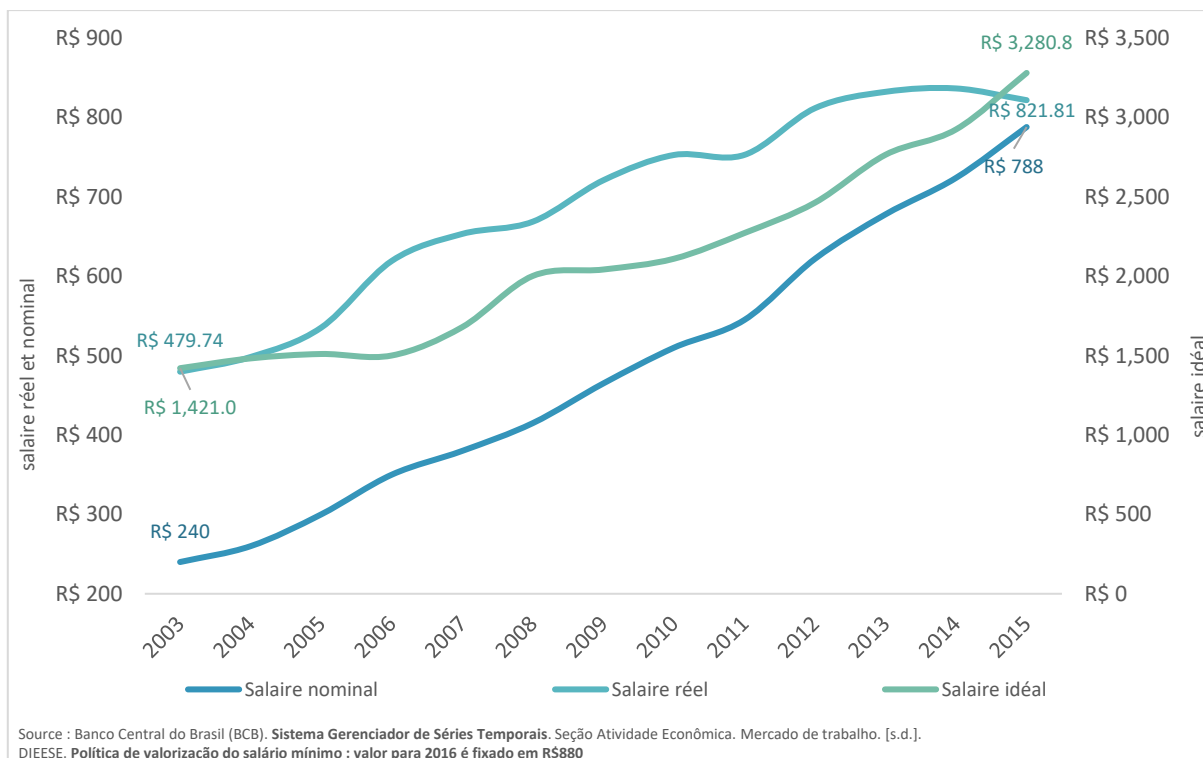
Graphique 22 – Espérance de vie, mortalité infantile et mortalité à la naissance (tous les 1000 décès, 1988-2015)



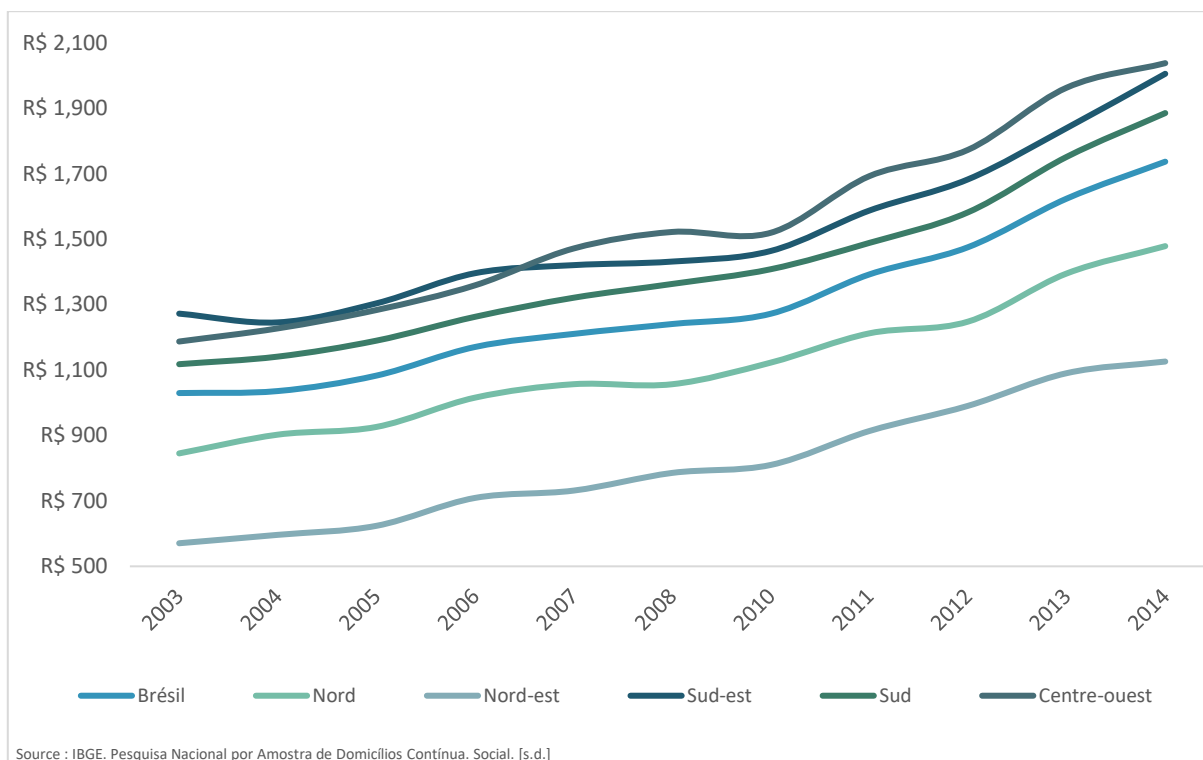
Graphique 23 – Création d'emplois formels et taux de chômage (en % et millions de postes de travail créés, 2003-2015)



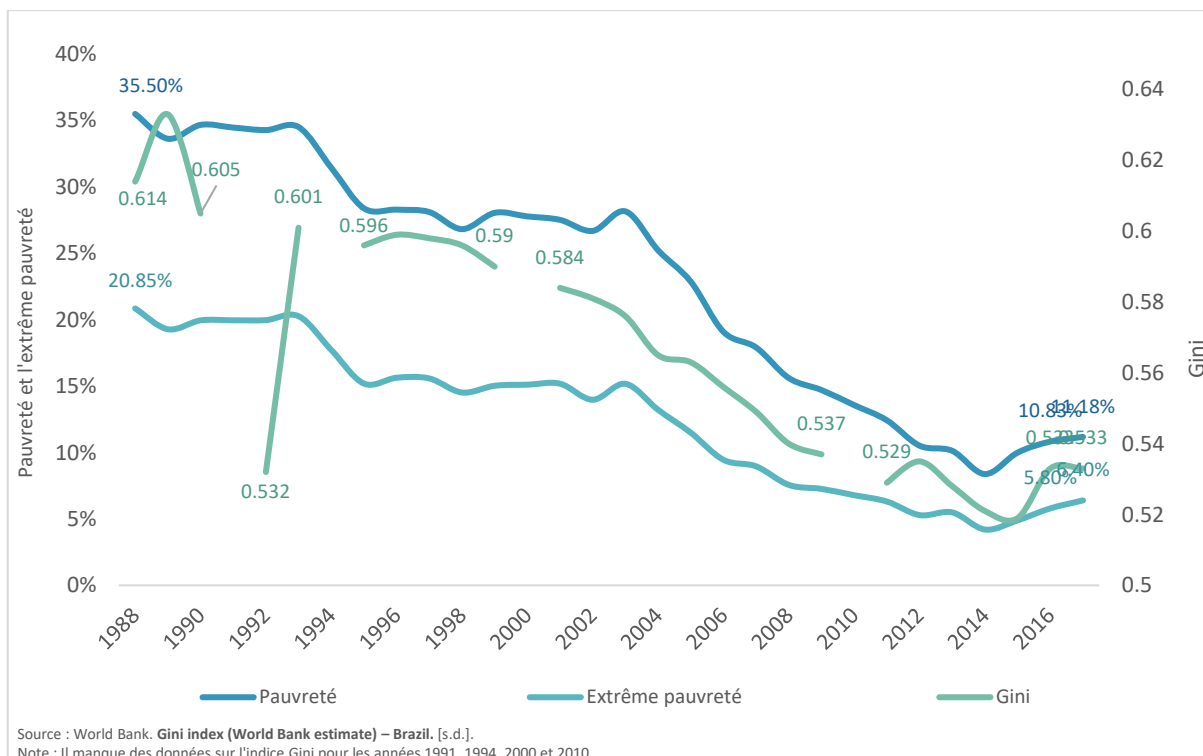
Graphique 24 – Travail informel par division géographique (en %, 2003-2013)



Graphique 25 – Évolution des salaires minimum nominal, réel et idéal (2003-2015)



Graphique 26 – Revenu moyen par région du pays (en R\$, 2003-2014)



Graphique 27 – Évolution de l'Indice Gini, de la pauvreté et de l'extrême pauvreté (% de la population, 1988-2015)